7-11-6 5 (2) 9es

ruccional

24 12 1 Web

The second secon

Commence of the second of the

La garde à vue

de Martin Bouygues

Martin Bouygues, PDG ou groups

Bouygues, etait toujours en garde a

vue, mercredi matin 20 decembre. Le numéro 1 mondial du ETP aurait ali-

menté les comptes suisses de Pierre

Botton. Tout comme Duméz et la

Compagnie de construction meca-

Les communistes russes pourraient

contrôler un tiers des sièges à la Dou-

ma. Au fur et à mesure du dépouille-

ment des élections législatives, le Fant

communiste confirme en effet sa pous-

sée et le president russe serart « preoc-

Tension sociale

Bruxelles n'exclut pas un « scenario a la

française ». Les cheminous belges ont

observé des arrêts de travail le 19 de-

cembra tandis que le gouvernement

veut s'attaquer à la réforme de la Se-

curite sociale et au régime des retraites

Le niveau de vie moven des Singapou-

riens a depasse, en 1995, celui des

Français. La cité-Etat se classe désor-

mais au deuxième rang des pays

en Belgique

des fonctionnaires.

E Les succès

de Singapour

Boris Eltsine

« préoccupé »

Limogeages et reprise en main politique à la police judiciaire

LE LIMOGEAGE INEXPLIQUÉ du « patron » de la police judiciaire parisienne, Claude Cancès, et du numéro deux de la direction centrale de la P), Ange Mancini, a provoqué, mardi 19 décembre, la stupeur dans les rangs policiers. Subtement annoncée aux intéressés, la mutation de ces deux profes-sionnels aux qualités incontestées et dont la neutralité politique n'a jamais été mise en cause a été présentée comme une « décision du ministre de l'intérieur », Jean-Louis Debré. Les deux policiers sont remplacés respectivement par Olivier Foll, un ancien de la PJ parisienne qui avait appartenu au cabinet d'Edouard Balladur à l'Hôtel Matignon, et par Louis Kerboeuf, l'actuel patron du SRPJ de Marseille. Survenant dans un contexte de tensions opposant certains hauts responsables policiers au groupe des magistrats spécialisés dans la lutte antiterroriste et d'affaires politico-financières embarrassantes, ces sanctions peuvent être interprétées comme une tentative de re-

> Lire page 12 et riotre éditorial page 15

prise en main politique de la PJ.

La nature et la magie africaines

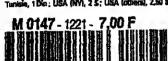


C'EST EN AFRIQUE, essentiellement dans le nord du Cameroun, que Jacques Dutronc a tourné Le Maître des éléphants, le nouveau film de Patrick Grandperret après L'Enfont lion. Dans le rôle du responsable d'une réserve, préoccupé par l'absence inexplicable d'éléphants et contraint d'accuelllir son fils de douze ans, auquel il ne s'est jamais vraiment intéressé, celui qui fut Vincent Van Gogh devant la caméra de Maurice Pialat participe ainsi à l'une de ces aventures dans lesquelles le cinéma français répugne d'habitude à se lancer: le film pour enfants. Une réalisation à la mesure des légendes et de l'Afrique, qui passe de la chronique romanesque au récit mythique où les humains - grands et petits - ont toute leur place. L'acteur et le réalisateur se sont tellement blen entendus qu'ils ont, depuis, à nouveau tourné ensemble l'adaptation des Victimes de Boileau-Narcejac.

PLANT

Lire page 27





Les syndicats et le patronat abordent sans enthousiasme le sommet sur l'emploi

Dans des prévisions optimistes, l'OCDE table sur une croissance modérée en Europe

LE SOMMET sur l'emploi, que le premier ministre organise jeudi 21 décembre à l'hôtel Matignon. est abordé sans enthousiasme par les syndicats et par le patronat. Marc Blondel (FO) s'est déclaré pessimiste après les propos de Jean Gandois (CNPF) excluant les salaires et le temps de travail du champ de la discussion. Cependant, le gouvernement envisage de proposer de nouveaux mécanismes d'aide au premier emploi des jeunes, le dispositif actuel ne fonctionnant pas de façon satisfai-

Les nouvelles dispositions consisteraient à rétablir des exonérations de charges en contrepartie de recrutements supplémentaires par les entreprises. Des avantages pourraient être octroyés, en outre, à celles qui s'engageraient sur la voie de la réduction du temps de travail.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) continue à tabler sur une augmentation modérée du produit intérieur brut, en dépit des



VOUS AURIEZ PU VOUS CHANGER AVANT DE VENIR!

certains pays européens sur leurs perspectives de croissance en 1996. Cette progression devrait s'amplifier en 1997. Le PIB moyen de l'ensemble des vingt-cinq pays membres (auxquels s'est jointe la

révisions à la baisse opérées dans République tchèque), devrait pour l'Hexagone une croissance croître de 2,6% en 1996, puis de 2,8% en 1997, sans que le niveau de codmage s'en trouve pour autant comprimé. Ces prévisions, établies avant les trois semaines

de 2,2% en 1996 et de 2,7% l'année

Lire pages 2 et 8 et notre cahier special

- Jours de grève

La dernière bombe de Lech Walesa

VARSOVIE de notre correspondant

A trois jours de l'expiration de son mandat, le président Lech Walesa accuse le premier ministre de trahison; le président élu, Alexandre Kwasniewski, est menacé d'une levée de son immunité parlementaire ; et Lech Walesa lui-même se voit Infliger un colossal redressement fiscal: les plus hauts personnages de l'Etat règient leurs comptes en public dans une Pologne soudain retombée dans une zone de graves turbulences.

La transmission des pouvoirs, prévue pour la fin de la semaine, s'annonçait déjà pénible lorsque, tard dans la soirée du mardl 19 dé-cembre, le président Walesa lança sa bombe. Convoqués au palais présidentiel, le président de la Diète et les présidents du Tribunal constitutionnel et de la Cour suprême étalent priés de prendre connaissance d'un rapport du ministre de l'intérieur à propos d'une affaire « mettont en donger lo sécurité de l'Etat ». Officiellement, c'est tout ce que l'on sait. Mals, d'après les informations émanant | études que sa fortune - continue de pourde la présidence elle-même, l'affaire concerne suivre Alexandre Kwasniewski. Le président

zef Oleksy, accusé d'avoir entretenu des contacts avec les agents d'une puissance étrangère, selon toute vraisemblance l'URSS puis la Russie, non seulement au temps du ré-glme communiste, mais jusqu'en 1993, c'est-à-dire à une époque où il était président de la Diète. Vrai ou faux? Le porte-parole du gouvernement a immédiatement laissé entendre que les « documents » ont pu être « fabriqués ». Accusation grave contre un homme, le ministre de l'intérieur Andrzej Milczanowski, qui jouit d'une réputation de très grande in-tégrité, mais qui est aussi un proche de Lech

Ces deux ministres sont encore en fonctions pour deux jours. Ensuite, la totalité du puisque la Cour suprême a considéré que l'élection présidentielle était valide, en dépit des « mensonges » proférés pendant la campagne par le nouvel élu. Cette affaire de « mensonges » - concernant aussi bien ses

le premier ministre « post-communiste » Jo- j élu est l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire qui pourrait théoriquement le contraîndre à rendre des comptes avant que la nouvelle Immunité de président ne l'en dispense...

Dans les derniers jours de la campagne, plutôt que de répondre à ces accusations, le candidat Kwasniewski et son état-major avaient, toujours avec l'alde du ministre de la justice, allumé un pulssant contre-feu: Ils avalent accusé Lech Walesa de n'avoir pas payé d'impôts sur un cachet versé cinq ans plus tot par la firme américaine Warner Bros, à l'occasion du tournage d'un film sur sa vie.

Les services fiscaux ont eu la main lourde et réclament à M. Walesa pas loin de 2 millions de dollars (environ 10 millions de francs). Bien entendu, on murmure déià dans les rangs du gouvernement que les accusations portées contre M. Oleksy pourraient n'être rien d'autre que la vengeance du président sortant. Cela fait bien longtemps que la Pologne n'avait connu d'atmosphère aussi détestable.

la Seita, un monopole vieux de

2) L'opportunité de ces deux

décisions est aujourd'hul peu

contestée. Du monopole de l'au-

diovisuel à celui de l'information,

il n'y a pas lotn, et celui-ci est trop

contraire aux principes les plus

élémentaires de la démocratie

pour n'avoir pas la plupart du

temps disparu là où elle l'a empor-

té. Quant au tabac, il était par trop

absurde de la part de l'Etat de fa-

briquer lui-même une drogue dont

il se ruinait en même temps à es-

sayer de réduire les ravages. C'est

que, du transport à la Sécurité so-

ciale, de l'enseignement à la pro-

duction et à la consommation

d'energie, tout, au cours de ce de-

mi-siècle, a changé de dimensions,

justifiant la fameuse remarque de

Marx selon laquelle, à partir d'un

certain seuil, une transformation

quantitative devient qualitative.

Qui peut sérieusement nier que

des adaptations sont nécessaires ?

dans ces conditions la quasi-ab-

affrontés pouvoir et grévistes.

deux siècles?

de sœur Emmanuelle Révoltee, sœur Emmanuelle est une octogenaire qui fait preuve d'un dynamisme étourdissant au service des victimes de l'injustice. • Le Paradis, c'est

les autres! », resume-i-elle. p. 14

La fureur de vivre

Un entretien avec Michel Bon

Le président de France Télécom entend développer l'usage du téléphone et insuffler l'« esprit de reconquête » au

Une exposition sur l'art de mesurer

L'architecte Jean Nouvel met en scène a la Cité des soences et de l'industrie, a Paris, une exposition sur la mesure. Les visiteurs pourront découvrir, manipuler et expérimenter toute une palette d'instruments.

Cinéma

Tous les nouveaux films de la semaine, dont le demier James Bond, Golden-Eye, la dix-huitierne aventure de l'indestructible agent secret, qui respecte les canons de la serie. p. 27, 28 et 29



Les incertitudes du service public l'audiovisuel ou en vendant, avec

AU NOMBRE des suggestions avancées par Alain Juppé durant son bras de fer avec les syndicats, figure la convocation du Congrès, aux fins d'inscrire dans le préambule de la Constitution l'existence d'un « service public à la fron-

çaise ». Qu'est-ce à dire?

EDOUARD BALLADUR

DEUX ANS

MATIGNON

ENTRE

MITTERRAND

CHIRAC

claration des droits de l'homme de 1789 et à un autre préambule : ce-

hil de la Constitution du 27 octo-

que « tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les

caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit bre 1946, dont la lecture éveille devenir lo propriété de la collectiviquelques doutes sur l'efficacité de té ». Ne l'aurait-on donc pas déjà la révision suggérée, puisqu'il re-connaît par exemple à chacun le duelque peu transgressé en priva-tisant une partie de ce « service pu-1) Le préambule en question droit à l'emploi. Il proclame aussi blic national » qu'a longtemps été

> "La France n'a pas seulement besoin d'une autre société ; elle réclame une autre façon de faire de la politique."

EDOTĀRD BALLADUR

André Fontaine Lire la suite page 15

duit intérieur brut global en 1996 pour l'ensemble des pays membres, laquelle devrait s'amplifier légèrement l'année suivante, pour atteindre une augmentation de 2,6% du pro- 2,8%. Pour autant, cette croissance

moyenne ne permettra aucune amé-lioration sensible sur le front du chômage, dont le taux restera supérieur à 10 % en Europe. Ce scénario dépend toutefois d'une sévère maîtrise des déficits publics. • LES GRÉVES en France, dont l'impact n'est pas encore précisément chiffré, devraient entraîner une diminution d'un quart de point du PIB en 1995, estime l'OCDE (contre 0,3 % à

0,4 % seion l'Insee). ● LE PATRONAT SUISSE préconise une vaste dérègle-mentation de l'économie helvétique, dont les services publics devraient être privatisés à marche forcée.

sonnes agées mais les autres presta-

tions - celles allant vers les actifs - ont

également augmenté très vite pour

diverses raisons: meilleure couver-

ture, augmentation du nombre des

personnes bénéficiant des presta-

tions sociales, amélioration de ces

L'OCDE souligne qu'on ne peut ta-

bler, d'ici la fin du siècle, sur une dimi-

nution notable des transferts vers la

population en âge de travailler « si les

politiques actuelles sont maintenues ».

Les allocations de chômage, la princi-

pale cause de l'augmentation des dé-

penses en faveur des actifs, « seroient

une source d'économie potentielle si le

fonctionnement du marché du travail

était amélioré ». Mais les travaux de

l'OCDE avaient montré cet été

qu'une baisse importante du chô-

mage était exclue avant plusieurs an-

nées, son taux par rapport à la popu-

lation active ne devant pas baisser de

plus d'un point par rapport au niveau

de 7,8 % atteint cette année. Comme

« il y a peu de chances que les trans-

ferts destinés à la population d'âge ac-

tif diminuent de façon substantielle »,

Il faudrait « réformer ces programmes

afin d'améliorer les mécanismes d'inci-

tation ». Car, souligne POCDE, les in-

quiétodes à l'égard des programmes

existants ne se limitent pas à leurs

coûts budgétaires mais elles

concernent aussi les « effets négatifs »

qu'ils peuvent avoir sur les incitations

Eviter les syndromes

De 1990 à 1994, la croissance an-

nuelle des entrées nettes de capi-

taux en Asie de l'Est a atteint 7 %,

celles-ci étant composées d'inves-

tissements étrangers directs, de

flux bancaires et d'investisse-

ments de portefeuille. Ces mouve-

ments financiers ont le plus

souveut amélioré la performance

des économies locales, mais deux

pays an moins, extérieurs à la zone asiatique, mais qui font aussi

partie des « pays émergents », la Turquie au début de 1994, puis le

Mexique en décembre de la même

année, ont subi des crises finan-

cières graves. L'OCDE, qui

consacre une étude spécifique aux

marchés émergents et à la libérali-

sation des mouvements de capitaux, s'inquiète des risques qu'elle

induit. « On peut craindre que des

mouvements de capitanx massifs ou

brusques n'aient des effets perturba-

teurs, surtout si les bases fondamen-

tales de ces économies ne sont pas

saines », affirme le rapport. Il est

nécessaire qu'interviennent « des

changements dans la gestion macro-

financières, afin d'éviter des diffi-

cultés économiques qui pourraient,

dans les cas extrêmes, entraîner la

désorganisation du système finan-cier mondial », ajoute-t-elle.

mique et dans les institutions

turc ou mexicain

du marché du travail.

prestations.

La croissance dans les pays industrialisés devrait s'accélérer en 1996 et 1997

La baisse du chômage sera peu importante, et des réformes fondamentales s'avèrent nécessaires, notamment la réduction des déficits budgétaires, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans ses dernières perspectives

L'ANNÉE qui s'achève aura été decevante, avec une croissance économique qui n'aura pas tenu ses promesses: +2.4 % dans l'ensemble des pays industrialisés contre +3 % prévu Il v a un an. Mais « la situation demeure fondamentalement satisfaisante », et 1996 devrait voir la reprise s'accélérer progressivement et se poursuivre pendant plusieurs années. Tel est le diagnostic que porte l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son dernier examen de la situation internationale, public le 20 décembre.

Si effe ne déborde pas d'optimisme à cause d'un chômage moyen qui restera élevé, du fait surtout de l'Europe. la vision portée par l'OCDE sur 1996, à travers les indications fournies par les 25 pays membres que comptait l'organisation avant l'adhésion, en novembre, de la République tchèque, n'est pas pour autant pessimiste. Certes, les taux de croissance annoncés pour les années qui viennent a'ont den de flamboyant:

France : confiance malgré l'impact des grèves

Le premier semestre 1995 n'aura créditée, maigré tout, d'un taux de crolssance de 2,7 %. Kumiharu 5higehara, qui dirige le département économique de l'OCDE, a précisé que l'impact des grèves n'a pas été pris en compte dans les calculs de 1995 – qui remontent au 10 novembre – mais qu'on peut l'estimer à un quart de point. La croissance économique, en termes de PIB (prodnit intérieur brut), risque donc de ne pas dépasser 2,5 % cette année, ce qui équivaudrait à une perte - en termes de richesses non produites - d'environ 20 milliards de francs. Il y a tout juste un an, POCDE prévovait une croissance de 3,1 % pour 1995. En revanche, l'impact des grèves pour 1996 n'a pas été chiffré. Les économistes de l'OCDE attendent de voir comment va reprendre le travail au cours des prochaines semaines et estiment au vu des expériences passées que le manque à produire et à vendre est genéralement rattrape au cours des six à huit mois qui suivent. Pour 1996, la croissance pourrait atteindre 2,2 %, et 2,7 % Pannée suivante.

+2.6 % en 1996, +2.8 % en 1997, après +2.4 % cette année dans l'ensemble des pays industrialisés. Mais, outre qu'ils correspondent à peu près au potentiel actuel de ces pays - c'est-adire à ce qui peut être fait en matière de croissance sans accélération de l'inflation -, ils pourraient annoncer une phase d'expansion durable si les bonnes conditions actuelles persistent : inflation faible, baisse des taux d'intérêt à long terme, stabilisation des taux de change à partir d'une remontée du dollar. Nous sommes là très loin de la perspective d'une nourelle recession.

ADOPTION DE SACRIFICES

Pour que se réalise ce schéma plutot optimiste, meme s'il est parsemé d'embûches et rempli d'incertitudes, il faudrait ajouter une condition qui ne sera pas touiours facile à obtenir, souligne l'OCDE: la poursuite de la réduction des Importants déficits budgétaires qui subsistent un peu partout dans le monde. Les économistes de l'organisation Internationale n'Ignorent pas les contraintes, voire les dangers, qu'implique la chasse aux déficits publics, celle notamment à laquelle force en Europe le respect du traité de Maastricht. Evoquant les incertitudes de toutes sortes qui minent actuellement la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs européens, l'OCDE note que « ces effets négatifs seront également amplifiés par les nouvelles mesures d'assainissement budgétaire - au-delà de celles prévues actuellement – qui seront requises dans un certain nombre de pays - du fait du traité.

Incontestablement, la construction de l'union monétaire, ou plutôt les incertitudes qui y sont liées, ne favorise pas la croissance et augmente. le trouble actuel et les pénalités auxquelles elles donnent lieu pour les pays les plus faibles : « Le climat d'incertitude et l'existence de primes de risque elevées font ploner une menace sur la prévision faite par le secrétariot de l'OCDE d'une expansion continue en Europe, qui repose sur un investissement vigoureux des entreprises et un redressement des dépenses de cansommation ». L'OCDE ajoute qu'une autre source d'incertitude porte sur le point de savoir si la future Banque centrale européerine sera aussi déterminée que la Bundesbank à agir pour la stabilité des prix, rappelant au passage les importantes sorties de capitaux allemands vers la Suisse.

L'Europe au même r	ythme qu	ie les Etat	s-Unis
	1995	1996	19T
B PIB en volume Etars-Unis Japon Allemagne France Grande-Bretagne	+ 3,3	+ 2.7	+ 2,8
	+ 0,3	+ 2	+ 2,7
	+ 2,1	+ 2.4	+ 2,7
	+ 2,7	+ 2.2	+ 2,7
	+ 2,7	+ 2.4	+ 2,7
OCDE Europe Total de l'OCDE	+ 2,9	+ 2,6	+ 2,7
	+ 2,4	+ 2,6	+ 2,8
Exis-Unis Japon Allemagne France Grande-Bretagne	+ 1,6	+ 1,7	+ 1,9
	- 0,9	- 0,4	+ 0,3
	+ 2,3	+ 2	+ 2,1
	+ 2,1	+ 2,1	+ 2
	+ 1,9	+ 2,5	+ 2,3
OCDE Europe Total de l'OCDE	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,6
	+ 4,1	+ 3,4	+ 3,2
Etats-Unis japon Allemagne France Grande-Bretagne	5,6	5,7	5,9
	3,1	3,4	3,4
	9,3	9,3	9,1
	11,5	11,3	11
	8,4	8,2	8
OCDE Europe	10,8	10,5	10,3
	7,8	7,7	7,6
Balance contrante (en 3 de 198) Etats-Unis Japon Allemagne France Grande Bretagne	- 2,4	- 2,2	- 2
	2,3	2	2
	- 0,8	- 0,9	- 1
	1,3	1	1,1
	- 1,1	- 1,5	- 1,6
OCDE Europe	- 0,8 - 0,1	- 0,1	0,7 - 0,1
Commerce mendial	+ 9,2	+ 8,2	+ 8,2

"Ayant évoqué les risques et in-convénients les à une période exceptionnelle pour l'Europe. l'OCDE n'en persiste pas moins : en dehors même du processus d'union monétaire « une réduction des déficits s'impose d'urgence dans plusieurs pays euro-peens afin de diminuer les primes de risque ., ce qui contribuera . à une

(Variation en % par rapport à l'année précédente.)

baisse des taux dans l'ensemble de l'Europe ». Dans cette perspective, ajoute le rapport, le plafond de 3 % de déficit par rapport au produit intédeur brut, fixé dans le traité de Maastricht « n'est pas suffisamment ombitieux », ce qui justifie à posteriori les demières exigences allemandes, notamment celles du ministre des fi-

COMMENTAIRE **VISION SURPRENANTE**

MAIS RÉALISTE

Il n'est pas dans les habitudes de l'OCDE d'affoler les foules en annonçant des crises économiques ou des renversements dramatiques de situation. Cette fois pourtant, à la lecture d'une description de la situation mondiale relativement optimiste, la tentation est grande de crier au subterfuge. La croissance économique en Europe est en panne, ou presque, le lapon continue de purger ses exces financiers et bancaires, plusieurs pays d'Amérique latine, et non des moindres (Mexique, Argentine, Vénézuela) ont de gros problèmes, la croissance se ralentit en Chine alors que les tensions sociales y montent dangereusement, les Etats-Unis eux-mêmes malgré

la remarquable conduite de leur politique économique verront bien un jour arriver la fin d'un cycle de croissance entamé il y a

presque cinq ans. Et malgré tout cela, l'OCDE nous annonce des temps meilleurs, la reprise se consolidant progressivement l'année prochaine et en 1997 pour atteindre 2,8 %, une croissance qui devrait être durable car non inflationniste. Tout cela parce que selon l'Organisation, la situation de la plupart des pays industrialisés est fondamentalement saine : taux d'intéret en baisse, inflation faible, taux de change stabilisés. Une description qui, concernant la France, a valu, mardi 19 décembre, à l'économiste en chef de l'OCDE, le japonais Kumiharu Shigehara, une volée de bois vert de la part d'un journaliste anglosaxon qui lui reprochait le manque d'Indépendance de ses analyses vis à vis de l'octimisme

tenable de la dette ». Les chiffres fournis par l'OCDE montrent que des pays comme l'Italie, la Belgique, l'Autriche, le Cana-da... sont clairement concernés. Le rapport ne dit pas en revanche si les « mesures ambitieuses » dont il est question doivent être reportées à des

nances, Theo Waigel, et de son pacte

de stabilité. Pour faciliter l'adoption

de sacrifices parfois importants.

l'OCDE propose que les « mesures

ambitieuses » qui devront être prises

le solent « dons lo phase de reprise

économique, en particulier dans les

pays où les ratios d'endettement sont

particulièrement élevés » et risquent

de « faire naître une dynamique insou-

temps meilleurs (la phase de reprise n'est pas vraiment encore là) ou si elles s'imposent immédiatement... La seconde hypothèse semble la plus probable.

Un argument supplémentaire est fourni pour mener le combat contre les déficits publics : à terme, le vieillissement démographique de la plupart des pays industrialisés fait que a l'objectif d'une position budgétaire saine mérite la plus haute priorité ». Les actifs seront de moins en moins nombreux pour financer les dettes laissées par la présente génération.

OBJECTES SOCIAUX

Tout en soulignant qu'il sera également important d'« assurer lo réalisation d'objectifs sociaux essentiels » lutte contre la pauvreté plus que garantie de ressources -, l'OCDE n'en accorde pas moins la priorité à la réduction des déficits budgétaires parce qu'elle est le gage d'une amé-lioration de la confiance et donc d'une reprise de la croissance et des investissenients! Ils faut notamment réduire les transferts sociaux dont la croissance a représenté entre 1960 et 1993 un peu plus du tiers de l'augmentation des charges publiques. La plus grande part de cette hausse est due aux transferts en faveur des per-

de commande des gouverne-

Et si, malgré la grisaille et les difficultés actuelles, l'OCDE avait raison ? Ses économistes sont pour la plupart convaincus qu'une gestion stricte des finances publiques, la résorption des déficits budgétaires et sociaux, ramènera la confiance des marchés et fera baisser les taux d'intérêt à long terme. Une fois confirmée cette détente - qui est deja en train de se produire - ce sont les ménages et les chefs d'entreprises qui changeront d'attitude. Les premiers tireront sur leur épargne, les seconds investiront davantage. La croissance s'accélèrera. Ce schéma apparaît à beaucoup trop simple pour être vraisemblable. Il a pourtant au moins une chance sur deux de se réalises si les pays sont prêts à en payer le prix. concernant notamment l'emploi et les salaires minimums.

Alain Vernholes

Hommuni

- The Transfer -- : be blooming I have 17. tate where . C. Shadeland 462 er derbiers wilder · restrain or stance Se stangent with dis-

Est a Prover Chief 100 a 100 a 21 genete du pro - years taken --- Populat & M. Dom: to bestrappe Law A Aude THE PARTY NAME OF PARTY Home was Dag

marie de l'ambient

" ern American Salar Tar Harry neverse of the pass TE ISPANIE MON THE SER MANAGEMENT Months Tell TO THE SEPONDE IS

mente de la THE RESERVE OF THE PARTY OF THE 1 - 4:107 . 19 - 7.5 37800 GA TO THE PROPERTY AND THE the out with a series

w. w. 14 14 14

THE SET PARTY

. Al although

Eture de la centr andum signe me

9,74

Les propositions ultra-libérales du patronat suisse soulèvent un tollé

de notre correspondant Rarement publication patronale aura provoqué pareil tollé en Suisse que le Livre blanc sur l'écononile helvétique que viennent de présenter une vingtaine de capitalnes d'industrie parmi les plus en vue du pays. La gauche et les syndicats ont été les premiers à ouvrir le feu, mais les critiques vont bien au-delà et fusent de tous côtés. Même le président de la Confédération, Kaspar Villiger, et jusqu'au président de ce bastion de l'orthodoxie financière qu'est la Banque nationale suisse, Markus Lusser, sont sortis de leur traditionnelle réserve pour juger « irréalistes » les recettes d'un néo-libéralisme à tout crin avancées dans ce

Intitulé - Avons le courage d'une rraie relance - Un Programme de politique économique pour la Suisse », ce Livre blanc avait suscité des re-

mous avant même sa parution. Déjà, son mot d'ordre en donnait le ton: * Trovaillons plus tout en gognont moins ». Ensuite, ce pavé dans la mare était lance par quelones-uns des poids lourds de l'économie helvétique: rédigé sous la baguette du copresident d'Asea Brown Bovery (ABB), David de Pury, avec le coocours de deux professeurs de l'université de 5aint-Gall, le texte compte également au nombre de ses auteurs les PDG des trois grandes banques et de multinationales comme Ciba et Nestlé, ou encore l'ancien directeur général du GATT, Arthur Dunkel. Afin de bien montrer à qui le message s'adressait en priorité, c'est à Zurich, la métropole économique du pays, qu'il a été rendu public le 13 décembre, le jour même de l'élection du gouverne-

ment helvétique par le nouveau Parlement à Berne. Partant du constat que l'économie suisse s'essouffle et tarde à s'adapter aux bouleversements structurels en cours, les auteurs de ce texte pronent un traitement d'urgence pour renforcer sa compétitivité. Leur thérapie consiste en une déréglementation tous azimuts passant par le démantèlement et la privatisation des services publics. Les premiers secteurs concernés seraient les postes et les télécommunications, les chemins de fer, l'énergie, de même que la télévision.

SUPPRESSION DE L'IMPÔT DIRECT

Parmi d'autres mesures, le Livre blanc va jusqu'à proposer de soumettre l'assurance-chômage et les universités aux règles de la concurrence. En matière fiscale, il préconise la suppression de l'impôt direct et de l'impôt sur le capital, à compenser par un relèvement de la TVA. La sécurité sociale n'est pas éparenée et devrait « se concentrer sur les seules

nécessités ». Enfin, l'Etat est invité sans plus attendre à rétablir l'équilibre des finances publiques par une réduction des dépenses et des subventions.

La Suisse a beau se vouloir fermement attachée à la libre entreprise, de tels propos n'ont pas manqué de soulever une levée de boudiers. Dénonçant une «orrogance insupportable », les syndicats ont rétorqué que « la mise en œuvre de ce remède de chevai troublerait durablement la paix sociale et politique ». Même dans les rangs des partis « bourgeois », ce Livre bianc passe pour « une caricature de la droite ». Alors que la Suisse ne connaît pratiquement pas de grèves, nombre de commentateurs ont averti que l'application d'un tel programme conduirait à une situation analogue à celle que vient de traverser la France.

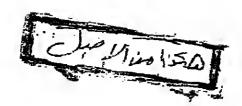
lean-Claude Buhrer

"Je cherche un livre" Commence of the Commence of th Les références de 370 000 livres à portée de main Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres dispanibles en longue fronçaise sont references, ovec un resume, dans un service mis o jour en permanence. Le Multimédio est également sur ELECTRE avec toutes les références de 5000 CD-ROM et CD-1 disponibles sur le morché. 3615 ELECTRE : LA BIBLIOTHEQUE ÉLECTRONIQUE.

Andrew M Level to the second 100 A JE AND Taking Min I prom 715.5 CANE SE Harris Parket A PARTY OF MAKE SE 1000 4 1 March 1.34

EVELO ---Sailte St. or James A PROPERTY. -

10 CONT. 12



Les communistes russes pourraient contrôler un tiers des sièges à la Douma

La Chambre haute a adopté un budget de rigueur pour 1996

Au fur et à mesure que le dépouillement des élections législatives du dimanche 17 décembre de sièges attribués au scrutin majoritaire, initia-se poursuit, le Parti communiste russe confirme sa poussée et remporte même un grand nombre de sièges attribués au scrutin majoritaire, initia-lement jugé plus favorable à la formation du démission de son gouvernement. mardi 19 decembre, avec M. Eltsine, a exclu une

MOSCOU

seion (insee) • LE PAR SE procons: une vale de latera de l'insee) • LE PAR latera de l'insee; l'in

1996 et 19

20.00

Eviler les synd

ture ou mexic

CALLED TO THE STATE OF THE STAT

Comment of the section

S 2

THERE IS NOT THE

wareness or electrical

the second of the second

granter of a sign of

the figure of the control of the

Barrier of the Contract of

appear of the same of

Comments of the party

The state of the state of the state of

Market and Charles

madius of the last on the second

100 mg 100 mg

Provide the second of the second of

 $\frac{\pi m_{\pi}}{46\pi^{2}m_{\pi}} = \frac{-m_{\pi}m_{\pi}^{2}\pi^{2}\pi^{2}}{(1 + m_{\pi})^{2}\pi^{2}\pi^{2}}$

91.00

Application of the second

Andrew Commence of the State of

and the second of the

her

The war and the

de notre correspondante La victoire communiste aux élections à la Douma se révèle plus importante que le Kremlin ne semblait le prévoir, selon les données communiquées, mercredi matin 20 décembre, à partir de résultats toujours incomplets. Le conseiller de Boris Eltsine pour les affaires politiques, Gueorgui Satarov, a affirmé, mardi, que le président était * préoccupé * par une éventuelle majorité des communistes et de leurs alliés potentiels à la Chambre basse du Parlement. Mais cela ne signifie pas que des * postes clés » au gouvernement leur seront cédés.

Avant le scrutin, le chef du centre d'analyse présidentiel, Marc Ournov, déclarait au Monde que « les communistes et leurs alliés agrariens pourraient compter sur un tiers des sièges à la Chambre ». Mais ces chiffres risquent d'être largement dépassés si un cinquième bloc électoral ne parvient pas à dépasser la

trer à la Douma au scrutin proportionnel (la moitié des 450 sièges). L'agence Interfax avait annoncé, hundi, que le parti Choix de la Russie d'Egor Gaidar avait obtenu 5,07 % des voix. Mais la

commission électorale a ensuite ramené ce chiffre à 4,4 %. Le report des voix obtenues par les 39 partis perdants au scrutin par liste vers les quatre gagnants pourrait alors permettre au Parti commnniste de doubler son propre score (21,8 %). Ce qui lui donnerait une centaine de sièges à la proportionnelle. Antre surprise du vote : les communistes obtiennent aussi une cinquantaine d'élus au scrutin majoritaire de circonscriptions. Le PC aurait ainsi, à lui seul, ce que certains analystes du Krerulin lui donnalent en alliance avec les

agrariens et assimilés. Mais une autre source au Kremlīn, ayant requis l'anonymat, laīssait enteudre, à la veille du scrutin, qu'une partie de l'entourage du président comptait utiliser un

barre des 5 % nécessaire pour en- effet de surprise face à l'inéluctable « victolre » communiste. afin de mettre Boris Eltsine en meilleure position pour se présenter, comme seul rassembleur possible des « démocrates » à la présidentielle de hun 1996.

La tàcbe sera néanmoins difficile. Grigori Ivalinski ne semble aucunement prêt à lui cèder ce rôle : son parti labioko, avec 7,7 % des voix talonne, en effet, le parti eltsinieu u du premier ministre (9,7 %). Tout dépendra de la décision que M. Eltsine doit solennellement révéler en février 1996 : participer ou pop à la présidentielle. Mais selon la plupart des commentateurs, le président semble vouloir continuer à tenir la barre du bateau russe. Celui-ci pourrait ne pas trop tanguer dans l'immédiat. Le budget 1996, déjà adopté par l'ancienne Douma, l'a été aussi, mardi, par le Conseil de la Fédération. Dans le brouhaha des élections, personne ne s'est

particulièrement occupé de savoir si ce vote de la Chambre haute du Parlement, qui devait elle aussi être renouvelée le 17 décembre, était bien constitutionnel. Elle siégera en janvier dans une nouvelle composition qui restera sans

doute favorable au pouvoir. Par ailleurs, le conseiller présidentiel Gueorgui Sararov a souligné que la Constitution russe donnait au président « divers moyens » pour contrer un vote de défiance de la Douma envers Viktor Tchernomyrdine, comme de le garder au titre de premier ministre par intérim. Mais il est aussi possible que les différents dirigeants de l'opposition s'occuperont plus de recomposer des alliances en vue de la présidentielle que de chercher à renverser le gouvernement. Dans l'immédiat, M. Iavlinski s'est surtout inquiété des manipulations possibles du décompte des voix, que la commission électorale tarde à rendre public.

Sophie Shihab

Les pays d'Europe de l'Est craignent un renforcement de l'opposition de Moscou à leur intégration dans l'OTAN

A L'EXCEPTION notoire de la presse officielle serbe qui affiche sa satisfaction, la victoire du Parti communiste aux élections législatives en Russie a été accueïllie avec prudence par les anciens pays satellites de Moscou. Une prudence qui traduit autant une sourde inquiétude qu'une volonté de se démarquer des convulsions politiques russes après quatre décennies de domination soviétique. Cinq ans seulement après le départ des dermers soldats de l'armée rouge d'Europe centrale, ce silence est une façon symbolique de marquer une dis-est une façon symbolique de marquer une dis-tance par rapport à un « grand frère » toujours de juin 1996. Guennadi Ziouganov, le dirigeant pulssant. De montrer que l'Est a irréversible un des communistes russes, n'a d'affleurs rien fait ment basculé à l'Ouest.

«L'eau ne cessera pas de bouillir à 100 »: à Varsovie, la réaction du porte-parole du président Lech Walesa s'est voulu délibérément dédramatisante. Le même porte-parole faisait aussi valoir que le rapport des forces à la Douma ne paraissait pas devoir être bouleversé, les communistes gagnant ce que les nationalistes extrêmes (Jirlnovski) ont perdu. A Budapest, le résultat des législatives dans l'Autriche voisine a autant retenu l'attention que le scrutin russe qui se déroulait le même jour. D'autant plus, ironise un journaliste de l'influent quotidien Magyar Hirlap, qu'« en Autriche, c'est lo démocratie qui l'a emporté ».

Pour les Hongrois, la perspective d'une per-cée de Jörg Haider, le candidat autrichien d'extrême droite, était aussi préoccupante que l'éventualité d'un retour en force des nationalistes russes. Loin dans les têtes, Moscon l'est aussi un peu plus géographiquement depuis la disparition de la frontière commune de la Hongrie avec l'URSS à la suite de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine.

Tout en feignant d'observer les remous russes de loin, il n'en demeure pas moins que, de la Baltique à la mer Noire, on voit d'un mauvais ceil un retour sur le devant de la scène moscovite de formations ouvertement

anti-occidentales. Certes, la Russie n'est plus en mesure de peser directement sur l'avenir d'Etats qu'elle se plaît parfois à considérer comme appartenant à son « étranger proche ». La nouvelle donne politique russe risque, pourtant, d'encore retarder le processus d'élargissement de l'OTAN à l'Est, bête noire des « patriotes » et communistes russes. Face à une Douma intransigeante, Boris Eltsine, déjà peu enclin à la conciliation sur ce dossier, pour dissiper ces craintes en rappelant, lundi, que son parti était « contre l'élorgissement de l'OTAN » et favorable au « rétublissement de l'URSS sur une base volontaire, par référen-

SILENCE ELOQUENT

« La Russie va tenter de maintenir la Roumonie dans sa sphère d'influence et va s'apposer à son intégration à l'OTAN », n'a pas manqué de relever, mardi, le quotidien Libertoteo. D'habl-tude plutôt circonspectes, les autorités roumaines sont, cette fois-cl, sorties de leur ré-serve par la voix du président lon lliescu. Ce demier a fait une allusion à peine voilée aux communistes russes en affirmant: « Ce n'est qu'en regardant en avant et pas vers le passe qu'on peut trouver des solutions. >

Une position qui tranche par rapport au louvoiement de la Roumanie, seul pays de l'Est, au lendemain de la chute du mur de Berlin, à signer un traité d'amitié avec l'URSS de l'époque, avant de devenir, trois ans plus tard, le premier à répondre favorablement au partenariat pour la paix de l'OTAN. De plus, la nouvelle donne politique à Moscou pourrait aggraver le contentieux sur le retrait de la 14 armée russe de Transnistrie, la partie orientale de l'ex-République soviétique de Moldapatron de la 14° armée n'est autre que le général Alexandre Lebed, fraichement élu à la Douma. Mircea Snegur, le président moldave, s'est borné à affirmer qu'il s'attendait à rencontrer des « difficultés » sur le départ de l'armée

Plus que tout autre sans donte, l'Ukraine, qui avait déjà manifesté une certaine nervusité avant les élections, redoute une exacerbation du nationalisme russe. Les nostalgiques de PURSS, communistes et jirinovskiens confondus, n'ont Jamais accepté la « sécession » de l'Ukraine en-1991, qu'ils considèrent comme une « province » russe. Falsant profil bas, le président Leonid Koutchma a déclaré que « rien d'affreux et d'imprévisible ne s'est produit » et a exprimé « la certitude que rien ne changerait dans le gouvernement [russe] avant l'élection présidentielle » de 1996.

A l'exception des présidents illescu et Koutchma, les dirigeants de l'Est ont observé un silence éloquent. Le résultat des élections en Russie - aussi impuissante que puisse être la Douma - ajoute un point d'interrogation supplémentaire aux nombreuses incertitudes qui caractérisent aujourd'hul leur environnement géopolitique. Notamment celui de la Pologne, où la marche vers la dictature du président Loukachenko dans la Biélorussle voisine est suivie avec beaucoup d'attention. En fait, même si les anciens communistes sont revenus sur le devant de la scène, de Moscou à Budapest, les élections russes n'auront fait qu'élargir le fossé grandissant entre la Russie et ses ex-satellites. La victoire de Guennadi Ziouganov ne fera que renforcer la volonté des pays de l'Est de voir leur * retour à l'Europe » enfin concrétisé par leur entrée dans l'Union européenne et dans l'OTAN.

et les correspondants du « Monde »

La fermeture de la centrale de Tchernobyl est reportée, au mieux, à l'an 2000

Le mémorandum signé mercredi 20 décembre par l'Ukraine reste vague sur le calendrier

APRÈS DES ANNÉES de négociation, les autorités ukrainiennes ont signé, mercredi 20 décembre, à Ottawa, avec les représentants du G7, un « mémorandum » sur la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl. l'Ukraine a accepté formellement ce qu'elle refusait encore le 30 novembre, à Vienne, sous prétexte que le chèque proposé 12,25 milliards de dollars) ne convirait pas les frais de la fermeture de la centrale. En novembre, la facture présentée par les Ukrainiens était de 4,5 milliards de dol-

Le négociateur ukrainien, Youri Kostenko, ministre de l'environnement et de la sureté nucléaire, a finalement accepté ce que proposait le G7: un don de 500 millions de dollars, comme preuve de générosité des Sept. et un crédit de 1.8 milliard. Mais il n'est plus question de date butoir impérative : l'an 2000 est indiqué comme « l'objectif à atteindre », comme si chacun savait pertinemment que le délai ne site à Paris Mikhail Pavlovsky, pré-

sera pas tenu. Pour faire plier les Ukrainiens, le G7 a dû menacer de couper tout crédit de modernisation ou de développement. Mais il a dû accepter un calendrier pour le

Le problème, c'est que les deux partenaires ne veulent pas la même chose. Le G7 - et son ombre portée, baptisée E7, qui regroupe sept grandes compagnies d'électricité -, voudrait ne plus entendre parler de la centrale de Tchernobyl, considérée comme une menace potentielle à l'industrie nucléaire civile. En cas de nouvel accident, en effet, à Tchemobyl ou à Kozlodouy (Bulgarie), c'en serait fait des derniers espoirs de relance du nucléaire dans les pays occidentaux. Il y va donc de l'image, et donc de la survie d'une industrie de plus en plus

Pour les Ukrainiens, le sort de l'industrie nucléaire n'est pas en cause: «L'energie atomique représente l'avenir », lançait lors de sa vi-

sident de la commission de sûreté nucléaire. Et les députés qui l'accompagnaient, dont une bonne partie étalent des physiciens nucléaires ou des ingénieurs atomistes, répétaient à l'unisson que. de tous les pays de l'ancienne URSS, l'Ukraine est à cet égard « le plus expérimenté et le plus fiable ». Ce que Kiev veut régler en priorité. c'est la reconstruction du sarcophage qui menace ruine... afin de pouvoir produire les kilowatts en toute tranquillité dans les trois réacteurs voisins. Et ce jusqu'en 2007, date limite de fonctionnement raisonnable du site. Une chose est sûre: les Ukrai-

niens refusent de mettre à pied du jour au lendemain les 30 000 salariés qui se relaient sur le site de Tchernobyl. Or nn imagine mal une centrale à gaz de remplacement en employer même le quart. Le coût du nouveau sarcopbage, selon les estimations des experts de l'Union européenne, est au minimum de 1,3 milliard. En admettant que le

chèque du G7 hi soit consacré en priorité, ce qui est vraisemblable, il ne restera plus qu'un milliard disponible pour tout le reste. L'autre priorité, alors, pour les Ukrainiens, serait le remplacement des tubes de force des réacteurs en activité pour permettre à la centrale de Tebernobyl de passer le cap de 1997. Après quni, il ne restera plus grand-chose pour moderniser le

reste du parc électrique ukrainien. Autant dire que la fermeture effective du site accidenté en 1986 n'est pas pour demain, ni même

Mais l'accord d'Ottawa permettra à Riev et au G7 d'affronter la têre haute la date fatidique du 26 avril 1996: pour le dixième anniversaire de la catastrophe, un debut de commencement de solution pointera pour le réacteur numéro 4, responsable de tous les maux actuels de l'Ukraine et de l'industrie nucléaire mondiale.

Roger Cans

Les tensions sociales en Belgique affaiblissent la cohésion fédérale

La Flandre ne veut plus payer pour la Wallonie

de notre correspondont Après les grèves de la SNCF, les habitués de la ligne Paris-Bruxelles vont-ils connaître celles de la SNCB? Protestant contre un plan de restructuration, les cheminots belges ont abservé de nambreux arrêts de travail, mardi 19 decembre, notamment en Wallonie. où plusieurs gares étaient puremenr et simplement fermées. Des lundi soir, le trafic international avait été fortement perturbé à la gare bruxelloise du Midi. Il s'agissait de débravages • sauvages •. sans préavis, les appareils syndicaux paraissant débordes par une partie de la base.

Un communique publie mardi, après trois heures de délibération entre le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, et les vice-premiers ministres représentant les différents partis de la coalition gouvernementale, paraît avoir calmé le ieu jusqu'à de prochaines négociations. Après la manifestation du 13 décembre pour le maintien des avantages du statut des fonctionnaires (Le Monde du 15 décembre), M. Dehaene avait paru opter pour la fermeté. « Ceux qui croient obtenir quelque chose en essavant de copier Paris se trompent », avait-il déclaré. Le ministre des transports. Michel Daerden, est toutefols chargé de renover le dialogue sociol », selon le communiqué. M. Daerden est un socialiste francophone, tout comme Elio Di Rupo, vice-premier ministre chargé des affaires économiques et des télécommunications, et André Flahaut, responsable de la fonction

Le PS doit bien regrettet le partage des portefeuilles dans le gouvernement formé en juin. Ses représentants sont sur tous les fronts avec la privatisation de Belgacom, cédée pour moitié à un consortium étranger, et avec l'agitation chronique de la Sabena, la compagnie belge d'aviation, également soumlse à une politique d'austérité. Prévue pour durer jusqu'a mercre-

di soir, la dernière grève tournante a paralysé le trafic mardi. Une greve nationale de vingt-quatre heures dans la fonction publique est déja prévue pour le 12 janvier 1996. Les syndicats veulent - mettre la pression « au moment où le gouvernement veur s'artaquer à la réforme de la Sécurité sociale et au régime de retraite des fonctionnaires.

- Un scenario à la française n'est plus à exclure », écrivait mardi le quoddien Le Soir. Il y a cependant des différences de taille entre l'Hexagone et le royaume. En Belgique, les appareils syndicaux tont partie du système.

Ils contrôlent directement les mutuelles chargées de la protection sociale et sont même les agents de la distribution des indemnités de chômage versées par le gouvernement. Fonctionnant encore sur des bases nationales, les centrales chrétienne et socialiste partagent la plus grande partie de ce « gateau ». tout comme les partis sociauxchretiens et socialistes, éclatés en branches francophones et néerlandophones, se partagent le pouvoir depuis de nombreuses années.

En revanche, la fédéralisation du royaume a affaibli l'Etat. Le 16 décembre, Johan Van Hecke, président du CVP, le Parti social-chrétien flamand du premier ministre, a remis en cause la base fédérale de la protection sociale et des chemins de fer, estimant que les néerlandophones n'y trouvalent plus leur compte. « Nous ne tolererons pas que lo Belgique soit nourrie par lo Flondre et qu'elle n'alloite plus que lo Wollonie ., a-t-il dit. Alors que M. Dehaene essayait d'apaiser les chefs des partis trancophones, qui se sentaient « insullés », Wivina Demeester, ministre chargée notamment des finances dans le gouvernement flamand, a persisté et signé en annonçant, mardi, qu'elle entreprendrait, au cours de la présente législature, les démarches nécessaires pour la fédéralisation des soins de santé.

Jean de la Guérivière

Nouvelle défaite de M. Major aux Communes

LONDRES. Le premier ministre britannique a subi, mardi 19 décembre, sa seconde défaite en six semaines aux Communes. Lors d'un vote sur la politique commune de la pêche, la défection de plusieurs députés conservateurs a fait pencher la balance en faveur des travaillistes, dont la motion l'a finalement emporté par 299 voix contre 297. Ce vote n'avait toutefois qu'une valeur indicative et ne saurait lier John Major, à deux jours de la réunion à Bruxelles des ministres char-

Déja, le 6 novembre, vingt-trois volx tories avaient manqué à M. Major lors d'un scrutin sur la publicité des revenus des députés. Le premier ministre, dont la majorité ne tient qu'à quelques voix, avait compté sur sa réélection en juillet à la tête du Parti conservateur pour faire taire la dissidence dans ses rangs; il n'aura pas profité longtemps de ce succès. - (Corresp.)

EUROPE

■ Le successeur du Cocom, l'organisme de la guerre froide chargé de surveiller les exportations de matériel sensible, sera officiellement installé à Vienne le 2 avril 1996, unt décidé, mardi 19 décembre, les représentants de vingt-huit pays réunis à La Have. Baptisé « accord de Wassenaar », il disposera de « listes secrètes (...) comportant les produits à usage sensible ou très sensible et les procedures » à observer en cas d'exportation. Aucun de ces produits ne devrait être exporté vers l'Iran, l'Irak, la Libye et la Corée du Nord. - (AFP.)

GRÈCE: l'état de santé du premier ministre, Andréas Papandréou, hospitalisé depuis le 20 novembre, reste inchangé mais ses médecins redoutent de nouvelles infections, selon un bulletin de santé lu mardi 19 décembre. De nombreux journalistes estimaient pourtant que l'état du chef du gouvernement s'était aggravé en début de soirée. - (AFP.)

■TCHÉTCHÉNIE: les forces russes ont lancé une offensive à Goudermès, deuxième ville du pays, contre des combattants tchétchenes qui retiennent 170 soldats russes, a rapporté, mardi 19 décembre, la rélévision russe. Selon des témoins interrogés par l'AFP. plus d'une centaine de cadavres de civils gisaient, avant cette offensive, dans les rues de Goudermès, investie par les résistants tchétchenes depuis jeudi 14 décembre. - (AFP.)

CUBA: le ministre des investissements étrangers, Ernesto Melendez Bachs, a été « libéré de ses fonctions » et remplacé par Ibrahim Ferradaz Garcia, a annoncé, mardi 19 décembre, le quotidien officiel Granma. M. Ferradaz était responsable de l'Office national du contrôle des comptes au ministère des finances. - IAFP, Reuter.) Trois membres d'un groupe paramilitaire américain, soup-

connès d'avoir comploté pour envahir Cuba, ont été arrèrés près de Los Angeles et des camions chargés d'armes et d'équipements sophistiqués ont été saisis, a annoncé, mardi 20 décembre, le FBI. Le groupe, dirigé par René Cruz, avait récemment acheté un bateau de 15 mètres pour gagner l'île. - (AFP.)

En février, SCICIFICO Au Club Med, du 3 au 21 janvier, vous aurez

la meilleure neige de l'hiver, celle de janvier, vous aurez peu de monde sur les pistes et vous aurez les prix les plus bas de l'année. En plus, au Club Med, tout est compris.

Club Med Qu'attendez -vous pour aller au Club ?

Pour réserver : 16 (1) 42 96 10 00, Club Med Voyages, Havas Voyages et agences agréées, 3615 Club Med (1,27 F/mn).

La France va maintenir pour « quelques, mois » les contrôles à ses frontières

Paris évoque des raisons de sécurité intérieure

à ses homologues européens un nouveau report, ris fait valoir les nécessités de la lutte contre le pour quelques mois », de la levée des contrôles aux risme et le flux de drogue venant des Pays-Bas.

Michel Barnier devait annoncer, mercredi 20 décembre, frontières que prévoit la Convention de Schengen. Pa-à ses homologues européens un nouveau report, ris fait valoir les nécessités de la lutte contre le terro-

mercredi 20 décembre à ses partenaires européens du groupe de Schengen qu'elle maintiendra les contrôles à ses frontières terrestres au-delà du 1º janvier 1996. Le ministre des affaires européennes, Michel Barnier, devait s'en expliquer, lors de la réunion, à Ostende, du comité exécutif de la convention de Schengen. Cette convention, ratifiée par

LA FRANCE devait annoncer vigueur en mars 1995, de maintenir les contrôles des personnes à ses frontières terrestres, en invoquant des raisons de sécurité intérieure, et a déjà prolongé cette

> Michel Barnier devait justifier mercredi ce nouveau report par la persistance des menaces terro-ristes et l'insuffisance de la lutte contre le trafic de drogue, notamment aux Pays-Bas. « Nous ovons

seulement, en respectant la souveraineté des Pays-Bas, que ces prodécision à deux reprises.

Charles Millon évoque la présence de l'UEO dans l'OTAN

Le ministre français de la défense, Charles Millon, a déclaré, mardi 19 décembre, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), à Paris, que « les Européens, c'est-à-dire les pays concernés de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale, doivent pouvoir s'exprimer au sein de l'Alliance [atlantique] de façon structurée. Ce pourrait être, par exemple, par l'intermédiaire du pays qui exerce la

Pour ce faire, il a proposé de mettre en place au sein de l'UEO « un état-major européen, qui serait, pour éviter le reproche de la duplication, en même temps rattaché à la structure rénovée de l'OTAN ». Ainsi, a ajouté M. Millon en invoquant « la légitimité d'une identité européenne de défense à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Alliance », « les Européens poarraient se manifester collectivement ».

dix pays (Allemagne, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal, Grèce et Autriche), prévoit la suppression des contrôles des personnes aux frontières internes de l'espace Schengen ainsi qu'une coopéralice et de la justice. Paris a cepen-

besoin de quelques mois de plus pour oméliorer définitivement le fonctionnement de lo convention de Schengen », a déclaré le ministre au quotidien Les Echos. A propos de la drogue, il a indiqué : « Il ne s'ogit pas de montrer du aoigt ici ou tei pays, meme si ia iedant décidé, depuis l'entrée en des problèmes. Nous souhaitons fense. »

blèmes ne soient pas exportés chez nous. » Un sommet entre le chancelier aliemand Helmut Kohl, le président français Jacques Chirac et le premier ministre néerlandais Wim Kok est prévu en mars 1996 et pourrait être élargi à la Belgique et au Luxembourg.

Les ministres devaient également évoquer à Ostende le problème posé par l'adhésion à la 4 convention de la Finlande, de la Snède et du Danemark. Ces pays souhaitent adhérer à Schengen, mais sans abandonner leur union en vigueur depuis quarante ans avec l'Islande et la Norvège, non membres de l'Union européenne.

LE « NOYAU DUR » ;

D'autre part, dans un entretien au Figuro, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, expose sa conception de l'avenir de l'Europe, qui reprend, tout en récusant l'expression, l'idée du « noyau dur » lancée en septembre 1994 par les chrétiensdémocrates allemands. Il évoque « l'émergence progressive d'un pôle plus octif, plus soudé, allont plus loin et plus vite, probablement plus Intégré. (...) Il s'appuiera nécessairement sur un groupe de pays rassemblés outour du couple francoollemand: Lo monnaie y jouera un grand rôle. C'est d'oilleurs par elle que nous allons commencer. (...) Mais il concernera oussi d'outr gislotion des Pays-Bus nous pose domoines, en particulier lo dé-

Le Mexique n'a pas retrouvé la santé économique un an après la chute du peso

DANS LA SOIRÉE du mardi 15,3 milliards en 1994. L'équilibre voir d'achat, sans risquer de relan-20 décembre 1994, le gouvernement mexicain annonce une dépréciation de 15 % du peso: déjà réduites de moitié à l'automne, après plusieurs séries d'attaques contre la monnaie nationale, les réserves de la banque centrale sont tombées au quart de leur niveau de début d'année. Retardée par le président sortant, Carlos 5alinas, puis par des rivalités entre les clans du parti au pouvoir et des désaccords sur l'ampieur de la dévaluation à prévoir, la mesure n'arrête pas le mouvement. Contraint quarante-huit heures plus tard de laisser flotter sa mon-naie, qui décroche de 45 %, le gouvernement doit appeler le FMI à l'aide. Le dollar est entraîné dans la chute du peso et les capitaux désertent l'ensemble des marchés

Les Etats-Unis se portent au secours du Mexique, mais, devant la réticence d'une grande partie de l'opinion américaine, Bill Clinton devra lancer une vaste opération internationale (50 milliards de dollars) avec le FMI, qui accorde pour la circonstance le plus important volume de prêts de son histoire (17.8 milliards de dollars) pour que les marchés se calment. En contrepartie, le gouvernement mexicain doit apporter ses revenus pétroliers en garantie aux prêts américains et surtout mettre en application, début mars 1995, un nouveau plan d'austérité draconien, fait d'économies budgétaires, de hausses d'impôts, de restrictions monétaires et de fremage des salaires: pas plus que le « pacte so-cial » conclu fin décembre 1994 avec le patronat et les syndicats, le * plun d'urgence » du début janvier n'a paru à même de bloquer l'inflation et de réduire les déficits des échanges et du budget.

Un an après la première dévaluation, le Mexique n'a encore accompli qu'une partie du chemin malaisé vers le rétablissement économique. Il a gagné la première manche commerciale, financière et budgétaire. Fin octobre. l'excédent des échanges, dopé par la dévaluation, a dépassé les prévisions: grace à une hausse d'un tiers des exportations, et une baisse de 7,7 % des importations, il atteignait 6,2 milliards de dollars, en lieu et place d'un déficit de

des paiements courants en fin d'année est ainsi pratiquement assuré. La dette est maîtrisée. Avec l'aide internationale, l'Etat a pu réduire la dette publique à court terme : il a notamment remboursé la quasi-totalité des 29,2 milliards de dollars des trop fameux tesobonos, ces bons libellés en dollars venus à échéance cette année. Enfin le budget devrait être légèrement excédentaire.

sa plus grave récession depuis les années 30. La consommation a diminué de 15 % et le taux de chômage a doublé

Le pays a connu

Mais ces succès ont été payés cher. D'abord par la plus grave récession depuis les années 30 : dépassant largement les prévisions, le produit intérieur brut devrait diminuer de 6 % cette année, selon le ministre des finances Guillermo Ortiz, voire un peu plus selon certains analystes. La consommation a diminué de 15 % : le taux de chômage a doublé et les hausses de salaires sont restées inférieures à une hausse des prix qui devrait atteindre 50 % en glissement sur l'année. Enfin, la contraction monétaire a aussi fait reculer l'investissement de 25 %.

Le gouvernement espère une reprise en 1996, aboutissant à une croissance de 3 % sur l'année. Il compte sur une nouvelle augmentation des exportations, voire une nouvelle baisse des importations permises par le bas niveau du peso. Les allégements fiscaux prévus par le nouveau « pacte social » d'octobre et le programme de construction de logements lancé un peu plus tôt devraient faire sentir leur effet; les augmentations du salaire minimum prévues

cer l'inflation, qui reviendrait à

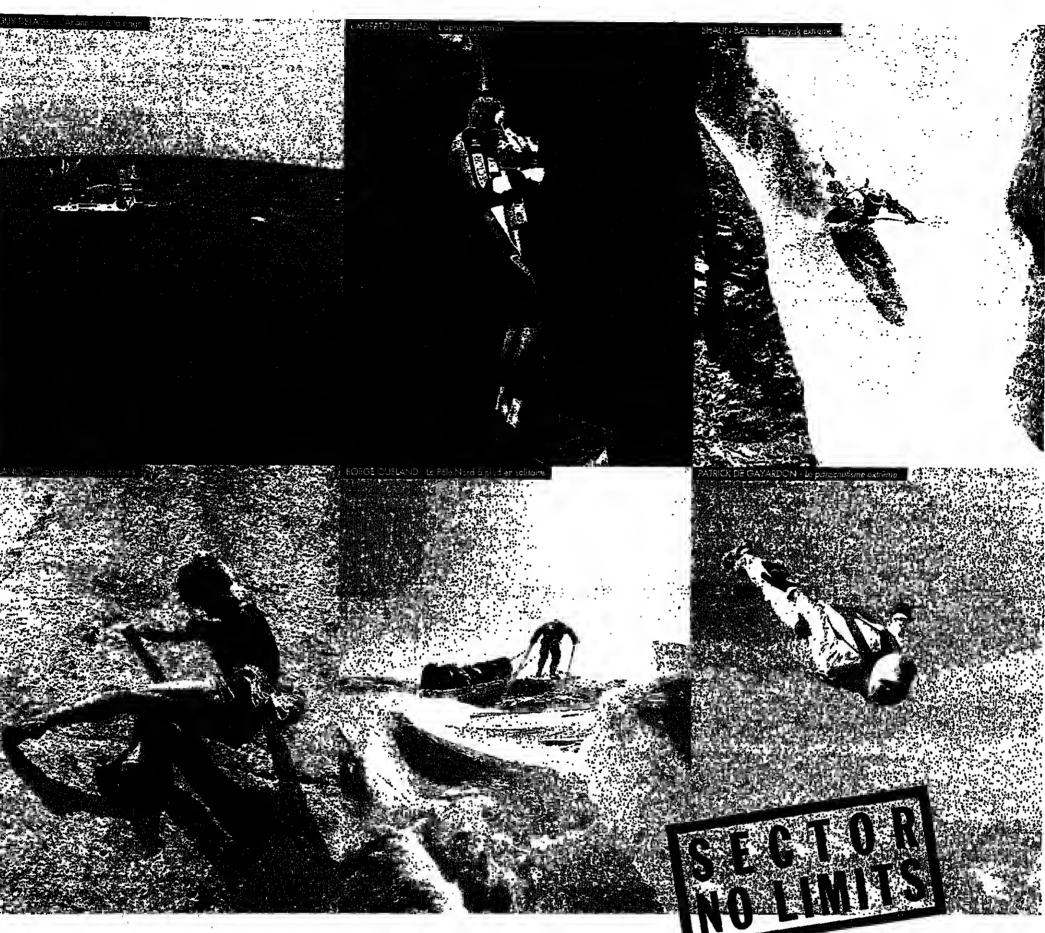
Mais ces prévisions, inscrites dans le budget 1996 présenté en novembre par Guillermo Ortiz, souffrent de plusieurs incertitudes. La plus forte concerne le redémarrage de l'investissement, nécessaire pour compléter les exportations et stabiliser le chômage. Très économe an premier semestre, le gouvernement dispose aujourd'hui d'nne légère marge de manœuvre pour les in-vestissements publics. Il table au-si sur 12 milliards de dollars d'investissements annoncés par les grandes entreprises, mexicaines on étrangères. Le programme de restructuration des dettes d'une partie des entreprises et de secours aux banques accablées par les créances douteuses suffira-t-il au redémarrage ou devra-t-il être étendu, au risque d'entraîner un dérapage budgétaire, malgré l'aide des institutions financières internationales?

Surtout, comme le note l'OCDE dans ses dernières Perspectives. « les prévisions reposent sur l'hypothèse que les résultats obtenus en 1995 et les mesures annoncées renforceront la confiance des investis-seurs ». Celle-ci n'est pas acquise, comme l'a montré dernière rechute du peso, dans la première quinzaine de novembre : la devise mexicaine de novembre : la devise mexicaine n'a pas retrouvé son ni-veau antérieur. La crise a laissé des doutes sur la capacité de l'oligar-chie politique au ponvoir de conduire l'économie. Les batailles obscures entre les clans du PRL les accusations réciproques de cor-

ruption, les aggravent encore. Le gouvernement a besoin aussi de la confiance pour ramener les capitaux - étrangers ou mexicains - et pour reconstituer les réserves de la banque centrale. Celles-ci n'atteignent encore que 13,5 milliards de dollars, contre 15 milliards début septembre - et 25 milliards au début de 1994. Elles reposent sur les prêts des Etats-Unis et du FMI : Mexico n'a utilisé que la moitié des crédits mis à sa disposition, mais fi a du obtenir le 15 décembre du Fonds monétaire une nouvelle tranche de 1,5 mil-

ur « quelque frontière »

GUY DELAGE VOULAIT TRAVERSER UN OCEAN TOUT SEUL. VOILA POURQUOI IL A CHOISI D'ENTRER DANS L'EQUIPE SECTOR.





Guy Delage o traversé en solitaire l'Océan Atlantique à la nage, solitaire camme peut l'être un hamme seul à lo merci d'un immense océan. La solitude constitue, en

effet, une des caroctéristiques qui distingue de nombreux exploits à la limite des possibilités humaines. Derrière se cache la valanté, peut-être atavique, qu'a l'homme de se mesurer avec sai-même en exolitant à l'extrême ses capacités dans une canfrontation avec une nature infiniment plus forte. Dans tous ces exploits, on retrouve une énarme détermination, un caroctère fargé par la volonté et par la résistance oux obstacles, le désir impératif de parvenir à donner le meilleur de soi en atteignant ses prapres objectifs et en poursuivant ses propres rêves jusqu'à les rendre concrets. Dans ce sens, on peut offirmer que Guy Delage n'o jamois été seul. D'autres femmes,

d'autres hommes partagent cet esprit avec lui et appartiennent à une Equipe qui a chaisi la devise "No Limits" comme symbole de la propre détermination. Dans l'Equipe Sector Na Limits, an trouve oussi bien des athlètes des disciplines extrêmes que des scientifiques et des chercheurs. Tous vivent et trovaillent pour apporter leur contribution à la connaissance de l'homme et des objectifs que l'on peut atteindre en oppliquant le principe de la maîtrise de sa propre détermination. A leurs poignets, et dans tous leurs explaits, on retrouve les montres Sector, synanyme de résistance, fiobilité et efficacité. Comme la Sector ADV 2500, par exemple. Ses coractéristiques: étanche jusqu'à 100 mètres (10 Atm), baîtier en acier inaxydable, lunette tournonte unidirectionnelle, couranne et poussoirs à double jaint, verre minéral à houte résistance. Avec Sector, une Equipe qui a chaisi d'aller toujours plus loin. Au-delà des limites.



SECTOR ADV 2500



Un quotidien algérien publie le témoignage d'un ancien détenu islamiste

La presse locale évoque pour la première fois mauvais traitements et torture

Le quotidien privé La Tribune a publiè, mardi évoque la torture et les mauvais traitements su-19 décembre, le récit d'un islamiste, récemment libére d'un camp de détention au Sahara, qui sis par les prisonniers. D'autre part, à Tizi Ou-libére d'un camp de détention au Sahara, qui

lippe Séguin est arrivé, mercredi, à Alger, où il devait être reçu par le président Zeroual

LE QUOTIDIEN privé La Tribune a publié, mardi 19 décembre, le témoignage d'un déteou islamiste, récemment libéré du camp d'Ain M'Guel, demier des sept « centres d'internement administratif . au Sahara à avoir été fermé, à la fin de novembre, Arrêté, le 20 février 1992, après l'annuladon des élections législatives et la proclamation de l'état d'urgence, le dénommé Abderrahmane a été libéré, le 29 novembre, en même temps que les 650 « pensionnaires » d'Ain M'Guel,

Il avait séjourné, auparavant, au centre d'Ouargia, dont les prisonniers avaient Observé, en février 1993, une grève de la faim. Pour mater les trublions, les autorités du camp avaient fait appel aux « Ninjas », sobriquet donné aux unités spéciales de l'armée. Ces derniers, raconte Abderrahmane, « nous ant passés à tabac pendant plusieurs heures ». Parmi les bastonnés que l'on avait fait défiler. menottes aux poings, beaocoup seront blessés. « touchés à la tête, à l'œil, aux côtes ».

Traduits devant le tribunal militaire d'Ouargla, une centaine de ces fortes têtes « ant passe de sales moments à la gendarmerie », ajoute Abderrahmane, qui évoque des récits de « tortures à l'électricité ». Lorsque certains réintégreront le centre, un ou deux ans plus tard, ils sont «méconnaissables», assure-t-il. « Ils avaient passé au mains un an au cachat, sans jamais sortir. Il v avait parmi eux des bargnes, des édentés, d'autres étaient atteints de tuberculose. » Transférés alors à Ain M'Guel, Abdécouvrent l'état des détenus : « On a eu peur, ils ressemblaient à des débris humains. »

C'est la première fols qo'uo journal algérien évoque directement ces mauvais traitements. Jusqu'alors, seules certains organisations humanitaires comme Amoesty International et quelques journaux étrangers s'en étaient émus. Soumis aux règles de la censure, consignées dans un document adressé, en juin 1994, aux responsables des rédactions, la presse locale n'a jamais bravé les diktats do pouvoir,

L'audace de La Tribune est-il un signe de courage tardif mais salutaire, ou l'indice d'un changement des rapports de forces au sein du pouvoir ? La mise en déteotion, le 10 décembre, de deux journalistes du quotidieo Liberté, pour « publi-

cation d'information erronée », ferait plutôt pencher en faveur de la deuxième bypothèse.

La presse est devenue otage et baromètre des luttes au sommet qui opposent le clan des « éradicateurs », partisans de la répression à outrance contre les islamistes, et celoi des « dialaguistes », favorables à une réconciliation « sans exclusive ». L'élection du président Liamine Zeroual, dont les velléités « dialoguistes » sont connues, et les changements probables à la tête des ministères - celui de la défense, notamment, où les « éradicateurs - restent très influents - a ravivé ces tensions. Sans que l'on devine encore quel projet sortira vainqueur de ces affrontements de

L'opposition pourrait remporter les élections législatives à Maurice

Quarante-deux formations participent au scrutin

LES BUREAUX de vote ont ouvert leurs portes à l'aube, mercredi 20 décembre, à Maurice où la campagne pour les élections législatives a battu son plein, dans une ambiance de carnavai, jusqu'à la veille au soir. Quarante-deux partis participent à ce scrutin, qui se jouent principalement entre deux grandes alliances : celle de la majorité sortante, associant le Mouvement socialiste militant (MSM) du premier ministre, sir Anerood Jugnauth, au parti du Renouveau militant mauricien (RMM), et celle de l'opposition, rémissant le Parti travailliste (PTR) et le Mouvement militant mauricien (MMM) de l'ancien ministre Paul Bérenger.

Le chef du PTR, Navin Ramgoolam, est le fils de l'ancien premier ministre, sir Seewoosagur Ramgoolam. Chef de file de l'oppositioo parlementaire depuis quatre ans, il dirigerait le pays en cas de victoire de son alliance.

Le bloc PTR-MMM était favori à la veille des élections, malgré le bllan économique très positif dont peut s'enorgueillir le gouvernement sortant. En 1982, lorsque sir Anerood est arrivé ao pouvoir, le pays était au bord de la banqueroute, et le chômage préoccupant. Treize ans plus tard, l'économie est florissante. Le sucre, le textile, le tourisme et le port franc ont sorti le pays du marasme. Le taux de croissance de Maurice fait rêver tour, devenir des « pays nouvellement industrialisés ».

Mais l'équipe sortante souffre des scandales liés à la drogue, la fraude et la corruption qui oot éclaboussé certains de ses membres au cours des derniers mols. L'usure du pouvoir se fait

aussi sentir et la plupart des électeurs de l'opposition disent simplement vouloir « le changement ». Certains reprochent aussi au

premier ministre sortant d'avoir tenté d'exploiter les divisions potentielles entre les communautés par le biais d'un projet d'amendement constitutionnel qui portait sur l'enseignement des langues

Sept langues ancestrales soot enseignées à Maurice: hindi, arabe, marathi, mandarin, tamoul. telegou et ourdou. Le gouvernement a décidé de procéder sans tarder aux élections, qui n'auraient dû, en principe, avoir lieu que dans un an, après le rejet par le Parlement de cet amendement, jugé discriminatoire à l'égard des enfants ne parlant pas les langues orientales

La population mauricienne est one véritable mosaïque: la communauté indienne représente environ 60 % des habitants, la « populatioo générale » (Européens, Africains, Créoles) 25 %, les Masulmans 10 % et les Sino-Mauriciens 5 %. Quelque 715 000 électeurs, sur une population d'un million d'habitants, devaient se rendre aux urnes pour choisir 62 députés, dans 21 circonscriptions, parmi 481 candidats. Les résultats devaient être connus jeudi. parmi les « meilleurs perdants », selon un système original destiné à corriger l'équilibre ethnique au sein du Parlement. Une des re-cettes que Ple Maurice a su mettre au point pour préserver l'entente entre les différentes communautés. – *(AFP.)*

Des « petites mains » marocaines « saisissent » des livres français

CASABLANCA de notre envoyé spéciol

Le Quillet en onze volumes, la collection Harlequin, des guides de voyage, le prochain Goncourt, le dernier polar... Dans un immeuble anonyme du centre de Casabianca, la capitale économique du Maroc, une soixantaine de leunes filles, installées devant des écrans d'ordinateur, « saisissent » pour le compte d'éditeurs français des manuscrits aux titres incertains. Elles sont une soixantaine, vastes appartements transformés en bureaux.

« Un livre de littérature générale sur cinq publié en France passe entre les mains de nos clavistes », assure Abdelmand Bennani, président Sagma. Huit heures-midi, 14 heures-18 heures: les « petites mains »

- toutes ont derrière elles deux ans d'études supérieures - tapent les textes en continu tan-

dis que, dans une pièce voisine, des docteurs ès lettres vérifient l'orthographe et la mise en pages. Ensuite, les textes seront expédiés vers l'imprimeur français via des lignes téléphoniques spéciales. Quelques semaines plus tard, ils seront en librairie.

L'histoire de Sagma résume celle de la nouvelle économie mondiale. L'entreprise a été créée, à la fin des années 80, par un imprimeur français, la société Aubin, dont l'atelier de composition, la Vienne, était devenu incapable Sud-Est. Au cours des cinq dernières années, les prix dans ce secteur ont été divisés par trois. Aubin a choisi de « relocoliser » cette activité au Maroc. « Casablanca est à deux heures d'avion de Paris, et la culture française imprègne celle du Maroc », explique Gilles Aubin. L'héritier de l'entreprise familiale pourrait ajouter que les salaires marocains sont dérisoires

comparés à ceux en vigueur en France. Sagma emploie plus d'une centaine de salariés, reçoit des sacs entiers de lettres de candidature et a les pires difficultés à obtenir des visas pour ses cadres envoyés en formation dans l'Hexagone. Jusqu'aiors cantonnée au rôle de sous-trai-

tant de sa maison mère, la société commence à voler de ses propres ailes. Elle achève l'indexation de plus d'un demi-siècle de registres du commerce marocain et, l'expérience aidant, ne craint plus d'affronter la coocurrence des Phiforts n'ont pas encore été couronnés de succès. A cause des salaires. A l'aune de ceux pratiqués en Asie, ceux de Sagma sont prohibitifs | Le salut, estime le patron de l'entreprise, viendra de l'avance technologique. La firme marocaine, dit-ii, maîtrise des outils informatiques que ses concurrents asiatiques ne possèdent pas. Jean-Pierre Tuquoi

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde **IMMOBILIER**

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes 1[™] arrondt 9 arrondt Palais Rayal, imm XVIII, bags 134 ar². clair, bas. 3 800 000 F. Tel.: 40 26-44-31 OPÉRA 4 P. 92 M² PARTENA 42-66-36-53 3º arrondt SQUARE MONTHOLOM 2 p., lout condort, 6" étoge, ascerteur, vue superbe, plein sud 495 000 F. M.: 47-42-07-43 PLACE DES VOSGES, an², superbe vuo, a r chir. Tol · 40-26-44-31 4 p., 93 m², 3° èt 1 400 000 4 p., 100 m², asc., 1 790 000 13° arrondt AIM 42-78-40-04 RUE BOBILLOT, 2 p. 45 m², terrosse, vue agrécible, bon étal 770 000 F Tel.: 40-47-67-82 4º arrondt 14 arrondt MARAIS Denfert, pcb, asc., 3/4 p., rue el pard., 79 m², à rafr, crit. indiv., cr. vend. passib. 43-35-18-36 mmeuble XVIII^e siècle, belle co ntèrieura 43 m² 760 000 Tel 45-03-48-00 Alesro Plaisance, pdt, asc., et. ileve, pl. sol., colene, pet. 3 p., t ct, 40 et², ch. min. 4235.18-36 JOYEUX NOËL! **VAVIN 6 PIÈCES** PECCABLE, 5° étg., ascense imageble grand stondin 4 950 000 F. 43-20-32-71 AIM 42-78-40-04 15 arrondt 5° arrondt Mª DUPLEIX, magnifique studi dans ses bel immeuba ancier CENSIER, landin des plantes, ga 2 p. balcon, vues, asc 1130000 F, 4047-67-82 3" étage. 425 000 F. SYNDIC 40-47-67-82

6º arrondt 16 arrondt Saint Placide, pdt, asc., et. filore, 4/5 p., 86 m², serv à rafr., chf indre, soleil, lèt. 43-35-18-36 18° Nº VICTOR-HUGO 126 m² id., 1. bol oppt, dble iécept, id., cuis /repos équipée, 1 ser vice, pkg. 171 40-43-08-17 Vavin, pdt, asc., magmil. 3/4 p. 127 m² (liv. 42 m²), b. état, 2 bns, serv. pass., urgt. 43:35-18:36 Mº Mirobeau, gd 3 p. + balc., asc., M. élavé, soleil, à rafraiche 1 570 000 F. fél. : 42-30-57-57 7º arrondt PROX. ÉTOILE /4 pièces à aminager, 80 m². I 450 000 F, EFP 45-03-48-00 VERNEUIL 2 p., vue soloi, caractère, à ét puec asc. dens mur. ancien, ré nové, finitions a prévoir, Idéal pied-éterre, EFP 15-03-48-00 Jasmin, ianm, gd stand, bear 130 m², 1.7jard. Park 3800000F, 4026-44-31 BO MONTMORENCY
400 m² env. superba imm. gd
standing. vive imprenable, poss.
d1v1s1ble. ê1a ge intavă.
S chambres + hiple nécephon,
portung service. Allaire except.
fdl., 42-91-50-33 4. CITÉ NÉGRIER

angle 151, rue de Grenella, 2 pièces, 4ò m², 7º étage, sons auc., entrice, sépour, ch. cus., s. d'eou, wc., cave., Pnc. '990 000 F. fel.: 60-36-02-7à

20* arrondt HP PLACE DES PÉTES chamb état neul, 11 and env., 3°, asc. vue. 13/2 000 F, 42-30-57-57 Essonne Vends dans petite résidance, Vends dans petite résidance, Vend Colon (91), 20 km de Paris, 10 km d' Orly. F.3, 65 m², refer d' neuf, cuisine, sola de barna équipée solle à manger, 2 chambres, calle à manger, 2 chambres, calle à perinag, cove, belcoards, perinag, cove, c 92 Hauts-de-Seine MAIRIE NEULLY SUPERBE DUPLEX 170 M² mose 37 m² 4 400 000 F. PARTENA 42443453 Val-d'Oise A VENDRE, Villars le-Bel. F.4. os d'absence, laisser un mes sage sur le répandeur).

VillarsleBel F 3, stq., 2 chores, salla de barrs, grands range ments, cus équipes avec se charr, cave, parking. Prix: 370 000 F Rd. 3748-86-15 **Province** AIX-EN-PROVENCE quartier Mazanii, boulevard Ray-Rene, dans immediale med, grand standing, 2º lenge, 200 m° 8 p - 44 m' jerratus sur partin, 3 par-kings, 3 cover, division possible Prio : A MS: Frass noticine inclus-2014 (043-08-17) hôtel particulier CONTACT: 44.43.77.40

NEURLY, histol particulier, 400 milen. + jardin. Trav. 7 550 000 F 40:26-44-31

CANADA/ONTARIO lac privé joliment situé près du parc national, 168 ha terrain, « lodgehouse » canadien, sauna. Top investissement, prix can\$ 650.000. Tél.: 19 43-4852-64367. Fax: 19 43-4852-68745

étranger

locations offres Paris

LE SAINT-LOUIS, nerrasse, 35, quai Bourdon (44), 5° car, sud, vue Senne, 4 a 85 m² enri-ron, mouthe, 16 COOF sur places jeach 10 à 14 h et de 17 à 19 k 7º RUE MALAR, PETIT 2 P. poutes 5500 Feb c. P 48-85-13-33 19 TRIPLEX, 180 MP DEGUE VOLUMAS, 1819GSSUS. IS 800F ch. c. IP 48-65-13-33 BO HAUSSHAMM GOS MAGASINS 5 PIÈCES 130 M² ST. BEAUSP+ZTERRASSES ons, box 9 000 F charges of 45-65-13-33 r istoga, vernista, balcar 11 500 Horsch, 42-66-36-53 VICTOR-HUGO
APPARTEMENTS STANDING
2 p. 31 m², 6 000 F hors of
4 p. 147 m², 13 600 F hors of
3/4 p. 162 m², 16 300 F hors of
p. 200 m², 23 000 F hors of
PARTENA 4266-3653 Région parisienne 4" RUE DES LOMBARDS 2 p. de caract. poutres à 214 f ch. c. IP 48-85-13-33 6º Octon, ornatement d'arcso son, 220 m², layer èland publis. !P 48-85-13-33

IMMOBILIER OFFRE AUX PARTICULIERS Deux parutions de votre annonce pour le prix d'une

PRES PONT DE NOGENT (94) Insulas propriés en bords de Marine, 250 en habitable, anneau bâteau porsible, 18 000 F.ch. c. P 4845-13-33 **Province** son, 220 m², loyer eleve justilis.

19 43851333

GENERALE STANDRÉ-DES-ARTS

10 600 r ch c 19 43851333

30 000 r ch c 19 48851333

ILE DE LA REUNION A coder entraprise de régace et de francois tros borne restablisé et situation financière. Hé : (1) 43-04-15-00 Fox: (1) 43-03-10-08 VOTRE SEGE SOCIAL DOMOCILATIONS ET TOUS SERVICES, 43-61-47-40 OFFRES D'EMPLOI

COMMUNE DE VILLEPINTE

Matrie de Villepinto (93420) Fex : 43-65-35-34

journal Brancier rech.
SECRETAIRE pour saxies responts annuels.
Il mois remouvefoldel criticagraphe irrignocholde, fregue repide.
Env. CV o lettre manus.
son off: 15
d OPTION FINANCE
1, rue du Colonal-P.-Avid.
(50 of fants Cadex 15
500 fants Cadex 15
600 fants cadex 15

DEMANDES

D'EMPLOI

Jeune architecte d'intérieur diplômée ESAM Paris, expérience en co brest d'arch, d'intérieur

Du CAP (AFRIGUE DU SUD)
français, 31 ans, 8ac + 4
[O.U.T. da gestion, malfirise
communication] angl. et esp.
communication] angl. et esp.
communication of completion of emplair demographism françaises includies ou desirons s'implanter en
Afrique de Sud. Reschael Allongue; [19] 27:21-557-89-61
fox [19] 27:21-557-07-81

LA MUTUELLE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES arganisme régi par le code de la mutualité CHARGÉ(E) RECRUTE DE COMMUNICATION SON DIRECTEUR Les condidats devront justifier d'ene expérience confirmée | | 1 d'ans minimum] de la gestion odministrire, comptable et des resseurces inunciones dans la domaine de l'éctraomie sociale, et d'une bonne connoissence des questions nalcrives à la protechen sociale. Expérience protection sociale. Expérience protection sociale. (GRADE : AFTACHÉ(E) DE PRESSE CONTRACTUEL(LE) - chargé(e) de la commu-nication globale interne et autorne, de la rédection des médics municipaux, de rédefions avec la presse et les élest, des relations publiques évinementielles bornes culture générales bornes culture générales cospectés de rédection et de synthèse, seru du contr des responsabilités, figures et grande disposibilité, consultations et expérience des collectivités locales oppréciées; la paditie de l'autil informatique serait qui « plus e

AU PLUS TARD LE 15 JANVIER 1995 à : Vuvelle des affaires étraggère 1, rue de l'Abbé Roger-Deny, 75730 Paris cedex 15. Charche companie gestionnoire informatique, morketing libroirie, connoiss, histoire de l'art. C.Y.: Assoc. Amis Musée Picassa Antibes. Fax: 92-90-54-21.

94 LA VARENNIE STHILARIE thès proche RER, écoles, commerce, morché, ser jordin proveger i 100 m² MARSON 300 M² hob. + s/sol, 125 m² + terr., plein sud, gde récept, volon, sole à manger, cuis. équip., à ch., 3 sob. qor. 2 volumes, poullen 90 m², ford de tordin. Tél.: 42-83-29-74 (cp. 20 h.) La loculté de sciences économiques et de gestion (université tyond) recurse un maître de conférences de eclences économiques epécialités en économie du Japon les condidots, ituloires d'an doctorat, doivent disposer d'une prolique de la longue jo-ponoixe. Des renseignements peuvent être obtenue qu': [16] 78-69-71-61.

LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BREST

responsable Pour sa Blanchiss

Niv. calpoint tech, ou ingénieu 9 tormes/jour. 74 agents projet de résir, en cours Les cand, sont à adresse à M. la Directeur des Resources humaines

C.H.U.

5. crease Foch
29609 BREST CEDEX

Rents techniques exprés de Di des Services Economiques Tel. [16] 98-22-36-0]

SENUS, 35' par autorquie du nord, 10' altroport Charles-de-Caulée, magnifique motion, 4 ha de parc, 3 récaptions, 6 salo, vaste cusine, jurdin, intérieur fiscut, servos, carage. 110,4453-56-56 et 11,47-05-91-99 terrains TERRAIN À BÀTIR Chunt

locations

demande

PART, CH. APPT À PARTAGER AVEC J.F. EN DÉPLACEMENT. TEL: 48-76-11-33

viager

16" Pasy-Kennedy, 104 m² -balc., vue Seine, lour Effei 1 150 000 > rente élevée Dons 85 cm. 42-30-57-57 VIAGER THOMASSIAN 33, ox. de Versolles, Paris 16"

maisons

propriétés

INTER-PROJETS ruch. SUR PARIS ET EST PARISI produits originaux à louer. Rd.: 42-83-46-46

immobilier d'entreprise

Spicioliste en fernacion largues pour les entreprises et en installation de médicinéques, rech on RESPONS, DE SITE PORTILATEUR largue appliante que similation, passédant d'excellentes qualités d'argonisation, contact climable et encart, d'une équipe. Ce paste set à pourvoir à campte qui 102-96 à plein largue sur le Poèteu Cholentes. Français courtant augis. Env. CV + pholo + prêt. à : SPRACT

L'AGENDA

Bijoux · **BLIQUX BRILLANTS**

Le plus formidable chaix.

« Que des affaires exception-nelles l » faus érjous or, toutes pierres préciouses, alliances, bagues, argenterie. ACHAT - ÉCHANGE BUOUX PERRONO OPÉRA Angle boulevard des Ratiens 4 rus Chaussbed Antin Magasin à l'Boile 37, ovenne Vistan-Hago Autre grand choix,

Cours

ACCENTS OF AMERICA Américoins.
Aussi: TOESL
9, rue Cosimir-Delor
75006 PARIS
4407-05-05
Mª Odéon Rénovation

construction

Particulier cette CŌTĒ FACE EXPERTS EN BENOVATION DE VAÇADES IMPERMEABILISATION DECORATION ISOLATION PAR

CONSEIL ET ETUDE GRATUITS
TELEPHONEZ ET
DEMANDEZ Mr GAULT MARC SOGEP CONSTRUCTION 11, rue Marc-Seguin Zi Mitry Compans 77290 MITRY MORF Tél : (1) 64.27.90.74 Stages

THEATRE 10-12 and Paris-8*, matro Villers urse 12 heures, vacances Noël 500 F. Tel. : 3474-82-10. Vacances Tourisme Loisirs

JOUGNE (25) près pisses F2 50 m² 4/5 perc. 2 chères, Ceia, sépour, douche, WC séparès, vérande, intrasse, chauf, cerard, libre du 23-12-95 au 27-01-96, 10-02-96 du 17-02-96, 9-02-96 du 30-02-96 Avril et mal, Partic, 18. : [16] 81-49-20-65.

*** m * 1. mant 1 1 - 14-4.0 11 1 . Az THE REP 100 T- 10 * 对为 100 JOB (1) (****) 4.0 1.1 . 54 CH to

de production de la constant de la c

terri tante iran

ambodgieni

- -

Carlo Santaga

-111114

le vecelle

JUST WAY

7.3 Per -1 1 60

فللجيونكاج رامرا



THE PARTY OF

25 miles

Trace of a con-

75-75-

Tagras ...

A Section of

Make the second of the second

On the

WARE TO WALL

- T

2.75 S. 1.

Technical Con-

19990 1

ta. 2.

37.0

.

German ja 🕙

12 . 15

Control of the second

2.0

Le niveau de vie moyen des Singapouriens a dépassé, en 1995, celui des Français

Les succès économiques de la cité-Etat ont été acquis au prix du despotisme

Avec près de 25 000 dollars (125 000 francs) de revenu annuel moyen par tête, Singapour se classe désormais au deuxième rang des pays d'Asie, après le Japon. A cet égard, ce mini-pays de trois millions d'habitants a dépassé, en 1995, la France. Cet essor, d'autant plus impression-

📤 and a sub-level and a sub-level of the sub-level of th

qui sait de quoi il parie: ce doc-

teur en psychologie, agé de trente-

trois ans, a été expulsé de l'univer-

sité, en 1993, un an après s'être

opposé à Goh Chok Tong, le pre-

mier ministre, pour un siège de

député. Il lui a été reproché une

malversation, qu'll conteste, por-

tant sur 700 F. Un proces a suivi

qui lui a coûté 175 000 F, le forçant

à vendre sa maison pour ne pas

être déclaré failli et, des lors, dé-

chu de ses droits civiques. « Qui-

conque insinuerait, pourtont, que lo

justice n'est pas indépendonte de

l'exécutif se verroit oussitôt

condomné par lodite justice, note

un journaliste étranger. Si vous

m'attribuez cette phrase, mon per-

mis de sejour ne sera pas renouve-

«On peut, éventuellement, être

tres hostile d cette équipe, note Pa-

trick Daniel, mois ce qu'on ne peut

pas mettre en doute, c'est lo passion

qu'elle opporte à la promotion po-

puloire. N'oubliez pas que pres de

90 % des Singopouriens sont, ou

terme d'une politique imposée par

l'Etat, propriétoires de leur loge-

ment, ce qui foit d'eux, ou prix du

Ce journaliste, qui connait bien

la France, ajoute : « La sécurité so-

ciale est ici ce qu'elle est chez vous,

de même que l'éducotion. Lo

grande différence : il n'y a pos d'ol-

locotions de chômage ou l'équi-

valent de votre RMI. Le gouverne-

ment ne s'estime responsoble que

d'une chose : concevoir et imposer

une politique créotrice d'emplois.

Pour le reste, il juge que c'est à cho-

cun de se bottre, et que les perdonts

Jean-Pierre Clerc

n'ont que ce qu'ils méritent. »

mètre corré, des millionnoires. »

SINGAPOUR de notre envoyé spécial

« Y a-t-il une limite à ce que . peuvent occomplir trois millions d'habitants sur une petite île équatoriole? » « Oui », répond à cette question qu'il se pose Marc Higginson, ancien dirigeant de Merril Lynch Asie-Pacifique. Et de citer, à l'appui de sa démonstration, la vulnérabilité structurelle d'une économie ouverte sans restrictions aux variations de conjoncture de ses partenaires. En réalité, un ralentissement de la croissance prévue pour 1995 - 7% à 8% au lieu de 10,1 % en 1994 - tient ici tout le monde en haleine. Pourtant, en raison des performances accomplies en trente ans d'indépendance, la plupart des opérateurs installés dans la cité-Etat auraient plutôt tendance à répondre « non » à la question de M. Higginson.

Et, de fait, dans l'activisme maftrisé qui est sa marque - tel qu'il sourd de ses bureaux, de sa Bourse, de ses banques, de son port, de son aéroport, et même de ses rues et de ses lieux de distraction -, Singapour exsude la conviction un peu enivrée qu'elle continuera à diriger son destin, ne serait-ce que parce que, jusqu'à maintenant, elle a sinon toujours anticipé l'avenir, du moins su vite opérer les nécessaires corrections. « Singopour est un hors-bord qui peut virer à la minute de 180 % ». dit Daisy Goh, baut fonctionnaire à l'Office de développement économique (EDB), sorte de commissariat an Plan, également chargé de l'aménagement du territoire et de la promotion des inves-

« En 1965, nous étions une cité Thollonde, Indonésie, Philippines qui venait d'être ostracisée par un Etat, lo Molaisie, avec une société en proie au chômage et oux tensions racioles - 75 % de Chínois, 15 % de Malais, 7 % d'Indiens -, et avec un prolétariat nombreux vivant en bidonville, rappelle Patrick Danlel. rédacteur en chef du Business Times. Et le pire était d venir : la fermeture, en 1968, de lo base britannique, qui faisait vivre 20 % de lo

Or Singapour dispute désormais à Hongkong la suprématie mondiale pour le transit de conteneurs, et à Rotterdam la primauté pour les autres transports : sa Bourse tend à se classer juste derrière celles de New York et de Tokyo; la cîté-Etat est au quatrième rang mondial pour le raffinage du pétrole; sa compagnie aérienne a fait 500 millions de dollars de bénéfices en 1994; ses réserves de change s'élèvent à 60 milliards de dollars; elle jouit du deuxième revenu annuel moyen par babitant en Asie, après le Japon, et dépasse, en 1995, la France, avec près de

25 000 dollars. * Singapour à inventé, à lo fin des années 60, un modèle de développement fondé sur l'oppel illimité oux capitaux étrangers et oux multinationales, olors honnies, et sur les exportations, explique Patrick Daniel. Le succès o été foudroyant, des 1972. Il o été occueilli avec un peu de commisération. On a dit : ils sont si petits, ce n'est pas significatif. La réussite, simultanée, des trois autres « drogons d'Asie » [Hongkong, Taïwan, Corée du Sud] o davantage retenu les esprits. Or, oprès lo grave crise économique de 1985, les outres pays de la région - Moloisie,

ont odopté ce modèle. Et ce fut le boom de l'Asie du Sud-Est qui o ottiré l'ottention du monde. Aujourd'hui, lo Chine, le Vietnom, l'Inde elle-mème, s'y mettent, et Singopour commence à être consi-

dérée d'un outre œil. »

« le ne prendrai pas mo retroite dons ce pays où le contrôle sociol est pesant et la démocratie binisée, déclare un diplomate européen. Mois il ne faudrait pas qu'un chewinggum [allusion à une interdiction. assez caricaturale, de commercialiser ce produit, en vue de garder les rues propres | cache l'essentiel : une réussité économique presque sans équivalent dons l'histoire. »

LA POIGNE DE FER DE L'ETAT

Dès lors, une question se pose : en quoi le pesant régime qui régit Singapour - avec ses trente-deux exécutions capitales en 1994, sa presse cryptée, sa télévision soporifique, sa culture du conformisme social - est-il responsable du succès national?

La cité-Etat est le seul exemple d'un socialisme réussi, lit-on en

Lee Kwan Yew, despote éclairé

Tons les grands choix de Singapour ont été faits par une petite équipe de dirigeants sous la houlette d'un despote éclairé, Lee Kwan Yew. Il a été, pendant trente et un ans, chef du gouvernement, avant de quitter, en 1990, le devant de la scène pour devenir « Senior Minister ». Le respect qu'il inspire en Asie est à peine imaginable. Cet homme, mi fut d'abord très à gauche, est ainsi à l'origine du parti pris initial d'ouverture sans restriction de la cité-Etat anx capitaux étrangers; de la décision, en 1978, de passer à un nivean supérieur d'industrialisation fondé sur une technologie sophistiquée, par le bials d'une augmentation vive (73 % en trois ans) des salaires; de celle, en 1986, de diminuer de 12 % les rémunérations pour permettre le redémartot 43c 1927 de hansses de rémunérations plaçant aujourd'hui les cadres de Singapour aux meilleurs niveaux mondiaux ; de celle, enfin, prise en 1991, de lancer l'île dans une politique de « régionalisation > qui vise à (co)investir, prendre des contrôles, etc., dans les pays voisins du Sud-Est asiatique, de l'Indochine, jusqu'en

substance dans un rapport de l'ambassade des Etats-Unis de 1994! Ce texte s'émerveille que 60 % du PIB soit « le foit de 50 entreprises publiques et de leurs 550 filiales ». C'est dire que Singapour est peut-être moins l'exemple d'un capitalisme sauvage que d'une économie dirigée, et qu'on y voit à Pœuvre « moins lo moin invisible du morché que lo poigne de fer de l'Etat », comme le dit un observateur occidental.

« C'est un fait : notre combat ne peut que portir de la reconnaissonce des succès de Singapour, admet Chee Soon Juan, secrétaire général du Parti démocratique (SDP) et figure de proue de l'opposition an Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis trente-six ans. Partant de là, nous disons que portout, en Occident, mois oussi dons moint pays d'Asie, le succès économique o été occompagné ou suivi por lo democratie, et que Singapaur devra foire de même pour ne pas s'isoler de lo communauté internationale civilisée. » En réalité, certaines pratiques commencent à jurer avec la politique d'ouverture au monde : censure, antagonisme envers la presse anglo-saxonne, refus des antennes paraboliques, etc.

«Le succès de Singapour est d'abord celui d'un peuple, pas seulement celui du PAP, qui tend par trop à s'assimiler à l'Etat et à disquolifier toute opposition comme ontinotionale », ajoute M. Chee,

Plus de 130 morts dans un accident d'avion en Angola

KINSHASA. Un avion appartenant à la société privée Trans Service Airlift (TSA) s'est écrasé, hundi soir 18 décembre, à Jamba, dans le nord de l'Angola, faisant 139 morts sur les 144 personnes qui se trouvaient à bord. Cinq survivants, dont le copilote, ont été hospitalisés à Kinshasa, au Zaire. L'appareil, propriété d'un Belge établi dans la capitale zaîroise, s'est écrasé alors qu'il venait de décoller, a-t-on affirmé au ministère zairois des transports et communications ou l'on ne disposait pas encore, mercredi matin 20 décembre, de précisions sur l'identité et la nationalité des victimes. L'incertitude règne au sujet du lieu ou s'est produit l'accident : plusieurs localités angolaises s'appellent Jamba, dont une, au sud du pays, fut longtemps le quartier général de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) du chef rebelle Jonas Savimbi. Une flotte d'appareil anciens, basés à Kinshasa, font depuis des années la fortune de trafiquants de tous bords, qui approvisionnent l'Unita en armes et nourriture et repartent chargés de diarnants. - (AFP)

BURUNDI: vingt-sept personnes ont été tuées lors de deux incidents distincts, a rapporté Radio-Burundi, captée mardi 19 décembre par la BBC à Nairobi. Dix a quinze mille personnes, dont plus de 40 % de femmes et d'enfants, ent été « massacrées depuis le début de l'année » dans ce pays, selon un récent rapport de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF). – [AFP] ■ ZAÍRE : le premier ministre Kengo Wa Dongo a expliqué, dans un entretien publié mardi 19 décembre par le quotidien belge Le Soir, que l'assainissement de la situation financière va lui permettre de verser « incessamment » les salaires des fonctionnaires. - (AFP)

■ CORÉE OU SUD : le président Kim Young-sam a procédé, mercredi 20 décembre, à un important remaniement ministériel touchant une dizaine de portefeuilles. Les nominations visent à améliorer l'image de l'équipe de M. Kim, éclaboussée par une série de scandales. – (AFP)

■ VIETNAM : un groupe américain de défense des droits de l'homme a accusé, mardi 19 décembre, le Vietnam de se livrer à une nouvelle répression de la dissidence. Human Rights Watch/Asia (HRWA) juge « très troublantes » les récentes arrestations d'un haut responsable du Parti communiste, Le Hong Ha, et de l'écrivain Ha Si Phu, accusé de s'être prétendument emparé de « documents secrets de l'Etat ». — (Reuter)

■ SAHARA OCCIDENTAL: le Conseil de sécurité de PONU a réaffirmé, mardi 19 décembre, son objectif de référendum, en 1996, au Sahara occidental et a menace de retirer la mission des Nations unies si les consultations à venir ne débouchaient pas sur un accord. Cette prise de position est contenue dans une résolution votée à l'issue de plusieurs semaines de discussions au cours desquelles l'Algérie a soutenu le Front Polisario qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental. - (AFP)

■ IRAN : Chelith Ali Téhérani, opposant islamique au régime, beau-frère du Guide de la République islamique, Ali Khamenei, a été condamné, mardi 19 décembre, à « 20 ans de prison en exil intérieur ». Agé de soixante-dix ans, il s'était réfugié en Irak pendant la guerre entre les deux pays. Il s'était livré de son plein gré à l'Iran en juin. - (AFP)

■ SYRIE; le vice-président, Abdel-Halim Khaddam, a rencontré le président Jacques Chirac, mardi 19 décembre, à Paris, pour relancer les relations franco-syriennes. Un contentieux financier oppose les deux pays à propos d'un arriéré syrien de 1,2 milliards de francs. -(AFP)

Les autorités cambodgiennes acceptent le départ en exil du demi-frère du roi

BANGKOK

tissements étrangers.

de notre correspondont en Asie du Sud-Est Le départ prévu pour la France, jeudi 21 décembre, du prince Norodom Sirivudh marque l'épilogue de la crise ouverte, juste un plus tôt, avec l'arrestation du demi-frère du roi Norodom Sihanouk sons l'inculpation de complicité dans une tentative d'assassinat de Hun Sen, « second » premier ministre. Accusation qu'il a toujours démentie.

blement, le 12 décembre, à un appel du roi Sihanouk en faveur d'un « demi-pardon » qui permettrait à Sirivudh, un ancien ministre des affaires étrangères, de s'exiler en France. L'intéressé, anquel il est notamment reproché d'avoir, au cours d'une conversation privée enregistrée, menacé de « tuer Hun Sen », a accepté ce compromis. Dans des lettres séparées au prince Norodom Ranariddh, « premier » premier ministre, et a Hun Sen, il s'est engagé à prendre sa retraite politique et à ne pas adhérer au Parti de la nation khmère, formé, le 9 novembre, par Sam Rainsy, ex-ministre des finances. Les autori-

tés ont refusé de reconnaître ce monvement d'opposition en attendant le vote par l'Assemblée nationale d'une loi sur les partis

La logique voudrait donc que député - seule son immunité parlementaire a été levée - ainsi que le secrétariat général du Funcinpec, formation présidée par le prince Ranariddh et qui était arrivée en tête aux élections législatives organisées par l'ONU, en mai

nouk, condamné in obsentio à vingt ans de prison pour avoir trempé dans un complot en 1994. Chakrapong avait été, en effet, autorisé à quitter le pays sur intervention du palais avant son pro-

Jean-Claude Pomonti

1993. Dans une lettre adressée, Hun Sen avait répondu favoramardi, à son fils Ranariddh, le roi qualifie d'« injustes, injustifiobles et impordonnobles » les « menoces Chine et même en Inde. de mort » proférées par son demifrère à l'égard de Hun Sen. Le roi a déjà indiqué que l'exil de Sirivudh n'empêcherait pas la justice de suivre son cours, ce qui avait été le cas s'agissant de Norodom Chakrapong, un fils de Siha-

Fondation 30 Millions d'Amis

-(Publicité)-

reconnue d'utilité publique

La grandeur d'une nation et ses progrès moraux peuvent être jugés de par la manière dont elle" traite ses animaics.

Mahatma GANDHI

"La protection de tous les animaux constitue une priorité car sans cette famille naturelle, l'homme serait l'orphelin de la terre "

et si elle ne prend pas leurs souffrances en considération."

aimer les hommes.

Robert SABATIER de l'Académie Goncourt

"Une socièté ne peut se dire civilisée ni socialement évoluée si elle ne respecte pas ses animaux

Alfred KASTLER Prix Nobel de Physique

"Quoi qu'on dise, en me rendant la tendresse plus familière les animaux m'ont appris à mieux

François NOURISSIER de l'Académie Goncourt

Pour un meilleur respect de la vie animale et de la nature

B.P. 107 - 75749 PARIS CEDEX 15 Tel:(1) 45 38 98 98 uon 30 Millions d'Amis - ADAC reconnue d'utilité publique par decret du 23 mars 1995

SOMMET SOCIAL La réunion sur l'emploi convoquee par Alain Juppe à l'hôtel Matignon jeudi 21 décembre est considérée avec réserves par les participants. Marc Blondel

(FO), a exprime son pessimisme TION de la durée du travail, que le après les déclarations de Jean Gan-dois, président du CNPF, indiquant qu'il refusera d'y parler des salaires et du temps de travail. • LA RÉDUC-

gouvernement souhaite favoriser. est présentée par Gilles de Robien. président du groupe UDF à l'Assem-blée nationale, comme un « projet

de société ». Le député (PR) de la Somme, qui avait fait campagne pour les 32 heures en 1993, souhaite que le premier ministre envisage de légiférer. • LES STATISTIQUES

montrent pourtant que la durée légale du travail est sans effet direct sur sa durée réelle. Les Américains ont tendance à travailler davantage, les Allemands travaillent moins.

stome constit

re des lois d'é

11.75

That .

the same by

- t* *.

-

300

1.56.1 No. of the state

The second second Will the mid-gre

7.

- 40

100

Commence of the Commence of th

1.17.1984

Section of the

Acres 1

100

M. Juppé veut instaurer un dialogue de longue durée avec les syndicats

Au-delà des sujets prévus pour le « sommet sur l'emploi » et qui ne suscitent pas l'enthousiasme des participants, le premier ministre veut prolonger la concertation avec les partenaires sociaux. Une partie de la majorité plaide en faveur de la réduction du temps de travail

AVANT MÈME SON OUVER-TURE, le sommet sur l'emploi que le premier ministre réunit jeudi 21 décembre, à Matignon, est l'obiet de critiques de plus en plus virulentes du patronat et de certains syndicats. Alain Juppé, qui veut relancer le dialogue social après trois semaines de crise, a défini trois axes de discussion : la relance de la croissance, qui ne devrait plus progresser que de 1,5 % en rythme annuel au premier semestre 1996, selon l'Insee; une mesure « farte et claire » en faveur du premier emploi des jeunes, qui pourrait prendre la forme d'une exonération de charges sociales; une incitation à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, domaine laissé en jachère par M. Juppé depuis son arrivée à Matignon.

Le premier ministre ne compte pas en rester là : le sommet organisé jeudi ne devrait pas être seulement une manière de sortir par le haut de plus de trois semaines de conflit, mais l'amorce d'un dialogue au plus haut niveau appelé à se poursuivre dans les mois qui viennent, indique-t-on à Matignon. Voilà pour la méthode. Elle devrait satisfaire des syndicats, qui n'ont cessé de dénoncer une « gestion outoritaire » des affaires par le chef du Reste l'essentiel : le contenu du

dialogue social. Sur ce point, l'approche du sommet a entrainé une radicalisation des positions. Le pré-



sident du CNPF, Jean Gandois, a été très direct en annonçant, mardi, devant l'assemblée générale annuelle de l'organisation patronaie, qu'il se rendra à Matignon pour « faire barrage à toute dérive » sur les salaires et la réduction du temps de travail. Ces déclarations ne laissent pas

d'inquiéter les organisations syndicales. . Je ne suis plus très optimiste . a déclaré Marc Blondel, secrétaire entretien publié mercredi par Injo-Matin. « Si les déclarations de Jean Gandois reflètent l'état d'esprit du patronat, olors le sommet échouera », ajoute-t-il. Il estime que « le patronat he semble pas comprendre que la crise sociale révélée par le plon Juppe traduit les frustrations grandissantes des salariés du public comme de ceux du privé, qui ont foit grève par délégation ». De son côté, la CGT a fait savoir que « pour être séneuse, efficace et crédible », la réunion de jeudi « ne peut être offoire d'un compromis entre gens de bonne compognie » car « l'essentiel est dans la réponse aux aspirations portées par le mouvement social ».

De fait, les priorités du gouverne-

ne sont pas les mêmes. Le premier a besoin d'améliorer son image sociale et de jouer sur tous les leviers pour contenir un chômage qui va augmenter dans les mois à venir; mais, soucieux de ne pas court-circuiter l'accord patronat-syndicat du 31 octobre sur l'annualisation-réduction du temps de travail, M. Juppé devrait se contenter, jeudi, de les inciter fortement à décliner cet accord-cadre au niveau des branches professionnelles et des entreprises. Le CNPF a déjà prévenu qu'il

n'est disposé à aborder que l'emploi des jeunes. Fortes des dernières prévisions de l'Insee sur la chute de la croissance et du pouvoir d'achat au premier semestre prochain, la CGT et FO entendent, au contraire, remettre le dossier des salaires sur le tapis vert. Seule la CFDT estime que le programme proposé par M. Juppé constituait « un bon me-

Quant au plan Juppé, qui avait déclenché le mouvement social en novembre, il n'est plus au centre des débats, même si la CGT continue de réclamer son retrait et si PO demande d'en négocier les modalités d'applications.

Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, doit ouvrir des discussion en ce sens. Dans un premier temps, il a confié à diant continuaient de mener des ac-Jean Marmot, secrétaire général de tions sporadiques à Tours, à Poitiers la commission des comptes de la Sécurité sociale, la mission de ment, du patronat et des syndicats prendre contact avec le patronat et

« ateliers de travail ». Ils devront, selon le ministère, être « apération nels dans les premiers jours de janvier » et doivent « assurer la concertation la plus approfondie sur les modalités de mise en œuvre de la réforme de la Sécurité sociale ».

Le sommet sur l'emploi va s'ouvrir alors que le calme n'est pas totalement revenu sur le front social. La manifestation organisée mardi par la CGT et la FSU (enseignants, chercheurs) n'a, certes, pas drainé la foule des grands jours sur le pavé parisien, mais la centrale de Louis Viannet a appelé ses différentes organisations à une nouvelle journée d'action jeudi. Force ouvrière a invité ses unions départementales à se réunir mercredi devant les préfectures pour « appuyer la confédéra-tion » à la veille de la réunion de

Les cheminots de Marseille, Montpellier et Nice continuaient leur la grève, mercredi matin, tandis que le conflit se durcissait dans les transports en commun de la cité phocéenne. Mardi, les autobus de Bordeaux étaient immobilisés pour le seizième jour consécutif. Mercredi, quelques centres de La Poste et d'EDF étaient toujours bloqués par des grévistes, tandis que les étu-

Faibles manifestations sauf à Bordeaux

Avec 9 000 manifestants environ, mardi 19 décembre, à l'appel de la CGT et de la FSU, Bordeaux est demeurée en pointe d'un mouvement social qui est passé du stade de l'« effilochage » à celui de la fin de parcours. Ou ne comptait plus que 5 000 manifestants à Paris, 1 500 à Limoges, 1 000 à Béziers, alors que le rassemblement de Montpellier ne dépassait pas quelques centaines de personnes, de même que ceux de Corse.

A Lyon, le défilé, qui a rassem bié environ 3 500 personnes, a été l'occasion d'interpellations à l'adresse de Prance 3. Les manifestants accusaient la chaîne des réions d'avoir sons-estimé le cortère lyonnais du 16 décembre. Les organisateurs ont lancé des appels à manifester de nouveau en Rhône-Alpes jeudi 21 décembre, iour du sommet sur l'emploi.

A Marseille, environ 4 500 persoumes out défilé le long d'un parcours très bref. Destination : la gare SNCF Saint-Charles, pour un apéritif collectif destiné à clore. sur une note confraternelle, le moreover social. Topion a encore compté 4 000 manifestants, tandis que Nice n'était le théaire que d'un rassemblement symbo-

Jean-Michel Bezat lique.

M. Gandois craint les « dérives » lors de la rencontre de Matignon

Gandois, se rendra au sommet du 21 décembre sur l'emploi, comme il le souhaitait, mais, pour tenir compte des oppositions exprimées au sein du patronat, il a choisi, après l'assemblée générale annuelle de son organisation, mardi 19 décembre, de tenir un langage réservé au sujet de la réunion prévue à l'hôtel Mati-

M. Gandois n'aime ni la méthode du gouvernement ni les réunions tripartites, mais il lui faut en être, a-t-il expliqué, « pour faire barrage oux dérives, à des projets dont naus ne voulans pas »: Il n'est donc pas question d'y parler du plan de redresse-ment de la Sécurité sociale, que le CNPF « a approuvé et soutenu » : ni des salaires, qui appartiennent aux entreprises : ni du temps de travall, qui relève de négociations prévues dans une quinzaine de branches professionnelles.

La seule question dont M. Gandois acceptera de débattre est celle de l'emploi des jeunes. Il convient d'y inclure, selon lui, un « début de réfarme du système éducatif », ainsi que les dossiers des contrats d'apprentissage et de la formation en alternance. Cet espace de négociation reste mince. M. Gandois justifie ce fait en invoquant la conjoncture, dont il a souligné qu'elle est très médiocre. « Naus ne nous rendrans pas [au sommet] les mains vides, mais avec du sang partout, celui des entreprises qui ont passé des mais de navembre et de décembre catastrophiques », s'est-il exclame, ajoutant : « Le Père Noël, c'est pas nous! »

UN « SAMU » POUR LES PME

Denis Kessler, vice-président du CNPF, a indiqué que la « fourchette » du coût de la grève se situe, selon lui, entre 16 et 20 milliards de francs. Il a souligné que cette somme « colassale » représente l'équivalent de cent mille emplois par an. Cette hémorragie arrive à un moment où l'on « peut considérer que nous sommes en récession ». Selon M. Kessler, «la consommation est atone, le revenu amputé, le restockage achevé, les exportations plafonnent ». « Il fau-

LE PRÉSIDENT DU CNPF, Jean dra attendre la mi-1996 pour espérer un rebondissement », a-f-il dit. Le CNPF n'est pas très imaginatif pour relancer la consommation et la croissance. MM. Gandois et Kessier ont évoqué, pêle-mêle, le retour de la confiance, une « forte » baisse des taux d'intérêt, les exportations ou le déblocage des fonds de participation des sa-

lariés. L'organisation patronale mettra en place un « Samu » pour éviter le dépôt de hilan aux PME qui souffrent particulièrement de la paralysie des ventes de ces dernières semaines. Elle plaide anprès du gouvernement pour que soient institués des prêts à taux zéro et à court terme pour les entreprises en difficulté de trésore-

CONTRE LA SUPPRESSION DU SMIC A propos du sommet européen de Madrid et de la création de la monnaie unique en 1999, le président du CNPF a jugé que « l'an enterre l'Europe sous un tas de guimauve ». Parmi les pays qui ont donné leur accord pour le lancement de l'euro, «tous ne seront pas prêts », et ils le savent, a dénoncé M. Gandois qui regrette que l'on « n'aborde pas les vrais problèmes ». Il a aussi tenn un langage sans fard au sujet de la suppression du Smic, préconisée par l'OCDE. « Je suis contre, a-t-il affirmé. Ce seroit une profonde erreur politique, qui mettrait le pays par terre pour langtemps. »

A propos des retraites, M. Gandois a affirmé: « Je suis portisan que l'on ne réduise pas sensiblement la retraite de ceux qui s'y trouvent dėjà, mais il faudra remettre en question celle des plus jeunes. » Ceux-ci, selon le président du patronat, devront se constituer une retraite par capitalisation s'ils veulent conserver le même nivean de revenu, « ce qui est une manière non agressive de parler des fonds de pensian », a conclu M. Gandois.

Enfin, le président du CNPF a annoncé des assises du patronat qui seront organisées, le 17 septembre 1996, au Futuroscope de

Gilles de Robien, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale

« On a tout essayé contre le chômage, sauf la réduction du temps de travail »

cieux » sur la réduction du temps de travail. N'a-t-il pas trop tardé?

- Mieux vaut tard que jamais. On assiste, au sein de la majorité, à un déblocage culturel. A part quelques pionniers comme Jean-Yves Chamard au RPR ou Denis Jacquat et moi-même à l'UDF dont le groupe vient de faire adopter en première lecture une proposition de loi sur la réduction du temps de travail -, la majorité n'a pas osé aborder un sujet qui est resté le monopole de la gauche et que celle-ci a malheureusement enterré, en 1982, avec les 39 heures. Si l'on veut être pragmatique, la majorité et l'opposition peuvent se retrouver dans un cheminement consensuel. »Je n'ai pas de conseil a lui donner, mais Alain Juppé devrait se montrer très offensif sur la réduction du temps de travail. Les partenaires sociaux ont bien avancé en signant un accord le 31 octobre. L'Etat doit montrer qu'il est déterminé à ce que cet accord entre rapidement en application. Ils aurajent jusqu'au 31 décembre 1996 pour parvenir à des accords dans

« Alain Juppé veut se montrer « plus auda-eux » sur la réduction du temps de travail. les branches professionnelles et les entreprises. En février, si les négociations n'ont pas commencé à donner de résultats tangibles, le premier ministre pourrait signifier aux partenaires sociaux que le gouvernement est pret à élaborer, en concertation avec eux, des mesures législatives sur la réduction

du temps de travail. - L'intervention de l'Etat est-elle indispensable?

- Dans une négociation patronat-syndicats, il y a toujours un absent : les chômeurs. L'Etat est là pour défendre l'intérêt général. Si l'on aboutit à un accord, ce n'est pas pour faire plaisir aux chefs d'entreprise ou aux salariés, mais avant tout pour créer des emplois supplémentaires. Même si, finalement, tout le monde y gagne.

» La participation de l'Etat doit être suffisamment incitative pour accélérer le mouvement de baisse de la durée du travail. Cette incitation peut prendre la forme d'une baisse des charges sociales. On pourrait, par exemple, réserver en priorité le transfert d'une partie des cotisations sociales sur la

CSG aux entreprises qui s'engagent dans cette

- Le président du CNPF rejette toute intervention de l'Etat_

 M. Gandois doit apporter la preuve qu'il n'a pas besoin de l'aide de l'Etat. Il est très attaché à la notion d'entreprise citoyenne. Qu'il aille jusqu'au bout de sa logique et qu'il montre qu'il peut créer des centaines de milliers d'emplois! - La baisse du temps de travall peut-elle être

un projet de société? - Plus que jamais ! Après les manifestations des

demières semaines, je crois que l'on enverrait ainsi un signal fort aux Français, Beaucoup disent : on a tout essayé contre le chômage. Tout, sauf la réduction du temps de travail ! A terme, on peut aller vers la semaine de quatre jours, le rinquième étant consacré à la formation ou à la vie associative. On donnerait ainsi un supplément d'âme à notre so-

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

du travail indiquent en effet que la durée légale du travail est de

48 heures par semaine en Alle-

magne, comme en Italie, en Irlande

et en Grèce, alors qu'elle n'est que

de 40 heures au Japon et de

39 heures en France. Réduire la du-

rée légale du travail n'aurait d'autre

intérêt que d'afficher une volonté

politique. Concrètement, cela ne

changerait quasiment rien : la durée

légale du travail avait été abaissée à

40 heures par semaine en 1936, sous

Durée légale et durée réelle du travail sont de moins en moins liées

DEVINETTE: quel est le pays oc-cidental qui a le plus réduit la durée du travail depuis 1980? La France gouvernée pendant dix ans par le PS? La Suède sociale-démocrate? La consensuelle Allemagne? Réponse: le Japon. En quinze ans, la durée annuelle du travail y a diminué de 194 heures, soit près de 10 %. Certes, malgré ce phénomène, un Japonais continue de travailler davantage qu'un Européen, mais, désormais, moins qu'un Américain (1964 heures par an contre 1994). En outre, du fait de la crise économique et de l'apparition du chomage, les partenaires sociaux nippons étaient convenus, en 1992, de parvenir à une durée conventionnelle du travail de 40 heures par semaine en 1994, ob-

jectif, semble-t-il, atteint. En revanche, les salariés américains, qui ont été les premiers à bénéficier de la semaine de 40 heures réparties sur cinq jours, travaillent désormais davantage que leurs homologues occidentaux. Confrontés à une baisse de leurs salaires réels, ils n'ont qu'une envie : faire des heures supplémentaires pour maintenir leur pouvoir d'achat. En 1994, chaque salarié employé dans l'industrie americaine a effectué un nombre d'heures supplémentaires impressionnant: 4 heures 42 minutes par semaine. Aujourd'hui, un Allemand travaille chaque année un trimestre de moins

Quelques pays ont accru la durée du travail depuis 1980 DUMED AND MELLE COTTO THE DISTRACTAN PAR SALASTE TO MELLES SUEDE FRANCE BELGIQUE

La durée annuelle du travail par salarié dans l'industrie manufacturière est, en France, parmi les plus faibles.

qu'un Japonais et treize semaines de moins qu'un Américain! Entre un Français et un Japonais, la différence est de neuf semaines à l'avantage du

Ces chiffres, qui émanent du pa-

tronat allemand, mais que confirment la plupart des organismes internationaux, prouvent une chose : la durée réelle du travail n'a mage. que peu de liens avec la durée légale. Les données du Bureau international

le Front populaire, mais sa durée effective n'a atteint ce niveau qu'en... Aujourd'hui, alors que la durée légale du travail est de 39 heures, 40 % seulement des entreprises respectent ce seuil. 40 % sont au-dela par le biais des heures supplémentaires, et 20% en deçà, soit par une volonté délibérée, soit à cause d'un recours massif au chômage partiel.

Si, officiellement, la durée légale du travail ne baisse pas en France, tout laisse à penser que sa durée effective baisse sur l'ensemble de la vie active. Tout y concourt : l'entrée de plus en plus tardive sur le marché du travail, la sortie de plus en plus précoce de la vie active, le développement du travail à temps partiei et la multiplication des périodes de chô-

Frédéric Lemaître

PROF BUT SAN SAN 1 - 1 TO 10 A WAR Large t (939E pe TO COME

sur la Sécurité sociale

Les recettes ne relèveraient pas du Parlement

« ON NE SAIT PLUS qui décide de contribution des citoyens aux de quoi en matière de Sécurité sociale ». Par cette observation lapidaire, Alain Juppé avait annoncé, le 15 novembre, son intention de « clarifier les responsabilités » dans le domaine du financement de la protection sociale. Ce faisant, le premier ministre avait indiqué que le Parlement, sur propositioo du nir « se prononcer te premier »

**Responsable de la tamment pour fixer les ressources

**Transport et le taux gouvernement, devrait, dans l'aved'évolution de l'ensemble des dépenses garantissant l'équilibre du système. Cette évolution nécessitait une révision constitutionnelle. Un mois après sa première évocation au Palais Bourbon, celle-ci a été adoptée, mercredi 20 dé-

Service of the land of the service o

aibies manifestatie

the state of the s

A March to the first the first

Party of the same of the same

A Marie des Land Contra de la C

W ? SOUR S : STATE OF SOUR

Sand Mile in the State of the S

was a fire and the state of the

Management of the State of the State of State of

A MAN WAS IN STREET, SANS

Western : NA Secretary

March 7 1 - 17 (142)

Mary and a state of

The a married are to make

Service of the servic

AND AND MANAGEMENT OF THE PARTY OF THE PARTY

MARKET AND AND ARREST

Same Carlot Francisco Comments

MARIE THE TO STREET

per E re. to women ton to

4

.

Same of the same

EARN IN A

(* * · · · · * *

12 100 - 20

34

÷1. --

...

 $f_{m} = f + f = f$

1000 1. 11:55

2422541

1 -2 eren br

But the first the contract of

HE THE LA THE AMERICAN CHECK

MARKET BALL BALLEN

Mark the state of the said

auf a Bordeaux

cembre, en conseil des ministres. Cette remarquable célérité s'ex-.. plique par la volonté du premier ministre de sommettre cette révision au Congrès dès février 1996. Indirectement, elle confirme le soutien de Jacques Chirac au «plan Juppé », puisqu'un projet de ré-forme constitutionnelle émane du président de la République. Le début de l'examen du texte est prévu le 23 janvier à l'Assemblée natio-

Le problème constitutionnel était relativement simple à résoudre. Un des apports essentiels de la core f titution de 1958 est une limitation des droits du Parlement. L'article 34 de la loi fondamentale précise ce qui est du domaine de la loi, c'est-àdire ce qui doit être voté par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Tout le reste des règles normatives est du domaine réglementaire, ce qui vent dire qu'elles sont décidées librement par le gouvernement. Accorder aux députés et aux séna- Aurons-nous le temps, juste avant le teurs le pourfoit d'iblet tent dans la . • budget, de traiter du budget social de gestion de la Sécurité sociale im- la nation? Ce n'est pas évident », pose done de modifica det article - d'est interrogé Mi Ségniu. 34. C'est ce que fait le projet de révision constitutionnelle.

L'actuel article 34 distingue trois domaines : ceux pour lesquels la loi « fixe les règles » ; ceux dont elle « détermine les principes fondamentaux » : les « lois de programme » et les « lois de finances ». C'est sur le modèle de celles-ci qu'il est donc proposé d'instituer des «lois d'équilibre de la Sécurité sociale ». Comme le budget de l'Etat, celles-ci seront discutées d'abors par l'Assemblée nationale, et chacune des chambres du Parlement disposerait d'un délai limitatif pour examiner le projet déposé par le gouvernement. De même, une loi organique précisera les conditions de cette intervention parlementaire.

Une différence existe, toutefois, qui n'est pas sans signification. D'après la Constitution, les lois de finances « déterminent les ressources et les charges de l'Etat ». En revanche, le projet de réforme ne parle que « de l'équilibre financier prévisionnel de la Sécurité sociale », et des «objectifs de dépenses ». Les parlementaires n'auraient ainsi pas de pouvoirs sur les recettes de la Sécurité sociale. Députés et sénateurs pourraient faire remarquer que la première prérogative d'un

penses de la collectivité, et cela en vertu de la déclaration des droits de l'homme de 1789. D'ailleurs, le président du Sénat, René Monory, a plaidé pour que le projet fasse référence aux recettes. Dans son avis, rendu an gouvernement le 7 décembre, le Conseil d'Etat semble avoir plaidé dans le même sens.

Une deuxième remarque a été formulée par le président de l'Assemblée nationale sur l'encombrement des travaux parlementaires. Philippe Séguin a souligné, mardi 19 décembre, sur France 3, qu'en organisant la discussion annuelle de la loi d'équilibre de la Sécurité sociale à l'image de la discussion du budget de l'Etat, le projet de révision constitutionnelle pose des « problèmes de calendrier non négligeables ». Contrainte de donner la priorité à l'examen du «budget Sécir», dès l'ouverture de la session, en octobre, pour permettre aux établissements hospitaliers de fixer le leur, l'Assemblée nationale ne pourra consacrer le reste de son temps, jusqu'à la fin de l'année, qu'à l'examen du budget de

En effet, la durée prévue pour la discussion du budget social (20 jours à l'Assemblée, puis 15 jours au Sénat) s'ajoutant aux délais actuels, prévus dans la Constitution, de la discussion budgétaire (70 jours au total); c'est tout l'ordre du jour des travaux parlementaires pendant les trois premiers mois de session qui risque d'être mobilisé par ces deux budgets. * Nous avons déjà la loi de finances, encodrée par des règles de calendrier constitutionnel très fortes.

RÈGLES DE CALENDRIER

A cette révision constitutionnelle, il faut en ajouter deux autres, déjà annoucées par l'exécutif, et que certains élus pourraient tenter d'intégrer par voie d'amendements: l'une sur la francophonie, préconisée par le président de la République au sommet de Cotonou, début décembre : l'autre sur la notion de service public « à la française », lancée par M. Juppé, le S décembre, lors du débat à l'Assemblée nationale sur la motion de censure déposée par la gauche noncommuniste: « S'il le faut, nous inscrirons la notion de service public dans nos textes fondamentaux, qu'ils soient nationaux ou européens. »

Le gouvernement semble, maintenant, très en retrait. Lors de la réunion du groupe UDF de l'Assemblée le 12 décembre il s'était heurté à un feo de critiques sur cette question, bon nombre de ces parlementaires trouvant absurde de pérenniser une notion qu'ils voudraient, au contraire, en bons libéraux, voir s'estomper. Franck Borotra, ministre de l'industrie, a d'ailleurs assuré, au cours de la séance de question da mardi 19. que « c'est un débat ouvert ».

> Olivier Biffaud et Gérard Courtois

« Les objectifs de dépenses »

L'ARTICLE PREMIER du projet de loi de révision constitutionnelle, adopté au conseil des ministres du mercredi 20 décembre, prévoit l'insertion d'un alinéa supplémentaire dans l'article 34 de la Constitution. Celui-ci



té par le Parle ment. Dans cet article, il est proposé d'ajouter un alinéa, après celui concernant les « lois de finances », indiquant que « les lois d'équilibre de la Sécurité sociale déterminent les conditions générales de l'équilibre fi-nancier prévisionnel de la Sécurité sociale et fixent, en fonction de cellesci, les objectifs de dépenses dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique ».

Le projet prévoit, aussi, de modifier l'article 39 de la Constitution stipulant que « l'initiative des lois appartient concurremment au premier ministre et aux membres du Parlement ». La rédaction actuelle indiquant que « les projets de loi de finances sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale » sera transformée ainsi : « Les projets de loi de finances et d'équilibre de la Sécurité sociale sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale. »

Enfin, le projet de révision se propose de rajouter, à la suite de l'article 47 précisant que « le Purlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une lai organique », un autre article le décalquant pour les lois d'équilibre de la Sécurité sociale. Ainsi PAssemblée nationale disposerait d'un délai de vingt jours pour examiner le texte déposé par le gouvernement, et le

La réforme constitutionnelle La crise sociale a permis à MM. Chirac et Juppé crée des lois d'équilibre de retrouver des appuis dans l'électorat de droite

Les sondages de décembre indiquent un léger mieux pour l'exécutif

Les enquêtes d'opinion mensuelles publiées en bien que le plan du premier ministre pour la Sé-décembre font apparaitre un léger regain de curité sociale réunisse une majorité contre lui. La ment parmi les sympathisants du RPR et ceux de

décembre font apparaître un léger regain de curité sociale réunisse une majorité contre lui. La ment parmi les sympathisants du RPR et ceux de confiance pour Jacques Chirac et Alain Juppé, crise sociale semble avoir contribué à améliorer l'UDF, tandis que leur crédit à gauche est épuisé.

APRÈS SIX MOIS de baisse irrépressible de leor cote de confiance dans l'opinion, le président de la République et le premier ministre auraient-ils bénéficé, paradoxalement, de la crise sociale de novembre-décembre? Celle-ci semble bien avoir arrêté la fuite de leurs partisans et avoir même permis aux deux têtes de l'exécutif de remonter timidement la pente, si l'on en croit les trois enquêtes les plus récentes.

Le « baromètre » SOFRES de

décembre, dont les questions avaient été posées du 22 au 24 novembre - soit une semaine après l'annonce du plan de réforme de la Sécurité sociale et alors que les grèves commençalent à peine - avait enregistré, le premier, un léger redressement: la cote de confiance de Jacques Chirac remontait de 2 points (39%), et celle d'Alain Juppé de 4 points (37 %). Quinze jours plus tard, au plus fort des monvements sociaux, l'enquête IFOP, réalisée « sur le terrain » dn 7 au 15 décembre, a confirmé la tendance : 30 % des personnes opinios du président de la Répu-

interrogées se disaient alors satisfaites de M. Chirac (contre 27 % un mois plus tôt), et 28 % de M. Juppé (en hausse de 2 points). Enfin, dernier eo date de ces

sondages réguliers, le «tableau de bord - de l'institut BVA, basé sur une enquête menée du 14 au 16 décembre auprès de 981 persomes, publié dans Paris-Match (daté 28 décembre), va dans le même sens : en un mois, le président de la République regagne 5 points de bonnes opinioos (37 % contre 32 % eo novembre), et le premier ministre 2 points (à 31 % contre 29 %). Malgré trois semaines de grèves et de manifestations, le couple de l'exécutif bénéficie donc d'un léger mieux dans les sondages.

Il est vrai que MM. Chirac et Juppé ont épuisé le capital de sympathie doot ils béoéficiaient dans l'opinion de gauche au lendemain de leur prise de fonctions. En juin, selon BVA, 58% seulement des sympathisants communistes et 51 % des sympathisants socialistes avaient une mauvaise

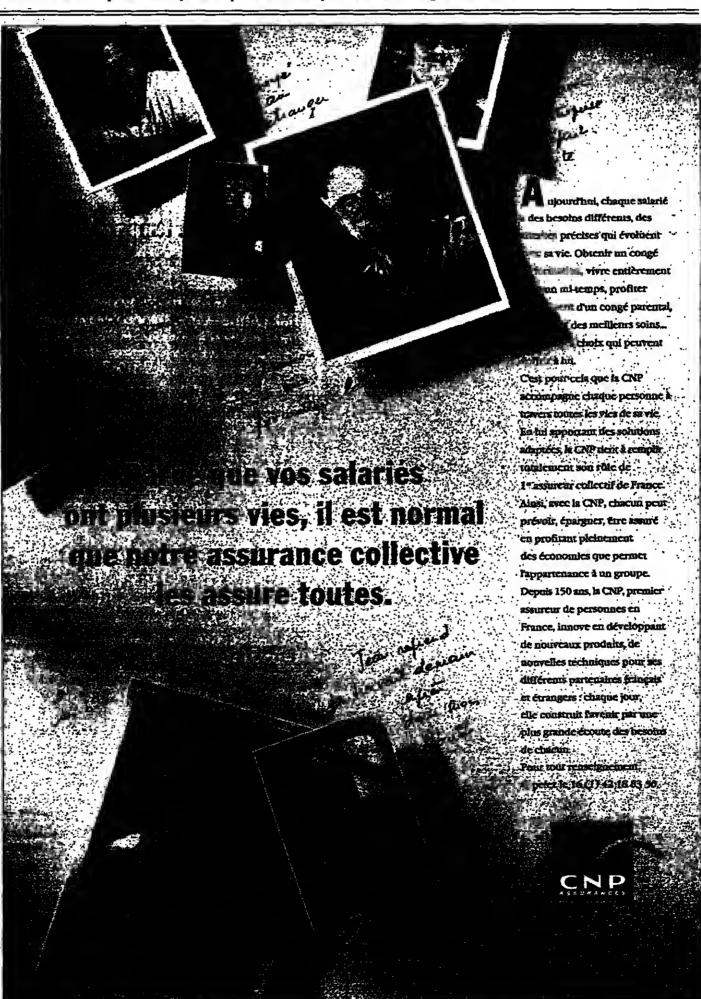
blique (les chiffres étalent du même ordre pour le premier ministre); en décembre, ces chiffres sont, respectivement, de 93 % et 87 % (les résultats sont eocore plus défavorables pour M.)uppé). Autrement dit, le retour à un classement politique traditionoel s'étant produit, MM. Chirac et Juppé n'ont plus beaucoup de

crédit à perdre à gauche. A l'inverse, la crise sociale leur a permis de regagner quelque faveur auprès de leur propre électorat, notammeot UDF. C'est vrai, surtout, pour le présideot de la République: seloo BVA, eo juillet, 2% seulement des sympathisants de l'UDF et du RPR avaient une mauvaise opinion de M. Chirac; ce pourcentage est mooté jusqu'à 19 %, en octobre. parmi les sympathisants du RPR, et jusqu'à 38 %, co novembre, parmi ceux de l'UDF; eo décembre, les méconteots oe soot plus que 11 % au RPR et 26 % à

Le premier ministre continue, lui, à susciter davantage de réserves, mais sa gestion de la crise

les partisans de la droite : toujours dans l'enquête BVA, en décembre, 42 % des sympathisants de l'UDF (contre 45 % en octobre) ont de lui une mauvaise opinion, tandis que ses détracteurs ne représentent plus que 21 % des sympathisants du RPR (contre 35 % en octobre).

Cependant, s'il regagoe 2 points de bonnes opinions en décembre, M. Juppé focalise contre lui une part croissante de mauvaises opinions: 65 % (contre 63 % le mois précédent). Ensuite, il est manifestement loin d'avoir réussi à convaincre du bien-fondé de sa réforme de la protection sociale: selon BVA, 54 % des personoes interrogées souhaieot qu'il y renonce. Enfin, la discrétion de M. Chirac dans cette affaire est percue de facoo très négative: 27 % seulemeot des persooces interrogées approuvent l'attitude du chef de l'Etat, et 68 % d'entre elles la désapprouvent.



sera saisi sur le projet de loi d'habilitation

La démarche associe socialistes et communistes

LE PREMIER MINISTRE, Alain Juppé, aura au moins un souci en moins, jeudi 21 décembre, lorsau'il accueillera les partenaires sociaux à l'Hôtel Matignon pour le sommet social. Le projet de lni d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordnnnances, pour engager la réforme de la protection sociale, devrait être définitivement adnpté, mercredi 20 décembre, par le Parlement. Mardi 19 décembre, en effet, l'Assemblée natinnale a adopté, en secunde lecture, les conclusinns de la commission mixte paritaire (composée de sept sénateurs et de sept députés) sur ce projet de loi d'habilitation. Le texte a été apprnuvé par 115 voix (RPR et UDF) contre 40 (PS et PC). Le Sénat devait procéder à cette deuxième lecture mer-

Le bras de fer entre le gouvernement et l'oppnsition se termine dmc, inévitablement, à l'avantage du premier. Il avait débuté le 7 décembre à l'Assemblée natinnale. Des suspensions de séance aux rappels au règlement, en passant par les motions de procédure et le dépôt de quelque 4 500 amende-ments, les députés socialistes et communistes ont utilisé tous les movens en leur pouvoir pour prolonger la discussion du texte et en retarder l'adoption. Le 10 décembre, le premier ministre Alain Juppé avait engagé la responsabilité de son gouvernement, en applitution. Après le rejet d'une mution de censure de l'opposition, le 12 décembre, le texte était dnnc considéré comme adopté, bien que les députés n'aient pas terminé l'examen de son article premier, qui fixe le champ des ordonnances.

La discussinn a repris au Sénat le 14 décembre, avec, à nouveau, une bataille de procédure de l'oppositinn, qui déposait plus de 2 500 amendements. Mais, dès le lendemain, la majorité sénatoriale, à l'instigation du gnuvernement, coupait court au débat en utilisant un artifice de procédure : elle invoquait et vntait une questinn préa-

lable, ce qui entraînait le rejet du

texte et son renvni devant l'Assem-

PROJET ADOPTÉ

Dans la foulée, le gouvernement a convoqué, dès lundi 18 décembre, un jour plus tôt que prévu, la commission mixte paritaire. Ses conclusions unt été examinées à l'Assemblée le soir-même. Malgré un ultime baroud d'honneur de Julien Dray (PS, Essonne), plaidant l'exception d'irrecevabilité du texte, puis de Jean-Plerre Brard (PC, Seine-Saint-Denis), Invoquant la question préalable, le projet gouvernemental a donc été adop-

Mais le premier ministre n'est pas au bout de ses pelnes. Les groupes socialistes du Sénat et de l'Assemblée, auxquels devralent s'associer les communistes, ont en effet îndiqué qu'ils allaient saisir le Conseil constitutionnel. Le recours des sénateurs devrait porter sur la procédure de la question préalable. employée par la majorité pour éviter le débat au fond. Quant aux dél'inconstitutionnalité du texte luimême, qui délégue au gouvernement par voie d'ordonnances une prérogative fondamentale dn Parlement, celle de fixer l'impôt.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le Conseil constitutionnel Le gouvernement propose un plan limité de titularisation de fonctionnaires

M. Perben va négocier avec les syndicats sur la résorption de la précarité

La fonction publique d'Etat compte 215 000 agents non titulaires, dont 35 000 à temps plein avec des contrats précaires. Le gouvernement propose de les titulariser,

mais les discussions qui s'ouvraient mercredi 20 décembre avec les syndicats risquaient de buter sur la question des contrats emploi-solidarité.

L'HISTOIRE se répète : depuis cinquante ans. la fonction publique recrute des agents non titulaires puur satisfaire les besoins qu'elle ne peut couvrir par le biais de concours. Périodiquement, elle s'efforce de mettre fin à cette situation, en considérant que ceux qui occupent des emplois à temps plein doivent être des fonctionnaires, au sens statutaire du terme. Deux vastes plans de titularisation nut été, ainsi, programmés en 1976 et 1983, mais avec des succès limités. La réforme statutaire de 1983

en a inscrit le principe dans la lni. Dominique Perben, le ministre de la fonctinn publique, se propose à son tour de « résorber la précorité ». Pour cela, il nuvre des négociations avec les sept fédérations de fonctionnaires, mercredi 20 décembre, dans la continuation de l'engagement pris par par son prédécesseur, Jean Puech, pour sortir de la crise ouverte avec l'annonce du « gel » des salaires en 1996. Ce dernier avait, alors, offert de mettre au point « un plon trien-nul de résorption de l'emploi pré-coire dans lo fonction publique de l'Etat, avec l'objectif de diminuer celui-ci de manière substantielle d'ici lo fin 1998 » (Le Monde du 21 octobre). Le 7 décembre, M. Perben, désireux de proposer une Issue au conflit sur les retraites, a renouvelé cette offre devant les matre fédérations dites

« réformistes ». trois points: définitinn des emplois précaires, méthode de titularisation, durée du plan. Les syndicats veulent que les négociations portent non seulement sur la foncnon publique d'Etat, mais aussi sur les fonctions bospitalière et territoriale. M. Perben pourrait proposer d'élaborer un textecadre pour la fonctinn publique d'Etat, dont l'application serait renvnyée aux ministères concernés. Ce document serait ensuite soumis aux associations d'élus des collectivités locales, ainsi qu'au ministre du travail et des affaires sociales, pour ce qui concerne les

L'INSEE, qui exploite les fichiers de paie des agents, recensait 215 000 nnn-titulaires dans la foncnon publique d'Etat, au 31 décembre 1994 (sur un total de 2,1 million de personnes. La Poste et France Télécoms étant exclus), Ces fichiers prennent en compte non seulement les emplois budgetés dans le cadre des lois de finances. mais aussi ceux que financent toutes sortes de crédits (vacation, fonctionnement, subventions...).

RÉTICENCES

Le gouvernement n'entend pas, toutefois, titulariser 215 000 personnes, car l'intégration entraîne des augmentations de salaires cmîteuses pour le budget de l'Etat. Il proposera que, seuls, soient considérés comme occupant des emplois précaires les agents payés sur des crédits de vacation, dès lors qu'ils occupent au moins un mi-temps, et qu'ils travaillent an moins neuf mois par an. Quelque 35 000 personnes seraient concernées, parmi lesquelles 19 000

M. Perben ne souhaite pas prendre en compte les quelques dizaines de milliers de vacataires employés moins d'un muis par au. pour des missions ponctuelles (remplacements d'été, etc.). Il ne veut pas non plus inclure les quelque 30000 contractuels béatisciant soit de contrats à durée indéterminée (et disposant d'un quasi-statut de fonctinunaires), soit de contrats à durée déterminée renouvelables, en général de catégorie A (c'est-à-dire les cadres), dont il considère qu'ils

peuvent se reclasser facilement dans le secteur privé. Ne seront pas non plus pris en compte les nuvriers des arsenaux, ceux des parcs et atellers de l'équipement, ainsi que les surveillants d'internat

Le gouvernement n'a pas non plus l'intention d'intégrer les contrats emploi solidarité (CES). Il en aurait 350 000 dans les trais fonctions publiques, d'après un rapport du Commissariat général du Plan, « Gérer l'emploi public », qui prenait en compte la situation à la fin août 1993. Théoriquement. il n'y en a pas dans la fonction publique d'Etat, la loi l'interdisant. En fait, des dizaines de milliers de CES travaillent dans les services extérieurs, les ministères fournissant des subventions à des associatinns gul les embauchent pour les mettre à la disposition de l'administration.

La méthode de titularisation sera essentielle pour éviter que ce pian ne déclenche le mécontentement du personnel titulaire, comme cela avait été le cas pour les précédents. Alors que le plan de 1976 prévoyait de titulariser 250 000 personnes, seules 109 000 ont été intégrées. Lorsque Anicet Le Pors, ministre communiste de la fonction publique, a vnulu, en 1982, titulariser 300 000 personnes, il s'est heurté à la résistance des syndicats, qui ont préféré défendre les intérêts des titulaires. Ayant derniers voyalent d'un très mauvais ceil les avantages concédés à d'autres. Ainsi, par exemple, les agents de catégorie A n'ont jamais été titularisés, les décrets néces-saires n'ayant pas été pris.

Le gouvernement actuel s'abs-tiendra donc de recourir à une liste d'aptitude pour intégrer ces vacataires. Il proposera d'organiser des concours spécifiques, qui, officiellement, ne seront pas plus faciles que les concours internes.

Rafaële Rivais

L'Assemblée veut favoriser les préretraites

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, mardi 19 décembre, en première lecture, un projet de loi visant à créer un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'empini qui permettra aux salariés ayant cotisé 40 ans de partir à la retraite avant 60 ans, en contrepartie de l'embauche de demandeurs d'emploi. Ce projet a été voté à l'unani-



mité. Jacques Barrot, ministre des affaires so-ciales, a salué les partenaires sociaux dont l'ac-cord du 6 septembre permet de déboucher sur la création de ce fonds, qui sera doté de 4 milliards de francs. Selon les estimations de l'UNEDIC. 80 000 à 100 000 salariés, qui ont commencé à travailler très jeunes, pourront bénéficier de ces PARLEMENT dispositions pour partir en préretraite.

■ SÉNAT : le débat sur le service minimum dans les transports publics en cas de grève a ressurgi, mardi 19 décembre, au Sénat, lors de l'examen, en seconde lecture, du projet de loi sur les transports. Plusieurs sénateurs non inscrits, notamment Claude Habert (N. 1, Français de l'étranger), ont profité de l'examen de ce texte pour proposer un amendement visant à imposer cette nbligatinn de service minimum dans les transports publics. Le gouvernement s'est déclaré hustile à l'instauration d'un tel service par « voie législutive » et l'amendement a été rejeté. Mais cette initiative a suscité de vives réactions. La CGT a dénoncé « l'inrsenol versuillais ou vichyssois du gouvernement ». Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a estimé qu'« on ne légifère pas sur un service minimum » et s'est décla-rée favorable à une réflexion commune des syndicats et des entreprises sur les moyens de limiter les « répercussions négatives » d'un conflit sur les usagers, notamment aux heures de pointe. Jean-Paul Bailly, PDG de la RATP, a estimé, sur Europe 1, que le service minimum est «faisable», sous la forme d'« un service quasi-normal » aux heures de pointe, mais a ajouté qu'« une telle démarche ne peut résulter que d'un débat interne et d'occurds avec les organisations syn-

■ BUDGET : le Parlement a définitivement adopté le projet de loi de finances pour 1996. Comme les députés, le 14 décembre, les sénateurs ont approuvé ce texte, mardi 19 décembre. Le RPR et l'UDF ont voté pour, alors que socialistes et communistes se sont prononcés contre. Le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a confirmé que le budget 1996 devra être modifié en cours d'année pour s'adapter au ralentissement de la croissance. M. Arthuis a indiqué qu'il « pro-

cédera oux corrections qui s'imposent ». ■ COLLECTIF BUDGETAIRE: le gouvernement a fait adopter, mercredi 20 décembre, par le Sénat, un amendement instituant un fonds de réserve et de garantie de la Caisse nationale d'epargne (CNE) doté de 2,5 milliards de francs, lors de l'examen du projet de loi de finances rectificatif pour 1995. Il s'agit de répondre aux inquiétudes exprimées par plusieurs sénateurs quant aux conséquences pour la réserve des fonds d'épargne du Livret A du prélèvement de 15 milliards de francs sur la Caisse des dépôts inscrit dans ce collectif budgétaire.

La Banque de France et les syndicats ouvrent des négociations sur le plan social

LES SYNDICATS de la Banque de France ont gagné, mardi 19 dé-cembre, la première manche dn bras de fer qui les oppose au gou-verneur, Jean-Claude Trichet. Aux cris de « retrait du plan Trichet », quelque 300 employés venus des centres industriels de Chamalières et Vic-le-Comte, dans le Puy-de-Dôme, et de Puteaux (Hauts-de-Seine), ont manifesté au siège de l'établissement, rue de la Vruillière à Paris, perturbant la tenue du premier des trais comités centraux d'entreprises (CEE), préalable indispensable à la discussion d'un projet de plan social qui prévoit 800 suppressinns d'emploi (sur 2 400) à la fabrication des billets. Alors que les manifestants organisaient un joyeux concert de pétards, le gouverneur tentait, en vain, d'engager dans une salle annexe une discussion avec les repré-

sentants syndicaux. Sa proposition, en fin d'après midi, d'un projet de protocole pour « reporter d lo fin du mois de mars 1996 » le deuxième CCE consacré an plan social, était, dans un premier temps, rejetée par l'intersyndicale (qui regroupe cinq des sept syndicats: CFDT, CGT FO, Syndicat indépendant et chrétien et les autonomes du SNA). Mais, un peu avant minuit, six organisations syndicales signaient un texte lançant un processus de négociations. La CGT (environ 10 % du personnel) a refusé de s'y

EXPERTISE TECHNIQUE Selnn le communiqué de la Banque de France, les négociations « seront engagées immédiatement » et porteront sur « In stratégie d'ensemble, l'emploi, la politique de repyramidage des âges, les structures et l'organisation du travail, les aspects et choix techniques, les modes de concertation ». Elles serout conduites afin de permettre la tenue d'un second CCE,

fixé au 15 avril prochain. L'intersyndicale a demandé - et nbtenu - l'élaboration d'une expertise technique, qui servira de base aux négociations avec la direction de la banque. Deux experts, comptable et technique, devraient ainsi être nommés. Le premier sera désigné par le CCE du 20 décembre, le second sera choisi d'un commun accord sur la liste agréée auprès des tribunaux. La banque supportera les frais de ces expertises. Pour autant, le gouverneur maintient son objectif de réduction du coût de fabrication des billets à 70 centimes, comparable à celui de la Bundesbank. Pour M. Trichet, il s'agit d'une question de « survie » puisque la monnale unique va mettre fin à son monopole d'impression des billets.

4: 705

2024

-- O text

5-114

to make the

3.000

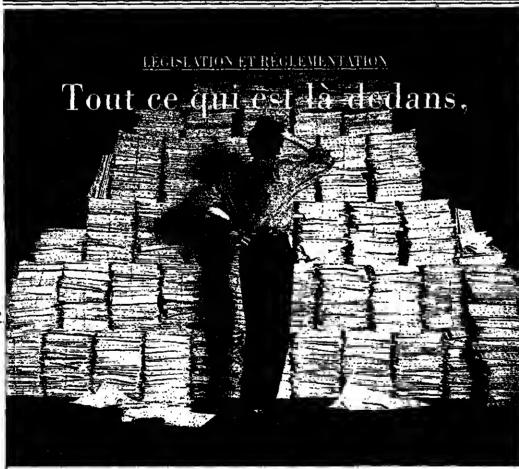
10 to 25

一个开西上

La grève a cessé au PMU

Le tiercé de Jeudi 21 décembre à Vincennes devrait se dérouler normalement : les salariés du Pari mutuei urbain (PMU) out repris le travail dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 décembre, après six jours de grève. lls s'emploient à remettre eu marche le système informatique pour que les paris puissent être enregistrés normalement à partir de mercredi après-midi. Quatre syndicats (antonomes, CGC, CFTC, FO) sur six uni sigué, mardi soir, un accord avec Jean Farge, president dn PMU. La CFDT et la CGT vont consulter leurs mandants avant de parapher Paccord.

Les syndicats ont obtenn des garanties de reclassement pour les salariés dont l'emploi pourrait être supprimé à la suite du plan d'informatisation du PMU décidé en juillet. Les salariés bénéficieront d'une hausse de salaires immédiate de 1 %, puis de 2 % au 1 " janvier 1996. Ils ont aussi obtenu le versement d'une prime de 1 000 francs pour les employés et la maîtrise, ainsi que le palement des jours de grève.



est aussi là-dedans.

possible les lois et décrets, voici le Disque Optique Compact (CO ROM en anglais) du journal officiel: 6 mois sur quelques centimètres carrés, toute une année de J.O., 20 000 pages sur 2 disques.

Chaque page visualisée

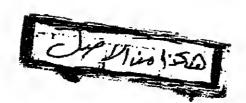
Pour vous qui devez consulter le plus vite ou imprimée, du Disque Optique Compact est la copie conforme du Journal officiel. Vous disposez alnsi d'un

produit de qualité dont la -flabilité juridique unique sur le marché est garantle par le Journal officiel. Appelez-le 40 58 78 51 pour recevoir une documentation gratuite.

> (16-11 40 55 75 70 116-13 45 79 17 84

Les lois et déerets, sur Disque Optique Compact : encore un nouveau service du Journal officiel.

DE Joil Gold



Vavrent sur le plan socia

L'ex-inspecteur Gaudino préface un ouvrage d'un dirigeant du Front national

Ancien membre de la brigade financière de Marseille, il avait dévoilé un volet de l'affaire Urba

Samuel Maréchal, directeur du Front national de livre sur la « préférence nationale », préfacé par la jeunesse et adjoint au secrétaire général du Antoine Gaudino. Ce demier, ancien inspecteur parti d'extrême droite, publiera en janvier un de police à Marseille, avait contribué au déclen-

L'ANCIEN POLICIER de la bri- aux éditions Première ligne, degade financière de Marseille, An- vrait sortir en librairie courant jantoine Gaudino, qui avait fait éclater l'affaire des fausses factures d'Urba- Gracco et du financement occulte du Parti socialiste, signe la préface d'un ouvrage écrit par un représentant du Front national. Et prétend toujours « de gauche », pas le moindre, puisqu'il s'agit de Samuel Marechal, adjoint an secrétaire général du parti d'extrême droite et directeur du Pront national de la jeunesse, dont le livre Ni

droite, ni gauche... Français, publié

vier 1996. Interrogé par Le Monde, M. Gaudino prend un ton outragé et presque menacant: il ne voit rien de « troublant », en effet, dans le fait que lui, un homme qui se apporte ainsi son concours à l'extrême droite. « Ma démarche, explique-t-il, est voltairienne. Je ne supporte pas les machinations. Je ne supporte pas les intoléronces. Je veux que l'on dise la vérité. » Ainsi

a-t-il choisi de plaider la cause du Pront national dans l'affaire de la profanation du cimetière de Carpentras en mai 1990. Ce dossier est aujnurd'hui exploité politiquement par Jean-Marie Le Pen, qui s'appule sur ce qu'il appelle la « machinatian de Carpentras » pour mener une campagne de « dédiabolisation » de son parti.

« MENSONGE D'ÉTAT »

«Je ne suis pas un électeur du Front national >, affirme M. Gaudino. Cela ne l'empêche pas d'utiliser les termes et les expressions de ce parti, dont il se défend « de faire le feu ». Ainsi entend-il dénoncer « haut et fort » le « mensonge d'Etat » an sujet de Carpentras, hitter contre « la pensée unique » et rétablir « lo vérité ». L'ancien policier se dit « intellectuellement contre » la préférence nationale, longuement développée dans l'ouvrage de M. Maréchal, mais, plagiant les termes de M. Le Pen, il explique que, dans la vie pratique, il n'hésite pas, hii-même, à faire passer « ses enfants avant les en-

fants des autres »; il plaide, en fin de compte, pour que cette idée fasse l'objet d'un « débat ».

de financement du Parti socialiste - au début

En fait, cela fait un certain temps que l'ex-inspecteur, anjourd'hui patron d'un cabinet privé de conseil et d'enquêtes financières, cultive l'ambiguité vis-à-vis de l'extrême droite. Il s'en explique en affirmant que s'il «a soutenu Philippe de Villiers dans sa campagne contre la corruption », c'était l'« homme public » qu'il soutenait : « De même pour le juge Thierry Jean-Pierre », ajoute-t-il, car il « ne partage pas toutes leurs opinions. » « En ce qui concerne Samuel Maréchoi », M. Gaudino estime « si l'on est républicain, on doit le laisser s'exprimer ». Il ajonte: «Je ne pense pas que Pon puisse, aujourd'hui, continuer à légitimer lo diabolisation de ce parti alors qu'il représente des millions de citoyens. > « On n'est pas habitué à voir des gens comme moi en France », dit-il, avant de clamer: « Je suis un homme libre ! »

Christiane Chombeau

Le PS constitue sa commission sociale

LIONEL JOSPIN a installé, hundi 18 décembre, la commission sociale du Parti socialiste. Présidée par Elisabeth Guigou, secrétaire nationale aux questions sociales, elle comprend trois commissions: «handicap », « protection sociale », « emploi et action sociale ». Des élus et des experts proches du PS y participent, comme René Teulade, ancien ministre des affaires sociales, Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan, Marie-Thérèse Join-Lambert, ancien conseiller social de Michel Rocard, et Jean Lavergne, ancien conseiller social de Prançois Mitterrand. Alain Richard, sénateur dn Val-d'Oise, délégué national à la fiscalité, est chargé du financement.

MUNICIPALES : le tribunal administratif de Lille a annulé, mardi 19 décembre, l'élection municipale d'Arras. Le 18 Juin, Jean-Marie Vanlerenberghe (UDF-FD) avait battu de 37 voix Léon Fatous (PS). Suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, qui avait requis l'annulation, le tribunal administratif a sanctionné la distribution de tracts et des affichages le jour du scrutin. M. Vanlerenberghe a décidé de faire appel devant le Conseil d'Etat. - (Corresp.). ■ Le tribunal administratif de Grenoble a annulé, mardi 19 décembre, l'élection de Robert Borrel (div. g), maire d'Annemasse, en Haute-Savoie, pour une présentation erronée de ses comptes de cam-

de la forme que du fond ». Il n'a pas encore pris la décision de faire appel devant le Conseil d'Etat, mais dispose d'un délai d'un mois. ■ ÉCOLOGISTES : Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a déclaré, mardi 19 décembre, lors d'une réuninn publique avec l'Alternative rouge et verte (AREV), à Paris, que le conflit social avait précisé et « orienté les perspectives de lo réorganisation politique » à gauche. L'ancienne candidate à l'élection présidentielle a reproché au P5 de s'être « montré incapable de proposer la maindre idée neuve » et

pagne. M. Borrel a déploré que la justice soit parfois « plus soucieuse

d'avoir «mis au pas les opinions divergentes ».

■ FN: le nouveao secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, a déclaré, mercredi 20 décembre, sur Europe 1, qu'il « n'attend rien de M. Juppé » et du sommet social. Selon M. Gollnisch, Alain Juppé « n'a plus rien dans sa besace » et « ne pourra rien donner » en restant dans le cadre de Maastricht, mais aussi « tunt qu'il ne parlera pas des problèmes de fond, l'hyperfiscalisme et l'immigration ». « Le premier ministre court sur des rails, entravé par son slip descendu sur les chevilles, avec derrière lui les locomotives qui orrivent », a-t-il lancé.

COMMENTAIRE

CORRUPTION

Antoine Gaudino racontait un jour ou avant d'écrère en 1990 L'Enquête impossible, l'ouvrage qui le fera connaître comme le dénonciateur du financement occulte du PS, il avait consulté un psychanalyste. « On ne peut rien contre le cynisme politique, lui avait déclaré ce dernier. Vous serez broyé, laminé » La préface sans réserves de . l'ancien policier à un ouvrage qui dénonce « la préférence étrangere » pourrait, de ce point de vue, traduire simplement la dérive politique d'un homme qui, grisé par sa promotion médiatique en chevaller blanc de la lutte contre la corruption, finit par railier la cause des chevaliers bruns de l'intolérance. L'itinéraire n'est pourtant illustré les « affaires », M. Gaudino pas anecdotique. Après la conversion, en 1994, du juge Thierry Jean-Plerre au « combat pour les valeurs » de Philippe de Villiers, il .

conforte dans leur conviction tous ceux qui voyaient dans la dénonciation de la corruption une croisade excessive, faisant le jeu des adversaires de la démocratie. Nous savons donc désormais que, pour ces deux procureurs des dérives de PS qui, hier, affichaient publiquement des convictions de gauche, seules les « affaires » embarrassant les sodalistes ou les communistes sont à dénoncer et à exploiter.

Le juge Jean-Pierre a au moins eu l'élégance de rappeler sa fidélité à certaines des réformes humanistes réalisées par la gauche, comme l'abolition de la peine de mort. M. Gaudino n'a pas ces précautions, prenant position contre la « diabolisation » d'un parti qui combat les valeurs républicaines dont l'ancien policier assure pourtant se réclamer. La corruption a plusieurs registres. A celui qu'ont vient d'ajouter la comuption des

Edwy Plenel

A l'est de Paris, l'avenir incertain du centre d'affaires Bercy Expo

ensemble immobilier avant même Kahn, président d'intercaves, qui qu'il ait été utilisé? C'est le casse-vient de créer l'Association des exqu'il ait été utilisé? C'est le cassetête anquel sont confrontés les ges- posants et anciens exposants de Bertionnaires de Bercy Expo et la Ville . cy Expo. Anjourd'hui, les responde Paris pour les 12 hectares, à l'est sables de Bercy Expo out décidé de de la capitale, qui devaient devenir ne consacrer au hall d'exposition un vaste centre d'affaires. Pour fer-mer la perspective ouverte par le Pa-30 000 m². Mais que fafre du reste? lais onmisports Paris-Bercy (POPB), Jacques Chirac, alors matre de Paris, s'était laissé convaincre par quelques les surfaces libres pour les céder à promoteurs d'installer un centre d'exposition de produits agroalimentaires, des hôtels, des bureaux, des magasins et des cinémas. En 1988, les élus parisiens avaient cédé les droits à construire pour 1,2 milliard de francs à « Zone d'évolution urbaine de la Seine » (ZEUS), un groupe constitué par Suez (35,12 %), la BNP (18.82 %), le Crédit national (18.82 %), le Crédit foncier (18,82 %), et la Lyonnaise des caux (8,42 %). Pour la ville, l'affaire était plutôt belle : cela mettait le m'à a la fin de l'année, les propositions 10 000 francs, alors qu'elle paie de Bercy Expo. Les antres opérations 2 700 francs ce qu'elle rachète à la SNCF dans le cadre du protocole

graduate to a contract of the

Transfer to the second second

April 1 State of the State of the

Harry Court of the Con-

La greve : cess

a. marrie broke 中元

本 Trible report of the Property of the

Min The City of the Control of the C

er waren er geman fin f

graph to the south states of the

promise a line of the second

112 1 -4 17 10 11

March S. C. Co. Co. Co.

man The Control of th

STEEL STEEL STEEL STEEL STEEL STEEL

40 miles 197 miles 197

17.48-47. 1-11.00

ASTRONOUS CONTRACTOR

to done the second of the second

The the state of t

The second second

Service of the service of the service of

granger of the second

Mary Control State Control

- Marine Marine

Secretary of the second of the

The second section is a second section of

The facilities of the facilities

Street Sec. 188

5.0

1.0

25.25 46

 $-i_{1} \mathcal{H}(I) \leftarrow \overline{\mathcal{F}}(I)$

•

d'accord avec l'Etat. Coincés entre la Seine et le boulevard périphérique et encombré des chais de saint-émilion et des entrepôts Lheureux - des vestiges de l'époque viticale de ce quartier qui ne peuvent pas être détroits - ces terrains devaient abriter 50 000 m² de bureaux. Mais la crise de l'immobilier met à mai l'opération. En outre, la RATP accumule les retards dans la construction de la ligne Meteor, censée désenciaver ce secteur. Les aménageurs out, pauni plusieurs raisons, argué de cet élément pour renégocier avec la ville le calendrier : alors qu'ils sont en train. de régler les dernières aumités sur tation de surfaces alimentaires clasles droits à construire, ils sout ainsi parvenus à économiser les pénalités de retard sur la réalisation de l'opération. La pièce de choix de ce « quartier international du vin et de l'alimentaire » devait être un bâtiment long de 300 mètres, avec 60 000 m² de halls d'exposition of-ferts aux professionnels de l'agroalimentaire. Achevé à la fin de 1993, ce bâtiment n'a jamais été occupé à plus de 20 % de sa surface. « Prévu pour 1000 exposants, il n'en a jamais accueilli plus de 200. En réalité, les diriceants ont toujours été incompétents

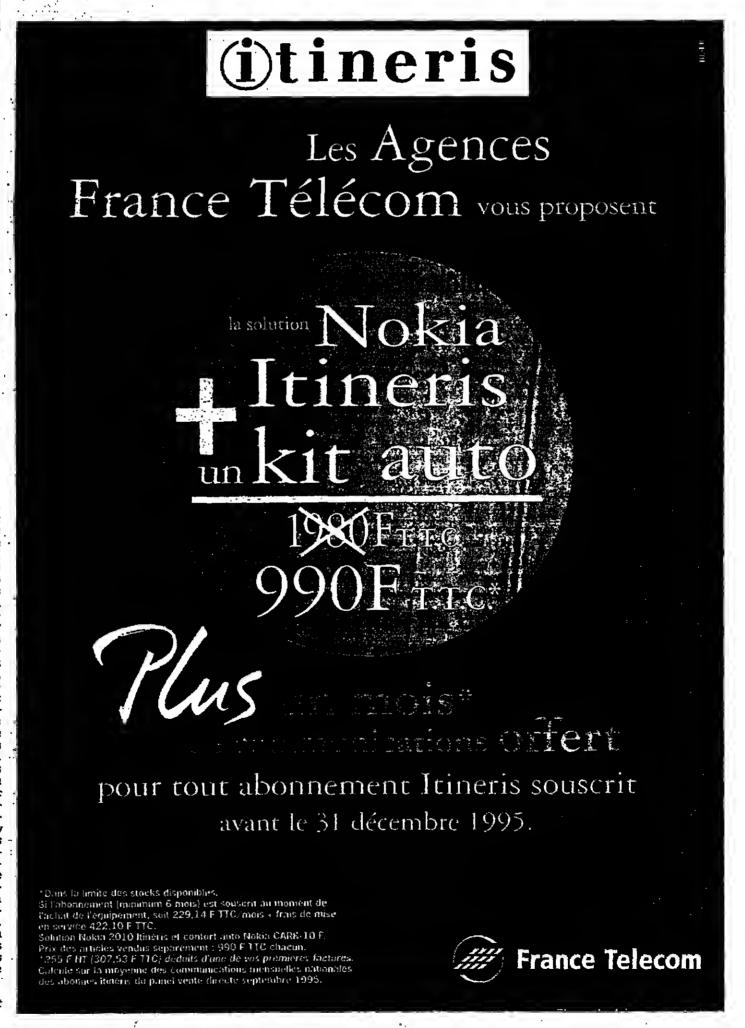
COMMENT RECONVERTIR up d'attirer les visiteurs » accuse Miche La première hypothèse, la plus économique, consiste à réaménager des clients qui se contenteraient de salles sans lumière. La seconde sup-· pose d'énomies travaux et la création de patios centraux pour faire entrer la lumière au milieu de l'im-

L'OCDE INTÉRESSÉE

Contactée, l'Organisation de coopération et de développement . économiques (OCDE) fait partie des organismes intéressés par cette deuxième hypothèse, et attend d'ici ne se sont pas, non plus, déroulées comme prévu. Si l'hôtel Ibis est à peu près terminé, il a fallu faire appel à l'arbitrage des tribunaux pour que celui de 4 étoiles soit réalisé. Les dix-huit salles de cinéma UGC n'ouviront qu'à la mi-98. Quant aux trois ensembles de bureaux prévus, leur réalisation est pour l'instant reportée... Les aménageurs devrout d'abord rénover les chais saint-émilion et les entrepôts l'Heureux. Ils cherchent à y installer un centre commercial, centré sur les produits de la maison et de la décoration. Pour cette partie de l'opération, ils sont sous la haute surveillance du maire du 12º. « Je m'opposerai avec la plus grande énergie à toute implansiques. Mais j'aimerais bien qu'on y aménage un lieu d'exposition pour les objets archéologiques découverts pendont les travaux », affirme Jean-François Pernin (UDF-CDS). L'élu ne veut pas isoler ce secteur de l'ensemble du quartier qui, du POPB à Berry Expo, compte près de 1 500 logements et un parc de huit hectares. îl rêve d'y aménager un petit port où accosteraient des navettes fluviales qui emmeneralent les touristes et les Parisiens vers le centre de Paris. Une idée dans l'air du temps...

Françoise Chirot

والمنتقد والمناف والمتحال المتحدد المتحد



LE MONDE / JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995

claire, ont été brutalement démis

de leurs fonctions, mardi 19 décembre. Ils sont remplacè respectivement par Olivier Foll, ancien chargé de mission au cabinet d'Edouard Balladur à l'hôtel Mati-

gnon, et Louis Kerbœuf, l'actuel patron du SRPJ de Marseille. • CE DOUBLE LIMOGEAGE a suscité de nombreuses réactions, personne ne comprenant les raisons exactes

qui ont poussé le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, à sanctionner ainsi deux policlers réputés pour leur professionnalisme et leur indépendance politique. • POUR

DE NOMBREUX OBSERVATEURS, ces changements à la tête de la PJ illustrent une volonté de reprise en main politique. (Lire aussi notre

Le limogeage de deux patrons de la PJ suscite de nombreuses protestations

Décidé par le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le remplacement de Claude Cancès et Ange Mancini respectivement par Olivier Foll et Louis Kerbœuf est le signe d'une reprise en main politique de la police judiciaire

rière policière, Claude Cancès savait

depuis lors que son sort à la tête de

la PJ parisienne était désormais scel-

lé, malgré l'ami6é personnelle qui le

Ancien inspecteur et vieux routier

du 4.36 v. M. Cancès opposait sim-

plement, à ceux qui l'interrogeaient ces derniers mols, la maxime fa-

meuse du préfet Robert Broussard :

« le n'ai qu'une carte en poche, ma

carte de policier. » Paradoxalement.

M. Cancès a mieux résisté à l'alter-

lie à facques Chirac.

LE LIMOGEAGE brutal et inexpliqué du « patron » de la police judiciaire parisienne, Claude Cancès, et du numero 2 de la direction central de la police judiciaire (PI), Ange Mancini, a provoqué, mardi 19 décembre, stupeur et consternation dans les rangs policiers. Subitement annoncée aux intéressés, la mutadon de ces deux professionnels aux qualités incontestées et dont la neutralité politique n'a lamais été mise en cause a été présentée comme une « décision du ministre de l'intérieur ».

Dans la soirée de lundi, Claude Cancès avait appris par le préfet de police de Paris, Philippe Massoni, le sort qui lul était réservé : a deux ans de la retraite, le chef du 36, Qual des Orfèvres s'en ira grossir les rangs de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), aussi appelée » cimetière des éléphants « dans le jargon policier. » Je suis surpris et je ne comprends pas v. a-t-il confié à ses proches. Dans l'après-midi du mardi, Ange Mancini a été informé par le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, qu'il était releve de ses fonctions sans recevoir aucune autre affectation.

De mémoire policière, l'éviction ssi haut plac dans la hierarchie ne comporte qu'un précédent : en juin 1993, le directeur central de la Pl, Jacques Genthial, avait été limogé par le ministre Charles Pasqua, revenu trois mois plus tôt place Beauvau. « A force de prendre des décisions inexplicables et inexpliquées, on laisse la place à toutes les Interprétations », nous a déclaré Emile Perez, secrétaire général du Syndicat majoritaire des commissaires (lire ci-contre).

Cette double mutadon, aux allures évidentes de sanction, vient renforcer le soupçon déjà latent d'une reprise en main politique de la police par le gouvemement. La personnalité du successeur de M. Cances, Olivier Foll, n'est guère faite pour atténuer cette Impression. L'homme est connu pour ses sympathies gaullistes, qui lui avaient valu d'être appele a Maognon par Edouard Balladur, en 1995, en qualité de chargé de mission pour les questions policières.

Vives réactions syndicales

Le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN) s'est déclaré « surpris et choque » par la « mise à l'écort » de Claude Cancès et Ange Mancini, « deux grands professionnels de lo police judicialre, reconnus et appréciés de tous, y compris des nutorités judicinires et administratives ». Dans un communiqué, le SCHFPN * s'interroge sur les raisons d'une telle décision : est-elle à mettre en relation avec les affaires político-finoncières troitées par les deux directions de lo PJ [police judiciaire] ou en relation avec les difficultés initioles rencantrées dons la coordination de l'oction des services de police engagés dans lo lutte contre le terrorisme? »

Pour sa part, la Fédération nationale autonome de la police (FNAP) se déclare choquée par la « méthode expéditive et peu respectueuse de lo dignité des hommes » qui a prévalu. La FNAP indique refuser que la police et la PI « deviennent un chomp clos où se règlent des comptes qui n'ont rien à voir ovec lo bonne morche de cette institution ». Elle demande au ministre de l'intérieur « de motiver cette décision ».

Sous les gouvemements socialistes, ces mêmes affinités avec le RPR avait d'ailleurs cantonné M. Foll à des postes de moindre envergure que ceux auquels ce professionnel aurait pu prétendre. Dès l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, M. Foll, agé comme M. Cancès de cinquante-sept ans, a revendique la « place » de directeur de la police judicialre parisienne, l'une des plus prestigieuses de la car-

nance « gauche-droite » de 1993 - le prefet de police de l'époque, Pierre Verbrugghe, l'avait nommé quelques mois avant l'arrivée du gouvernement Balladur parce que M. Cancès (gaulliste dans le secret de ses convictions, selon ses proches) avait un profil de « cohabitant » -, qu'à ce qui ressemble aujourd'hui à une alternance « droite-droite ». liée au remplacement de Charles Pasqua par Jean-Louis Debré à la tête du ministère de l'intérieur. Avec la nominacon d'Olivier Foll, nombre d'observateurs notent, en effet, que c'est toute « la chaîne judiciaire porisienne » qui se trouve directement rattachée au nouveau pouvoir. La promotion récente d'Irène Stoller à la tête de la quatorzième section du parquet de Paris, chargée de la lutte antiterroriste, qui suivait de peu celle du juge lean-Louis Bruguière, devenu premier vice-président du tribunal de Paris - tout en conservant ses fonctions à l'instruction - en consti-

tuaient les signes avant-coureurs. Mm Stoller fut élue, en 1989, conseillère municipale de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), sur la liste RPR de Didier Schuller. Quant à M. Bruguière, sa proximité amicale avec Jean-Louis Debré, qui fut lui aussi juge d'instruction anoterroriste, est notoire. S'est ajoutée à cette « chaîne », depuis, la nomination d'un nouveau procureur de la République, Gabriel Bestard, réputé proche de la droite, en remplacement de Bruno Cotte, ancien directeur des affaires criminelles à la chancellerie sous la gauche, parti pour la Cour de cassation au lendemain de l'affaire de l'appartement parisien d'Alain Juppé.

La rivalité entre services, partimières semaines de la vague d'attentats terroristes, a fragilisé, dans ce contexte, la position de plusieurs responsables policiers, dont MM. Cancès et Mancini. L'incapacité du ministre de l'intérieur à remettre de l'ordre dans ses rangs était alors devenue si criante que le président de la République avait été amené, le 10 septembre, à intervenir à la télévision pour déclarer la guerre aux terroristes et, du même coup, rappeler à l'ordre les chefs de la police, en termes assez menacants. Reunissant emporté. l'ensemble des responsables policiers à l'Elysée, en présence du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac avait alors « rappelé l'impératif de discrétion aui s'impose à tous les services » (Le

Monde du 12 septembre). Précisant ses propos, le président avait déclaré, le même jour sur TF1: Fai dit à ces responsables politiques et odministratifs que le leur donnais ma confiance et mon soutien pour Joute la période de la guerre contre les terroristes. Lorsque nous serons sortis de lo crise, ajoutait M. Chirac, alors je les lugerai sur la compétence qui aura été la leur et sur lo volonté qu'ils auront eu de reellement obattre les frontières qui pouvaient exister [entre les différents services] et de renforcer la cohésion et lo détermination de l'ensemble. J'en tireral toutes les conséquences à tous les niveaux. »

LUTTE D'INFLUENCES

Toutes les «conséquences» annoncées par M. Chirac sont-elles aujourd'bul tirées? Dolt-on comprendre que l'éviction de MM. Cancès et Mancini, rendue publique peu après que le ministre de l'intérieur a armoncé la prochaîne lede la crise terroriste? Dans la terrible lutte d'infloences qui a fait rage entre plusieurs responsables policiers et magistrats de la lutte antiterroriste, l'équipe soutenue par Jean-Louis Debré - Roger Marion, le chef de la 6 division dite antiterroriste de la direction centrale de la PJ. du côté policier; Jean-Louis Bruguière et la quasi-totalité des juges antiterroristes, dont Laurence Le Vert, du côté des magistrats -

semble en tout cas l'avoir finalement

Cette période avait auparavant été marquée par des relations proches de la détestation entre plusieurs respoosables policiers, notamment MM. Marion et Mancini, et par les menaces de sanctions prononcées par le ministre de l'intérieur contre les hiérarques policiers qui seraient rendus coupables de « fuites » dans la presse. L'atmosphère s'était encore envenimée à la suite de la publication dans nos colonnes (Le Monde du 23 septembre)d'un point de vue très critique sur la manière dont est conduite en France la lutte antiterroriste. Signé du pseudonyme « Cicéron », dissimulant un groupe de hauts responsables de la police, de la magistrature et de l'administration, ces propos avaient alimenté un climat de paranoïa aigüe dans les rangs policiers. Les rumeurs les plus infondées avalent alors été diffusées, cherchant avant toute chose à « scien la planche » de responsables - réputés proches de MM. Pasqua ou Joxe - qui n'avaient pas l'heur de plaire à

Jean-Louis Debré. Ces mauvais procès avaient dernièrement servi de prétexte commode pour obtenir le départ d'un autre « grond flic ». René-Georges Querry, dernièr de la direction du service des « voyages officiels ». Ces nominations ne peuvent en tout cas qu'accroitre la méfiance d'une partie de la hiérarchie policière à l'égard du pouvoir politique suspecté de vouloir contròler davantage les enquêtes sur certaines affaires politico-financières .9 parisiennes sensibles.

> Hervé Gattegno et Erich Incivan

Louis Kerbœuf, l'homme des affaires varoises

LOUIS KERBŒUF, le nouveau sous-directeur des affaires criminelles à la direction centrale de la police judiciaire (DCP)), a fait l'essentiel de sa carrière en province. Contrairement à son prédécesseur, Ange Mancini, il n'est pas passé par le 36, quai des



Orfèvres, siège de la PJ parisienne. Ce Breton de cinquantesix ans, originaire des Côtesd'Armor, a d'abord été en poste au service regional de police judiciaire (SRPJ) de Rennes de 1972 à 1978, puis à l'antenne de Bayonne du SRPJ de Bordeaux (1978-1980). En fevrier 1980, il est reparti à Rennes pour occuper les fonctions de sous-

chef du SRPI, poste qu'il a occupé jusqu'en juin 1985. Sa progression dans la hiérarchie policière s'est ensuire accélérée. Au printemps 1985, il a pris la tête du SRPI d'Ajaccio, succédant ainsi à Ange Mancini. Après avoir passé un peu plus de deux ans et demi en Corse, M. Kerbœuf a été directeur du SRPI Lille, de 1988 à 1992. Depuis le 21 octobre 1992, il dirigeait le SRPI de Marseille. Sa nomination à la direction

centrale marque une nouvelle étape dans la carrière de ce policier décrit comme un bomme discret et

A Marseille, à la tête d'un service difficile, il passait pour un directeur attentif, sans idées préconçues, soucieux d'arrondir les angles. Les policiers locaux disent de lui qu'il est « un remonteur de maral », touiours présent dans les couloirs de l'« évêché » (siège de la PI marseillaise), intéressé par toutes les enquètes en cours, « un des rares patrons de la PJ à être au courant de tout ». Il a notamment supervisé les enquêtes sur les affaires varoises. l'assassinat du député Yann Piat et l'affaire Maurice Arreckx.

Louis Rerbœuf, policier méthodique, est récemment apparu en photo dans la presse régionale devant un graphique décrivant un réseau de trafic de drogue que le SRPI de Marseille venait de démanteler. Il présentait cette toile d'araignée qu'il avait luimême tracée avec une grande minutie. L'homme est réputé sportif : chaque midi il quitte en sbort l'e évéché », pour faire son jogging quotidien sur la zone portuaire toute proche. Il se passionne également pour l'informatique et ses applications policières.

Olivier Foll, un ancien de la PJ parisienne

OLIVIER FOLL, le nouveau directeur de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris (PJ-PPI, est considéré comme un pur produit de la PJ parisienne. Né en 1938 à Suresnes (Hauts-de-Seine), îl a effectué l'essentiel de sa carrière dans la capitale. De 1965 à 1976, il a occupé diverses fonctions à la PJ-PP, notamment celles de chef du commissariat du quartier de la Goutte-d'Or. En mars 1976, il est nommé chef adjoint à la brigade des mineurs puis, trois mois plus tard, sous-chef de la brigade de répression du banditisme (BRB), l'une des grandes brigades du 36, quai des Orfèvres.

De mai 1978 à octobre 1987, il a été successivement responsable de la 2 brigade territoriale, chef adioint de la brigade criminelle, chef de la 7º brigade territoriale et patron de la brigade des stupéfiants et du proxenétisme (BSP). Le 20 février 1987, il est nommé sous-directeur de la PJ-PP, où il vit de manière intensive la célèbre « affaire Yves Joble », du nom de ce commissaire parisien accusé de proxénétisme par des prostituées avant d'être totalement

blanchi de ces accusations par la justice.

directeur de la police technique et scientifique, ce qui ne constitue pas une véritable promotion pour un bomme consiédré comme un « grond flic » de la PJ. En avril 1993, il quitte ce poste pour devenir chargé de mission pour la sécurité auprès du premier ministre, Edouard Balladur. Depuis son départ du cabinet de M. Balladur, il était conseiller auprès du directeur général de la police nationale, Claude

Du temps où il était à la brigade criminelle, M. Foll s'était signalé en refusant, « par solidarité », de succéder au responsable de ce service, Marcel Leclerc, lorsque le ministre de l'intérieur de l'époque, Gaston Defferre, le lui avait proposé. L'éviction de M. Leclerc avait provoqué des remous au sein de la police et sur la scène politique. M. Foll avait alors déclaré : « Mon éthique m'interdit de m'osseoir dans le fauteuil d'un ami » (Le Monde du 11 mars 1982). Selon des sources syndicales. M. Foll n'a jamais dissimulé son envie de revenir au Quai des Orfèvres « par lo gronde porte ». Il est vrai que le poste qu'il occupe désor-Eo 1987, Olivier Foll quitte le Quai des Orfèvres mais est l'un des plus enviés de la police française.

Le Cneser approuve la majeure partie du plan d'urgence pour les universités

LE CONSEIL NATIONAL de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), dont l'avis est consultațif, a approuvé, mardi 19 décembre, la majeure partie des dispositions proposées dans le plan d'urgence pour les universités de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (Le Monde du 19 décembre). La répartition des 470 millions de crédits de fonctionnement a été adoptée par seize voix pour, dix abstentions et une voix contre, celle de l'UNEF-ID. Le syndicat étudiant s'est aussi opposé au projet de répartition des deux mille postes de personnels non enseignants, adopte par vingt-cinq voix pour et deux abstentions. Les representants de Force ouvrière et du SNE-sup ont, de leur côté, préféré quitter la séance. « Ce plon est totalement insuffisont et nous n'avons pas à participer o lo répartition de la pénune », a expliqué Guy Odent (SNE-

En revanche les propositions du ministère sur la création de deux mille postes d'enseignants ont été la commission Fauroux devait être massivement refusées, par seize considérée comme « un lieu de provoix contre et neuf abstentions. Cette opposition s'explique par la forte proportion, dans le plan, d'emplois de professeurs agrégés (PRAG) du second degré.

LA CONTESTATION CONTINUE

En introduction des débats. François Bayrou avait rappelé sa volonté de modifier le statut de ces enseignants pour « éviter toute secondarisation du superieur ». Sur ce point, le SGEN-CFDT lui a demandé l'ouverture d'une négociation sur la transformation d'un certain nombre de ces postes en maîtres de conférences par un concours special ainsi que sur la revalorisation et l'equilibre des emplois.

Interpellé sur le role de la commission Fauroux et les récentes déclarations de deux de ses membres, Yves Bottin et Paule Constant, le ministre a réaffirmé son opposition à la créadon de collèges universitaires. Il a aussi indique que

positions » et qu'elle sera associée, au même titre que tous les partenaires de l'enseignement supérieur, aux prochains états généraux prévus a partir du mois de janvier.

Alors que le Cneser examinait cette répartition des fonds et des emplois, le mouvement étudiant refuse de s'ateindre. A Tours, a déterminès à continuer le mouvement jusqu'à l'obtention formelle des revendications », les étudiants ont cadenassé les portes de la faculté de lettres, mardi 19 décembre, après avoir occupé la veille, pacifiquemeat l'ANPE.

A Toulouse, trois mille étudiants du Mirail et de Paul Sabatier ont manifeste, mardi, dans la ville, puis ont tenté, sans succès, d'investir la cite administrative après un long face-a-face avec les CRS. A Montpellier, lundi, des étudiants de lettres, sciences et architecture ont organisé un défilé nocturne, « pour rearitmer (leur) refus du plan Bay-

rou », tandis qu'une cinquantaine d'étudiants de l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble ont occupe le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires), dans la nuit du 19 au 20 décembre. La veille, une centaine d'étudiants de Poitiers avaient bloqué le dépôt de bus de la

Plus radicaux, cent cinquante étudiants parisiens ont envahi, mardi soir, le hall de Libération, exigeant que le journal publie une page entière de leurs revendications. Ils ont obtenu que le quotidien publie un encart reprenant les revendicadons de la coordination nationale qui devait se réunir de nouveau, le 20 décembre à Bordeaux. Pour sa part, l'UNEF-ID a demandé que les étudiants participent au sommet social proposé par Alain Juppé et que leurs organisations représentatives solent consultées lors des rencontres prévues sur les questions d'insertion professionnelle des jeunes.

M. D. et B. G.

Sivom de La Baule : Roger Potot condamné à huit ans de prison

LA COUR D'ASSISES de Loire-Atlanoque a condamné Roger Potot, ex-directeur général du Syndicat intercommunal à vocations multiples (Sivom) de La Baule, à huit ans d'emprisonnement ferme, lundi 18 décembre, à Nantes. M. Potot a été reconnu coupable des faux en écriture qui ont notamment permis la passation de marchés fictifs au profit de la société Promaint, gérée par Freddy Safer, pour un montant total de 19,4 millions de francs (Le Mande du 19 décembre). M. Safer a été condamné à quatre ans d'emprisonnement. -

m justice: Maurice Portail, ex-directeur pour l'île-de-France du groupe immobilier de la Cogedim, a été mis en examen pour « faux et usoge de faux », le 8 décembre, par la chambre d'accusation de Versailles (Yvelines), a-t-on appris, mardi 19 décembre. Cette décision fait suite à une plainte déposée par deux promoteurs de Puteaux (Hauts-de-Seine) contre la Cogedim et contre une entreprise du BTP, Nord-France. Un ancien responsable de cette société, Philippe Zeller, a également été mis en examen pour complicité. Micbel Mauer, ancien PDG de la Cogedim, a été entendu à titre de témoin,

Deux magistrats, Alain Vogelweith et Béatrice Patrie, auteurs du livre Lo Mort hors la loi d'Erick Schmitt, ont été condamnés, mardi 19 décembre, par la 17 chambre correctionnelle de Paris à verser I franc de dommages-intérêts à l'ancien ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, qui les poursuivait en diffamatinn. Le livre, qui relate la prise d'otages à l'école maternelle de Neuilly-sur-Seme, le 13 mai 1993, tend à démontrer que les conditions requises pour tuer Erick Schmitt n'étaient pas réunies.

----. --さん--7.8° 4.1740 A. 18 4-

1117

41.4 17.5 4.74 1.54. 47.5 -2000 A 34 4

Starfe Fill on

1942 Table

r size i

with were: Sec. 16. --ALT PLANTS. 14 42 2011 *** شمايتات -4.50 1 1 $r \sim$ 1.30 4.5 F-2017 200 er i skept 250 4.355 **改**定 . . . -11.0 7. 82% A ... # 6 · S ids_{i} A 15 100 . A. Mr. 5 5 2 425

4 Revis **13**4000 7. 地质 100 2,20 4 4 20 27.54 4 1 T (420) 43.73 1.0 1 100 mg mg 1 -4.77 il a 1.000 --. . . -- 173 1

1.7.1

2.72 11.45% -5.50 A . N

4.00 K E والمعامض 4_ 7.4 - is 0.72 1.... 3450

·- • 47L ' Till Washington 472.7 p_{i_1} 1997 $\{T_{1,i,j}\}$ *===

 λ_{i_1}

SUP



Les enquêteurs s'interrogent sur les virements effectués par Bouygues sur les comptes suisses de M. Botton

Le PDG du groupe était toujours placé en garde à vue, mercredi matin 20 décembre

Martin Bouygues était encore en garde à vue, mercredi matin 20 décembre, dans les locaux de la police judiciaire à Nanterre.

Les policiers de la division financière du SRPI de Lyon devaient l'interroger sur la destination finala des sommes – environ

Z millions de francs – virées par le groupe Bouygues sur les comptes suisses da avaient finance les actions de francs – virées par le groupe Bouygues sur les comptes suisses da destination finala des sommes – environ

VINGT-QUATRE HEURES lions de francs - versées par d'imaprès être arrivé dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire, à Nauterre, Martin Bnuygues, PDG du gronpe Bouygues, était tonjours gardé à vue, mercredi matin 20 décembre, sur la base d'une commission rogatoire délivrée par le juge lyon-

SCHEER A CESERVAL TO CHARLES AND CONTROL OF THE SERVICE AND CONTROL OF THE

Commence of the Commence of

1.00

garage and a second

800

37 4.1 14

7 7 No. 2 10

9. A.

35

 $i_{1}=2^{-1}\cdots$

gradual forms

A

Springer of the

en partie

100

Company on the

200

Service and the service and th

nais Philippe Courroye et dans le cadre d'une information contre X_ pour « abus de biens sociaux et recel » (Le. Monde .du. 20 décembre). Les policiers de la division financière du SRPJ de Lyon continuaient à l'interroger sur une série de virements effectués, entre 1987 et 1990, par des filiales africaines du groupe sur le compte de la société fiduciaire panaméenne Belette Agencies, ouvert à Genève, et dont Pierre Botton était l'ayant droit économique.

Parallèlement, le juge Courroye a opéré des perquisitions à Challenger, siège du groupe Bouygues à Saint-Quentin-en-Yvelines, ainsi qu'an domicile de Martin Bouygues, à Neuilly-sur-Seine, Sur place, le magistrat a procédé à l'auditinn de plusieurs responsables du groupe.

Pierre Botton a toujours affirmé que les sommes - plus de 10 mil-

portantes sociétés commerciales sur les trois comptes belvétiques découverts en 1993 par le jnge Courroye étaient, pour l'essentiel, destinées à Michel Noir, son beaupère, ministre délégué au commerce extérieur du gouvernement de Jacques Chirac, de 1986 à 1988, élu maire de Lyon en mars

Selon M. Botton, une part importante de cet argent avait été utilisée pour la campagne de Mi-chel Noir lors des élections municipales de 1989. L'ancien directeur de campagne chiffrait même précisément, à 5,231 millions de francs, cette participation « en espèces » évoquée dans le fameux projet de « convention de remboursement » écrit de la main du maire de Lyon. le 12 avril 1989. M. Noir a, pour sa part, formellement nié tout lien entre ses dépenses personnelles qu'elles soient en rapport avec son train de vie ou son activité politique - et ces comptes helvétiques.

A partir de ces accusations, la Quel service, quelle prestation, quelle intervention ou quelle faveur s'agissait-il de rémbuer à tra- d'une déposition devant le juge ciaux

vers les quelque 2 millions de Jacques Hamy consignée sur un francs versés par le groupe Bouygues à Belette Agencies? Un lien peut-il être fait avec l'attribution de tel ou tel important marché public dont le bénéficiaire réel des virements aurait pu être le donneur d'ordre? Plus précisément, la concession de la construction et de l'exploitation du péripbérique Nord de Lynn - un marché de plus de 6 milliards de francs - an groupe Bouygues, associé avec la Lyonnaise des eaux-Dumez, a-t-elle donné lieu à une

Le périphérique Nord de Lyon, un marché de plus de 6 milliards de francs

contrepartie financière occulte?

Bernard Sarroca, ancien chef de cabinet de Michel Noir à la mairie déposition de Martin-Bouygues est de Lyon, condamné pour avnir évidemment du plus grand intérêt. commandité, en janvier 1991, un torale de Pierre Botton, avait, lors

procès verbal du 9 juillet 1991, présenté Pierre Botton comme un

« homme de Bouygues ». « En ce qui concerne le marché de la Cité internationale de Lyon [dont la première tranche vient d'être inaugurée], Pierre Bottan était sponsarisé par le groupe Bouygues, ou plutôt soutenu, avait affirmé M. Sarrnca. Or, après la réunion du jury chargé du choix du concepteur et du réalisateur du projet, c'est le groupe SARI [groupe Générale des eaux] qui a été désigné. D'aù une déclaration de guerre à mon égard... »

Pour le périphérique Nord, en faveur duquel Micbel Noir et son futur adjoint à l'urbanisme, Henri Chabert, avaient mené une campagne très intensive, le groupe Bouygues eut plus de chance. Les liens d'amitié qu'entretenaient apparemment Pierre Botton et Martin Bouygues - qui a pris la succession de son père, Francis, à la tête du groupe, en septembre 1989 ~ ne sont sûrement pas étrangers à la décision du magistrat instructeur de s'intéresser d'entrée au PDG cambriolage à la permanence élec- d'une société soupçonnée d'avoir pratiqué des abus de biens so-

rables, la justice a adopté une démarche plus progressive en procédant d'abord à l'auditinn des supposés « responsables directs » avant de tenter de remonter vers les sommets de la hiérarchie. Cela a souvent évité aux dirigeants d'entreprise de subir les affres d'un interrogatnire. Ainsi, par exemple, dans le dossier Carignon, Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, n'a-t-il été entendu comme témoin qu'après que plusieurs de ses collaborateurs eurent été mis en examen.

Dans d'autres cas assez compa

plusieurs reprises, affirmé que ces sommes

avaient finance les activités politiques de

Mais l'affaire Bottnn-Noir-Poivre d'Arvor tire sa singularité des complexes rapports bumains qui la sous-tendent et agissent comme les révélateurs de rapports de forces et d'intérêts politiques, économiques ou médiatiques. Ainsi, dans ce contexte irrationnel, ne faut-il point trop s'étonner de constater que Martin Bouygues ait pu faire partie des relations amicales du professionnel de l'entregent qu'était Pierre Botton et partager avec lui des moments de détente, sur la Côte d'Azur, no-

Les liens entre ces deux hommes étaient en tnut cas assez étroits pnur qu'en 1990 Pierre Botton puisse être l'entremetteur entre Martin Bouygues et Michel Charasse, alors ministre du budget, pour organiser une entrevue dans le burean ministériel de Bercy. La conversation porta sur une émissinn que venait de diffuser TF 1, Droit de savoir », consacrée au financement de la campagne de François Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1988. M. Charasse considérait cette émission comme une entorse à la déontologie d'une «.chaîne faisant l'objet d'une concessian du service

Lucette Michaux-Chevry déboutée de sa plainte en diffamation

LUCETTE MICHAUX-CHEVRY ancien ministre délégué à l'action humanitaire et sénateur (RPR) de la Guadeloupe, a été déboutée, mardi 19 décembre, d'une plainte en diffamation contre deux juurnaux qui l'avaient accusée de malversations financières dans sa gestinn de la mairie de Gnurbeyre (Guadeloupe). La 17º chambre correctinnnelle de Paris a estimé que Mm Michaux-Chevry avait * utilisé le même reseau de fausse facturation que Jean-Michel Boucheran ». l'ancien maire socialiste d'Angoulême, accusé de corruption dans l'exercice de ses fonctinns et aujourd'hui en fuite. Elle a dnnné raison à L'Evénement du Jeudi et au Parisien, qui avaient mis en dnute la réalité d'une étude payée 170 000 francs, en 1990, par la mairie de Gnurbeyre à la société 5CE. Celie-ci, constituée par Michel Gabaude et Pascale de Varga, deux procbes de Jean-Michel Boucberon impliqués dans les détournements de fonds au détriment de la ville d'Angoulème, avait été cbargée par M™ Michaux-Chevry d'élaborer un plan d'aménage ment de la commune à la suite des dégâts causés par le cyclone Hugo. Dans son jugement, le tribunal constate que ce document « ne comporte ni la signature de son auteur (...) ni l'indication de sa date de rédaction ». Il estime que la SCE n'a fourni « aucune prestation utile » et que la réalité de son étude « peut être largement mise en

Interrogée sur RFO-TV Guadelnupe, Mr Michaux-Chevry a déclaré: « On n'aime pas beaucoup les hammes politiques, ce n'est pas très grave, mais admettre que quelqu'un qui vous insulte soit de bonne foi et se faire débouter, c'est assez surprenant (...). Je ne dis rien de plus pour qu'an ne m'occuse pas d'insulter les magistrats, mais je vals Robert Belleret faire appel, c'est man droit. »

Dumez et la Compagnie de construction mécanique ont également alimenté ces filières helvétiques

QUI SONT les donateurs qui ont alimenté les comptes bancaires nuverts en 1986 à Genève par Pierre Botton? Provenant, selon les déclarations du gendre de Michel Noir devant le juge Courroye, le 25 février 1994, d'importantes « sociétés commerciales », les en-.. trées enregistates sur ces comptes . suisses semblent avoir avoisiné et sorti du compte, 19 880 francs 10 millions de francs. Deux sociétés panaméennes avait été créées pour servir de paravent à ces opérations. Belette Agencies et Toves Investment. La transmission, au mois d'août, par la justice suisse, des relevés de compte a permis au magistrat d'établir que le groupe Bouygues avait effectué, entre africaine, une série de virements. dont le montant dépasserait 2 millions de francs (Le Monde du 20 décembre). Mais ces documents bancaires ont également permis d'identifier d'autres donateurs.

Ainsi les relevés du compte Belette - numéro CO-291 075 1 - à la Société de banque suisse (SBS) de Genève attestent-ils de l'arrivée de plusieurs virements, ordonnés par un autre géant du BTP, le groupe Dumez. Un « avis de crédit » daté du 12 juin 1989 fait état de l'entrée sur le compte de 75 000 dollars, soft 496 323 francs, versés par la société Dumez Nigeria Ltd après

avoir été extraits d'un compté à la rement de 200 000 francs sur le commerce extérieur, il assure que Banque internationale pour même compte, à la date du 22 dél'Afrique occidentale, à Paris, et avoir transité par la Swiss Bank Corporation de New York

Deux jours après le virement, le 14 juin 1989, l'essentiel de la somme - 472 350 francs - était converti en « monnaie étrangère » étant par ailleurs directement extraits en espèces. Le 20 juin, les relevés du compte signalent l'arrivée d'un nnuveau virement de 250 000 francs, dont les documents que Le Monde a pu consulter ne mentionnent pas l'origine. Le jour meme, 251 000 francs sont extraits du compte après avoir, eux aussi, été convertis en devises étran-

Les registres de la SBS de Genève montreut qu'un autre virement au mnius fut effectué par Dumez Nigeria Ltd au profit du compte Belette, d'un montant de 200 000 francs, le 13 octobre 1989. Trois jours plus tard, la somme de 201 000 francs était à son tour convertie en « mannaie étrangère », puis inscrite au débit du compte, qualifié par Pierre Botton de « compte de passage ».

Parmi les autres donateurs figure la Compagnie de construction mé-

cembre 1986. Deux jours plus tard, les relevés attestent que 130 650 francs avaient été convertis en devises, puis en espèces, et retirés du compte. Interrogé par Le Monde, mardi 19 décembre, l'ancien PDG de CCM-Sulzer, Bertrand Martin, a confirmé l'existence de ce virement, précisant qu'il s'était agi de « la rémunération d'une aide assez importante apportée par Pierre Botton sur un marché à l'exportation », sans être toutefois en mesure de citer ce

« COMMISSION COMMERCIALE » La CCM, spécialisée dans la construction de moteurs Diesel, se trouvait alors dans «une situation critique » et cherchait des marchés à l'étranger, explique son ancien dirigeant: « Quelqu'un m'avait dit que M. Botton pouvait naus aider, notamment grâce à ses relations avec Michel Noir, qui était alors ministre du commerce extérieur. » Parlant d'une « commission commerciale de type classique », M. Martin écarte tout lien avec le financement d'une activité politique. Et s'il ne peut contester qu'il fut bien promu commandeur de l'ordre na-

M. Botton », mais « en récompense des effarts entrepris à l'exporta-

Reste que figurent, sur le fameux protocole manuscrit rédigé par Michel Noir le 12 avril 1989, sous l'intitulé « recettes encaissées par Pierre Botton aux lieu et place de Michel Noir », une série d'initiales censées désigner des entrepreneurs et leurs sociétés, en regard des summes versées, parmi lesquelles la mentinn « M. de C. » pourrait bien dissimuler l'ex-dirigeant de CCM. De même la mention « K. de D. » pourrait-elle désigner l'ancien PDG de Dumez International André Kamel, baron du groupe Dumez ayant beaucoup œuvré pour l'entreprise à l'étranger, et notamment au Nigeria, nù il exerce les fonctions de vice-président du Bureau de recherches géologiques et minières et où il possède un domicile. M. Kamel, que Le Mande n'a pu contacter - il est actuellement en déplacement à l'étranger -, avait lui aussi obtenu une distinction. Il fut promu chevalier de la Légion d'honneur en juillet 1987, également sur le cantingent du ministère du commerce extérieur.

Hervé Gattegno

canique (CCM), filiale du groupe tional du Mérite, le 5 avril 1987, sur suisse Sulzer. Elle a adressé un vile contingent du ministère du TF1 et ses « bureaux noirs » de correspondants à l'étranger

DANS UN ARRET rendn mercredi 13 décembre, la cour d'appel de Paris a condamné TF 1 à verser plus de 1,6 million de francs d'indemnités de licenciement à Patrice Vanoni, ancien correspondant de la chaîne à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cet arrêt confirme un précédent jugement du cnnseil des prud'hommes de Paris, du 10 février, qui avait condamné la Une à payer i million de francs au journaliste. Patrice Vanoni avait poursuivi TF I après la fermeture du bureau d'Abidjan et alors que

ADMISSIONS PARALLELES En année de Licence

HEC-ESCP-ESC SCIENCES-PO JOURNALISME (CFLESI, CELSA. En année de Maîtrise ESSEC - CRFPA

IPESUP 1B rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - 43.25,63.30

ne lui était proposée aucune autre affectation an sein de la rédaction. La chaîne refusait de payer des indemnités de licenciement et contestait l'existence d'un « contrat de travail » entre elle et le correspondant, au motif que ce dernier était employé par Qari BV, société « sous-traitante » de droit hollandais. Selon la cour, le journaliste a bien été lié par un cnntrat de travail à TF1, du 23 septembre 1988 au 30 sep-

tembre 1993, avant d'être « licen-

cié irrégulièrement et sans motif réel et sérieux ». Patrice Vanoni avait été intégré à la chaîne après sa reprise, en 1987, par le groupe Bouygues. Un an plus tard, selon hii, « Michèle Cotta, directrice de l'information, m'a proposé un poste de correspondant en Afrique ». TF 1 semblait alors désireuse d'augmenter le nombre de ses correspondants. Pour financer à mnindres frais quelques bureaux à l'étranger, les nouveaux propriétaires de la chaîne privée ont imaginé de créer de « vrais-faux bureaux » de correspondants dits aussi « bureaux

noirs ». Le journaliste pressenti

devait d'abord démissionner de la chaîne, en touchant parfnis au passage des indemnités, avant d'être embauché sur-le-champ par une société-écran créée pour La Une a pu ainsi réaliser de

substantielles économies : plutôt

qu'une équipe associant un reporter et un caméraman, la chaîne ne versait qu'un salaire. De même, ce dispositif « permettait à TF 1 d'éluder l'application de la convention collective de l'audiovisuel à ce correspondant ». Le premier de ces « bureaux noirs » aurait été mis en place à Panama à la fin de 1987 pour l'Amérique latine. D'autres nnt suivi, à Abidjan, Rio de Janeiro (Brésil) et Madrid (Espagne). Pour le bureau de Panama, le titulaire du poste a dû démissionner. contre indemnités de TF 1, puis mettre sur pied, grâce aux aides à la création d'entreprise, une société de prodoction qui passait contrat avec la chaîne.

Patrice Vanoni a été employé pendant cinq ans grâce à ce dispositif. Selon lui, cette situation à pris fin avec le départ de Michèle Cotta de TF 1, en décembre 1992

Ensuite Rubert Namias, rédacteur en chef, s'est employé à «fermer les bureaux nairs ». Pour Patrice Vannni, Jean-Pierre Rousseau, directeur des ressources bumaines pendant cinq ans à TF1, est l'« instigateur » de ces opérations. Nous n'avons pas réussi à joindre Jean-Pierre Rousseau, qui, depuis, a été réintégré au sein du groupe Bouygues. Du côté de la chaîne. nn se refuse à «tout commentaire ».

L'npération « bureau nnir », créée tout spécialement pour permettre à la Une de réaliser des économies, pourrait se révéler un désastre financier. Ainsi, la cour d'appel de Paris a « requalifié en contrat de travail » la relatinn entre Patrice Vanoni et TF 1. Elle devrait aussi nbliger la chaîne à verser des amuités de retards de cotisation à l'Urssaf et à d'autres caisses. An total, selon Patrice Vanoni. TF 1 pourrait se voir réclamer près de 5 millions de francs. D'autres journalistes pourraient à leur tour saisir la justice.

C		C
Sais	Saison culturelle 1995-1996 Joogo managestations	T SE
cultur	3	arts plastiques cinéma danse festivals musique théâtre

le guide des programmes culturels de toute la France de septembre 95 à juin 96

10 000 manifestations

la saison culturelle France 1995-1996

publié par le Ministère de la Culture

A retourner à : L'Association D.CLIC

Ministère de la Culture
Département de l'information et de la communication
3, rue de Valois - 75042 Paris cedex 01
Je souhaite recevoir exemplaire(s) du guide : la saison culturelle, France 1995-96 (640 pages)
au prix unitaire de 60 F TTC.
Montant total de votre commande : france
Prière de joindre au présent bon de commande voure règlement par chèque bancaire ou postal à l'Indre de l'association D.C.L.C.
Nom: prénom:
adresse :

HORIZONS

Révolutionnaire, la religieuse qui a choisi de se faire « chiffonnière parmi les chiffonniers » pour secourir les victimes de l'injustice? « Rebelle, révoltée », préfère-t-elle. Mais, surtout, elle fait preuve d'un dynamisme que les ans n'ont pas entamé



La Iuitui de vivre de Sœur Emmanuelle

cale bien droit sur sa chaise, ferme les veux quelques secondes. « Si j'nvnis vingt nns nujourd'hui ?... Eh bien, je crois que je ferais expériences, j'ourais envie de goûter nux fruits les plus interdits. Je me Inisserais étnurdir dans un tourbil-Inn de plaisirs. . Les jeunes gens sages réunis autour d'elle dans l'aumôgerie de Notre-Dame de Lorette paraissent stupéfaits. Allons, Sœur Emmanuelle, pas vous l Mais la sœur cootinue avec coovic-

« Oui, nui, je me connals! Je me ferais embrasser par Jean et... [faussement inqulète] y n-t-il un Jenn parmi vaus? » Tous les regards convergeot vers l'aumônier assis près d'elle qui lève un doigt timide. Eclat de rire général. « Allons bon ! reprend la sœur. En bien, disons par Isidore, François, Luc, et qui snis-je ? l'étnis très attirée par les garcons. Peut-être nussi, serais-ie entraînée dans la violence et sans doute tomberais-je dans la drogue. Ce qui est presque sûr, c'est que je serais malheureuse, comme beaucoup de jeunes aujaurd'hui, totalement privés de reperes... » « Rebelle », confesse-t-elle. Depuis l'enfance. « Un fleuve en ébullition ! » Un fleuve qui pouvait déborder. « l'étais à la recherche du banheur, en quête d'obsolu. Et pour cela – excusez-mai, les garçons!- un homme, c'est petit! Un homme ne m'ourait pas suffi. Je voulais quelque chose de plus grand, de plus exaltunt. J'ni chaisi Dieu, rien de

moins l + Ses pareots l'avaient appelée Madeleine, un joli nom de pécheresse pour cette petite chipie « insupportable et coléreuse » qui leur était née à Bruxelles, le 16 novembre 1908. Le père, Jules Cinquin, était français et avait exporté

en Belgique l'entreprise familiale de lingerie ; la mère, Berthe, était beige, la gouvernante des trois enfants, britannique. Uo cocon très tendre. Madeleine n'a pas encore six ans quand Jules Cinquin se noie sur une plage du Nord. On est en 1914. Les Cinquin fuient la guerre. A leur retour à Bruxelles, Madeleine l'indomptable oe s'est pas assagie. Ses professeurs redoutent son insolence, ses camarades raffolent de ses pitreries. Pourtant, la voilà prise, sous l'effet d'un beau livre d'images, d'une aspiration romantique: devenir « missinnnaire » et « mnrtyre » en Afrique. Peut-être même « sainte », songet-elle, en révant d'un vitrail à son image... Snn frère et sa sœur en finit des gorges chaudes. Madeleine la chahuteuse n'a vraimeot rien d'une icône. Une icône ne fumerait pas en cachette, ne se dissiperalt pas, ne s'enticherait ni des bibis ni des robes en taffetas. Madeleine, devenue une jeune fille. montre, il est vrai, une grande piété et va chaque matin à la messe. Mais M= Cinquin se méfie des coups de tête de sa fille et l'empêche de s'inscrire à l'université. « Telle que je te connois, tu t'intéresseras moins oux livres qu'oux maustaches! » Madeleine n'aura droit qu'aux cnurs du soir de l'Institut Saint-Louis (philn et théologie). En attendant un mariage bourgeois. « Je voulais de l'intense et rien ne me satisfaisait. La danse, les sorties, les toilettes qui m'attiraient tellement avaient vite un gaût de dérisoire. Alors, j'oi dit oui à Dieu ! » A vingtdeux ans, Madeleine devient Sœur Emmanuelle. « Un beau nam! En hébreu, il veut dire : Dieu ovec

Pendant quarante ans, et conformément à la tradition d'éducatrices des religieuses de Notre-Dame de Sion, Sœur Emmanuelle exercera uoe activité d'enseignante. En Turquie, vingt-huit ans ; en Tunisie, cinq ans; en Egypte, huit ans. Elle voulait s'occuper des

enfants, no lui eo confie donc. Mais elle voulait aussi vivre parmi les pauvres, servir d'abord les plus démunis et n'y parviendra pas. Telle n'est pas la vocatinn de sa congrégation, dont les écoles accueillent essentiellement des élèves issus des classes les plus riches du pays. Erreur d'aiguillage. Par deux fois, elle tentera de quitter l'nrdre pour intégrer uoe congrégation plus proche de la rue et des pauvres.

Ce n'est qu'à soizante-deux ans, à l'heure de la retraite, qu'elle va réaliser son rêve. On lui parle des chiffonniers vivant à la périphérie du Caire et elle a le coup de foudre. On la prévient : le bidonville est un repère de voleurs, de trafiquants et d'assassins. On y vit sans eau ni électricité, dans des baraquements enfouis sous les ordures, avec les rats, les cochons, les chiens sauvages. Elle exulte. « J'étais comme un oiseau qui, après quarante ans. pour changer la situation. Il lui faut une école, un terrain de jeu, un dispensaire, un atelier de couture... Et même, imaginera-t-elle plus tard, une usine de compost capable de transformer en engrais les ordures collectées par les chiffonniers. Elle s'envole pour l'Europe collecter de

* ENÈVE se souvient encore de son premier passage. «Si je ne trouve pos 30 000 dollars, je ferni un holdup ! » s'écrie-t-elle devant des sympathisants aburis. Son allant, son sourire, sa voix un peu haut perchée bouleversent ses auditnires. « Elle vous secnue, vous charme et vous cunnibalise », explique Michèle Blimer, qui l'entendit un jour à la radio et alla la rejoindre au Caire. Gouron? Non, se récrient ses amis. « Simplement, sun discours fait teinter quelque chose d'enfoui à l'intérieur de soi »,

« Si j'avais vingt ans aujourd'hui? Je crois que je ferais beaucoup de bêtises. Je n'aurais de cesse de multiplier les expériences, j'aurais envie de goûter aux fruits les plus interdits »

toujours voulu le porter. » Une cabane à chèvres de quatre mêtres carrés sera sa nouvelle demeure.

Au bout d'un an, radieuse, elle a rendu visite aux quatre mille habitants du bidonville. Elle s'est heurtée à la drogue et à l'alcool rouge qui rendent les hommes fous, à la surnatalité qui asservit les jeunes femmes, enceintes tous les dix mois, au tétanos qui tue dans leur première année quatre bébés sur dix. Et comme elle o'est pas « une contemplative » mais « une femme d'action », elle s'est mise au travail

voloit enfin ld au ses oiles avaient dit une jeune sous-préfète, aujourd'hui très active dans l'Association des amis de Sœur Emmanuelle (ASMAE, 15, rue Chapon, dans le 3º arrondissement de Paris). « Oui, elle m'impressianne », confie Jacques Delors, auprès duquel elle a un jour demandé de l'aide et qui continue de la soute-

> Le ton de la religieuse, pourtant, est parfois rude. Elle épingle le confort et l'orgueil d'une Eglise qu'elle aimeralt plus humble et plus proche de la rue. «Croyezvous que l'apôtre Pierre portait une

telle tenue? » a-t-elle récemment demandé à Mª Lustiger venu, en habit noir et boutons rouges, honorer une cérémonie où Jacques Chirac la décorait. Elle critique les bourgeois étriqués, assis sur leur fortune. « Qu'un homme soit riche et égoiste, c'est son affaire. Mais qu'il ose se dire chrétien et s'ochète une bonne conscience en allant à In messe, celn je ne supporte pas. Et je gueule l Qu'on relise donc soint Matthieu I C'est révolutionnaire, saint Motthieu! J'ai eu faim, soif, froid et tu es venu vers moi... Ce n'est pas une question de messe, mais une auestion d'entraide et d'amour pour les nutres. » Et on l'écoute, en France, où elle commence à se former un fameux réseau d'« amis ». en Europe aussi ; plus tard en Aménque. Chacune de ses prestations à la radio et à la télévisinn secoue l'opinion et fait affluer des milliers de chèques à son association.

Quand elle retourne au Caire vivre « chiffonnière avec les chiffonniers », c'est pour construire, organiser, ouvrir des chantiers. Cehri du centre médico-social Salam par exemple, que viendra inaugurer en 1980 la femme du président Sadate et qui changera la vie de milliers de gens. Et puis d'autres installations dans d'autres bidonvilles effroyables, où elle s'installe successivement. Sœur Sara, une jeune religieuse copte, vient l'y rejoindre. Elle reprendra le flambeau.

Elle se bat contre la misère, contre l'analphabétisme, contre le mépris dans lequel sont tenus les chiffonniers. Préoccupée par le sort des femmes, mariées à douze ans, battues, épuisées par les maternités, elle travaille sur les méthodes de contraception et écrit personnellement au pape pour lui expliquer l'importance de distribuer en Egypte pilule et stérilet. Le Saint Père ne lui répond pas. Elle « comprend » sa discrétion, ne revendique aucune croisade, mais confie le dossier à des médecins

Dessin extrait de la bande dessinée « Les Fumées bleues du Caire. La vie de Sœur Emmanuelle », de Blimer et Duverdier.

des nouvelles à ses amis euro péens, lesquels, chaque fois, répondent à son appel, qu'ils aient ou non un engagement religieux Ce n'est en aucun cas le problème de Sceur Emmanuelle. « C'est une vraie œcuméniste », dit d'elle Danielle Mitterrand qui, « laïque forcenée », s'étonne toujours de la relation amicale et complice qu'elle entretient avec la sœur. « Elle est hobitée par sa foi, mais elle est pour moi avant tout le symbole de tous ceux qui oiment l'humanité et refusent l'injustice des plus démunis. » Sœur Emmanuelle ne fait pas de prosélytisme. Elle trouve de la « lumière » dans toutes les religions, porte, tatouée à son poignet, la petite croix des coptes et a toujours refusé, même à leur demande, de convertir des musulmans. «Celo n'est vroiment pos un service d rendre en terre d'islom! Ce serait comme arracher un arbre d sa terre, les couper de leur milieu, peut-être les condamner d mort. ».

N 1985, elle s'envole pour Khartoum en apprenant le drame de centaines de milliers d'enfants, victimes de la famine et de la guerre. « Je vais avoir solxante-dix-sept ans, la dernière année pour lire Tintin, profitons de ma jeunesse I » écrit-elle à ses amis. Le désastre la bouleverse. Des enfants s'aggripent à elle, d'autres meurent dans ses bras. Elle repart en croisade. « Infatigable I dit avec admiration Bernard Kouchner, qui la rencontre dans l'avion Khartoum-Le Caire. C'est un shaker qui vous malmène en permonence l son petit fichu, ses vieilles baskets et ses lunettes, c'est fou ce qu'elle était

Le Soudan, le Liban, les Philippines, le Sénégal, Haîti. Partout où des enfants sont en danger, Sœur Emmanuelle intervient et s'allie à des partenaires sur place. Elle demeure réaliste. «Je sais bien que je ne fais que colmater des brèches sans ébranler l'injustice sur laquelle est bâti le monde. Mais je compte sur les jeunes. Je leur dis : ayez des diplômes, maîtrisez plusieurs langues et infiltrez-vous dans les sociétés et organisations internationales. C'est vous qui pourrez insuffler d'outres valeurs, influencer les gouvernants. Ah I Si j'avais été plus jeune, j'ourais moi-même rencontré les présidents de pays producteurs de coton pour les inciter d s'entendre sur son cours,

scandaleusement bas l > On la dit révolutionnaire. Elle répond « révoltée ». On l'a située à gauche. Elle sourit : « Voyons, je suis Ignare en pulitique ! » La droite, la gauche, elle s'y perd, fait des gaffes et regrette d'avoir désolé de nombreux amis en déclarant un jour que les gens de droite ne l'avaient jamais aidée. « Je voulais parler des gouvernements de droite », corrige-t-elle en plaidant l'indulgence. « On oublie toujours que j'ai passé plus de soixante ans hors de France. »

C'est en Egypte, tout près de ses chiffonniers, qu'elle espérait s'éteindre. Ses supérieures en ont décidé autrement, en l'appelant à la retraite dans un convent de l'arrière-pays varnis. Sœur Emmanuelle a résisté, grappillé trois ans, avant de se rendre à leurs arguments et opté pour « une vie de si-lence et de sérénité ». Enfin... quand les activités de son association ne l'appellent pas à Paris ou ailleurs. Dans ce cas, munie d'une autorisation, Sour Emmanuelle rechausse ses grosses baskets, saisit son balluchon et entame avec entrain un marathoo de rencontres, intarissable sur l'aide à cinquante mille enfants que fournit son association et assoiffée de contacts : enfants, prisonniers, prostituées...

«Le paradis, c'est les outres !» s'exclame-t-elle toujours joyeusement. « Et comme elle a raisan l commentait il y a peu Charles Pasqua, sous le charme. On ne fait rien de bon sans la foi ni l'amour des outres. Ce sont des moteurs essentiels quand on entre en politique. Si l'on n'éprouve pas d'amour pour les autres, si l'on ne souhaite pas servir, autant aller dans les douanes ou d la Sécu l ». Sœur Emmanuelle venait juste de citer son vers favori : «Fends le cœur de l'homme; tu y trouveras un soleiL »

Annick Cojean

anitudes

ten bereiten - + j (#d) .__:ctcat

. . . . " : et de

in a Kamet A LINES 10000 Julia ist die et eine Safte.

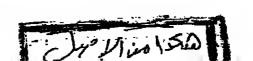
er er attyst The Sauth " OLL TREET · Carte da Cath leigh of Almen = §

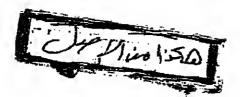
11 30

TO CONTRACT artin 📽 * 3E · 45 rg. i successio,

A ... 17345 - A 4 11 17 tun 一定なる場合は Service Control -5-05 · · (ch.F.) .

ar groth Training ... Friatte 🚒 11.4





RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: SE RUE FALGUIÈRE 7598 PARIS CEDEU 15 Tél: (I) 40-65-25-35 Télécopieur: (I) 40-65-25-97 Téles: 306 506F Ubrinistration: 1, pluc Hubert Beuve-Héry 94552 IVEN-SIÈR SEINE CEDEX Tél: (I) 40-67-35-25 Télécopieur: (I) 46-69-30-90 Téles: 481 31 F

Les incertitudes du service public

Suite de la première page

derroine estant de laboratorio de la companione de la com

Colomic Colomi

The second of the second of the second

See form to the see

And the second second

in and it was a

A 7 (1) 1 1 1 1 1 1 1 2 1 2 1

garage of the second

491 100 100 100 100

*数 大田 オーマンサータデ

partition of the

Personal Control of the Control

A metric and the

Strain Commence of the

4 - 4 - 5 - 5 - 5 - 5 - 5

 $\frac{1}{\cos t} \frac{1}{t^2} = \frac{1}{t^2} - \frac{1}{t^2}$

92. 9 V

T. C. 11. 11.

....

1.3 1.5

www.alline.com 24-6-3

 $p = 2 \leq r + r + r$

2014

The part of the second

 $L = \infty$

are the second of the second

On eût certainement gagné à examiner ce dossier à froid, avant que la passion ne s'en mêie, avec le risque de rendre pour longtemps impossible, par exemple en matière d'aménagement des régimes de retraites, ce qui pourrait

pourtant être nécessaire. 4) En réalité, c'est une vaste remise à plat qui serait nécessaire. Des études ont certes été entreprises dans ce sens il y a quelques années, à l'initiative, notamment, d'EDR Elles ont débouché sur de très intéressants débats, mais la question posée n'était pas assez brûlante pour que des participants aux agendas surchargés acceptent. de s'y consacrer à fond. Il faut une crise, répétait Jean Monnet, pour convaincre les Prançais d'accepter le changement.

Pas assez brûlante, mais aussi peut-être trop vaste. Léon Duguit (1859-1928), à qui l'on doit le concept de service public, y voyait la justification même de l'existence de l'Etat, ce dernier ayant pour fonction essentielle de venir en aide aux besoins des citoyens et de développer leur solidarité. Jacques Chevailler (Science admi-nistrative, Thémis-PHF, 1986) le considère pour sa part comme une « idéologie », dans le droit-fil de ce colbertisme qui conserve aujourd'hui, pas seulement à ganche, tant d'adeptes.

MONOPOLE?

5) Un tel attachement au rôle de l'Etat contredit l'article 129 B du traité de Maastricht, visant à replacer les infrastructures des transports, des télécoms et de l'énergie dans le cadre d'un système de marchés «ouverts et concurrentiels ». Le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, n'a jamais caché son ambition de démembrer les monopoles des services publics, « même si les gouvernements s'y opposaient», et la Commission de Bruxelles pousse dans ce sens.

Alain Juppé n'est pas au bout de ses peines s'il veut vraiment faire inscrire le service public à la française, comme il l'a dit le 10 décembre sur France 2, non seulemeot daos le préambule de la Constitution, mais dans le droit européen.

6) Peut-être serait-il plus facile de s'emendre si l'oo voulait bien tenir compte de quelques faits essentiels.

a) Personne, pour commencer, ne parle de retirer aux Etats leurs attributions dites « régaliennes »: défense, diplomatie, justice, police, finances publiques, orientatioo générale de l'économie, sécurité au sens large.

b) Personne non plus ne songe à contester leur droit à s'occuper de culture, d'éducation, de santé, de transports, d'audiovisuel, de recherche scientifique, d'énergie, voire de banque ou d'industrie. S'ensuit-il qu'ils doivent jouir là à tout coup d'un monopole? Le fait est que public et privé coexistent, à des degrés divers, dans tous ces secteurs, et que rares sont désormais ceux qui trouvent à y redire. A tel point, par exemple, qu'oo semble considérer comme allant de soi que le rail soit poblic, la route privée, les autres formes de

transport mixtes... c) Pour certains, la ootion de service public est inséparable de celle de propriété publique, qo'il s'agisse de l'Etat, des sociétés nationales ou des collectivités territoriales. Le vrai critère n'est-il pas phitôt cehi du service rendu ao public? De nombreux auteurs font d'ailleurs expressément réfé-

rence à la notion d'intérêt général. Une grande incertitude subsiste en tout cas à propos des frontières du service en question : faut-il ou non y faire figurer des activités comme la distribution d'eau, la restauration d'écoles ou d'entreprises, les pompes funèbres?

d) Si l'oo s'en tient à cette notion de service du public, au nom de quoi refuserait-on une discussion sur l'extension d'un service minimum qui existe déjà, notamment, ponr l'audiovisuel

e) La faillite universelle des économies intégralement planifiées a surabondamment démontré que la concurrence est un aiguilion irremplaçable. Les communistes, et leurs avatars « néo » ou « post », o'ont d'ailleurs conservé ou repris le pouvoir qu'en lui faisant la part belle. Mais m autre aiguillon est tout aussi ir-remplaçable : c'est celui de la soidarité: Trop de libéraux de l'Est l'ont onblié, laissant le capitalisme sauvage plonger dans la misère une bonne partie de la population : ils l'ont payé cher aux élec-

f) Il y aurait tout avantage à ne pas limiter ce débat à l'Hexagone. L'ignorance de nos partenaires européens est à cet égard confondante, mais la nôtre est à peine moindre à propos de leurs propres réalisations. Le gouvernement Bé-c'était seulement à quelques se-maines d'élections dont tout le monde savait qu'il allait les perdre. Ce n'est pas là la seule raison de son peu d'écho : un grand colloque organisé sur ce thème à Bruxelles, à la même époque, par les anciens de l'X, avait attiré principalement des Prançais. Chez nombre de nos partenaires, en effet, la notion même de service public n'évoque rien de précis. Reste que l'ampleur de la secousse que vient de subir notre pays a suscité partout, à l'étranger, beaucoup de questions. On n'échappera pas à la nécessité d'y répondre. Engager un débat, national et européen, sur l'avenir du service public n'est évidemment pas la seule priorité de ce pays. Mais c'en est certainement me_

André Fontaine

Le Monde

ACQUES CHIRAC l'avait à sa manière annoncé lorsque, s'exprimant le 10 septembre sur TF1, il avait dé-claré à propos du manque de cooperatioo entre les services de police dans les enquêtes sur les attentats: « Lorsque nous serons sortis de la crise, alors je les jugerai sur la compétence qui aura été la leur et sur la volonté qu'ils auront en de réellement abattre les frontières qui pouvaient exister [entre les services] et de renforcer la cohésion et la détermination de l'ensemble. J'en tirerai toutes les conséquences à tous les ni-

L'heure des « conséquences » seralt-elle arrivée ?. Le départ - faut-il parler de limogeage? - de deux des patrons de la police indiciaire, Ange Mancini, ouméro deux de la PJ, et Claude Cancès, chef de la PJ parisienne, pourrait, en effet, être interprété comme la suite logique des propos du chef de l'Etat. Il n'en est pourtant rien. Considérés comme de grands professionnels, sans attache politique connne, aucun de ces deux hommes, de l'avis général, n'avait démérité, y compris pendant la période des attentats. En réalité, c'est essentiellement d'une reprise eo main politique de la police judiciaire qu'il s'agit.

Reprise en main policière

Dans un cootexte de « guerre des polices », alimenté eo grande partie par le groupe des magistrats antiterroristes et par le commissaire Roger Marino, patron de la 6º division centrale de la PJ, régnait depuis des mois, place Beanvau, un véritable climat de paranola, le cabinet de Jean-Louis Debré croyant déceler derrière tel ou tel policiet, l'ombre portée de Charles Pasqua ou de Pierre Joxe. Des supposées fuites durant les attentats - « Je rappelle l'impératif de discrétion qui s'impose à tous les services », avait cru bon de déclarer lacques Chirac - et la publication dans Le Monde d'un article ao vitriol sur la lutte antiterroriste, signé Cicéroo, avaient accru ce climat de suspicion.

Pour tenter de remédier à cette situation. le gouvernement a opté pour la solution de

facilité : disposant dorénavant d'une véritable courroie de transmission avec la police judiciaire parisienne, il espère contrô-ler plus efficacement les affaires politico-financières sensibles, en particulier celles qui coocernent de près nu de loin la mairie de Paris.

Si l'oo ajoute à ces chaogements le départ du directeur général de la gendarme-rie, Patrice Maynial, qui paie, sans doute pour d'autres, les pots cassés de l'affaire du décret sur le fichier de la gendarmerie, et soo remplacement, contrairement à Pusage, par un préfet, on peut légitimemeot s'interroger sur les motivations réelles du gouvernement.

Sept mois après l'élection présidentielle, Jacques Chirac renoue avec des pratiques anciennes, que d'aocuns attribuaient alors au bon fonctionnement de l'« Etat RPR ». La pobce nationale, déjà fortement ebranlée par les résultats des élections professionnelles qui oot été caractérisées par une ponssée des listes syodicales d'extrème droite, n'avait pas besoin de pareils changemeots. Là où, plus que lamais, doivent s'imposer des critères d'indépendance et d'Impartialité, ce soot, hélas, de bien piètres eojeux de ponvoirs qui ont prévalu.



REVUE DE PRESSE

THE WALL STREET JOURNAL ■ La révolte des étudiants et des ouvriers en mai 1968 fait désormais partie de l'histoire révolutionnaire de la France. Alors que les grèves du secteur public prennent fin, décembre 1995 restera aussi dans l'histoire - non pas pour un compromis entre employeurs et ouvriers, comme en 1968, mais pour la défaite de la plupart des réformes gouvernementales. | ...) Le premier ministre a reculé sur les retraites et sur les chemins de fer. Il a promis de protéger constitutionnellement les services publics contre la déréglementation européenne et accepté un sommet social le 21 décembre. Ce n'était pas encore assez pour les insatiables syndicats français: ils demandaient une reddition sans conditions et la tête de M. Juppé. Céder était, à l'évidence, la pire chose à faire. C'était aigulser un peu plus l'appétit des syndicats, semer davantage de confusion dans l'opinion et surtout préparer des dommages à long terme pout l'économie française.

THE ECONOMIST ■ La principale leçon du dernier mois n'est pas que les Français n'acceptent pas le changement, mais qu'ils n'acceptent pas la facon dont il leur est habituellement imposé. Eo dépit de son attachement à sa devise, « Liberté, égalité, fratetnité », et de sa tique éclairée, la France fonctionne plus comme une monarchie élective que comme une démocratie. (...) M. Juppé a raisoo de dire que la France a le choix entre le changement et le déclin. Mais le changement ne doit pas concerner seulement l'Etat-providence, le marché du travail, les industries publiques, les impôts et les retraites,

comme le reconnaissent beaucoup de Français. Il doit porter aussi sur le système de gouvernement. La France a besoin d'une dose de démocratie. Les autres réformes suivront plus facilement.

LA TRIBUNE-DESFOSSÉS

Jacques Jublin

■ Le monde des affaires est saturé. Saturé de taxes. Saturé de lourdeurs sociales. Saturé de voir l'expansion s'effondret. (...) Saturé de constater que les taux d'intérêt ne baissent que faiblement, (...) Politiquement, Alain Juppé et Jacques Chirac pensent pouvoir tenir. Mais ils font une erreur tactique : le temps économique va dix fois plus vite que le temps politique.

L'HUMANITÉ

Charles Silvestre

■ L'économie, ce n'est pas le grand patronat. On le sait mieux encore aujourd'hul quand le patron des patrons n'a pas un mot pour la relance de la consommation et de l'activité. (...) Mais si le sang du président du CNPF ne fait qu'un tour, c'est peut-être et surtout que le patronat devine que le moment est venu pour lui d'avoir des comptes à rendre.

EUROPE 1 Alain Duhamel

■ Le gouvernement ne peut pas s'offrir le luxe d'un nouvel échec politique. La difficulté est que les mesures immédiates qu'il peut proposer ne sont guere spectaculaires et que les mesures substannelles qu'il peut lmaginer ne peuvent être immédiates. Il sait bien qu'il doit faite face à une crise générale de la demande et non de l'offre. La clé consiste donc, par un système de primes, de relance sectorielle et de bonification des taux d'intérêt, à relancer la consommation par une politique volontariste.

Simulacre de justice en Chine

PÉKIN

de notre correspondant Wei Jingsheng a fait appel de la sentence de quatorze ans de prisoo qui hi a été infligée le 13 décembre au motif de tentative de subversion par les héritiers de Deng Xiaoping, dont il fut le prisonnier personnel pendant près de quinze ans. Sa famille a fait connaître samedi 16 décembre cette décision d'appel à un tribunal supérieur, en l'occurrence le tribunai « populaire suprême » de la municipalité de Pékln, qui a dix-bult jours pour statuer sur l'affaire. Cet épilogue à son procès était attendu, l'intéressé ayant plaidé ooo coupable. Il constitue une illustration typique d'un phénomène particulier à l'ère de Deng Xiaoping, présenté, par le régime chinois et ses thuriféraires étrangers, comme un progrès de la

Il est courant - ni le régime pékinois ni ses thuriféraires étrangers ne s'en privent - de présenter la notion de droft telle qo'elle est conçue en Occident comme largement étrangère, de tout temps, à l'organisation socio-politique chinoise. C'est faire abstraction d'une tradition, attestée à maintes reprises par la littérature au fil des siècles, de magistrats défiant l'autorité politique sur la base d'une ont, dès l'avènement du régime,

notion de droit en Chine.

peuple, face au trône, était le dé-

Kerleroux

Un effort de codification important a été réalisé, au début du siècle, par le parti Kuomintang, une fois l'empire abattu et malgré les guerres en cours. La France, faut-il le rappeler, a fourni une assistance marquante à cet effort, en envoyant des conseillers juridiques auprès du régime oationaliste. ZIGZAGS POLITIQUES

Le gouvernement d'aujourd'hui peut, dans sa propagande destinée à la consommation intérieure, présenter une telle assistance comme la cootinuation de la diplomatie de la canonnière du XIX siècle, au service de l'« impérialisme » occideotal décidé à « humilier » la Chine. Il o'insiste pas trop, toutefois, sur cette visioo des choses, ayant lui-même été contraint par l'ouverture économique à faire appel à des conseillers juridiques occidentaux, français et américains eo particulier, pour reprendre une œuvre de construction eo ce do-

еп 1949. Les communistes de Mao Zedong - dont Deng Xiaoping était un des plus hauts représentants -

maine qui avait été réduite à néant

sorte de bon droit moral dont le fait littéralement table rase de la justice en la soumettant à l'arbitraire policier, expression de la terreur qu'il convenait d'imposer au nom du peuple. Pendant trois décennies. l'idée de droit serait soumise aux zigzags de la politique au point que les tribunaux seraient purement et simplement démantelés durant la révolution culturelle.

Depuis 1979, un effort considérable est à nouveau fourni par le régime pour se doter des formes et des formes seulement - d'une justice autonome. D'une véritable indépendance il ne saurait être question pour la Chine, Deog Xiaoping l'a dit à maintes reprises. En revanche, des progrès formels oot été accomplis : c'est chose admise, aujourd'hui, qu'un Wei Jingsheng puisse être assisté dans sa défense par un avocat chinois - lequel s'est spécialisé dans la défense (perdue d'avance, l'expérience le montre) des dissideots passés en justice. Lors de soo premier procès, en 1979, la profession d'avocat était à tel point sinistrée que personne ne l'aurait exercée pour contredire le gouvernement sur uo dossier aussi délicat. M. Wei avait assuré lui-même sa défense

complète. C'est, bien sûr, dans le domaine

grande quantité de poudre à été jetée aux yeux des partenaires économiques de la Chine pour faire accroire l'idée que le concept de justice prenaît corps. Cette tactique est d'autant plus commode que les firmes étrangères engagées dans des procédures de linge répugnent à bousculer les règles procédurières que le pouvoir chinois utilise pour défendre ses propres ageoces économiques, et que les relais de la diplomatie, souvent, hésitent à engager leur poids dans les sables mouvants de la jurisprudence chinoise. C'est ainsi que combre de firmes françaises se plaignent sans succès auprès de

TRIBUNAUX NOYAUTÉS

Du « progrès » effectivement réalisé par la notion de droit dans la Chine de M. Deng, le nouveau jugement prononcé contre Wei Jingsbeng donoe une dimension plus juste que les innombrables colloques d'avocats d'affaires prèdu droit commercial, que la plus chant pour leur paroisse : M. Wei,

leurs pouvoirs publics de l'ap-

proche biaisée des tribunaux sta-

tuant sur leur différend avec des

partenaires chinois: de manière

générale, les gouvernements pré-

ferent se tenir à l'écart de telles af-

faires, complexes et porteuses de

plus d'inconvénients que de gloire.

voici dix-sept ans, avait été principalement condamné pour s'être livré à des actes de « propagande contre-revolutionnaire ». Cette fois, ce terme - qui recouvre la catégone pénale la plus sévèrement châtice - n'a pas été utilisé. Pour une bonne raison: il sent le soufre pour un pouvoir qui se croit menacé d'une révolution... Mais le minuscule progrès effectif se mesure à la différence entre la nouvelle sentence et l'ancienne : quatorze ans de détention plutôt que quin-

Il v a une raison tondamentale pour qu'aucun examen en appel d'un procès politique - catégorie que ne reconnaît pas le régime chinois - n'ait jamais conduir, en Chine populaire, à un renversement de verdict. Les tribunaux sont noyautés par une cellule secrète ou semi-secrète du Parti communiste, et il feralt beau voir que l'une désavouat l'autre tant que le contexte politique demeure iochangé. Les tribunaux ne sont populaires » dans leur denomination que par le fait qu'ils sont placés sous la « dictature du prolétariat », toujours officiellement en vigueur. Le reste ne relève que d'un simulacre de justice.

Francis Deron

Restaurer la liberté du temps de travail par Pascal Salin

vingt ans, les « politiques d'emploi » se succèdeot, mais le cbômage augmeote inexorablement. Il est donc bien clair que ces politiques ont échnué et qu'elles ne méritaient pas le nom qui leur a été attribué. Les hommes poliriques et une partie de l'opinion publique sont alors prets à accepter n'importe quelle autre solution, surtout si elle leur paraît simple et si elle va dans le sens de leurs propres intérêts. Il ne faut donc pas s'étonner si la réductino du temps de travail paraît si séduisante, au point qu'elle a fait l'objet d'un accord récent entre le CNPF et les syndicats de salariés dans le cadre d'une négociation générale sur l'annualisation.

Cette recette peut s'éonncer comme une démonstration mathématique, et elle o'est d'ailleurs rien d'autre : sachant qu'il existe - telle est l'hypothèse cruciale - un certain nombre d'heures de travail par an en France, pour supprimer le chômage, il suffit de répartir ces heures de travail entre tous ceux qui sont en âge de travailler, par exemple en faisant passer la semaine de travail de cinq à quatre

En réalité, la seule question que l'on doit se poser, si l'nn est capable de faire mieux qu'une simple division, est la suivante : comment se fait-il qu'il n'existe pas un plus grand nombre d'emplois, au point qu'nn est conduit à répartir la pénurie? Poser cette question, c'est déjà en grande partie y répondre. Elle implique, en effet, que le chòmage provient du fait qu'un travailleur potentiel et un employeur potentiel n'arrivent pas à se mettre d'accord: ou blen les conditions nffertes par les employeurs ne sales cooditions qu'il faudrait offrir aux salariés oe sont pas rentables pour les employeurs. Autrement dit, le chômage ne constitue pas est le résultat de décisions huvirnnnemeot institutionnel. Le droit du travail, les cooventions collectives. le salaire minimum, qui sont autant d'obstacles à une libre négnciation du salaire et des conditions de travail, constituent indéniablement des obstacles à l'emploi. Mais nous voudrinns plutôt insister sur le rôle néfaste que joue le système des prélèvements nbligatoires. Il est, à ootre avis, la cause majeure du chômage : le niveau extraordinaire de spoliation fiscale que subissent les Français tue, en effet, les incitations pro-

S'il o'v a pas d'entrepreneur, i n'y a pas de travailleurs, ce devrait être une évidence. Or le système est construit de manière telle que l'entrepreneur subit totalement la

Le giveau de vie de beaucoup de gens décend de moins en mains de leur salaire direct (donc de leurs efforts) et de plus en plus de ce qui est réparti par les systèmes de transferts publics. Le chômage vient en grande partie de ce que l'on se trouve dans un système de collectivisation des gains, mais d'individualisation des coûts: les satisfactions obtenues sont indépendantes de l'effort : les cotisatinns et impôts payés sont proportionnels ou plus que proportionnels aux efforts.

il est alors tout à fait clair que le partage du travail oe modifierait en rien le mauvais fonctionnement du système d'incitations : la réduction du temps de travail, n'agissant pas sur les causes du chômage, ne

Ce n'est pas la réduction mais l'augmentation du temps de travail, ainsi que l'allongement de la vie professionnelle, qui permettraient aujourd'hui de résoudre le problème du chômage

conséquence de ses échecs - il se retrouve sans allocation-chômage lorsqu'il fait faillite -, mais que, dans le cas où il réussit, le produit de ses efforts est presque totalement confisqué. Dans ces conditions, commeot s'étonner que le chomage soit important et qu'il augmente tous les jours? Le système fiscal et social actuel, qui punit dans des proportions considérables la création de valeur due à un échange contractuel entre un employeur et un salarié, est le pbénomène destructeur de l'empini.

Le chômage s'explique aussi par tions à travailler des salariés : dans gain marginal que l'nn obtient en passant d'une situation de non-trapeut absolument pas aider à le réduire. Bien au contraire, elle ne peut que l'accroître en accentuant

les défauts du système actuel.

Quel est, en effet, le calcul d'un entrepreneur lorsqu'il eovisage d'embaucber un travailleur? Il prend cette décision à partir d'une prévision concernant l'espérance de gain (et le coefficient de risque) qui résulte de cette embauche. Il doit supporter des coûts d'embauche: coûts de recherche, mais surtout cnûts de qualification, car le travailleur a probablement une productivité faible au début, puis qualifier du salarié, et la durée de sa présence future dans l'entreprise. Ces coûts étant fixes, si l'on

unitaire d'une heure de travail augmente donc pour l'entrepreneur. La propositioo de partage du

temps de travail néglige l'existence de ces coûts. Mais elle suppose aussi que les bommes sont interchangeables: en partageant le travail entre chômeurs et non-chômeurs, on ne changerait pas le nombre total d'heures de travail donc le niveau véritable du chômage -, mais ces heures de travail seraient effectuées par des personnes plus nombreuses. Or les bommes ne sont pas interchan-

L'idée d'une substituabilité presque parfaite entre travailleurs o'est pas recevable, même pour cette catégorie de gens qu'on appelle les travailleurs pen ou non qualifiés. Il existe, certes, un certain nombre de gens qui n'ont pas dépassé une certaine formatinn scolaire ou universitaire de départ. Mais la qualification, ce o'est pas cela. C'est l'adaptation concrète à un travail concret. Un individu peu formé au départ peut être très qualifié dans l'entreprise nu il se trouve, s'il s'est adapté à son environnement humain, s'il a acquis des compétences techniques spécifigues, etc.

Compte tenu de l'accroissement du coût horaire du travail entraîné par la réduction du temps de travail, il ne serait pas possible de maintenir le nombre d'heures de travail total. Or, si les richesses créées chaque année en France devaient diminuer par suite de la réduction du temps de travail, cela signifierait qu'il y aurait moins de production pour payer une protection sociale équivalente, donc nécessairement une diminution du salaire direct par heure (et l'éclatement définitif des systèmes de protection sociale). La destruction des

menter le chômage. Si la réduction obligatoire de la durée du travail est non seulement totalement inefficace do point de vue de la création d'empinis, mais même ouisible, la réductino du temps de travail n'en serait pas moins souhaitable, dans la mesure, et dans la mesure seulement, où elle serait désirée par les deux parties en cause, le salarié et l'entrepreneur. Elle devrait être, non pas imposée par voie législative, mais laissée à la liberté contractuelle, ce qui impliquerait d'abandonner toute définition légale du temps de travail (même sous forme de durée an-

Il se pourrait alors fort bien que, dans certains cas, il soit souhaité par les uns et par les autres de fixer le temps de travail dans une entreprise à 36 heures, dans une autre à 28 et peut-être à 42 ou 45 dans une autre... Pourquol ne pas laisser cette liberté? Un des obstacles majeurs provient de ce que la rigidité de la réglementation fait que l'on ne connaît véritablement que deux situations : le travail selon le temps légal et le chômage à «temps

Il convient donc que la flexibilité du temps de travail ne soit ni encouragée ni punie, mais qu'elle soit possible. Or certains des défenseurs de la réduction du temps de travail demandent qu'il existe des incitations fiscales pour encourager cette diminution. Cela impliquerait évidenment d'en reporter la charge sur les autres, avec le risque que cette surcharge soit à nouvean créatrice de chômage. Mais si, par ailleurs, quelqu'un veut travailler 48 heures par semaine, pourquoi ne pas lui en laisser la liberté? Il faudrait tout au moins qu'il n'en soit pas puni. C'est pourtant le cas aujourd'hui, pôts - surtout avec la progressivité de l'impôt sur le revenu - et d'autant plus de cotisations sociales produira plus de richesses. Mais Il ne recevra rien de plus en contrepartie de ces palements et

ment un monde différent, où le système de prélèvements obligatoires ne punirait pas l'effort et où la détermination du temps de travail serait totalement libre. Certains préféreraient, par exemple, travailler beaucoup, en utilisant au mieux leurs capacités, et consacrer une partie de leur salaire à acheter des services qu'ils n'aimeraient pas produire eux-mêmes. En obligeant les gens à travailler moins, on leur supprime cette liberté de choix. La réduction du revenu qui reste disponible pour eux, une fois impôts et cotisations payés, les incite à se lancer eux-mêmes dans des activités que d'autres feraient beaucoup mieux pour eux. On incite donc les gens à vivre en quelque sorte en autarcie plutôt que de bénéficier du profit de l'échange et on détruit des emplois potentiels.

Pourtant, c'est l'échange qui per met à chacun de se spécialiser dans ce qu'il est relativement le plus apte à faire, qui constitue de ce point de vue un grand facteur de progrès. En réduisant continuellement le temps de travail, on se prive de ce gain. Ce n'est pas la réduction du temps de travail, mais son augmentation, ainsi que l'allongement de la vie professionnelle, qui permettraient aujourd'hui de résoudre le problème du chômage, de financer la croissance des dépenses de protection sociale et de mieux satisfaire les besoins concrets des individus.

Ainsi, la réduction du temps de travail est une bonne idée, mais à condition qu'elle ne soit pas obligatoire, qu'elle ne soit ni subventionnée ni punie, qu'elle ne soit pas considérée comme une solution an problème du chômage et qu'elle ne rende pas impossible l'augmentation du temps de travail pour ceux qui le désireraient. Par conséquent, plutôt que de réduction du temps de travail, il conviendrait surtout de restaurer la liberté du temps de

Pascal Salin est professeur l'université Paris-Dauphine.

Le trafic reprend progressivement.

Pour vous informer sur les trains qui circulent, la SNCF met à votre service 2 numéros verts.

Nº VERT 05 411 411

pour les déplacements en France et en Europe.

Après de nombreux jours de difficultés pour vous déplacer, vous attendez de nous une remise en service rapide de tous les trains. Nous vous le devons.

Nous nous mobilisons donc pour que cette reprise se déroule dans les meilleures conditions. Cependant, quelques jours nous seront nécessaires pour que les 12 000 trains qui circulent quotidiennement le fassent en toute sécurité. Le réseau retrouvera alors partout son fonctionnement normal.

Pour vous permettre d'avoir tout de suite une réponse aux questions que vous vous posez concernant le trafic, nous mettons No VERT 05 15 24 24

pour les déplacements en lie-de-France,

à votre service deux numéros verts (appel gratuit): 05 411 411 et pour les déplacements en Ile-de-France 05 15 24 24.

Pour prendre vos billets et faire vos réservations, deux autres numéros sont à votre service. Depuis la Province le 36 35 35 35 (2,23 F/mn) et depuis la Région Parisienne le 45 82 50 50. Sans oublier votre gare, votre agence de voyages et le 3615 SNCF (1,01 F/mn).

Nous vous remercions de votre compréhension.

Marc Guillaume

- E T 150

** 23456

- 2C##

- PD

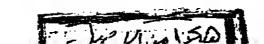
and the second

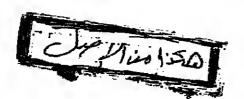
A PROPERTY OF - FIR W De States 1 miles TOTAL ASSESSMENT gege ferreite aft 🐗 The second second THE PARTY THE RESERVE

T Date Con ATT #1:00 - TESTING the arrest to and the chief JC 34 Am 4 Transaction in the state of the THE PARTY OF THE PARTY. THE THE PARTY NO.

.D.~.

4.00





fisantes. On peut envisager, par

exemple, que les assurés sociaux ai-

sés payent sans être remboursés

leurs dépenses médicales tant

qu'elles restent en decà d'un certain

montant annuel. Ce système de

franchise, un peu comparable à ce-

hri des assurances et déjà mis en

place dans plusieurs pays euro-

péens, ne remet pas en cause la so-

lidarité nationale. Il contribue au

contraire à réduire les inégalités

tout en permettant un allègement

des charges de la Sécurité sociale. Il

réduit les risques de surconsomma-

tion médicale et tend à responsabi-

liser les acteurs, tant du côté de la

demande que de l'offre de soins

médicaux. De même, le projet de

loi Devaquet n'aurait sans doute

pas fait descendre les étudiants

dans la rue si l'augmentation envi-

sagée des droits d'inscription

n'avait concerné que les étudiants

disposant du soutien de familles ai-

Ces propositions ne règient pas, à elles seules, le problème des déficits

publics et snciaux mais elles v

s'adapter et s'étendre progressive-

ment pour tenir compte des évolu-

tions à long terme. Elles amorcent

surtout une réforme structurelle

des fonctions collectives dans notre

pays en introduisant une part de li-

béralisme, mais un libéralisme actif.

intelligent et non conservateur.

Elles n'impliquent pas le risque

d'une santé ou d'une éducation à

plusieurs vitesses pulsqu'elles

visent au contraire à faire dispa-

raftre la catégorie de ceux qui sont à

la fois riches et assistés. Elles contri-

buent enfin à optimiser la dépense

publique et à rationaliser l'offre de

services, tout en favorisant un dé-

veloppement durable, soutenu par

un financement mixte, des secteurs

qui doivent être au cœur de la

croissance des prochaines décen-

Marc Guillaume est pro-

contribuent. Elles penvent d'ailleurs

State of the state

Section 2 and 2 an

The second of th

THE THE PARTY OF T

An article

Francisco de la constantina del constantina del constantina de la constantina de la constantina de la constantina de la constantina del constantina de

Service Control of the Control of th

THE TANK OF THE PARTY OF

Print of the state of the state

117

Mark 4 1 + 10 - 11 - 41

Star (gar.

A Barrier Brand

L'impasse de l'économie française

par Marc Guillaume

lourdes dessinent implacablement l'impasse dans laquelle se trouve aojourd'hui placée l'économie française. Les événements actuels en sont, pour partie, la traduction sociale.

La première contrainte est imposée par la nature de la croissance économique qui, pour diverses raisons, concerne principalement les grandes fonctions collectives : santé, éducation, urbanisme, aménagement du territoire et environnement. Ce sont ces secteurs qui offrent les voies d'une croissance « soutenable » à long terme et qui correspondent à des besoins légitimes. C'est d'ailleurs en grande partie à cause de cette légitimité même qu'ils ont été placés sous tutelle de l'Etat. Pendant la période d'expansion d'après-guerre, la sa-tisfaction de ces besoins était assurée sans difficulté parce qu'ils étaient encore limités et qu'une croissance forte des consommations privées permettait de conserver une pression fiscale tolérable. C'était l'équation keynésienne de la croissance et du Welfare State.

La seconde contrainte est justement cette pression fiscale et parafiscale qui, depuis 1945, n'a pas cessé de s'accroître pour atteindre anjourd'hui des niveaux mai supportés qui, en outre, compromettent la compétitivité globale de

notre économie. Il faut prendre conscience de cette difficulté structurelle dans toute son ampleur avant de chercher des solutions qui, faute de cet examen, risquent de n'être que des incantations ou des remèdes provisoires. Beaucoup d'observations tout à fait justes masquent l'essentiel. Il est certain, par exemple, que la productivité de la fonction éducation pourrait être améliorée, en particulier en combattant prioritairement les corporatismes des enseignants. Certain aussi qu'il existe des surconsommations médicales à la fois dangereuses pour la santé et ciaires disposant de ressources suf- fesseur à l'université Paris-Dauphine, mission du spurt à l'ordre

EUX contraintes culteuses pour les finances publiques, ainsi que d'autres gaspillages dans le système de santé et de Sécurité sociale.

Mais ces remarques, par leur jus-tesse même, font perdre de vue les finalités de la croissance économique: il est souhaitable que les dépenses totales de formation et de santé se développent à long terme, car elles correspondent à des besoins plus fondamentaux et moins susceptibles de saturation que les achats d'automobiles, d'équipement domestique et autres biens phis ou moins futiles.

Que faire alors pour échapper à ces contraintes lourdes? Les pays de tradition libérale ont encore ac-centué, plus ou moins brutalement, le désengagement de l'Etat pour faire face à l'accroissement de ces besoins. En France, quelques déréglementations timides ont été engagées mais une libéralisation inspirée par le modèle anglo-saxon remet en cause une multitude d'avantages acouis et surtout elle heurte nos traditions républicaines du service public.

il existe une autre voie, reposant sur la distinction entre deux familles de fonctions collectives. La première est celle des biens et services qui concernent la collectivité dans soo ensemble ou des populations défavorisées et qui ne peuvent donc être financées que par l'impôt. La seconde est celle des services dont les bénéficiaires, qui peuvent être identifiés, appartiennent à toutes les catégories sociales. Dans la consommation de ces services, il est possible de distinguer une composante de dépense publique, fiscalisée, et une composante de dépense privée, correspondant ellemême à une offre privée (écoles non subventionnées, secteur médical hors convention) on publique (droits d'inscription des étudiants, ticket modérateur ou forfait hospi-

C'est cette dernière contribution qu'il faut accroîtte pour les bénéfiVers un marché unique du sport ? par Gérald Simon

'ARRÊT de la Cour de justice des Communautés eurnpéennes qui vient d'être rendu à propos de l'affaire Bosman laisse une impression mitigée. Il signe sans donte une incontestable victoire pour les sportifs, du moins pour cenz qui relèvent de la Communauté: ceux-ci sont désormais libres, à l'expiration de leur contrat, d'offrir leurs services au club de leur choix sans l'entrave constituée par l'indemnité de transfert ou les restrictions tenant à la nationalité. Il sanctionne aussi la trop grande assurance de certaines autorités du football qui estiment leur pouvoir affranchi du respect des lois.

Mais ce succès est fondé sur une construction qui est elle-même un sujet d'inquiétude. La liberté ainsi consacrée par l'arrêt repose en effet sur le constat que le sport professionnel - et n'est pas seulement ici visée l'Europe du football - est une activité économique soumise à ce titre aux principes de l'ordre communautaire, au combre desquels figure le principe de libre circulation énoncé à l'article 48 du traité de Rome.

Les limitations résultant du régime des transferts et des clauses de nationalité constituent de ce fait des entraves contraires au principe. Le raisonnement, d'une rigueur juridique implacable, est imparable. Il s'appuie sur une réalité que l'on peot difficilement contester: le fonctionnement du sport professionnel accrédite largement l'idée d'un système soumis aux lois du marché. Les différentes affaires qui ont secoué le monde du football l'attestent amplement. Il apparaît, dès lors, que la Cour, en faisant prévaloir la logique du marché sur la logique purement sportive, se borne à tirer les conséquences d'une situa-

tion créée par le sport his-même. Il importe cependant d'en mesurer les conséquences. La soula mise en place d'une sorte de transfert purtaient une atteinte marché unique du sport, taillé aux dimensions de la Communauté, obéissant au libéralisme énnocé par les règles communantaires la Conr mais en prenant en auxquelles veillent les institutions compte l'nriginalité du sport et européennes. A ce titre, le sport professionnel est non seulement tenu au respect du principe de libre circulatinn, mais risque d'être snumis dans un avenir proche aux règles de la libre

La possibilité ouverte par l'arrêt Bosman de voir évoluer une équipe disputant un championnat national sans joueurs nationaux est un défi à l'entendement sportif

il est à craindre que la prédominance de cette logique de marché ne s'établisse au détriment de ce qui fonde la spécificité du sport. Toute soo organisation repose sur des règles, émanant des autorités responsables de leurs disciplines, qui obéissent normalement à des objectifs non marchands et visent au contraire à préserver la singularité de l'activité sportive face aux intérêts de toute nature que suscitent les compétitions. Elles jouent à ce titre un rôle régulateur tout à fait essentiel.

Cela ne signifie pas qu'elles sont au-dessus des Inis. Ainsi, bien avant l'arrêt Bosman, le Conseil d'Etat, dans un avis paru en 1991,

communautaire favorise en effet a considéré que les indemnités de excessive au principe de libre accès aux compétitinns. Il aboutissait ainsi à la même solution que noo ses implications d'ordre économique.

Certes, la Cour ne méconnaît pas oon plus le particularisme du système sportif. Elle admet dans leur principe des limitations aux règles du marché fondées sur les objectifs légitimes de formation des sportifs et de maintieo de l'équilibre des compétitions. Mais elle vérifie la licélté des restrictions au regard de ce qui peut être tolérable dans une perspective de marché.

La Cour est ainsi conduite à considérer que le caractère national des compétitions, à la base des clauses de nationalité, tr'est pas suffisant pour justifier de telles atteintes au principe de libre circulation. La possibilité ainsi ouverte de voir évolner une équipe disputant un championnat national cumposée de ressortissants communautaires à l'exclusion de joueurs oationaux est un défi à

Les aotorités régulatrices du sport sorteot fragilisées de l'épreuve. Sans doute, comme on l'a souligné, devront-elles apprendre l'humilité et faire davantage cas de l'existence de règles et de principes supérieurs au mouvement spurtif. Mais leur marge d'action est de plus eo plus rédrite. Le pouvoir ayant borreur du vide, il est à craindre que les coovoitises autremeot dangereuses pour l'avenir du sport. Il appartient aux autorités sportives d'être vigilantes. La balle est dans

Gérald Simon est profes-

Vous avez des billets et des réservations que vous n'avez pas pu utiliser, nous vous proposons plusieurs possibilités de remboursement

Après ces derniers jours où vous n'avez pu prendre le train, vous avez peut-être des billets ou des réservations qui n'ont pas été utilisés. Et vous vous posez alors la question de savoir comment vous les faire rembourser. Nous avons pensé qu'il serait pratique pour vous d'avoir plusieurs possibilités.

La première : vous avez acheté votre billet en gare ou par minitel, vous pouvez vous présenter au guichet d'une gare pour vous faire rembourser ou échanger ce billet.

Pour un simple remboursement, vous pouvez aussi l'envoyer avant le 31 janvier 1996 dans une enveloppe non affranchie à : Boite Postale SNCF, Service remboursement clients, libre réponse n°284, 92139 Issy-les-Moulineaux CEDEX. Au dos du billet, inscrivez bien votre nom et votre adresse. Vous recevrez chez vous le remboursement de votre billet et de votre réservation.

La deuxième : vous avez acheté votre billet dans votre agence de voyages, celle-ci se chargera de vous le тетьоитsет ou de vous l'échangeт.

Naturellement, l'ensemble du personnel en gare et dans les trains se tient à votre disposition pour vous aider dans vos demarches.

Nous vous remercions de votre confiance.

Pour toute information concernant les mesures propres aux abonnés et détenteurs de cartes commerciales, la SNCF met à votre disposition deux numéros de téléphone : depuis la Province le 36 35 35 35 (2,23 F/mn) et depuis la Région Parisienne le 45 82 50 50. Pour les titres de transport de l'Île-de-France, des mesures spécifiques seront annoncées prochainement.

SNE

Henri Virlogeux

Un acteur populaire sur scène comme à l'écran

LE COMÉDIEN Henri Virlogeux est décédé mardi 19 décembre à son domicile parisien. Il était âgé de soixante et onze ans et souffrait depuis le début de l'année d'insuffisance cardiaque.

Né à Nevers en 1924, Henri Virlogeux, formé à l'école de Charles Dullin, est entré en théâtre au début des années 50 dans les rangs de la compagnie Grenier-Hussenot qu'il a quittée pour rejoindre le TNP fondé par Jean Vilar. Mais c'est la télévision qui rendra populaire sa longue silhouette, ses traits aigus, son regard, sa voix chaleureuse et une moustache dont il ne se départira que rarement, Figure emblématique des dramatiques dans le style des Buttes-Chaumont, il sera l'interprète favori de Marcel Bluwal, Jean Bertho, Pierre Badel, et plus tard l'un des protagonistes des Rois moudits, sous la direction de Claude Barma.

Sa dimension théâtrale exceptionnelle lui permet de servir aussi bien les textes du répertoire que les créations d'auteurs contemporains. Avec Jean Vilar, il joue ainsi Maître Puntila et son valet Matti, de Bertolt Brecht, et L'Avare, de Molière. En 1968, Jean-Louis Barrault, chassé de l'Odéon en raison de sa « complaisance » avec les grévistes, fait appel à lui pour incarner le rôle de Panurge dans un Rabelais qui fera le tour du monde et sera l'occasion, de son aveu même, de « son plus beau souvenir de scène ». Sous la direction de Roger Blin Henri Virlogeux crée Ai-je dit que je suis bossu, de François Billetdoux: sous celle de Patrice Chéreau, il est l'un des acteurs d'un spectacle marquant, Peer Gynt, d'ibsen; sous celle encore de Giorgio Strehler, il est Pridamant dans L'Illusion comique, de Corneille, installé tout prêt des spectateurs et portant à lui seul les iotentions du metteur en

JARDIN SECRET

Plus récemment, Il fut l'interprète fétiche des pièces de Jean-Claude Brisville, depuis Le Fauteuil à bascule, en 1988, jusqu'à L'Antichombre, eo 1991, qui lui valut le Molière du meilleur comédien, Il est apparu pour la dernière fois en scène en janvier 1995 au Théâtre Hébertot à Paris, Aux côtés de Denise Gence, il a créé en français le rôle d'un écrivain ressemblant à Goethe dans Moître

pièce de l'Autrichien Thomas Bernhard mise en scène par Jean-Luc Boutté. Les représentations avaient dû étre interrompues en raison d'ennuis de santé. Il a reçu, en juin 1995, le 24 prix Plaisir du théâtre

pour l'ensemble de sa carrière. Henri Virlogeux a tourné aussi dans une trentaine de lones métrages de cinéma, depuis Le 7º Ciel. de Raymond Bernard, en 1957, jusqu'à La Joie de vivre, de Roger Guillot, en 1993. On le vit aussi dans Les 400 Coups, de François Truffaut (1959), Melodie en sous-sol, d'Henri Verneuil (1963) ou encore Le Corniaud, de Gérard Oury (1964).

Figure attachante de la scène artistique, Henri Virlogeux ne quittait la confidence de son jardin, secret, qu'à la demande des metteurs en scène, ou encore à la faveur de mouvements sociaux ou manifestations politiques où il n'était pas rare de le voir dialoguer avec ses amis de toujours, les gens de la rue et du monde ouvrier devant lesquels il dévissait son éternelle casquette et partageait un peu de son espoir dans une société moins dure

Mano Dayak

Un défenseur de la cause touarègue, connaisseur du désert et des médias

MANO DAYAK, rebelle touareg nìgérien, est mort vendredi 15 décembre dans l'explosion d'un avion de tourisme au-dessus du désert du Ténéré (Le Monde daté 17-18 décembre). Il était accompagné de trois autres dirigeants touaregs de la Coordination de la résistance armée (CRA), et d'Hobert Lassier, collaborateur de l'hebdomadaire pari-

sien VSD et ami de Mano Dayak. L'énumération de ses compagnons d'infortune reflète bien la manière dont Mano Dayak a défendu la cause des Touaregs du Niger, consacrant son énergie autant à les organiser politiquement et militairement qu'à les faire connaître dans les médias français et internationaux.

Né en 1950 dans un clan touareg de l'oued de Tiden, au nord d'Agadez, Mano Dayak a été sco-larisé de force en 1958. Militaire dans l'armée française, il suit ensuite des études d'ethnologie aux Etats-Unis et en France. Il revient au Niger en 1974 pour faire découvrir le Téoéré aux touristes européens. A la fondation du Paris-Dakar, qui passe par les pistes Olivier Schmitt du Téoéré, il collabore avec

Thierry Sabine. Parallèlemeot, il fonde l'agence de voyages Temet, qui bénéficie de la mystique sa-barienne suscitée par le rallye. A l'époque, il revendique l'identité culturelle touarègue, faisant valoir le sous-développement du nord du Niger.

En 1991, après la démobilisation de la « Légioo islamique » du colooel Kadhafi, de nombreux Touaregs, qui avaient servi sous sa bannière, reviennent au Niger. La coıncideoce eotre ce retour, l'émergence des revendications identitaires et la crise du régime militaire nigérien favorise les débuts de la rébellion armée eo novembre 1991. L'un des premiers chefs militaires de celle-ci est un ancieo collaborateur de Mano

Dayak, Rissa Ag Boula. En août 1992, la violente réactioo des militaires nigériens stationnés à Agadez, qui capturent dirigeants et civils touaregs et commettent de combreuses exactions, attire l'attention de la commuoauté ioternationale. Pendant ce temps, les mouvemeots touaregs se multiplient et

Mano Dayak fonde, en 1993, soo organisation, le Front de libératioo do Tamoust. La médiatioo française permet de renouer le dialogue.

Il sera long et aboutira aux accords de Ouagadougou, signés eo janvier 1995 par le gouvernement nigerien et Mano Dayak, représentant la Coordination de la résistance armée (CRA), qui regroupe l'eosemble organisations touarègues.

Mais les retards dans l'application des accords, provoqués à la fois par les réticences de la rébellion au désarmement et par la désorganisatioo de l'Etat nigérien, entraîneot une rupture eotre l'Organisation de la résistance armée de Rissa Ag Boula et Mano Dayak, qui finit par rejeter les accords et menace de reprendre la rébellion après avoir réactivé la CRA.

La rivalité eotre les deux clans était telle que l'ORA s'est publiquemeot inquiétée des raisons qui ont poussé Mano Dayak à entrepreodre le voyage de Niamey qui lui a été fatal.

Thomas Sotinel

Konrad Zuse

L'inventeur du premier calculateur universel binaire programmable

L'ALLEMAND Konrad Zuse, père du premier ordinateur, est décédé. lundi 18 décembre, à Huenfeld (Allemagne), à la suite d'une maladie du cœur. Né le 22 juin 1910 à Berlin, Konrad Zuse était ieune ingénieur des travaux publics, lorsqu'agacé d'avoir à effectuer des heures de calculs fastidieux il entreprit de construire un calculateur automa-

Sa première machine, le Z-1, entièrement mécanique, fut mise au point dans le salon de ses parents, à Berlin, entre 1936 et 1938. Mais ce prototype, constitué d'un millier de plateaux mobiles constituant les chiffres binaires 0 et 1, rapporte Philippe Breton dans son Histoire de nº 65), « ne fonctionnait pas très bien ».

Aussi Konrad Zuse remplaca-t-il les parties mécaniques par des commutateurs empruptés à des relais téléphoniques, sur les conseils de son ami Helmut Schreier, Celui-ci lui avait suggéré d'adopter le tube à vide, qui avait la propriété de commuter plusieurs milliers de fois par seconde - contre quelques centaines avec le relais téléphonique -, mais Zuse ne se rapaea pas à son

Enrôlé dans une usine d'aviation pendant la guerre, il mit au point, avec une quinzaine de personnes, le Z-3, achevé en décembre 1941.

l'informatique (Seuil, Point-Science C'est cette machine, disposant d'une mémoire de 64 nombres de 22 bits (0 ou 1), et capable de réaliser une multiplication on d'extraire une racine carrée en 3 à 5 secondes, qui mérite le nom d'ordinateur. Il s'agit en effet du premier calculateur universel contrôlé par un programme - en l'occurrence, une série d'instructions ingérées par la machine sous forme de bande. Bientôt, le Z-4 améliorait encore ces performances.

Fort heureusement, les nazis n'ont pas vu l'intérêt qu'ils pouvaient tirer. de ces développements, notamment pour la conception de leurs bombes volantes VI, V2 et V3, rappelle Friedrich Bauer, spécialiste allemand de l'histoire de l'informatique. Après

guerre, Zuse put équiper l'école polytechnique de Zurich d'un 2-4 et développa le premier langage informatique au monde, le Plancalcul. Mais il ne sut faire fructifier ses inventions, et sa société fut rapidement absorbée par le géant Siemens.

■ SIMONE GENEVOIS, actrice française, est décédée samedi 16 décembre à Ascona (Suisse). Elle était agée de quatre-vingt-trois ans. Si le nom de Simone Genevois avait disparu des génériques depuis le milieu des années 30, il demeure attaché aux deux prix littéraires créés par André Conti en 1988 et qui récompensent chaque année un livre et un travail universitaire consacrés au cinéma. Née en 1912 à Paris, Simone Genevois devient actrice des l'âge de cinq ans et s'impose comme enfant-vedette avec la série des « Simone » (Le Rève de Simone, 1918, La Dette de Simone, 1919). En 1927, elle fait une apparition dans le Napoléon d'Abel Gance et, l'année suivante, elle incame, à quinze ans, la Pucelle d'Orléans dans La Merveilleuse Vie de Jeanne d'Arc, réalisé par Marco de Gastyne, dont le suc-

d'Arc, réalisé la même année. Vedette du film de Jacques de Baroncelli Le Rêve (1930), d'Une belle garce, de Marco de Gastyne, avec cinq ans. **MICHAEL EMEKY, journaliste e** enseignant, est décédé mercredi

Dole entre 1977 et 1986, Jean-Pierre Santa-Cruz a été député de 1981 à 1986, puis, à nouveau, de 1988 à

■ Mø RENÉ KÉRAUTRET, ancien évêque d'Angoulême (Charente), est décédé lundi 18 décembre à Saint-Pol-de-Léon (Finistère), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Ordonné prêtre en 1928, il était devenu évêque en 1961 en la cathédrale de Quimper. Nommé en Charente comme coadjuteur, il avait été évêque d'Angoulême de 1965 à

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Michel LAVOLLAY Afsaue BASSIR POUR-LAVOLLAY,

Laurent et Grégoire

sont heureux d'annoncer la naissance de

Nikki-Justine.

le 18 décembre 1995 à Paris.

470 Broadway, New York NY 10013, WA.

Arthur, Lucien et Lola

Victor.

le 17 décembre 1995. Bravo, Sylvie!

Mariages

Martine GAYDIER Thierry JEANCOURT-GALIGNANI

sont heureux d'annoncer qu'ils ont reçu le sacrement de mariage celebré dans l'intimité, en présence de leur fils

Julien

le 9 décembre 1995.

Décès

- Biarricz, Jamac, Paris, Jacqueline Bonnamy. Martine Bonnamy Viocens et François

Vincens. Halène et Marino Vitores. Anne et Andre Solem. Yveline Bonnamy.

Laurent, Bruno, Vincent, Eric, ses petits-enfants.

ses enfants

ont le chagrin de faire part du décès de Jean BONNAMY.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité au temple de Biarritz, le 16 dé-

· Heureux ceux qui sımı doux car ils hériteront la terre. Manhieu V. 51

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'Institut français du pétrole (IFP)
 a la tristesse de faire part du décès de

M. Jean CHAPELLE, chevalier de l'ordre national du Mérite.

survenu à Paris, le 12 décembre 1995, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Crançot (Jura).

Ingénieur des arts et manufacture (Fcole centrale de Paris), Jean Chanelle, aux côtés de René Navarre depuis 1944, a cité l'un des pionniers de l'Institut français du petrole (1FP) qu'il rejoignait des novembre 1945 pour une carrière de près

Membre du comité directeur de l'IFP. homme d'état-major de ce centre de re-cherche, Jean Chapelle y a créé un certain nombre de directions qui l'ont conduit de la documentation aux ressources humaines, de l'économie à la formation et

Parmi les nombreuses responsabilités exercées, on retiendra notamment la direction de l'Ecole nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM), qu'il a assurée de 1967 à 1979, la présidence d'ENSPM formation industrie de 1975 à 1979 et la présidence de Cedigaz (Centr turel) de 1978 à 1984. Il a également ocplusieurs sociétés créées par l'IFP.

Que sa famille trouve ici l'expression de la plus profonde sympathie de ses an-ciens collaborateurs et de ses nombreux amis de l'IFP.

- Le président et les administrateurs de l'association Institut de management pu-

décès de

Le président et les membres du comité de rédaction de la revue Politiques et maont le très grand regret de faire part du

M. Jean-Pierre DANNAUD. conseiller d'Etat honocaire.

président d'honneur de l'Institut de management Dublic et s'associent au deuil de ses proches.

23, rue de la Glacière. (Le Monde daté 12-13 décembre.)

- L'Association des conservateurs du patrimoine de la Ville de Paris a la tristesse de faire part du décès de son

Franck FOLLIOT, conservateur zu Musée Camavalet.

survenu le 15 décembre 1995.

M[∞] Marcel Huber, Mircille, Jean-Marie, Laure et Jean-Philippe Nonnenmacher,

ont la profonde douleur de faire part du

M. Marcel HUBER,

survenu le 18 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-cinquième aunée.

Les obsèques autont lieu le jeudi 21 dé-cembre 1995, en l'église de Baxières-

Cet avis tient lieu de faire-part.

Buxières-sous-les-Côtes. 55300 Saint-Mibiel 25, place de Bordeaux, 67000 Strasbourg. M≈ Jacques Ribière,

M. et M. Olivier Ribière. M. et M. Jérôme Ribière. Sonhie, Yann, Laurent Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques RIBIÈRE. inspecteur général des finances honoraire rembre de l'Académie de marine officier de la Légion d'honneur,

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 décembre 1995, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, roe Corot, Paris-16', à 15 heures.

Des dons peuvent être adressés à l'As-sociation de recherche neurologique de la Salpétrière (Fédération de neurologie), 47, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

22, rue du Hameau,

 M. Philippe Pontet, président du groupe CGMF.
 Les conseils d'administration des sociétés du groupe CGM et SNCM, L'ensemble des collaborateurs du groupe CGMF. ont la tristesse de l'aire part du décès de

M. Jacques RIBIÈRE ancien président de la Société nationale Corse-Mediterranée. ancien vice-président de la Compagnie générale maritime, membre de l'Académie de marine. officier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 décembre 1995. lis s'associent à la douteur de sa famille et lui présentent leurs plus vives condo-

Longtemps ignoré des Américains. qui, de l'autre côté de l'Atlantique. avalent développé des systèmes comparables. Zuse eut droit à la reconoaissance moodiale en 1962, lorsque Howard Aiken, sacré inventeur de l'ordinateur pour avoir créé le Mark-1 à Harvard en 1944, admit publiquement que l'Allemand l'avait devancé de quelques annnées.

Nous avons la douleur de faire part M. Ichel KLAPISZ.

survenu le 18 décembre 1995, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 décembre 1995.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagnenz, à 9 heures. Un car sera à la disposition des personnes désirant assister à l'inhumation départ à 8 h 15, place de la République devant l'bôtel Holiday Inn, retour assuré.

De la part de M. et M™ Claude Klapisz, M. et M™ Daniel Klapisz, M. et M= Alain Klapisz, Elsa, Nicolas, Adrien, Léo et Tom Kla-

ses petits-enfants, De toute la famille

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M= Philippe Kuhn, Christophe Kuhn, Béatrice Kuhn, Antoine Kuhn, Virginie et Yves Marie Grisel, Fran-çois, Julien, Charlotte et Caroline, Pascale et Dominique Kuba, Pierre, Marie, Benoit, Hélène et Cécile,

Valerie et Nicolas Carreau Cyrille et Carole Kuhn, Octave, ses enfants, ses gendres et belles-filles

Marie Kubo

Les familles Kuhn et Deschamps, ont la tristesse de faire part du rappel à

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre. survenu le 18 décembre 1995, à l'âge de Spinante-dumze ans.

M. Philippe KUHN,

Philippe Kuhn ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, il n'y aura

Une messe sera célébrée le mercred

26 décembre 1995, à 9 heures, en l'église du Val-de-Grace, I, place Alphonse-Lave-

Le présent avis tient lieu de faire-part. 15. avenue Reille, 75014 Paris.

– Lyon

L'Institut des droits de l'homme (université catholique de Lyon) a la tristesse de faire part du décès de

rière commerciale du chef-d'œuvre

de Carl Dreyer La Passion de Jeanne

Adémir RIBIC,

survenu à Lyon, le 15 décembre 1995. Adémir nous a quittés. Nous n'oublie-rous pas sa force de vie.

Le président Loie Philip Et les membres du conseil d'adminis-tration de la Société française de finances publiques, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Daniel STRASSER. responsable de la section inces européennes de la SFFP.

Ses obsèques auront lien en l'église Saint-Charles de Monceau, 17, rue de Tocqueville. Paris-17^a, le jeudi 21 dé-cembre 1995, à 14 heures.

- M Véronique Virlogeux. son épouse. Sa famille et ses proches,

Henri VIRLOGEUX, chevalier de la Légion d'hor andeur des Arts et des Lettres survenu le 19 décembre 1995, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Live ci-dessus.)

célébrées dans la plus stricte intimité.

Communications diverses Etodiants carrières sociales, universinnes-I cherchent adresses anciens nis pour réaliser annuaire.

Contact: IUT carrières sociales annualre . campus Beaulleu, 35042 Rennes Cedex. **Expositions**

Collection privée

PEINTURES À L'HUILE

Soutenances de thèse

Francoise Ardittler-Carras a soutenu sa thèse de doctoral de géographie : «Le thème de l'eau dans le bassin versant de la Gartenpe », le 30 novembre 1995, à l'université de Limoges. Men-tion : très honorable, félicipations du jury à l'unanimité. Le jury était composé de MM. les professeurs O. Balabanian (directeur de thèse), J. Béthemont, G. Bouet et P. Gillardot,

Gina Manès (1930 également), du Cas du docteur Brenner, de Jean Danmery, interprète de La Marche nuptiale, de Mario Bonnard, avec Madeleine Renaud (1934), elle renonce définitivement au cinéma alors qu'elle n'a pas encore vingt-

13 décembre, à l'âge de cinquantecès, d'ailleurs mérité, limitera la car-

cinq ans. Il avait commencé sa carrière à l'agence de presse UPI, avant d'enseigner, à partir de 1968, à l'université d'Etat de Californie. Soo premier ouvrage, La Presse et l'Amérique, qui a connu huit éditions successives, était utilisé dans plus de deux cents lycées et universités. Le dernier de ses livres, paru cette année, s'intitule Sur la ligne de front : avec les correspondants américains à Petranger. Michael Emery continuait. à collaborer à divers médias (The Los Angeles Times et CBS), auxquels Il livrait de nombreux entretiens avec des hommes d'Etat, comme celui avec le roi Hussein de Jordanie, juste après la guerre du Golfe. ■ JEAN-PIERRE SANTA-CRUZ, ancien député et maire socialiste de Dole (Jura), est décédé, dimanche 17 décembre, à l'âge de cinquantesept ans. Médecin, conseiller général du Jura de 1973 à 1985, maire de

JOURNAL OFFICIEL

Au J.O. du vendredi 15 décembre

est publié : Animaux : un décret relatif à la protection des animaux en cours de traosport (Le Monde du 20 décembre).

Au J.O. du samedi 16 décembre sont publiés : • Insee: un arrêté relatif aux

conditions de tarification s'appliquant à la diffusion de publications et de services videotex ou audiotel de l'Institut national de la statistique et des études économiques. Pechiney: deux arrêtés, fixant les attributions d'actions Pechiney aux personnes physiques, et auto-

prendre une participation dans je capital de Pechiney. Au J.O. du dimanche 17 décembre

risant Electricité de France à

sont publiés : • Fichiers de la gendarmerie : un décret retirant le décret du 9 novembre 1995 concernant des fichiers mis en œuvre par la direction générale de la gendarmerie nationale (Le Monde daté 17-18 décembre).

• Sénart : un décret portant classement de la forêt de Sénart comme forêt de protection.

4-7-

22 72 3

18.00

. .

--and the second Part 7 198 The sales 3-1 :200

*12.7% B 2. 保証金額 - - C 13 S. CONCOR. S

eine fine gutart gone --in the special 200 CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE 1.15

12 2 TO 18

or & Think provi COL CHE SO

an marks de Montelle Service Services and the services are services and the services and the services and the services are services and the services and the services are services are services and the services are services and the services are services are services and the services are services are services and the services are services are services are services are services are s The Part of the The state and divining Transition publique Transaine gelbigen de CONTROL OR THE

12" 2" 10 2000 L'ESE & THE THE PARTY COME The state of the s

D'ADMINISTRA don't start met Seat Little Le Flock entreprise, mor admi-The is no man official areact des mi The state of market

The Late warmer to be ere tors de va The siste proche and the same THE RESERVE arque de Sicole of EX The stand of the S in move, le volle TEMPORE ! W. 4 Companies ane arrivée AND ALL PROPERTY.

The second of the J Brent, n'es The wife Riffer THE PERSON NAMED IN 1 to 10 to 1 The state of the s A Samuel And A le Protent ca Graden A

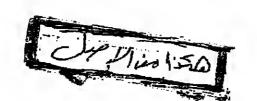
a.) * e.;

The same The Contractor The Part of the Pa polytech-Se to the a below Tours June 10 de Libinet de

de l'ar the carrier

ed only the very series Spirandes en

1 Vin 150



ENTREPRISES

CHEMINS DE FER Le gouvernement britannique e annoncé, mardi 19 décembre, la vente à des intérêts privés de trois compagnies issues du découpage de British Rail. Cette

cession est la première dans le transport de passagers. Les précédentes concernaient le transport de fret ou du courrier. • LA PRIVATISATION de British Rail, voulue par John Major

elors que Mª Thatcher s'en était gerdée, ne va pas sans difficultés. L'op-position travailliste y est opposée. La Cour d'appel de Londres e donné raison, le semaine passée, eu groupe autonomie financière at de gestion

d'usagers Save Our Railways (Sauvez nos chemins de fer) qui réclamait un service minimum. • AUX PAYS-BAS les chemins de fer obtiendront une

eu 1º janvier 1996. ● EN FRANCE. Loik Le Floch-Prigent, encien patron de Rhône Poulenc, d'Elf et de GDF, e été nommé président de la SNCF mercredi 20 décembre.

La privatisation de British Rail se poursuit malgré une forte opposition

Le premier ministre britannique a découpé la compagnie ferroviaire en une trentaine de sociétés indépendantes afin de les céder à des intérêts privés. L'opération, dénoncée par les travaillistes, soulève la grogne des usagers

LONDRES

5-10 m

37-4-61

725 Fm. . . .

1000

11-2:

魔法徒等 ""。

3 One 2"

.

4 3 14 11

. .

2.5 -× 5

着火

3° 5

St 1 12 1

3

🐞 4 est 17

•

....

 $g_{T} = F^{T-1} =$

2000

44.00

HER REAL PROPERTY.

free and

1.77

de notre correspondant Le gouvernement britannique a annoncé, mardi 19 décembre, la première cession au secteur privé de trois compagnies de transport ferroviaire de passagers. Il a confié à Stagecoach, le plus gros opérateur de cars, aux dents longues mais sans expérience dans les chemins de fer, la reprise de South West Trains (Sud-Ouest). Ses dirigeants ont déjà prévu des réductions massives de personnel. D'autre part deux compagnies, Great Western et London (nordouest de Londres) et Tilbury & Southend Rail (banlieue nord-est de Londres), ont fait l'objet d'un rachat par les salariés. British Rail, la plus vieille compa-

gnie de chemins de fer du monde, a été découpée en morceaux - vingtcinq pour le transport de passagers, trois pour le fret, autant pour le matériel roulant plus un certain nombre dans des domaines spécialisés - qui doivent être cédés un à un à des firmes privées. John Major a voulu aller plus loin que la « Dame de fer », qui, prudente, n'avait pas touché à British Rail (BR) ni à la Poste, Bien hii en avait pris car la Royal Mail a été le premier échec d'une privatisation, plus'étant opposé à une mesure qui le Train Royal - a été annoncé ; le faisait l'unanimité de leurs électique l'un d'eux soit une compateurs contre elle. Certains tories font aujourd'hui campagne contre la privatisation des chemins de fer. qui affectera surtout des régions de tradition conservatrice et que son impopularité a fait surnommer « la Poll Tax sur roues ».

M. Major doit faire face à la détermination du Labour à maintenir un contrôle public sur l'entreprise

Plusieurs des compagnies issues de BR ont déjà été privatisées. Le mois dernier, ce fut le cas du matériel roulant (Angel Train Contract, Eversholt Leasing et Porterbrook) pour 1,8 milliard de livres (13,68 milliards de francs); l'un des acheteurs combinait des capitaux américains et japonais. Début décembre, le nom des deux candidats au rachat de Rail Express System sieurs députés conservateurs -qui transporte le courrier et gêre

gnie américaine a choqué l'opposi-

Il y a quelques jours, le Financial Times a indiqué que la SNCF envi-sageait de participer au rachat de l'une des trois compagnies de fret lourd.

La semaine dernière, la cour d'appel de Londres a donné largement raison au groupe de pression Save Our Railways (SOR, ou Sauvez nos chemins de fer), qui réclamait l'annulation de la décision de franchiser sept compagnies de transport de passagers à des opérateurs privés. La privatisation de quatre d'entre elles - InterCity East Coast, Network SouthCentral, Midland Main Line et Gatwick Express - a été annulée, pour non-respect d'un service minimum calqué sur les horaires actuels de BR. L'appel concernant les trois autres n'avait été rejeté que pour vice de forme.

Criant victoire, l'opposition travailliste en a profité pour demander à M. Major d'abandonner son projet. Mais le premier ministre demeure déterminé à vendre BR, quitte à en réduire au maximum le priz de vente. Rien ne permet de dire qu'il réussira. Car il doit faire face à la détermination du Labour à maintenir un contrôle public sur toute planification à long terme



l'entreprise - même si, pour des raisons électorales, il ne souhaite pas expliquer comment - qui pèse comme une épée de Damoclès sur les investisseurs potentiels. D'autant que ceux-ci voient leurs ambitions limitées par la brièveté d'une franchise (sept ans) qui rend difficile tout investissement lourd et

pour un réseau vétuste, mal entretenu et dont les billets sont vendus beaucoup plus cher qu'en France. Il n'est pas non phis certain que le gouvernement ait choisi la meilleure méthode : confier cette privatisation à des banques d'affaires, des sociétés d'audit ou des cabinets d'avocats, qui en seront les principaux bénéficiaires, s'avère fort

coûteux ; on parle déjà de frais at-teignant 800 millions de livres.

L'atomisation en multiples sociétés, parfois concurrentes, d'un résean cohérent pose d'énormes problèmes de gestion. Entre autres, une bilietterie unique n'a pas été sérieusement prévue à l'origine, suscitant la colère des usagers devant le risque de remise en cause de la continuité des trajets. Devront-ils faire jusqu'à une heure de voiture pour acheter un billet unique dans un nombre réduit de

Si l'exemple britannique demeure en vogue à l'étranger, si cer- . . taines dénationalisations, comme celles de British Airways ou de British Telecom (BT), ont été des succès indéniables, les problèmes d'image s'accumulent dans nombre d'autres secteurs. Le régulateur de Camelot, qui gère la Loterie nationale, a accepté des faveurs d'une des compagnies qu'il a luimême choisie; nombre de dirigeants de sociétés privatisées se sont offert salaires, plans de retraite et bonus faramineux tout en licenciant leur personnel par dizaines de milliers; certaines compagnies des eaux sont accusées d'être responsables de la pénurie qui sévit dans certaines réginns par leur imprévoyance comme par leur incapacité à résorber des fuites massives alors que leurs profits sont en hausse,

Seize ans après le début de la révolution thatchérienne, les limites d'un modèle politiquement usé apparaissent. En particulier dans le domaine social, nù les succès les plus reluisants cobabitent avec une aggravation de la misère qui voit, par exemple, un tiers des nouveaunés naissent dans des familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage sensiblement plus faible qu'eo France est compensé par de très bas salaires - il n'y a pas de salaire minimum - et par une couverture sociale en peau de chagrin. Dans ce contexte, la privatisation forcée

La compagnie ferroviaire néerlandaise sera autonome dès le 1er janvier 1996 AMSTERDAM

de notre correspondant Aux Pays-Bas, les députés viennent de lever leurs demières oppositions à la signature, par le gouvernement, d'un contrat de plan avec les chemins de fer, Nederlandse Spoorwegen (NS), leur accordant leur autonomie dès le 1º janvier 1996.

Le projet remonte au mois de février 1993 quand le gouvernement décide d'accorder son autonomie financière et de gestion à la compagnie dont l'Etat est le seul actionnaire. La société est divisée en quatre grandes branches, dont NS Cargo et NS voyageurs. Les subventions publiques se-350 millions de florins (environ un milliard les padementaires, de l'opposition et de la de francs) à zéro en l'an 2000. L'Etat conti-

milliard de florins par an. Au siècle prochain, les NS payeront une somme forfaitaire à PEtat pour l'utilisation de ces équi-

L'autorisation accordée, dès 1994, aux NS de déterminer eux-mêmes la hausse de leurs tarifs, après autorisation du ministère de tutelle, et la possibilité de passer des accords ponctuels avec l'Etat pour assurer le maintien de certaines lignes non rentables on leur remplacement par un service d'au-tobus, ont été les deux points d'achoppement dans les discussions entre le ministre des Transports, la chambre des députés et la direction des NS.

environ 10% du réseau. Les députés oot exigé une renégociation. Ils sont revenus sur la possibilité pour la compagnie de définir librement ses augmentations de tarifs.

Le projet de contrat de plan allait-il capoter à quelques jours de l'échéance ? C'était oublier la capacité des Néerlandais à trouver ces compromis qui constituent le pain quotidien de la classe politique aux Pays-Bas. Annemarie Iorritsma, ministre des transports, a obtenu des députés un accord de principe pour un vote positif à coodition de geler la situation des lignes non rentables jusqu'en 1998.

majorité, out pris conscience que le contrat vrir de nouvelles négociations sur ce dosnuera à assurer l'infrastructure (dont le donnait quasiment carte blanche aux NS vis sier avec les députés dès la mi-1996. Les NS TGV) pour un coût moyen d'environ un à vis des lignes déficitaires qui représentent ne sont pas opposés à cette solution «tant

que le gouvernement est prêt à payer... » diton au siège. Les hausses de tarifs, quant à elles, devront être limitées jusqu'en l'an 2000 à 2 % maximum, bors inflatinn.

Le 1º janvier, c'est donc une ère nouvelle qui s'ouvrira pour la compagnie. L'antonomie n'aura aucune conséquence directe sur le statut des salariés qui ne sont pas des fooctionnaires et bénéficient de leur propre convection collective. Est-ce le premier pas vers une privatisation comme le précédent gouvernement en avait évoqué l'hypothèse? Il faudrait au moins que les NS aient plusieurs années de rentabilité derrières elles. En 1994, le bénéfice se limitait à 76 En échange, le ministre s'est engagé à ou- de 4,2 milliards, après deux anoées de pas d'être une privatisation de pertes consécutives.

Alain Franco

Patrice de Beer

Loïk Le Floch-Prigent est nommé président de la SNCF

TION de la SNCF s'est réuni, mercredi 20 décembre, pour proposer la nomination de Loik Le Floch-Prigent à la tête de l'entreprise, après sa désignation comme administrateur, parue au Journal officiel du matin même. Le conseil des ministres devait ensuite le nommer officiellement.

Loik Le Floch doit savourer sa revanche. Pour la première fois de sa carrière, ce patron socialiste proche de François Mitterrand n'aura pas été sanctionné par un gouvernement de droite. Déharqué de Rhône-Poulenc en 1986, éjecté d'Elf Aquitaine sept ans plus tard, et menacé chez Gaz de France, le vollà aujourd'hui promu à la présidence de la SNCF. Mais sa nomination s'apparente plus à une arrivée « par défaut », faute de volontaires.

De volonté et d'ambition, ce breton né en 1943 à Brest, n'en manque toutefois pas. « La République a besoin de serviteurs motivés », déclarait, en 1982, Jean-Pierre Chevenement, ministre de la recherche et de l'industrie, en intronisant Loik Le Floch-Prigent à la présidence de Rhône-Poulenc en remplacement de Jean Gandois. A trente-neuf ans, ce militant socialiste, cordial, barbu et découtracté, au cursus universitaire peu coté dans le sérail (Institut polytechnique de Grenoble et une « petite université » américaine) quittait son poste de directeur de cabinet de Pierre Dreyfus, au ministère de l'industrie, pour aborder une carrière industrielle.

LE CONSEIL D'ADMINISTRA- difficulté, « Pink Hoch » (« Floch le nue - de patron ouvert au diarose»), sumom donné par ses détracteurs, fait le vide autour de lui. Les cadres s'éloignent pour « incompatibilité d'humeur » et critiquent son autoritarisme et cette façon de « magnifier le moi ». Avec la cohabitation de 1986, le patron de Rhône-Poulenc est démissionné « sans élégance », devant quitter instantanément son oureau. Ressenti comme une injustice, ce coup

En 1989, un an après la réélection de François Mitterrand à l'Elysée, le voilà parachuté à la tête d'Elf Aquitaine, la première société française. Trouvant dans cette entreprise assouple des capacités financières considérables, il se mne en « conquistador ». Cet activisme débridé pénalise aujourd'hui l'entreprise. La Cour des comptes estime qu'Elf a perdu 2,5 milliards de francs à la suite d'investissements hasardeux hors de ses métiers entre 1988 et 1993. La justice, de son côté, se penche sur le financement de l'entreprise textile Bidermann par la firme pétrolière.

« PATRON DE GAUCHE » Pour éviter l'accusation de chasse aux sorcières, le gouvernement recase en 1993, Loik Le Floch à la présidence de Gaz de France. Fidèle à sa stratégie, il tente de dépoussièrer l'entreprise en préparant l'ouverture de son capital. « La planète sera notre cliente » affirmet-il à l'ensemble du personnel, l'an demier. Apprécié dans l'entreprise. et proche des syndicats, le conflit Se plongeant très vite dans les social de ces derniers jours a un dossiers du groupe chimique en peu écomé son image - entrete-

logue. Le 13 décembre, alors que les manifestants envahissent bruyamment la salle du conseil d'administration de Gaz de France au neuvième étage, Loik Le Floch-Prigent, dont le bureau se trouve à côté, se serait éclipsé par son bal-

A la SNCF, il devra renouer les fils du dialogue social après l'un des plus durs conflits de l'histoire du rail en France. Le choix d'un « patron de gauche » démontre que la priorité du gouvernement est de maintenir à tout prix la paix sociale et d'éviter une nouvelle paralysie du pays. Il devra redynamiser, voire reconstruire, une hiérachie présentée comme « traumatisée » par le désaveu gnuvernemental que constitue le gel du contrat de plan et la reprise en main par l'Etat des négociations avec les syndicats pour sortir de la crise.

M. Le Floch devra mettre ses ambitions « dévorantes » au service du ferrovizire. Les cheminots ont la ferme intention d'imposer une autre vision du développement de leur entreprise, fondé sur un rééquilibrage entre le rail et la route. L'Etat actionnaire devrait rester déterminé à défendre les grandes lignes du premier projet de contrat de plan: maîtrise des coûts d'exploitation, ralentissement de la po-litique d'investissement et cession d'actifs. Au milieu de ces visions contradictoires de l'entreprise, Loik Le Floch devra s'affirmer comme le véritable patron.

> Dominique Gallois et Christophe Jakubyszyn

Partena choisit Sodexho pour développer

ses activités dans les pays nordiques

Le Groupe SODEXHO et les actionnaires de PARTENA, premier groupe suedois de services aux collectivités, viennent de signer un accord permettant à SODEXHO comme étant la meilleure voie de dévelop-SODEXHO sa. et à FINANCIÈRE SODEXHO d'acquérir 93.5 % du capital de Partena.

Réalisant en Suède et en Norvège un chiffre d'affaires d'environ 35 milliards SEK, soit 26 milliards de FF. PARTENA emploie 14000 personnes et est organisé autour de quatre branches d'activités : la restauration collective avec Partena Cater (36%), la sécurité avec Partena Security (25 %), le nettoyage avec Partena Clean (21 %) et les prestations de services aux institutions sociales (personnes âgées, personnes handicapées) avec Partena Care (18 %).

Le prix d'acquisition s'élève à 1.5 milliard SEK, soit 1.13 milliard de FF. Pour financer cette opération, une société holding suédoise est créée avec un capital de 530 miltions SEK, soit 400 millions de FF, et souscrira un emprunt d'environ 975 millions SEK, soit 735 millions de FF. Le capital de ce bolding est réparti entre SODEXHO sa. (45.5 %), FINANCIÈRE SODEXHO (48 %) et le mana-

gement de PARTENA (6.5 %). SODEXHO débent une option lui permettant, entre 3 et 5 ans, de racheter les 48 % détenus par FINANCIÈRE

Après avoir envisage differentes solutions, les actionnaires et le management de PARTENA ont choisi pement possible pour les cinq raisons suivantes :

trop?

une très grande complémentarité géographique; · des activités similaires de services aux collectivités ; - la volonté d'offrir aux clients et aux convives la meilleure qualité de service :

- la même priorité donnée à la formation et la motivation de leurs collaborateurs: · la stabilité de l'actionnariat d'un groupe partageant les

memes valeurs. L'équine de Direction animée par Christer Karlsson qui gère en toute autonomie PARTENA, a fait la preuve de ses

qualités et continuera à diriger l'ensemble. Le Conseil d'Administration sera composé d'une majorité d'administrateurs suedois et préside par l'actuel Président Goran

SODEXHO Finlande et PARTENA mettront en œuvre des synergies pour développer leurs activités de services aux collectivités dans les pays nordiques et utiliseront les meilleurs savoir-faire développés au sein des deux groupes pour continuer d'apporter le meilleur service à



Michel Bon veut sortir la France de son « sous-développement téléphonique »

Pour remobiliser France Télécom, à la veille de la libéralisation de 1998, son président lui donne un nouveau mot d'ordre : développer l'usage du téléphone. Il explique au « Monde » la réorganisation des structures dans cette optique

dont deux seront des personnalités ex-

Trois mois après sa nomination à la présidence de France Télécom, Michel Bon enchès, il entend transformer la culture de

cédé à Marcel Roulet à la prési-

dence de France Télécom et alors

au'il vient d'être confirmé dans ses

fonctions par son conseil d'admi-

nistration. Jundi 18 décembre. Mi-

chel Bon s'engage dans la réforme

de l'exploitant téléphonique public.

Pas celle du statut, qui, assure-t-il,

relève « de l'octionnoire » et sur la-

quelle il se refuse à évoquer tout ca-

lendrier, mais celle de la stratégie et

TROIS MOIS APRÈS avoir sucl'opérateur « ne manque pas de pro-jets », notamment à l'international avec son alliance avec l'allemand Deutsche Telekom et l'américain Sprint « pour tenter de devenir l'un des rares + acteurs mondiaux du téléphone de demain, « tout celo est loin du personnel », convient son président. Dès lors, comment réinsuffler l'« esprit de reconquete »? En développant l'« usage du téléphone », répond Michel Bon. «La France est sous-développée. Les particullers ne téléphonent en moyenne

des structures, Ces décisions, qu'il devait présenter en interne mercredi 20 décembre et dont certaines sont l'aboutissement d'un travail amorcé sous Marcel Roulet, ont été prises après trois mois d'« opproche du terrain », dont Michel Bon est ressorti avec un sentimeot de « contraste entre une puissance qui saute oux yeux », technique, financière et humaine, et l'« inquiétude et la morosité » du personnel, « y compris d'une partie de l'encodre-

Pour autant, il estime que «ce que beaucoup souhaitent, c'est retrouver une ombition pour offronter l'avenir avec plus de confiance ». Si gée, le poste de directeur général disparais-

dient. Sur le terrain, les équipes seront par-

tagées en trois entités spécialisées par

dientèle. La direction générale sera allé-

que huit minutes par jour, contre plus de vingt minutes pour les Américains. Dans bien des pays le trafic téléphonique, mesuré en minutes de communication, croît plus vite que chez nous : plus de 7 % par on pour les campagnies régionoles oméricoines, plus de 10 % pour AT&T. Nous sommes à 3 ou 3,5 % . » Pour le président de France Télécom, « il y o là de quoi s'occuper. Moderniser l'usage du téléphone, des

services de communication au sens

large, tcléphonie mobile, services en

ligne, etc., contribucr à un usage plus

focile, plus modeme, nous pouvons

trouver là quelque chose qui corres-

ponde aux besoins des consommoteurs. A nos besoins oussi, car, si nous orrivons à ces chiffres, nous pourrons baisser les tarifs, et aui dit baisse des prix dit housse de la consomma-

management en la tournant plus vers le sant au profit de cinq patrons de branches,

« Il faudrait aller plus vite que la pente actuelle de la baisse des tarifs »

A propos des tarifs, tout en constatant le « manque de liberté » pour France Télécom, Michel Bon estime qu'il y a « des segments pour lesquels ils sont trop elevés » et qu'il y a « priorité » à réduire « un écort entre communications locales et communications longue distance nationales plus élevé que ce que voudraient les coûts de revient ». Faut-il

ternes. M. Bon entend réinsuffler à l'entreprise un esprit de conquête en lui donnant pour mission de développer l'usage du téle faire avant 1998? « Il faudrait oller plus vite que la pente actuelle de la baisse des tarifs, qui ne nous mène-

> pour ne pas être déstabilisé. » S'il n'« envisage nen » en ce qui concerne une hausse des prix des communications locales, le président de France Télécom manifeste sa préférence pour une simplification de la tarification. « Le système en morches d'escalier n'est pas bon : trop cher pour un appel de 30 secondes, bon morché pour un oppel de 2 minutes 55 secondes, trop cher juste ou-dessus de 3 minutes. En Grande-Bretagne, la tarification est à la seconde. S'il doit y avoir évolution, nous irons peut-être vers ce sys-

ra à un niveau de compétitivité qu'en

I'on 2000. Mois pas trop brutalement

tème. » Pour l'abonnement, rejetant l'objectif d'un triplement du prix évoqué par certains syndicats - « c'est absurde » -, Michel Bon juge qu'il faut « plutôt offrir un meilleur choix de tarifs. Le problème de l'abonnement, c'est son universalité, c'est-àdire un même tarif quelle que soit lo consommation. Comme à EDF. on peut imaginer des couples obonne-

tions locales et communications nationales et envisage des couples abonnement-tarif différents suivant les usages. Tout cela

léphone. Pour les tarifs, il donne la priorité à la réduction de l'écart entre communica-

pour mettre fin, dit-il, à la « morosité » du personnel, inquiet de la double perspective du changement de statut, prévu pour 1996, tions européennes, pour 1998.

ment-torif différents suivant les usoges, choisis librement. Par exemple, un couple « obonnement plus cher-communication moins chère » intéresserait ceux qui téléphonent beoucoup. A l'inverse, un couple « obonnement moins chercommunication plus chère » Intéresserait ceux qui téléphonent très peu et pour qui le téléphone est souvent une

sécurité familiole ». Dans l'immédiat, l'objectif étant de se donner les moyens d'affronter une concurrence qui sera totale début 1998, Michel Bon va surtout s'attacher à transformer le management de France Télécom. « Sa culture doit être tournée vers le client, plus responsabilisante, plus décentralisée », souligne-t-il. « Il faut que. sur le terrain, celle ou celui qui fait face ou client ait le pouvoir de satisfoire sa demande. » A compter de début 1996, les équipes sur le terrain seront ainsi partagées en « trois entités spécialisées por clientèle -particuliers, professionnels, entreprises - responsables de la vente et de l'oprès-vente et s'appuyant sur des entités réseaux. »

La direction générale sera, elle aussi, restructurée. « Nous allons mettre en place un système plus ramassé », explique Michel Bon, qui va supprimer le poste de directeur général, occupé par Charles Rozmaryn, pour s'eotourer de cinq « patrons de branches »: grand public (particuliers, professionnels), entreprises, réseaux, développement (R&D, international, planification stratégique) et ressources (finance, juridique, immobilier). Ils formeront le comité exécutif, auquel sera rattaché le directeur des

ressources humaines. A cette occasion, le président de France Télécom introduira « des ferments de changement de culture . grace à deux recrutements externes: « Ouelau un de la grande consommation pour la branche grand public et quelqu'un omenant une culture de gestion d'entreprise paur les ressources humaines. » Les autres directions de branches scront pourvues en interoe: lacques Champeaux pour les entreprises, Jean-Yves Gouiffes pont les réseaux, Jean-Jacques Damlamian pour le développement, Bernard Jaïs conservant les ressources humaines.

Dans la perspective de la libéralisation des services téléphoniques, début 1998. Michel Bon se déclare par ailleurs partisan, pour ce qui touche au marché français, d'une organisation de la concurrence, qui « mette la pression sur l'entreprise, ce

GAO XINGIIAN LA MONTAGNE DE L'ÂME 195 F / 670 pages l'aube l'éditeur qui aime ses livres qui contribuera è la muscler », mais sans « lo mettre à terre » en lui imposant de trop grandes contraintes, car « il est essentiel que lo France continue de disposer d'un octeur figuront parmi les leaders mondiaux ». Il avoue, toutefois, ne pas avoir le sentiment que ce schéma. qui a prévalu en Grande-Bretagne il y a dix ans, soit celui retenu aujourd'hui au niveau européen.

> Eric Le Boucher et Philippe Le Cœur

COMMENTAIRE

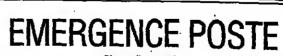
un défi de taille

Qu'il faille redonner à France Télécom et à ses personnels, inquiets, voire démotivés, une « ambition », un « esprit de reconquête », pour paraphraser Michel Ron, tout le monde ou presque, chez l'exploitant et parmi ses proches observateurs s'accorde à le dire. C'est le cas de ce syndicaliste qui estime que, si France Télécom a la capacité de rebondir, « encore faut-il donner à ses agents l'opportunité de le faire ». Même écho chez ce consultant qui assure ou's il faut un substitut à la nostalgie des années 70 et du plan de remise à niveau du téléhone français. Il faut un autre sujet de fierté à développer ».

On peut cependant sérieusement s'interroger sur l'effet mobilisateur du nouveau mot d'ordre édicté par Michel Bon : développer l'usage du téléphone. A première vue, on est bien loin de la sarande aven-ture » du teléphone français d'il y a vingt aus et surtout bien loin de la culture des personnels qui reste encore largement une culture de métiers, technique, même s'îl y a eu des évolutions ces dernières amées.

C'est donc un défi de taille que lance Michel Bon. Pour le relever. Il lui faudra rie pas négliger la transformation Interne de France Télécom. Là encore, les avis, au sein de l'entreprise et en externe, convergent pour dire qu'il faut « donner le sentiment au personnel que l'on s'occupe de lui, qu'on lui donne les moyens de prendre des risques ». La déclinaison de la réforme du management, avec la volonté affichée d'une plus grande décentralisation, s'annonce, à ce titre, cruciale. Notamment dans la gestion de son voiet social.

Si elle doit intervenir début 1996, comme l'a récemment indiqué François Fillon, le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, l'amonce par le gouvernement du calendrier du chan gement de statut et da la privatisation partielle risque cependant de venir sérieusement perturber tout cet ensemble.



Sicav diversifiée

Dividende exercice 1994-1995

Le conseil d'administration de la Sicav EMERGENCE POSTE a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 septembre 1995 et a propose de fixer à 1,41 franc le dividende net versé par action. Ce dividende est entièrement composé de revenus d'actions françaises.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 24 janvier et mis en palement le 26 janvier 1996 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 26 avril 1996).





Im was

10 g at 12 W 17, 25, 27, 27 nic ferme

- : break · : 44 44 STOR BERE STEP OF THEY do

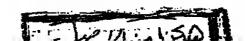
DO FEE · 1 100 - 80 . In proceedings mit tare fine 12 state ha Land Service

ierages, **ce de**

tente un recon

and the same to THE THE PARTY

South of the state of the state





(Prince)

Manufacture in the second

La Réserve fédérale américaine donne un coup de pouce à la croissance économique

L'institut d'émission a baissé son taux interbancaire de 0,25 %

La Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli,

La Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli, mardi 19 décembre, sa politique monétaire, en baissant le taux interbancaire de 0,25 %, le ra
menant ainsi à 5,50 %. Cette décision, qui a pour but de relancer la croissance économique, interbancaire de 0,25 %, le ra
menant ainsi à 5,50 %. Cette décision, qui a pour dans d'âpres discussions sur les moyens de parvient au moment où la Maison Blanche et le

WASHINGTON

de notre correspondant La décision, mardi 19 décembre, de la Réserve fédérale (Fed) de baisser son taux interbancaire au jour le jour d'un quart de point revient à adresser un double message: la Fed ne veut pas que la conduite de la politique monétaire soit dépendante des négociations budgétaires entre les républicains et la Maison Blanche, et elle dresse un état des lieux de l'économie américaine moins satisfaisant que ne le font certains experts.

Le loyer de l'argent est désormais fixé à 5,50 %, une décision qui a immédiatement provoqué une réaction favorable à Wall Street, où l'indice Dow Jones des principales valenrs a gagné près de 35 points (0,68%) mardi. La Bourse manifestait ainsi son soulagement de voir que la banque centrale des Etats-Unis n'a pas attendu, comme on lui en prêtait l'intention, la conclusion d'un accord budgétaire avant de donner un coup de pouce à la croissance économique. Elle souligne une fois de plus son indépendance vis-à-vis de l'administration fédérale. La veille, les marchés financiers avaient manifesté avec éclat leur inquiétude face à un éventuel blocage politique entre Bill Clinton et les chefs du Grand Old Party, lequel signifierait le report sine die de l'objectif visant à atteindre l'équilibre budgétaire en 2002 : la Bourse de New York avait enregistré un recul de près de 2 %, l'indice Dow Jones perdant 101 points.

Le taux d'endettement atteint 18,9 % *** * du revenu net des ménages, ce qui représente un record

Les marchés financiers out anticipé depuis plusieurs mois le vote par le Congrès d'une loi sur l'équiconstitue la pierre angulaire du programme de la majorité républicaine. C'est cette certitude, ainsi que l'absence de dérapage inflationniste malgré une croissance fincto un frem à la croissance. soutenne, qui expliquent ootam-ment la succession de records enregistrés par Wall 5treet ces derniers mols. A l'inverse, la persistance de la discorde budgé-. taire entre l'exécutif et le législatif, qui se traduit, depuis quatre jours, par une nouvelle fermeture provisoire de l'administration fédérale, est à l'origine du vent de panique vite calmé - qui a soufflé hundi sur la Bourse de New York

Bill Clinton a tenu à rassurer les marchés financiers mardi matin : il a souligné sa volonté de parvenir à un plan « crédible » pour équili-brer les comptes fédéraux, tout en affirmant qu'un désaccord avec les républicains ne détournerait pas l'administration de ses efforts pour réduire le déficit. Le chef de la Maison Blanche répondait anssi aux craintes exprimées, sur une pleine page de publicité publiée par plusieurs journaux, dont le New York Times et le Woll Street Journal, par quelque quatre-vingtdix chefs d'entreprise: * Sans un budget équilibré, la partie est terminée, quel que soit votre parti », insistent ces représentants des plus importantes sociétés américaines. La tonalité du « sommet » qui a réuni mardi, à la Maison Blanche,

4.77 - -

 $\sup_{z\in \mathcal{T}_{i}} ||\hat{p}_{i}||^{2} \leq ||\hat{p}_{i}||^{2}$

le président américain et les chefs de la majorité républicaine an Sé-nat et à la Chambre des représentants, Robert Dole et Newt Gingrich, a été plutôt encourageante. Les deux parties ont souligné le caractère « constructif » de leurs discussions, tout en prévoyant de se retrouver mercredi. Cette reprise du dialogue est de bon augure, le vice-président Al Gore envisageant même la perspective d'une « déclaration commune soulignant les termes d'un accord » sur

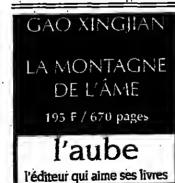


La leute décrae des tras oméricolos à court terme est entanée depuis

les moyens de parvenir à l'équilibre budgétaire. Le comité monétaire de la Fed -

qui s'est réuni avant la rencontre de la Maison Blanche - était donc place devant un choix difficile, à tel point que la plupart des économistes tablaient sur une absence de décision de sa part. Selon ce raisonnement, la Réserve fédérale attendrait qu'un accord budgétaire soit conclu, avant de « récompenser » les hommes politiques par un allégement des taux d'intérêt. Une telle approche pouvait se justifier, dans la mesure où l'objectif de l'équilibre des comptes fédéraux passe par une réduction drastique des dépenses de l'Etat, celle-ci constituant de

Au contraire, eo baissant le loyer de l'argent, la banque centrale donne un coup de fouet à Pactivité économique : le taux mterbancaire est en effet rapidement répercuté sur les taux de base que les banques commerciales appliquent aux prêts accordés aux particuliers et aux entreprises. La Fed a agi de même en juillet, eo baissant pour la première fois (également d'un quart de point) le taux interbancaire, mettant ainsi fin aux hausses successives des taux d'intérêt intervenues en 1994 et au début de 1995, lesquelles étaient destinées à se



Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTER et AFP) Communiqué des entreprises cotées en Bourse

prémunir contre une « surchauffe » de l'économie. Ceci expliquant cela, le risque d'une croissance trop forte s'est inversé l'été dernier, l'économie américaine

montrant des signes d'un ralentis-

sement jugé trop prononcé par la

Réserve fédérale.

Reprenant presque mot pour mot son explication du 6 juillet, Alan Greenspan, le président de la Fed, a préféré mettre l'accent sur les aspects dyoamiques de la coojoncture économique: « Le rythme de l'inflation, a-t-il souligné, n été plus favorable que prévu, justifiant un modeste assouplissement des conditions monétaires. » La bausse des prix progresse en effet de manière modérée : stable en novembre, elle ne devrait pas dépasser 2,6 % en moyenne annuelle. Rassurée sur ce point, la banque centrale a voulu compeoser d'autres indicateurs que certains écocomistes jugent plus préoccupants, comme l'évolution de l'emploi, celle des stocks des entreprises, l'eodettemeot des ménages et un certain tassement de la consommation. Le taux de chômage reste faible (5,6 % en no-

vembre), mais le nombre des créations d'emplois a chnté, une tendance qui s'explique nntamment par la difficulté croissante des eotreprises à écnuler leurs stocks. Le ralentissement de la consommation est particulièrement sensible s'agissant des logements neufs et des automobiles. Il est exact, d'autre part, que les Améticains, qui font un usage immodéré des cartes de crédit, soot fortement endettés: selon le magazine Business Week, le taux d'endettement atteint 18,9 % du revenu net des méoages, ce qui représente un record, y compris depuis la « folie du crédit » des an-

oées 80. En cette fin d'année, la Fed a donc fait une sorte de cadeau de Noël aux particuliers et aux entreprises. Reste à savoir si, à terme, celui-ci était mérité: certains économistes craignent que la Réserve fédérale ait accordé trop d'importance aux signes d'un ralentissement de l'économie, au risque de favoriser, ultérieurement, une nouvelle « surchauffe ».

Laurent Zecchini

Alcatel-Alsthom reprend les activités électriques d'AEG

AEG, filiale de Daimler-Benz, a annoncé mardi 19 décembre la signature d'un protocole d'accord avec Alcatel-Alsthom concernant la cession de ses activités énergie et Ingénierie électrique. Gec-Alsthom va reprendre le secteur transmission et distribution d'énergie d'AEG (7 milliards de francs de chiffre d'affaires). De son côté, Cegelec, autre filiale d'Alcatel-Alsthom, prend 51 % d'une société commune créée avec Daimler-Benz (49%), qui portera l'activité ingénierie (5 milliards de francs de chiffres d'affaires). Se-Inn les syndicats, cette branche devrait enregistrer une perte de 34 millions de deutschmarks (117 millions de francs) en 1995. L'accord définitif entre les deux groupes devrait être signé au

printemps. Un premier plan de restructuration conçu par AEG et repris par Alcatel-Alsthom prévoit la suppression de 1700 emplois, dont 1200 dans l'ingénierie. Mais les syndicats allemands craignent entre 3 et 4 000 suppressions d'emplois réparties entre les deux activités. (Corresp.)

■ NATWEST: la banque britannique vient de céder sa fibiale américaine au groupe financier américain Fleet Financial, pour 3.26 milliards de dollars (16,3 milliards de francs). L'opération se fera en deux temps: Fleet va payer 2,7 milliards de dollars, le reste sera réglé sous forme de versements différés pendant huit

■ CROWN CORK: les actionnaires du groupe américain d'emballage ont approuvé à 96 %, mardi 19 décembre, le projet d'acquisitioo de CarnaudMetalbox, qui devrait conduire à la création du premier groupe mondial d'emballage.

■ WARNER-LAMBERT : le groupe pharmaceutique américain a annoncé le 19 décembre la signature d'une lettre d'intention pour acquérir la part de Glaxo Wellcome dans Warner Wellcome, un joint-venture commun de médicaments sans ordonnance. Ce rachat est estimé à 1,05 milliard de dollars (5 milliards de francs). ■ JAPON: les grandes banques japonaises devraient annoncer dans les jours à venir une révision en très forte baisse de leurs prévisions de résultats pour l'exercice en cours, à la suite de l'accord intervenu mardi soir sur la liquidation des huit établissements de crédit immobiliers, les juseus. Celui-ci prévoit l'utilisation de 34 milliards de francs de fonds publics.

■ SOOEXHO: le groupe fraoçais de restauration collective a annoncé mercredi 20 décembre le rachat de Partena, premier groupe suédois de services aux collectivités, pour 1,5 milliard de couronnes suédoises (environ 1 milliard de francs). (Bloomberg.)

Trioblig

Jusqu'au 30 janvier 1996

Revenus trimestriels garantis

Taux garanti

Imaginez une nouvelle opportunité qui privilégie la sécurité

Avec Trioblig, le Crédit Agricole vous propose une nouvelle opportunité d'épargne, simple et sûre. Vous retrouvez l'intégralité de votre capital au terme de 8 ans*. Vous recevez tous les 3 mois des revenus dont vous connaîssez le montant exact des votre souscription. De plus, en cas de besoin, vous pouvez disposer de votre argent sans frais. Thoblig, c'est l'imagination dans le bon sens. Interrogez, des aujourd'hui, votre conseiller Crédit Agricole.

"Capital et taux actuariel hors droits d'entrée garantis pour une souscription avant le 30 janvier 1996 (12 heures) ou plus tôt, dans la limite du montant défini par la société de gestion Segespar Fonds. La notice d'information du FCP visée par la COB est disponible dans votre agence du Crédit Agricole.



L'Imagination dans le Bon Sens.

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 20 décembre en hausse. L'indice Nikkei a gagné 1,61 %, soutenu par le rebond du dollar face à la monnaie japonaise.

LE COMITÉ de politique monétaire de la Réserve fédérale améri-caine a abaissé de 0,25 %, mardi, le taux de ses fonds fédéraux. Celui-ci a été ramené de 5,75 % à 5,50 %.

CAC 40

¥

CAC 40

¥

■ WALL STREET a terminé en hausse, mardi. L'indice Dow Jones a progressé de 0,7 %, dopé par l'as-souplissement de la politique monétaire américaine.

LE FRANC était en hausse, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il s'Inscrivait à 3,4350 francs pour 1 deutschemark, tirant profit de la remontée du billet vert.

L'OR a ouvert en baisse, mercredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 387,25-387,55 dollars, contre 388,10-388,50 dollars à la dôture mardi.

NEW YORK

×

EMENT SUEL

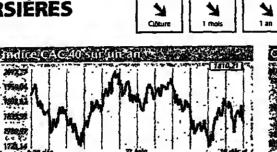
LES PLACES BOURSIÈRES

Paris se reprend

LA BOURSE de Paris retrouvait des couleurs mercredi 20 décembre grâce à une nette détente des taux d'intérêt et à une amélioration du franc français à la veille du sommet social. En hausse de 0.50% à l'ouverture. l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,40 % à 1817,52 points.

Le matif est ferme avec une hausse de 0,38 % à 119,92. Le contrat Pibor (taux à trois mois) progresse de 0,14 % à 94,85 soit un taux de rendement de 5,15 %. Les marches obligataires européens bénéficient notamment de la diminution du taux interbancaire américaln d'un quart de point à 5.5 %.

Cet assouplissement de la politique de la Réserve fédérale a permis une détente sensible des taux à long terme aux Etats-Unis. Les investisseurs espèrent que la Banque de France sulvra la tendance et sera un peu plus hardie au cours des prochaines semaines en raison de la bonne te-



nue du franc. Le franc français gagnait près d'un centime contre le mark à 3,4335 contre 3,4420 mardi soir. Mardi, Jean Gandois. le présideot du CNPF a demandé

une forte baisse des taux d'intérêt pour rétablir la confiance qui fait défaut en France depuis des mois et encore plus depuls la crise sociale.

CAC 40

MIDCAC

Maria 1

Roussel-Uclaf, valeur du jour

LE TITRE Roussel-Uclaf a progressé mardi 19 décembre de 1,9 %, 3 794 francs. L'action du laboratoire pharmaceutique a enregistré une hausse de plus de 24 % depuis janvier. Le plan de réorganisation des sociétés communes Hoecbst Marion Roussel en Europe et en Amérique latine vient d'être approuvé par le conseil de surveillance de la société. La maison mère sera diluée dans ces filiales, mais elle consolidera ces sociétés par intégration propor-

tionnelle. La direction chiffre à 150 millions de francs en 1996 l'impact positif de ces mesures sur son



NEW YORK

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL



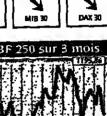




FRANCFORT











Reprise à Wall Street

A LA BOURSE DE TOKYO, Nikkei a gagné 308,10 points, à 19 448,59 points dans un marché actif. Le Kabuto-cho a profité de la reprise des actions américalnes et du programme d'aide du gouvernement aux sociétés de crédits immobillers. Les professionnels estiment que le Nikkei se maintiendra autour de 19 500 points pour le reste de la semaine.

La veille, Wall Street a effacé une partie de ses fortes pertes de lundi (102 points) grâce à une excellente performance du marché obligataire. L'indice Dow lones a gagné 34,68 points, à 5 109,89 points, dans un volume de près de 500 millions de titres échangés. La Bourse de New York a retrouvé des couleurs après la décision de la Réserve fédérale de

baisser les taux interbancaires de 0,25 %. Cet assouplissement, que les investisseurs attendalent plus tard en raison de la poursuite du conflit sur le budget entre Bill Clinton et le Congrès, a provoqué une flambée sur le marché obligataire. Le taux de l'emprunt de référence à trente ans s'est spectaculairement détendu de 6,20 % lundî à 6,09 %.

INDICES MONDIAUX

7



7

Mars 96

puchig Co		12,01
Caterpillar inc.	60,87	57,75
Chevron Corp.	50,87	50,62
Coca-Cola Co	77,12	77,75
Oisney Corp.	59,62	59,37
Ou Port Nemours&Co	67,87	68,50
Eastman Kodak Co	66,75	66,62
Exxon Corp.	82	80.75
Gen, Motors Corp.H	50	49,50
Gen. Electric Co	72	72,75
Goodyear T & Rubbe	44,50	44,25
IBM	91,75	89
Inti Paper	37,12	36,72
J.P. Morgan Co	80,12	79,37
Mc Don Dougl	88,75	89
Merck & Co.Inc.	63,62	64,87
Minnesota Mng.&Mfg	67	67,75
Phillp Moris	89,87	91,37
Procter & Gamble C	84,12	83,87
Sears Roebuck & Co	39,75	38,87
Texaco	77,25	76,37
Union Carb.	37,37	37,62
Utd Technol	92,50	91,25
Westingh, Electric	16,25	15,75
Woolworth	13,75	13,75

Tate and Ly FRANCFORT FRANCFORT NEW YORK 7 7 1

Sélection de valeurs du FT 100

Allied Lyons	S,15	5,20
Bardays Bank	7,51	7,54
B.A.T. industries	5,44	5,A7
British Aerospace	7,55	7,65
British Airways	4,63	4,68
British Gas	2,39	2,29
British Petroleum	S,19	S,27
British Telecom	3,41	3,47
B.T.R.	3,16	3,17
Cadbury Schweppes	5,30	5,45
Eurotunnel	0,87	88,0
Glaxo	6,78	<i>8,8</i> 3
Grand Metropolitan	4,39	4,49
Guinness	4,56	4,59
Hanson Pic	1,85	1,85
Great Ic	6,68	6,74
H.S.B.C.	9,58	9,54
mperial Chemical	7,33	7,32
Joyds Bank	8,30	0,40
Marks and Spencer	4,31	4,39
National Westminst	6,49	6,29
Peninsular Orienta	4,61	4,65
Reuters	S,68	5,76
Saatchi and Saatch	0,90	0,90
shell Transport	8,34	8,43
Smithkline Beecham	6.64	6.80



US/F

7

4,9470

7





7,6330 7

LES TAUX

Vive progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif ~ le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en très forte hausse, mercredi 20 décembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnaît 70 centièmes à 120,24 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6.67 %, soit un écart de 0,61 % par rapport à celui des titres d'Etat allemands de même échéance.

121,14 714,62 116,50 114.0 109.54

TAUX 19/12	Faur your le iour	Tage 10 ans	Taux 30 ans	Indice des pri
France	4,93	6,74	7,48	-1,20
Allemagne	3.75	5.77	6,90	1,50
Grande-Bretagne	6.38	7,38	7,70	3,90
ltilie	10,43	13.17	11,58	5,50
Japon	0.3\$	2,93	4,75	-0.20
Etats-Unis	5,69	5,55	6,19	2,60

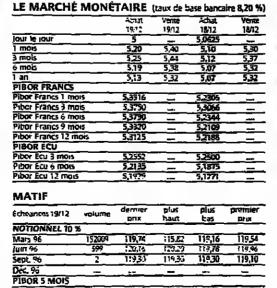
MARCHÉ OBLIGATAIRE

UE PARIS			
TAUX OF RENDEMENT	Taux au 19/12	Taux ac 18/12	indice (base 100 fin 941
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,74	5,20	106,95
Fonds d'État 5 a 7 ans	6,15	6,24	109,19
Fonds d'État 7 à 10 ans	6.55	6,63	111,66
Fonds d'Etat 10 a 15 ans	6,86	6.95	112,82
Fonds d'État 20 à 30 ans	7.36	7,41	114,40
Obligations françaises	6,93	7,02	110,31
Fonds d'État a TME	-1,34	- 1,24	102,12
Fonds d'Etat a TRE	- 0,39	-1,01	102,05
Obligat, franc. a TME	-0,81	-0,84	100,25
Obligat, franc, a TRE	+0,10	+0,21	100,49

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en nette progression, dopé par la réduction du taux des fonds fédéraux. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans était descendu de 6,20 % à 6,09 %. Mercredi matin, prenant acte de la hausse du franc face à la monnaie allemande, la Banque de France ramenait le taux de l'argent au jour de 4,93 % à

NEW YORK

7



Mars 96	1496	39.35	29,96	89,30	39.58
Juin 96	Inter				=
CONTRATS	À TERM	E SUR	INDICE	CAC 4	0
Echéances 19/12	volume	demier pnx	pies haut	plus bas	premier prix
Dec. 95	269\$8	1816	1828	1894	1877
Janvier 96	5203	1821,50	1835	7813	1824,50
Fevrier 36	18	1627	1629	1824	1832
Mars 96	2772	1897	1849,50	1630	1840

LES MONNAIES

LE BILLET VERT était orienté à la hausse, mercredi matin 20 décembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4415 mark, 102 yens et 4,9550 francs. Le dollar a, paradoxalement, bien réagi à l'annonce de la baisse du taux des fonds fédéraux de la Fed. La logique aurait voulu qu'il soit affaibli par

Hausse du dollar et du franc

ette decision dur l'ambute à une barde de sa remu-							
MARCHÉ DES CHANGES À PARIS							
EVISES	cours SDF 19/12	% 18/12	Achat	Vente			
llemagne (100 dm)	344,8600	+0,12	333	357			
cu	6,3270	+0,61	****	4.7.			
tats-Unis (1 usd)	4,9470	-0.09	4,7000	5,3000			
eigique (700 F)	16,7680	+0.0	16,3000	17,4000			
avs-Bas (100 fl)	307,8600	+0,09					
alie (1000 lir.)	3,0990	-0,16	2,8200	3,3200			
anemark (100 krd)	88,9500	+0.08	84	86			
1ande (1 iep)	7,9120	+0,35	7,5000	8,2500			
de-Bretagne (1 L)	7,6330	+0,15	7,2500	. 2,1000			
rèce (100 drach.)	2,0835	_	1,7500	2,2500			
uede (100 las)	74,8700	-0.32	70	. 80			
uisse (100 F)	429,7300	+0,15	410	434			
lorvege (100 k)	77,9400	-0.03	73	82			
utriche (100 sch)	49,0090	+0,12	47,4000	50,5000			
spagne (100 pes.1	4,0500	+8,23	3,6800	4,2800			
ortugal (100 esc.	3,2850	+0,75	2,8500	3,5500			
anada 1 dollar ca	3,5874	-0.57	3,3200	3,9200			
pon i 100 yens1	4,8643	-0.09	4,6900	5,0400			
mlande (mark)	114,3600	-0.25	110	123			

L'OR

Or fin (k. barre) Or fin (en lingot)

Once d'Or Londres

Pièce française(20f) Piece suisse (20f) Piece Union lat(20f) Piece 20 dollars us

Pièce 10 dollars us Prece 50 pesos mesu

LE PETR En dollars Brent (Londres) WII (New York

nération. Mais le dollar a tiré profit de la remontée des actions et des obligations américaines et de l'afflux de capitaux aux Etats-Unis.

Soutenu par la reprise du billet vert, le franc s'inscrivalt en hausse, mercredi matin à 3,4350 francs pour l deutschemark. Le grand sommet social consacré à l'emploi ne semble pas inquiéter outre mesure les in-



LES MATIÈRES PREMIÈRES cours 19/12 cours 18/12

v. -	01200			107.0	
61900	61900	Dow-Jones complant	223,02	272.25	Pla
387,20	388,10	Dow-Jones à terme	323,28	323,66	Pal
354	353	CRB			GR
358	35S				Ble
		METAUX (Londres)	da	ilars/tonne	Ma
358	353	Cuivre comptant	2880	12015	Gri
2480	2405	Curvre à 3 mois	2693	2720	Cri
1450	1400	Aluminium comptant	1655	1648	
2280	2280	Aluminium à 3 mois	1684	1682	GR P. 0
		Plomb comptant	708,50	(02	On
		Plomb a 3 mois	706	701,50	0.000
OLE		Etain comptant	6235	6251	C
VLE		Etain 3 3 mois	6260	6250	
urs 19/12	COURS 18/12	Zinc comptant	1015	-1014	Sux
16,10	16,10	Zinc 2 3 mois	1039	1038	OŁ.
		Allehad company	ET OD		72

METAUX (New-York)		- 27
Argent à terme		\$/Once
Planta & carrie	5,23	213
Platine à terme	424	*** 410-50
Palladium	155.25	131
GRAINES, DENREES	(Chicago)	Vooisseau
Ble (Chicago)	5.11	
Mals (Chicago)	3,52	5. 5.13
Grein, soja (Chicago)		1 1000
Tourt. soja (Chicago)	721 00	
CRAINES DENOMINA	231,90	.22,46.
GRAINES, DENREES	(Loadnes)	£/tomie
P. de terre (Londres)	107,50	270
Orge (Londres)	112,25	118.10
SOFT5		\$/tonne
Cacao (New-York)	1329	4 14 24 C 1 C 1
Cafe (Londres)	2545	PART
Sucre blanc (Paris)		- 2150
OLEAGINEUX AGRU	1725,66	7 Tes
Court (Name is ALRU	MES	CERTS/torine

DIN DEST, MARK T(A) DM KARATON ON: TORMS OFFICE THE PROPERTY OFFI THE PROPERTY

IPTANT

477.74

177 / 177

OND

RCHÉ The release & 12h M con the E S DECEMB**RE**

14.1r

⊕16 _--1 V7.Y

CAC 40 A	83 79 - 4,51 35,6979 4,51 35,6979 4,52 35,60 4,52 3	10	380,09
COMPTANT Une sélection Cours relevés à 12 h 30 MERCRED! 20 DÉCEMBRE OBLIGATIONS QUI DOM: du COUPON CAT 9,90885-97 CM. 104,36 OAT 9,90885-97 CM. 104,36 OAT 8,908 TRA	ACTHONS COURS perced. Cours (ASP) (A	Fonciere Earls	194 185 ETRANGERES précéd. Cours
SECOND	TSS	Paul Predauk 4 208 267,50 Viel et Ce 4 P.C.W. 2 19 19 19 Vienorin et C Perix Boy 5 101,90 700 Virbac Perix Report 78 78 78 Pochet 2 781 218 Poulpake Ets (NS) 78 218 218 Radial 21 475 504 Radial 22 736 736 Radial 24 737 736 Radial 25 737 738 Radial 26 738 738 Radial 27 739 739 Report 8 730 730 Report 8 730 730 730 Radial 27 730 730 730 Report 8 730 730 730 Radial 27 730 730 730 Report 8 730 730 730 Radial 28 730 730 730 Radial 29 730 730 730 Radial 20 730 730 730 730 730 Radial 20 730 730 730 730 730 730 Radial 20 730	157,50
SICAV Comptavalor Conveni CC 3263	1789.94 1789.94 1789.94 1789.94 1789.94 1789.95 1789	Natio Patrimoine	485,25 475,74 IIII-Foncier 1181,54 1152,77 1151,30 1171,77 Unifrance 575,36 561,33 764,14 789,20 Uni-Garantie C 1618,46 1388,28 438,75 450,15 Uni-Garantie C 1618,46 1388,28 225,78 225,78 1263,66 Univers Actions 1615,16 1262,99 1157,83 Univers Obligations 2141,99 2102,05 308,10 307,10 Valory 2255,123 2276,48 1197,75 1175,44 Valored 33913,78 33916,83 1293,66 Univers Obligations 2141,99 2102,05 209,36 2393,60 Valored 33913,78 33916,83 2393,60 Valored 33913,78 33916,83 2393,60 Valored 3293,36 2393,60 Valored 33913,78 33913,78 2395,633 2393,60 Valored 3293,36 2393,36 Valored 3293,36 1393,12 1393,14 Valored 3293,14 1393,12 1393,14 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,12 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,14 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,15 1393,

1.47 63 in the second se

REMIERES

٠. .

lages », qui a marqué l'année, la nouvelle exposition temporaire de la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, qui ouvre jeudi 21 décembre,

EXPOSITION Après « Embale est consacrée à la mesure. Sur plus de 2 000 mètres carrés et trois niveaux, ce vaste sujet a été mis en scène par l'architecte Jean Nouvel.

HAUTEMENT INTERACTIVE, cette

exposition permet aux milliers de gens qui vont arpenter les salles de le Cité de manipuler et d'expérimenter des instruments. L'exposition passe en revue les divers types de

grandeurs qui peuvent être appré-hendées par l'intelligence humaine. ● LE PARCOURS offre ensuite au vifaçons de mesurer l'homme et de rendre compte de ses performances.

• LES LIMITES TECHNIQUES de le métrologie lorsqu'elle s'attaque aux dimensions extrêmes sont traitées au troisième niveau.

La folie des grandeurs s'empare de la Cité des sciences et de l'industrie

« Mesures et démesure », la nouvelle exposition temporaire installée à La Villette, à Paris, ouvre ses portes jeudi 21 décembre. Elle propose un parcours où alternent les références à la vie quotidienne et à la recherche

IL ÉTAIT estimé, toisé, jaugé, soodé, évalué, compté, apprécié - en un mot mesuré - et il ne le savait pas vraiment. Mais au sortir de l'exposition « Mesures et démesure » installée à la Cité des sciences et de l'industrie jusqu'au 1∝ septembre 1996, le visiteur oe pourra ignorer qu'il vit dans une société où la métrologie, la science de la mesure, règne en maitresse discrète et omnipré-

« La mesure ne se réduit pas oux grandeurs méconiques - toille, masse, temps... - et aux sciences physiques, comme on le croit bien souvent, explique Bernard Hagène, commissaire de l'exposition. Elle concerne également l'économie, les sciences humoines. l'industrie... En fait, l'essentiel des activités nécessitant une rationolité scientifique. » C'est dire le risque qu'il y avait à s'attaquer à un sujet aussi vaste que protéiforme.

L'obstacle a cependant été contourné par les organisateurs,

Tranches d'humain

qui ont veillé à éviter trois écueils ne mesurer que l'homme, auquel cas la seule biologie aurait été sollicitée ; décrire des grandeurs, ce qui aurait été par trop scolaire ; organiser une visite en passant du monde microscopique à l'univers macroscnpique, au risque d'ignorer de nombreuses disciplines. La parade a consisté à organiser l'expositioo sur trois niveaux, que l'architecte Jean Nouvel a « scénographiés », les qualifiant, dans l'ordre ascendant, d'« obécédoire », d'« itinéraire » et enfin de « belvédère ».

Le premier, intitulé « pratiques de la mesure », illustre la variété des grandeurs que l'homme est capable d'appréhender, Mesurer, ce n'est pas seulement rapporter à un étalon. Ce peut aussi être classer, ordonner, déterminer une qualité et plus seulement une quantité. Au reste, on découvre que l'étalon est souvent relatif, et qu'il a évolué au fil des ages.

Il a fallu attendre la Révolution pour que le système métrique dis-

trente-neuf ans, était exécuté par lujection dans la prison de Hunts-

ville, au Texas. Son corps était aussitôt transporté à l'université du

Colorado, pour y être congelé. Cette opération a permis ensuite de

déconper le cadavre, avec une scie, en tranches d'un millimètre

d'épaisseur. A chaque découpe, la portion était photographiée et nu-

mérisée. Joseph Paul Jernigan, ainsi qu'il l'avait accepté avant son

exécution, est l'être humain dont l'anatomie est la mieux étudiée.

On pent en effet, grâce à un logiciel approprié, obtenir une image en

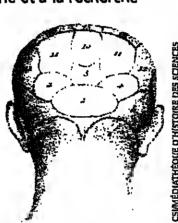
trois dimensions de chacun de ses organes, comme le montre l'une

des animations de l'exposition, soulignant l'ironie de faire d'un

meurtrier un étalon humain. Après les planches, les cires et les écor-chés, voici donc venir le temps de l'anatomie virtuelle.







La phrênologie, ou « craniologie », définie par Franz Joseph Gall (1757-1728) comme « l'art de reconnaître les instincts, les penchants, les talents et les dispositions morales et intellectuelles par la configuration du cerveau et de la tête », n'était pas fondée scientifiquement.

qualifie pouces, coudées et toises, qui renvoyaient à l'anatomie humaine, et non à « lo longueur du traiet parcouru dons le vide par la lumière en 1/299 792 458 seconde », conformément à la définition du mètre adoptée internationalement en 1983 (Le Monde daté 9-10 avril). La mesure peut tout aussi bien to-Le 5 août 1993, à 12 h 15, Joseph Paul Jernigan, meurtrier âgé de lérer des échelles sans étalon : celles des vents et des séismes se sont bien longtemps appréciées à l'aune des ravages causés par les

ouragans et tremblements de terre. Dans l'industrie, soumise à une oormalisation internationale, la mesure devient un instrument de calibrage, d'optimisation des procédures, un moyeo de contrôle incontournable. Duchamp aurait-il renié ces batteries de brosses à dent s'éreintant en cadence sur des

dentiers rutilants, où encore ce robot - baptisé « bras de la ménagère » - chargé d'user sans faiblir le revêtement d'une casserole? La mesure peut cependant adoucir les moeurs, quand elle se fait rythme ou tempo. Le Poème symphonique pour 100 métronomes, composé par György Ligeti, en apportera la démonstration sonore.

NORMALITÉ

Bref, l'homme a su développer toute une théorie d'instruments pour mesurer son univers - depuis l'ombre d'un obélisque utilisée par Eratosthène, en 230 avant notre ère, pour déterminer avec une étonnante précision la circonférence de la Terre, jusqu'au plus puissant des télescopes. Mais il en a aussi profité pour se mesurer luimême, et se comparer aux autres, C'est l'objet du second niveau, organisé non plus en petits ateliers cublques, mais en cinq corridors présentant autant de thèmes (santé sport intelligence, sens et enfin opinions et comportement).

« Nous voulions montrer la puissance de description d'un objet particulier, l'homme, c'est-à-dire le visiteur, explique Bernard Hagene. Et lui poser une question : qu'est-ce que la normalité? » Le voilà donc engagé à se peser, se toiser, tester ses réflexes, comparer ses opinions et ses comportements à ceux de la population. Mais, alors que toutes ces performances sont rapportées à celles d'autrui, en temps réel, il ne pourra mettre soo intelligence en équation. Question de méthodologie, et preuve de sagesse, face aux dérives qui ont souvent accompa gné psycho et sociométrie. «L'intelligence n'est pas unidimensionnelle, les tests ne peuvent être utilisés isolément», rappelle le commis-saire de l'exposition, qui a bien veillé à ce que les épreuves utilisées pour caractériser la démence sénile amènent le visiteur à s'alarmer inopportunément.

En abordant le troisième et ultime niveau de l'exposition, celui-ci sera confronté aux limites extrêmes de la mesure. Pour Jean Nouvel, qui a choisi de mettre en scène un vaste espace plongé dans l'obscurité, on touche là le versant « métaphysique » de la tentative de l'homme de rapporter l'univers à sa propre dimension. Une série de petites fables illustrées, écrites par le scénariste et écrivain Jean-Claude Carrière et récitées par Michel Piccoli, sont antant de métaphores de cette folle ambition.

Le principe d'incertitude, qui interdit de prédire la position d'un electron, ne s'apparente-t-il pas à la chasse au rossignol? On ne peut à la fois voir l'oiseau nocturne, effarouché par la lumière, et eutendre son chant. Tout au plus invite-t-il le profane à saisir l'instant fugace où la science devient poésie.

Hervé Morin

* « Mesures et démesure », jus qu'au 1" septembre 1996 à la Cité des sciences et de l'industrie, porte de la Villette, Paris. Tous les jours sauf le lundl, de 10 à 18 heures (19 heures le dimanche). Entrée : 45 francs (35 francs tarif réduit).

SPORTS

Les grands prix de vitesse motocyclistes suscitent des convoitises

Le rugbyman Philippe Sella prend sa retraite internationale

tout juste la trace d'une émotion. « Quand j'ai

dit que j'ollais tirer mo révérence, j'oi senti que.

cette fois, l'étois vraiment parti », avoue Philippe Sella après-coup. Car il a bien fallu s'expliquer.

Dire le doute qui s'était insinué en lui, poison

fertile qui a fait son chemin. Confesser la peur

de jouer le match de trop, de s'égarer dans l'un

de ces départs catastrophes ou l'age et la pitié

des autres finissent par vous pousser sur la

ligne de touche. A bientôt trente-quatre ans,

Sella n'a pas voulu s'infliger cet inutile calvaire.

« Je pars, dit-il, convoincu de faire le bon choix. »

niveau, nanti d'une participation aux trois pre-

mières Coupes du monde, d'un grand chelem

dans le tournol des Cinq nations et de trente-

deux essais marqués pour la France. Il s'en va,

gorgé de souvenirs des quatre coins de la pla-

nète, en scintillant voyageur du rugby. Et pour-

tant, eo cette heure médiatique des adieux,

c'est sa mémoire intime qu'il met en avant. Il

évoque le gamlo de Bourran, appreoti de

l'ovale, sur les prés entre Lot et Garonne. Il rap-

Il s'évade de la fournaise des matches de haut

LE MANS ne pourra accueillir le prochain Grand Prix de France, le 9 juin 1996. La Sarthe, qui avait reçu les deux dernières éditions, doit se consacter aux 24 Heures automobiles des 15 et 16 juin. Deux circuits se sont door déclarés candidats pour l'organiser à sa place : pour Magny-Cours, ce serait une solution au risque de départ de la formule 1 : le circuit du Castellet v voit. lui, un moven de mettre en route les travaux de modernisation indispensables pour prétendre accueillir

Le choix du circuit devait être annoncé, mercredi 20 décembre, par la Fédération française de motocyclisme (FFM). Ce geste est tout symbolique, car les autorités sporrives sont quasi absentes de l'organisation des grands prix depuis tinq ans. Jos Vassen, président hollandais de la Fédération internationale de motocyclisme (FIM), en avait confié la responsabilité à la société espagnole Doma en 1991. Il teotait ainsi de répondre à l'impatience des écuries regroupées depuis 1986 au sein de l'Association internationale des écuries (IRTA).

DRÔLE D'ENDROIT pour un adieu. On l'au-

rait imaginé pourfendant les défenses d'un vieil

ennemi, anglais par exemple, dans une ultime

attaque batte pour l'histoire. On l'aurait encore

bien vu saluant d'un geste triste et serein à la

fois le public d'un Parc des Princes dont il a tant

et tant fréquenté la pelouse. Mais, pour annon-

cer sa retraite internationale, Philippe Sella n'a

pas choisi un stade. Il a déserté le lieu de ses ha-

bituels triomphes, et s'est inventé une sortie

bien Join du rugby. L'homme aux cent onze sé-

lections en équipe de France, insolent record-

man de la planète ovale, s'est installé au Pro-

cope. Et c'est là, à Paris, dans ce café si plein

d'une tout autre histoire, sur l'une de ces

vieilles tables où Voltaire allumait les feux phi-

losophiques du siècle des Lumières, qu'il a

A peine quelques phrases écrites à l'avance,

lues avec application, et c'était fini. Le quinze

tricolore avait perdu son numéro 13, le rugby

international un trois-quarts centre de référence. Dans ses mots pesés depuis un bon mols,

éteint d'un souffle treize années de carrière.

L'IRTA venait de se lancer dans une véritable sécession en négociant directement avec Bernie Ecclestone. Le tout-puissant patroo de l'association des constructeurs de formule 1 (FOCA) mettait alors sa société Two Wheels Promotion (TWP) au service des velléités d'indépendance des écuries. Lasses de règlements et d'infrastructures inadaptés, celles-ci étaient alors prêtes à mettre sur pied leur propre circuit

SÉISME AU SEIN DE LA FIM

Après le contrat signé entre l'IR-TA et TWP pour la période 1992-1996, la FIM n'a eu d'autre issue que de suivre le mouvement en laissant Dorna s'associer à la nouvelle organisation. Celle-ci donne depuis cinq ans satisfaction aux écuries, qui ont vu les grands prix se professionnaliser seloo leurs souhaits. La FIM se conteote de donner sa cautioo sportive à des épreuves dont les règlements et le calendrier lui échappent presque totalement. Elle a poussé Doma à racheter très cher, par l'iotermédiaire de la banque espagnole Banesto, les magne, le nombre de speciateurs est

parts de Bernie Ecclestone dans TWP. Pour prix de sa coopération, la FIM recoit la coquette somme de 6 millions de dollars par an. Ce qui lui a permis de s'offrir un nouveau siège dans les environs de Genève.

Les fédérations nationales soot moins bieo loties dans cet arrangement. Elles ont perdu toute autorité sur l'épreuve majeure de leur calendrier, et oe recoivent pour leur part que 125 000 dollars à chaque grand prix. Ces pratiques ont provoqué un séisme au sem de la FIM. Jos Vassen a été remplacé au cours du dernier congrès, eo octobre, par Francesco Zerbi, le président de la fédération italienne, appuyé par Jean-Pierre Mougins, le président de la FFM. Celui-ci souhaite que soit rapidement remis à plat le contrat qui lie la FIM à Dorna : « La méthode Ecclestone n'o pas eu les résultots escomptés, affirme Jean-Pierre Mougins. Les coûts ont considérablement ougmenté, et les droits à verser par les organisateurs à l'IR-TA ont conduit à une ougmentation considérable des billets d'entrée. Dans certains pays comme l'Alleainsi passé de 75 000 à 22 000 en trois ons. » Pour reprendre le contrôle des

grands prix, la nouvelle direction de la FIM ne voit que deux issues. La première consiste à accroître le poids des fédérations européennes en créant une organisation autonome. Celle-ci devrait tenir sa première assemblée générale en mars 1996. La seconde serait tout simplement de renégocier les contrats liant la FIM à Dorna. Depuis le krach de la Banesto, Dorna appartient au groupe de la banque de Santander, qui souhaite se débarrasser de ses activités extrabancaires. Afin de présenter un bilan positif à ses nouveaux actionnaires, le président de Dorna fait savoir qu'il a signé avec l'ancienne direcnon de la FIM des contrats lui accordant la gestion des grands prix jusqu'en 2006. Les fédérations sportives devront lancer leur OPA sur les grands prix sans faire fuir une nouvelle fois des écuries qui affirment avoir tout intérêt au maintien du système actuel.

Christophe de Chenay

pelle son premier trophée, le concours du jeune

joueur, et l'émerveillement d'un voyage initia-

de cette saison avec le club de sa vie, et puis Vîl-

leneuve-sur-Lot et sa société de communica-

tion. Le rugby est désormais mis entre paren-

thèses. André Herrero, le patron des

sélectionneurs du XV de France, a pensé à lui

comme représentant des joueurs auprès des

instances fédérales. Le joueur s'est déclaré « in-

téressé » par cette possibilité. L'évocation d'une

future carrière en Angleterre est pour l'instant

sans objet. Durant l'été, Il avait publiquement

refusé de s'engager dans la voie du profession-

nalisme. Il quitte le terrain en dernier représen-

tant d'une autre ère. Le 19 décembre, un sym-

bole s'est effacé, et Philippe Seila a annoncé

Pascai Ceaux

l'avenement d'un autre homme.

tique vers Paris.

Bruxelles réclame des mesures à l'UEFA après l'« arrêt Bosman »

LA COMMISSION EUROPÉENNE et l'Union européenne de football (UEFA) ont entamé un bras de fer depuis le début de la semaine. L'organisation sportive continentale tente de minimiser la portée de l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes, rendu à Luxembourg vendredi 15 décembre dans l'affaire Bosman (Le Monde du 16 décembre). Les Quinze veulent au contraire l'amener à amender en profondeur son règlement interne pour respecter la décision de iustice. Selon l'arrêt, le versement d'indemnités de transfert à la fin du contrat d'un joueur et la limitation du nombre d'étrangers dans les équipes seralent contraires au traité de Rome.

Après Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, Padraig Flynn, son homologue responsable des affaires sociales, est intervenu, mardi 19 décembre. « Il est tout à fait cloir à mes yeux qu'à partir de maintenant des restrictions en matière de nationolité sont illégales dans les compétitions de clubs ou niveau européen, explique-t-il dans un communiqué. J'attends des parties concernées qu'elles prennent les mesures nécessaires pour modifier leurs règles et les rendre conformes à l'orrêt de lo Cour. En tout état de cause, toutes les parties concernées doivent être conscientes que cet arrêt o un effet immédiat et direct. » L'Irlandais réfute ainsi un argument avancé la veille par l'UE-FA, selon lequel la décision de justice n'interdirait pas les quotas de joueurs étrangers lors des coupes d'Europe.

FOOTBALL: le Portugais Artur Jorge entraînera l'équipe de Suisse de football jusqu'à la fin de la Coupe du monde 1998, à la place du Britannique Roy Hogdson. L'ancien entraîneur du PSG et de Benfica entrera en fonction le 1° janvier pour préparer la sélection suisse à la phase finale de l'Euro 96, où elle affrontera l'Angieterre, les Pays-Bas et l'Ecosse. - (AFP)

GYMNASTIQUE: la Prançaise Elodie Lussac a annoncé, mardi 19 décembre, qu'elle renonçait aux Jeux olympiques d'Atlanta, « mais pas à la gymnastique de haut niveau ». L'ancienne championne d'Europe juniors, âgée de seize ans, s'était blessée aux vertèbres lombaires en novembre 1994 (Le Monde du 10 janvier). Elle est depuis en conflit avec sa fédération à cause de son refus de s'entraîner sous la direction du couple chinois Xuan Lin et Mao Shi à Marseille.

Aulourd'hui, Philippe Sella s'en retourne au pays, Son avenir est déjà tout tracé. Agen pour RÉSULTATS quelques mols encore, histoire d'en finir à la fin

BASKET-BALL COUPE D'EUROPE DES CLUBS

Limoges (Fra.) - Ostende (Bel.) 84 -Jalguirs Kaunas (Lit.) - Hertzela (br.) 76 -65 Partizan Belgrade (You.) - Vitorio (Esp.) 76 -80 Classement: 1. Jalguins Kaunas, 10 ptg. 2. U-moges et Vitoria, 8; 4. Ostende, 7; 5. Partizan Belgrade et Hertzella, 6.

SKI ALPIN COUPE DU MONDE MESSIEURS Skiorn de Madonna di Campiglio 1. A. Tomba (Ita.); Z. Y. Demier (Fra.); 3. K. Lad-staetter (Ita.); 4. S. Armez (Fra.); 5. M. Reiter

(Aut.) Classement de la Coupe du monde de sis-lom: 1. S. Amiez, 180 prs.; 2. A. Yomba, 160; 3. F. De Crignis (Ed.), 111; 4. M. Titischer (Aut.) et A. Miklavc (Slo.), 100.

DE L'AME 195 F / 670 pages l'aube l'éditeur qui aime ses livres

GAO XINGIIAN LA MONTAGNE

Street, and a

18 18 W 18

7:50 pm h

. - Pa. . M

್ ಚಿತ್ರಗಳು

4 44

THE PARTY

THE EL

anable:

resident

Seattle des Frate-Orie

magners fiet to mer de l'auto-Transfer de Traisent, mistante. L'agressa des dispersiones de brine Lescondary And College la reconstruction de l'Arr

THE -110 50 - Owner Chi time de dire à cest. THE PURCOS CAPTERS

the transfer, root se long de dambers Chi The state of the s Paringress TOU F par and Street Internation Programe framework The complaint precise Didle

Carrieble à Paris, La The god of som hately down of Militarial lines de reduction un hambres, en to dispunibulités m. Bell The same base same fromer more ben en lesitati + ètalies) que

The independants de





Service Control of Rochefort en mémoire de grand large

Quatre « lieux » de la cité se font un devoir d'honorer le souvenir de ses illustres marins

> ROCHEFORT de notre envoyée spéciale

l'industri

क्ष्मकृत्यः इत्तर _{वस्तर}

STATE OF THE STATE

有学为 一

grading the gradient

98-1 ----

Contraction of the Contraction o

The many of the same of

of a second of

A a Mart, we at the way

Me, 401 at 13- min and 140

Berne and an area of

gert to the second of the second

WE HOUSE I'M IS LES BOTT

Martine at the core of

(*·•

arrel Bonz

State of the

3. 14. 15 mm - 11. 11.

44 7-1

4 Lat 18 1 1 1

72 T. T.

44 100

THE SHOP

Action in the second

2011 L. - . . .

瘦()

1 6 W

5 stud

452 No. 1 1

The second

de la dist

New York Control

0.34 6

24,475

© Marie 19

. . 9 at 2 f # · · Park at

77 × X

1. A. A.

Froid sec, lumière coupante. Au creux de l'étonnante alternance de douceur et de sauvagerie des bords de Charente, Rochefort vit et frémit de l'absence de l'océan. On le sent, on le sait tout proche, mais il demeure dérobé au regard. C'est là le nerf secret de la cité inspirée par Colbert, port de guerre dont Vauban fut chargé d'imaginer les fortifications, troisième arsenal de France, débouté au cours du XIX siècle par l'essor des navires de gros tonnage et des bateaux à

Aujourd'bui, plus aucun marin en bordée dans les rues de la ville. Les beaux gosses aux vareuses immaculées qui courtisaient en chansons les Demoiselles de Jacques Demy ont filé vers d'autres horizons. Mais avec ou sans eux, Rochefort, édifiée par miracle sur des bases mouvantes, est viscéralement liée aux « ailleurs ».

Comme puissance d'évocation. elle en appelle aux illustres ancetres qui ont fait sa fortune. Le Musée de la marine installé en l'Hôtel de Cheusses, hauté par les grands chefs d'escadre - Tourville, d'Estrées, Forbin et La Galissonière - arbore des collections exceptionnelles d'objets, de sculptures et de magnettes du grand siècle. L'Orient s'idéalise dans la maison natale de Julien Viaud, alias Pierre Loti, avec ses décors de mosquée, de salon turc et de chambre arabe.

Loti se retrouve à quelques encablures de là, au Musée d'art et d'histoire, où de remarquables pièces originales retracent (jusqu'en mars) les itinéraires de queld'GLCE

ques « voyageurs des mers lointames ».

Pharmaciens, chirurgiens, ethnographes, naturalistes, archéologues, tons issus de la prestigieuse Ecole de médecine navale : la Nouvelle-Calédonie, Hawaii, les Des Marquises d'Adolphe et René Lesson; le Tonkin et la Cochinchine de Jules Sylvestre; l'Afrique d'Elysée Trivier ; le Maroc de René Caillé; les mers polaires de Joseph Bellot ; la Chine de Paul Nestor Hazard ; le Japon, le Sénégal et la Turquie de Pierre Loti.

TROIS JARDINS EN UN

Evénement raré, la nostalgie a réalisé à Rochefort une belle alliance avec les nécessités économiques. Sur le site de l'ancien arsenal, dans la forme double dn bassin de radoub, véritable chefd'œuvre architectural restaure pour l'occasion, s'est engagé depuis peu un vaste chantier naval: la reconstruction de l'Hermione, frégate à bord de laquelle un cer21 mars 1780 pour jouer, sous les ovations, son rôle d'ange annouciateur de la victoire anprès de Washington.

De la boucle du fleuve jusqu'aux abords de la ville, pour célébrer la splendeur des espèces rapportées dans les cales des grandes expéditions des XVIII et XVIII siècles, l'équipe du paysagiste Bernard Lassus a conçu un jardin des retours, théâtre de féerie botanique distribué en trois plateaux - jardin des Amériques, jardin de La Galissonière, jardin de la Marine.

Enfin, en bordure d'eau, les bâtiments de la Corderie royale, ruinés sous les bombardements de 1944, ont totalement ressuscité dans leur sobre splendeur, devenus maison forte du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, de la Ligue française pour la protection des oiseaux et, depuis tout juste dix ans, du Centre international de la mer (CIM), où l'on peut retrouver les techniques et l'his-

tain La Fayette s'est embarqué le toire du lieu dans une expositioo permanente intitulée « Corderies et cordages; l'arseoal de Rochefort ».

Librairie maritime, service éducatif, centre de documentatioo unique sur la mer, le CIM propose par ailleurs trois expositions permanentes par an. Trois « regards sur la grande aventure de l'homme et de l'océan », doot, naturellement, celui d'un écrivain. Après Stevenson (hiver 94-95), Theodor Jozef Konrad Korzeniowski, alias Joseph Conrad (1857-1924), avait pris, jusqu'au début du mois, ses quartiers d'automne dans une mise en scène aussi sobre qu'origi-

Valérie Cadet

★ Maison de Pierre Loti. 141, rue Pierre-Loti, Tél. : (16) 46-99-16-88. * Musée de la marine, place de La Galissonière. Tél. ; (16) 46-99-86-57. * Musée d'art et d'histoire, 63, avenue Charles-de-Gaulle, TAL: (16) 46-99-83-99. ★ CIM. la Corderie royale, Tél. : (16)

46-87-01-90.

PARTIR

■ SURVOL DE DUNES. Une mootgolfière dans le ciel marocain : de Marrakech, l'itinéraire traverse le Haut-Atlas qu'il observe par la suite à deux reprises en montgolfière, descend la vallée du Drâa, parcourt régions désertiques, plateaux, villages irrigués de canaux, pose son sac entre lac salé et dunes, contemple d'un cell égal pitons et gorges et, à quelques kilomètres d'Ouarzazate, s'enchante des ruelles couvertes et des tours crénelées de Telouet.

* Tamera (26, rue du Bœuf, 69009 Lyon, tél.: 78-37-88-88 et 81, rue de l'Assomption, 75016 Paris, tél. : (1) 45-24-59-31). Huit jours, 8 900 francs tout compris, 5 departs d'ici le 20 avril 1996. Parcours semblables de quinze jours en Li-

■ SOLEIL D'HIVER A CUBA. A 150 km de La Havane, Varadero est, avec son immense plage de sable baignée d'une mer accueillante, la station balnéaire la plus réputée de Cuba. Le voyagiste Marsans international y propose un séjour d'une semaine dans un hôtel 5 étoiles, le « Super Club Varadero », un club de vacances située dans un parc de 12 hectares en bordure de la plage. Au programme : farniente, activités balnéaires, piscine, équitation, golf et excursions à La Havane, Trinidad et Cienfuegos. Formule tout compris à partir de 7 590 F.

* Renseignements au (1) 43-59-09-06 et dans les agences de

SOLDES À LONDRES. Début janvier, une foule en quête de bonnes affaires eovahit rituellement les temples du shopping londonien. Un rendez-vous pour lequel la chaîne des Résidences Orioo propose, en janvier, dans son établissement situé près de Barbican Center (à quelques stations de métro de Coveot Carden et Knightsbridge), deux forfaits spéciaux: l'un pour le week-eod (3 mits, 1255 F en studio de 1 à 2 personnes, du vendredi soir au lundi matin), l'autre pour la se-maine (5 nuits, 3 145 F en studio de 1 à 2 personnes).

* Renseignements et réservations sur place, au (19) 44-71-336-72, ou à la centrale de location, au (1) 40-78-54-80.

M L'EUROPE EN CAPITALES. Jusqu'au 31 mars, la chaîne Sofitel propose de découvrir, le temps d'un week-end, quelques-unes des plus belles cités européennes, à des tarifs souvent ioférieurs au prix du billet d'avion. il en coûte, tout compris (avion, muit, petit-dejeuner, assurance et guide) et par exemple, 1 435 F par personne en chambre double, à Amsterdam, Luxembourg, Nice et Paris (départ de Nice) et 2 345 F à Florence, Genève, Madrid, Lisbonne, Rome et Venise (supplément de 500 F pour ces deux dernières villes, du 20 au 31 décembre).

* Renseignements auprès d'Episodes au (1) 44-26-46-46 et de Sofitel. Réservations au (1) 60-77-

LE COMPTOR BLEI

VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris New York 1790 F

Aarrakech 2690 F

Saint-Domingue 5790 F

Marrakech

AR . HOTEL BE SITN . L. DE

Bangkok Antiles

3990 F 2390 F

1990 F 6950 F

5800 F

Nuits à prix discount

■ Prudence, a-t-on envie de dire à ceux qui seraient tentés par ces cartes nominatives, venues des Etats-Unis, offrant 50 % de réduction, tout au long de l'année, sur le prix des chambres d'hôtel à travers le monde. Deux exemples : la carte Or Hotel Express (700 F par an), diffusée par Hotel Express International (tel.: (1) 47-88-00-00), « l'agence française d'une société américaine comptant 3,5 millions de membres », précise Didier Blanchon, le responsable à Paris. La brochure précise que « 3 500 hôtels, dans 42 pays, accordent systematiquement aux détenteurs de la carte 50 % de réduction sur les prix réguliers de leurs chambres, en tout temps, sous réserve de disponibilités ». Suit une liste d'adresses par pays, sans grande cohérence : on y trouve aussi bien des hôtels de chaîne (3 à 5 étolles) que des établissements indépendants de



diverses catégories. Idem pour la carte Leading Pass (ancon lien avec l'association The Leading Hotels of the world), vendue 540 F avec un mini-répertoire dévollant, en couleurs, quelque 200 établissements - an lieu des 2 000 annoncés par téléphone (tél. : (1) 49-06-09-41).

Bien que la mise de fonds soit modeste, au regard des sommes prétendument économisées, rien ne garantit la pérennité de ces cartes.

Les cartes décrites ci-dessus « sont assez répandues, pour le plus grand profit de ceux qui les lancent. Elles disparaissent après quelques semaines, quelques mois. au mieux un an ou deux », déclare Roger Darmon, spécialiste depuis peu de la réservation de chambres d'hôtel à tarifs réduits. L'ancien patron de Jet Tours a imaginé un système très différent : Hôtel-Discount offre an voyageur la possibilité de bénéficier, sans abonnement, de tarifs préférentiels (réduction de 15 à 40 % en moyenne selon les villes), dans 50 pays à travers le monde, dont les États-Unis. Point de carte nominative, mais une centrale de réservation à la disposition des agences de voyage qui recoivent les demandes et confirment dans les 24 beures la disponibilité. On ne choisit pas son établissement, mais seulement le nombre d'étoiles (de 2 à 5) et la situation (centre-ville, balnéaire, aéroport). En cas d'annulation, le

remboursement des sommes versées est intégral, jusqu'à midi, le jour du départ. Information sur Minitel: 3615 Soshotel. M Enfin, les grandes chaînes d'hôtel proposent des cartes de fidélité. Par exemple, l'Executive Card des Sofite! (350 F par an, tél.: (1) 44-26-30-30) offre de réels avantages : 50 % de réduction durant le week-end (du vendredi an dimanche soir inclus), tout au long de l'année, sur les prix des chambres dans les deux tiers des établissements (70 Sofitel environ). Les bôtels « loisirs » de la chaîne sont hors jen. Une soper-carte, l'Executive Business Card (950 F par an), donne droit, en sus, à 15 % de rédoction sur ce reseau durant la semaine, comme sur plus de 1 000 hôtels dn groupe Accor. Soit 15 % de

réduction chez Novotel et Mercure, et

10 % chez Ibis, à quelques exceptions

Conrad le fascinant

Présentée en avant-première à

Rochefort, l'exposition consacrée à Conrad fera escale à Dun-

kerque avant de s'installer au

Musée de la marine, à Paris, à

partir d'octobre 1996. Brève ou-

verture pédagogique avec un film

de l'excellente série « Aventuriers

et écrivains », évoquant les

grandes lignes biographiques par

va-et-vient entre le spécialiste,

Sylvère Monod - traducteur et

éditeur des œuvres complètes de

Conrad dans la « Pléiade » - et

Pamateur: Jean-Francols Deniau.

Puis le visiteur déambule dans

une semi-pénombre au long de la

coque d'un cargo vapeur, dont les

coursives déciment les princi-

pales étapes de la vie, tont

d'abord du marin, puis de l'écri-

vain. Un travail de repérages im-

peccable (réalisé par Claudine Le-

sage), complété à tribord par une

série de panneaux, vitrines d'ob-

jets et de livres, parcourant les grands thèmes de l'œuvre.

Florence Evin

DEGRIFTOUR PRA-LOUP 6 Nuits en Hötel 3*. Pension Complète + 5 jours de remontées mécaniques 3.040 F 4.450 F

MERIBEL 7 Nuits 2.530 F 4.550 F AIX LES BAINS Remise en Forme 6 Nuits en Hôtel 3* • petit Dél. 2.315 F 4.080 F 3615 DT - (1,29 F/mm.)

HAUTES-ALPES

SAINT-VERAN (Parc rég. du Queyras). 2040 m. site classé du XVIII à siècle. 2040 m, site classé du XVIIIè siècle Eté-hiver, plus figure commune d'Europ ese-niver, plus hause commune d'Europ.

2 hôtels - Logis de France.
Piscins, tennis, billard, selle repos
Mesubiés, chambres studios, chambres
1/2 pens., pens. complète, séj. libres HÔTEL LE VILLARD *** Tel: 92 45 82 08 · Fex: 92 45 85 22 t HOTEL LE BEAUREGARD * 4

Bleu Ciel Tunisie Départ Paris 31/12/95 - Recour 97/01/96 1990 F / adulte VOI AIR PARIMONASTIRIPAR Hôtel 3*** avec piscins intérieure course. Revealing inclus. Transf. et ess. incl Renseignements au 43.87.50.55

Directours. 1 SEMAINE A NEW YORK

2290 F VOL + HOTEL*** centre Manhattan, 8J/6N. Départs tous les

Samedis du 6 Janvier au 15 Juin. Prix base 4, Base 3⇒+250 F. Base 2=+500 F, supplements de 100 à 300 F maximum è certaines dates.

A RÉSERVER D'URGENCE NOMBRE DE PLACES LIMITE.

102, av. des Champs Elysées, PARIS 82

3615 QUALICIMES 3615 CHALL pratique pour la réservation dans les Rafuges, Gites, chambres d'hote et l'hotellerie en haute et moyenne montagna. [2,29 Fimin.]

Amplitude Internationale

Ile de DJERBA SPECIAL REVEILLON mei abous nawas dierba 4º 3630 F° Piecne couverts - Yennis - Discothèqui (Vol AR + 1/2 Pension + Réveition) HIGH ABOU NAWAS GOLF 4" 4250 F Pacine couverte - Termis - Discothèque (Vol A/R + 1/2 Pension + Révellion)

THORE ASSUMENCES INFORMATIONS - RESERVATIONS Tell: (1) 42.08,50.00 - Fax: (1) 42.08.29.98 Lic. 075 95 0315

HOTEL BOILEAU ** NN

Calme et sérénité en plein coeur du 16è. 350 à 395 F - Jardio + bar, bain, wc, tv. - Salle de séminaire 81, rue Bolleau - 75016 PARIS Tél: 42 88 83 74 - Fax: 45 27 62 98 ITALIE

NOUVEL AN EN SICILE du 29/12/95 au 02/01/96 Hotel 3" SARACEN 2.270 Frs ttx par pers : Vols cherter A/R, transf. A/R VOLS CHARTER NOUVEL AN au départ de PARIS ROME 29/12/95-01/01/95 1,300 Frs PALERME 29/12/95-02/01/95 990 Frs VENISE 29/12/95-02/01/95 1,300 Frs NAPLES 30/12/95-02/01/95 900 Frs

* Taxes gériennes en sus 70 Frs Tel: 44.51 39 27 MINITEL 3615: Cit Evasion Lie 075 95 0167

AVENTURE... de l'Irlande à la Mongolie

100 voyages de reve, à pied et 4x4 dans les îles, les montagnes et les déserts du monde...

Brochure gratuite Tel: (1) 46 33 71 71 Minitel: 3615 NOMADA

CHAQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE *"ÉVASION" - RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ*

ENO YNG TAKINTH DECAM 9 jours / 7 nuits HOTEL MARENA BRACH CLUB** 145 F / 679 pt

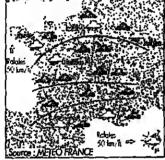
TOURISME A.

TÉL: 44.43.77.36 - FAX: 44.43.77.30

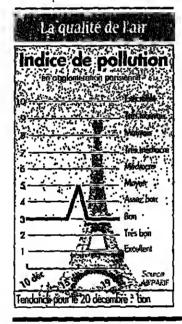
Nuages et froid sur la moitié nord

UNE DÉPRESSION située au large sur l'Atlantique maintient sur la France un flux de sudouest doux, mais perturbé. Les régions méditerranéennes restent jeudi à l'écart de ces perturbations.

Jeudi marin, le ciel sera couvert sur la moitié nord. Il pourra neiger un peu en cours de matinée sur les Ardennes et sur le nord de la Lorraine. Sur la moitié sud, les brouillards seroot nombreux dans la vallée



Prévisions pour le 21 décembre vers 12h00



de la Garonne et la région lyonnaise. Les nuages élevés volleront le ciel. Des ouages côtiers seront présents sur le Pays basque.

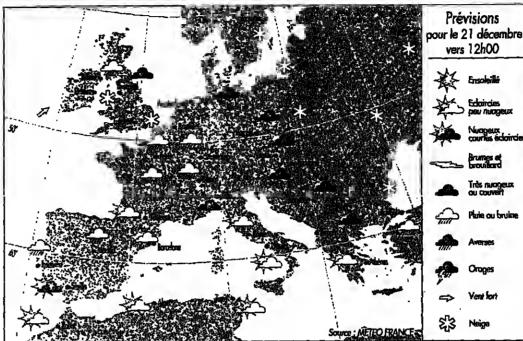
Jeudi après-midì, le temps gris et faiblement pluvieux se maintiendra sur la moitié nord, mais les éclaircies remooteront jusqu'à la Loire. Les nuages élevés voileront le ciel sur une grande moitié sud, mais l'impression du temps sera agréable. Le vent de sud-ouest soufflera à 50 km/h entre la Corse et le Continent.

Les températures mioimales seront comprises entre 0 et 3 degrés dans le Nord, le Nord-Est et le Ceotre-Est, 3 et 6 degrés eo lle-de-France et dans le Centre, 6 à 10 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine et aux réméditerranéennes. gioos L'après-midi, le mercure montera jusqu'à 3 à 7 degrés du Nord au Nord-Est et 9 à 18 degrés du nord au sud sur le reste du pays.

Vendredi, le temps couvert et faiblement pluvieux continuera sur les régions du Nord-Ouest. Sur le Sud-Est, le ciel se couvri-

ra et devieodra pluvieux. (Document etabli avec le support technique spécial de Météa-

France.)





Situation le 20 décembre, à 0 heure, temps universel









Prévisions pour le 22 décembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Section Concorde

UNE LIGNE d'autobus rétablie le long de la Seine, ce n'est pas grand-chose. Et pourtant... C'est un saut de six ans dans le passé. Cela peut, à première vue, paraître puéril de trouver quelque plaisir à se caler sur la plate-forme souple, tout contre le gavroche fidèle au poste près de la sonnette ; c'est cepeodant la vérité.

Il suffit de voir les visages épanouis des passagers aspirant béa-tement l'air frais qui époussette les dernières feuilles attardées sur les berges du fleuve cher à notre Apollinaire: « Fen connais un qui ne prendra plus le métro », murmure d'un ton satisfait un gros monsieur eo offrant, de contentement, une cigarette à un voisin stupéfait.

Tout le moode se retrouve. comme des élèves à la rentrée. On échange des tuyaux : « Mais oui. madame, c'est 20 francs le cornet. »
« Pour le Louvre, s'il vous pluit ? », demande quelqu'un; soucieux de son prestige, comme un Petit Chose de la STCRP, le contrôleur

rumine sa réponse.

Aux arrêts, la politesse d'antan renaît tout naturellement, et l'on attend avec sympathie la classique « petite dame » qui se dépêche, làbas, agitant soo parapluie, tout émue et se demandant si elle court après un autobus ou une illusion...

Sur les quais, les plétoos se re-tournent, et c'est tout juste si l'oo ne leur fait pas un petit geste amical de la main, un petit geste qui voodrait dire : « Vous voyez, il ne faut pas désespérer, peut-être que, comme les autobus, le bon temps reviendra... »

Mais, comme il y a toujours des gens dont l'esprit chagrin s'empare du moindre prétexte pour maugréer, un habitué d'autrefois marmonne dans sa barbe: «Evidemment, ça fait plaisir... Mais pourquoi 72 ? Allez, ça ne vaut pas la bonne vicilie ligne nº 1. >

François Depret (21 décembre 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6717 1 2 3 4 5 6 7 8 9 П Ш IV VI VII VIII IX \mathbf{X} \mathbf{x}

HORIZONTALEMENT 1. Revenus pour des légumes. - 11. Mai partagé. -III. Bons, ce sont de belles poires. - IV. Période dont on se souvient bien. Apparu. - V. Ordre de départ. Un nez

1890 F

1 038 F

postal : par Carte bancaire _____

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

goments: Portage à domicile

Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (1 49-6)-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du fundi au vendredi.
 Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

Signature et date obligatoires

par écrit 10 jours avant votre départ.

Changement d'adresse :

536 F

la durée suivante

🗆 I an

☐ 6 mois

☐ 3 mols

Adresse:

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

2 086 F

1 123 F

. Prénom :

572 F

qui évoque un oiseau. - VI. Mineur pour une messe. Donna le jour. - VII. S'élève en Suisse. Note. -VIII. Tirer sur le fauve. - IX. Lie. Fume en Sicile. -X. Raisonnable. Danse quand il est petit. - XI. Pour le chasseur ou le pêcheur. Comme la forme quand elle est

VERTICALEMENT

 Accidents qui obligent à stopper. – 2. A de la veine. Se lancer dans les retranchements. - 3. Allongée. Grossit en voyageant. Quelque chose de neuf. - 4. Un homme qui sut s'élever. Nous offre un raccourci. - 5. Fête. Composées comme les œillets d'Inde. - 6. Est vraiment mauvaise quand elle ne ressemble à rien. - 7. N'est plus blanche quand elle est dessalée. Dieu. Ne dépasse évidemment pas les bornes. - 8. Pas de la campagne. Peut être mis à l'index. Article. ~ 9. Honneur aux anciens.

SOLUTION DU Nº 6716

HORIZONTALEMENT

1. Réprouvés. - II. Anthonome. - III. Riser. - IV. Irrita. Ri. - V. Siam. Tain. - VI. Sanisette. - VII. Ote. Tet. -VIII. Nodal. - IX. Troisième. - X. NS. Ode. - XI. Sus I

VERTICALEMENT

1. Ravissantes. ~ 2. En. Ria. Or. ~ 3. Ptéranodons. ~ 4. Rh. Imitais. – 5. Oort. Sels. – 6. Uniate. Ion. – 7. Vos. Attiédi. - 8. Emérite. Mer. - 9. Serinette.

40-65-25-25

3617 LMPLUS

он 36-29-04-56

(1) 43-37-66-11

(1) 4G-65-29-33

3615 code LE MONDE

3617 code LMDOC

LES SERVICES DU Monde

24, avenue du G" Leclere - 60646 Chantilly Cedex - Tel.: 16 (1) 49-60-32-90. Le Monde Suisse, Belgique, Antres pa Luxembourg, Pays-Bas de l'Union enn Autres pays Telematique 2 960 F Documentation 1 560 F « LE MONDE » (USPS » 089779) is published fixify for 5 872 per year « LE MONDE » I, place Holvest-Benne-Méty 9462 hvy-sur-Seine, France, second class postage poid at Champtain N.Y. US, and additional additing offices. POSTBASTER: Send address changes to DAS of N-7 Box 1518, Champtain N.Y. 1299-1518 Pour les abomeineuss souscrits aux USA: BENEZOLATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1510 Pacific Avenue Suize 494 Virgula Beach VA 23/51-2963 USA Tel.: 888-428/3648 index et microfilms. Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE Films a Paris et en province . 36-58-13-78 ou 3515 LE MONDE 12,23 F/mini Ce Monde en este en le il le Morde no La reproduction de tout article est interdite sans Paccord de Ladministration : Commission pantage des journaux et publications nº 57 437 (SSN 0395-2037) Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou PP. Paris OTN

President-directeur general . Jean-Marie Colombani Directeur genéral Gerard Morax . Renèves du comite de directori Cominique Alduy, Giele Peysu State State & St. 133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08 Tel.: (1) 44-43-76-00; tax: (1) 44-43-77-30

code de une ence

engraniene du Monde

12, rue 14. Gunsbourg, 94852 hry-cedex

PRINTED IN FRANCE.

PARIS EN VISITE

Vendredi 22 décembre MUSEE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : les objets d'art du Moyen Age, 11 h 30; Le couteau du Gebelel-Arak, 12 h 30; exposition sur les émaux de Limoges, 14 heures (Mu-

sées nationaux). MUSÉE D'ART MODERNE: exposition Passions privées (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville

de Paris). ■ MUSÉE GUIMET: exposition Chine, des chevaux et des hommes (24 F + prix d'eotrée), 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musées nationaux). ■ LE PANTHÉON (50 F + prix d'entrée), 14 heures, devant l'entrée côté place du Panthéon (Institut culture)

de Paris). ■ LE MINISTÈRE DES FINANCES : maquette et hall d'honneur (37 F), 14 h 15, sortie du métro Bercy côté POPB (Monuments historiques). MIA CATHÉDRALE ORTHO-DOXE RUSSE (62 F), 14 h 30, 12, rue

Daru (Pierre-Yves Jaslet). ■ LA CONCIERGERIE: visite pour les jeunes (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Monu-

ments historiques).

L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autre-

PAVILLON DES ARTS: exposition Visages de l'icône (50 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Frédérique Jan-

LE VIEUX VILLAGE DE PASSY (55 F), 14 h 30, 43, rue de Passy devant le Passy-Piaza (Europ explo). ■ MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro 5aint-Paul (Résurrection

■ MUSEE DES AKTS ET TRADI-TIONS POPULAIRES (37F + prix d'entrée). 15 heures, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Monuments historiques).

■ MUSÉE MARMOTTAN: exposition De Le Brun à Vuillard (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 2, rue Louis-Boilly (Monuments historiques). ■ LE PALAIS DE JUSTICE (55 F),

vant les grilles du Palais de justice (Paris et son histoire). MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition A l'ombre du Vésuve (50 F + prix d'entrée), 15 h 15, hall du mu-

sée (Tourisme culturel).

15 heures, boulevard du Palais de-

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ DUBLIN. Après quarante ans d'absence, le tramway devrait faire sa réapparition dans les rues de Dublin en l'an 2000, et reiler sur 21 kilomètres le centre de la ville aux banlieues sud-ouest de Tallaght et sud-est de Dundrum. - (AFP.)

■ VOYAGES D'AFFAIRES. Carlson Wagonlit Travel, spécialisé dans les voyages d'affaires, et Household International, société américaine de services financiers, vont lancer en janvier une carte de crédit qui devrait permettre aux entreprises d'avoir une plus grande maîtrise des dépenses liées aux déplacements professionnels. Cette carte de paiement, baptisée The business Card, sera d'abord diffusée eo Amérique du Nord, puis en Europe et dans la zone Asie-Pacifique. -

M NOUVELLE-CALÉDONIE. Après une saison décevante en Polynésie française, le Club-Med-II est de retour à Nouméa pour plusieurs semaines de minicroisières autour de

(AFP.)

la Nouvelle-Calédonie et de Vanuatu. Le ciriq-mâts va proposer des sorties d'une nuit sur le lagon ainsi que plusieurs croisières de trois jours avec un choix d'escales à Ouvéa, Lifou, Hienghène, l'île des Pins et Port-Vila. Le voilier regagnera Papeete le 27 février - (AFP)

RÉPUBLIQUE TCHEQUE. Air Ostrava, compagnie privée tchèque, a décidé d'acheter d'occasion deux avions suédois de transport régional. Ces appareils devraient être utilisés sur les lignes intérieures, en particulier entre Ostrava et Prague, et internationales. - (AFP.) ■ ALLEMAGNE. La compagnie al-

lemande Lufhtansa et la compagnie slovene Adria Airways vont coordonner leurs plans de vol pour augmenter les fiaisons entre l'Allemagne et la Skovénie. - (AP)

■ IRAN. La société Aéroports de Paris a signé un contrat de près de 2,5 millions de dollars (environ 12,5 millions de francs) pour superviser la la construction du premier terminal de l'aéroport Imam-Khomeiny, situé à une quarantaine de kilomètres au sud de Téhéran et qui doit accueillir ses premiers vols en 1997. – (AFP.)

Le Monde DES PHILATELISTES

Chaque mois, pour tous les passionnés de timbres

Santaria 🞒

40.3444 4 4 ... 1 1500

-You will.

double displaced, do not to the first of the par A se var theme on nen resta per que es d'une boude un illiade peres attachées. L'est person d'autres por k Tizzoc. pas le réalitime à se Main's act digitizes a lecuntestant and alle

1. 1. 1.

THE THE

Timema.

... c. Prom

. CALETTE

. . . .

9 (15 (27) (25) \$ (28) \$ (28)

Arter fat entrettet en

THE PARTY OF

" Se Se Se

1. 1. 1.

or cusett A :

34.5

or all the same

· · in the

1

1. 1991年 新沙特

To Burney

'distanta

"特"等 (1)

with the sales

TO STATE OF

In distance

W 13-5

CONTRACTOR

737 7373

in the state of

de transport

attierry 📆

-147 **455**

Jo Fast

ः व्यक्त व्यक्तिहरू

a. Pevet

4.15 25.77

- 10 m . La

Charles pe · Philippe

FREDERICKS .

- Towner on Arrigan avanti pretibusi da X topage reduce mer i rection term afficient. O de negocial sant come territo locatos, Par Las rupdent if that papers.
pers anne is positive for
en afrague, if he sert i

Anima facera, 2 30 B incesse. The Colore to Montre South tops took fatte

de letters pour terone de l'enone à t. - farces... - with the time? edita in or other Refer die an extreme The said that of the section and - din ime ---and the second



CULTURE

CINÉMA Loin des mièvreries compagnent la période des qui accompagnent la période des fêtes, le deuxième conte africain de Patrick Grandperret séduit par son souffie, sa justesse et sa rigueur.

huitlème - na déroge pas aux o lois d'une série devenue à elle seule 👸 🌇 un genre cinématographiqua. ● LE JEUNE cinéma français tient







bon jusqu'à la fin da l'année, avec cette semaine la sortie des « Apprentis » et de « Faut pas rire du bonheur », avant « En avoir (ou pas) » la semaine prochaine.

Patrick Grandperret cornaque les songes d'un continent

Le Maître des éléphants. Un film pour enfants à la mesure des légendes et de l'Afrique, qui passe de la chronique romanesque au récit mythique, où les humains - grands et petits - ont toute leur place

Film français de Patrick Grandperret avec Erwan Baynand, Jacques Dutronc, Victor Tige Zra, Haillon Bonba, Sotigui Kouyaté. (1 h 35).

Au début, un garçon d'une dizaine d'années vient de perdre sa mère. La famille l'envoie rejoindre son père, parti depuis longtemps s'occuper des animaux d'Afrique plutôt que de son foyer. Martin đếbarque dans un continent inconnu, à la découverte d'un père tout aussi étranger. Début classique d'un roman familial comme la littérature et le cinéma en ont raconté des quantités. Pourtant il y a quelque chose

d'inhabituel dans la manière de filmer de Patrick Grandperret : une facon simple et sans pathos de montrer un drame, la trouille d'un gamin, sa volonté, sa curiosité. Une absence de complaisance aux confins de la brusquerie, qu'on pourrait appeler une honnêteté du

Lorsque Martin atterrit à Yaoundé, s'inquiète de la foule à l'aéroport, s'étonne de la confusion bruyante de la ville traversée à toute vitesse, se rencoigne face à la maladresse du père qui passerait pour de l'hostilité, puis découvre les us et contumes de la réserve, on reste en terrain connu. Celui d'un roman d'initiation, découverte du monde et de lui-même par un enfant, épreuves et anecdotes étranges. Le garçon se fait des amis, se débrouille comme il peut avec la vie privée et le travail de papa. Avec le renfort de Dutronc en hémiplé gique de la patemité, distant et ha-bité à la fois, dont la composition serait antipathique sans ce zeste d'humour qui ne le quitte jamais Grandperret joue le jeu sans tricher. il aligne les scènes de genre, un tiers d'émotion, un tiers de frayeur, un tiers de comédie. Et réussit les portraits des copains africains de Martin, en croquis incisifs, volant au passage un plan splendide de l'en-fant blanc dont le visage se détache sur les visages de mille enfants noirs. L'important n'est pas là.

Résumons avec deux clichés: la présence spectaculaire de la nature ; un univers de légendes, de croyances, de pratiques quotidiennes imprégnées de magie. Montrer l'un et l'autre relèverait effectivement du cliché, même si la caméra de ce cinéaste est trop à hanteur des hommes et des choses pour se laisser parasiter par les simplismes de convention. Mais peu à pen le film laisse apparaître comment la nature et la légende, c'est la même chose. Et alors l'écran semble s'agrandir immensément, se creuser en abîmes délicieusement mystérieux. On glisse de la chronique romanesque au grand récit mythique. Dans cet espace s'engouffrent les maléfices et les malfaisants, les hé-

L'important ne se voit pas tout d'abord. L'important c'est l'Afrique.

> ros enfants et leurs aventures, les grands fauves et les rêves.

> Il y a deux ans, en Afrique déjà, Patrick Grandperret inventait avec L'Enfant lion un conte fantastique, coup de patte félin contre la mièvrerie et les simplismes auxquels sont si souvent associés les films « pour enfants ». Le Maître des éléphants, à la fois plus linéaire et plus complexe, ne ressemble pas à L'Enfant lion. Mais il est lui aussi un film « pour enfants ». Un film iotel

ligent, un film respecteux - de ceux qu'il montre comme de ceux auxquels il s'adresse -, un film qui joue le jeu du cinéma d'aventure, en observe les codes et pourtant semble parfois tout inventer au détour d'un

Si les trois jeunes acteurs (avec comme acolyte de passage l'immense Sotigui Kouyaté, bien connu des spectateurs de Peter Brook) tiennent à merveille leur aventureuse partie, il est aussi réjouissant

de voir les « adultes ». Grandperret et Dutronc, défendre leur morceau, la part plus intimiste du récit. Le roman familial o'est pas traité eo prétexte, les différents niveaux d'histoire aussi ont droit de cité dans ce territoire mi-réel mi-inventé. Et le film avance ainsi sur plusieurs plans à la fois, avec cette majesté ironique propre aux meilleurs d'eotre les élé-

J.-M. F.

« Je ne cherche pas le réalisme à tout prix »

A « quarante piges et plus », comme il dit, il a sulvi un parcours étrange. Cet assistant de Pialat, de Goretta, de Trintignant, plus tard producteur de Claude Faraldo puis d'Arnaud Desplechin, cameraman virtuose, marginal amoureux des grosses cylindrées, avait été remarqué en 1981 pour un premier long métrage documentaire et fiction, dans le monde des grands prix de moto, Courts Circuits, Puis Mona et Moi (1989), libre filmage d'une poignée de desperados entre came et show-biz, completalt une sil-houette de déclasse du cinéma, que parut contredire L'Enfant liqu. Le Maitre des éléphants confirme, non un changement de direction mais l'élargissement de la palette d'un réalisateur en train de devenir, suivant ses propres chemins de traverse, un grand cinéaste.

« Après L'Enfant lion, vous saviez que vous retoumeriez en

- Comme cinéaste, non. Je ne suis pas uo spécialiste de ce cootinent, que j'ai découvert à l'occasion de L'Enfant lion. Je voulais y revenir à titre privé. Le Maître des éléphants est oé de la demande de Jean-François Fonlupt, le patron de Ciby 2000, qui m'a proposé de faire un autre film dans le même esprit. Cette propositioo m'a plu pour de nombreuses raisons. D'abord, L'Enfant lion m'avait laissé le regret de o'avoir pas montré l'Afrique contemporaine. J'avais aussi adoré faire un film pour enfants, moi qui ne savais jamais où emmener les miens au cinéma. Et avec Ciby, je bénéficiais d'un confort de productioo qui m'avait manqué sur le précédent film, que je produisais moimême - avec comme résultat paradoxal que, à 32 millions de francs, le deuxième film coûte moins cher que le premier.

» Mais il n'étais pas prévu d'enchainer ces deux réalisations: je devais entre-temps tourner une adaptation des Victimes, de Boileau-Narcejac, que j'ai été obligé de repousser. Je viens d'en achever le tournage, en retrouvant avec bonheur Jacques Dutronc face à Vincent Lindon, et deux jeunes actrices, Karine Viard et Laurence Thomassin, dans un autre type de film de genre, le polar.

- Après avoir réalisé Le Moître des éléphants pour Ciby 2000 puis Padaptation des Victimes pour Gaumont, avez-vous renoncé à être aussi producteur?

- je serai à nouveau producteur pour une série d'Arte, « Terres étrangères » : six films d'une heure et demie, où à chaque fois un personnage débarqué dans un univers étranger finit par se trouver lui-même. Je réaliserai un épisode au Chiapas, avec quelqu'un qui rencontre les zapatistes. J'aime produire pour donner à d'autres ce qu'on a pas pu avoir. Quand je produis, j'essaie de me faire engager comme cadreur, pour être près

- Tourner en Afrique, avec des animanx et des enfants, n'est-ce pas accumuler les difficultés ?

- Oui | Mais c'est amusant aussi. Pour les animaux, le problème n'est pas tant avec les éléphants qu'avec le dresseur. Je voulais un troupeau traversant la rivière, le dresseur m'amène seulement douze éléphants, qui se mettent à se taper dessus. Il en enlève trois qo'il accuse de perturber les autres, puis comme ca ne s'arrange pas il en vire encore deux, à la fin il n'en reste plus que trois, enchaî-nés. Il faut donner l'impression d'une horde en liberté avec trois bêtes attachées... C'est le jeu du cinéma, d'autant que je ne cherche pas le réalisme à tout prix. Le Maître des éléphants n'est pas un documentaire animalier.

* Tourner en Afrique pose d'incessants problèmes de logistique, heurensement que je travaille en équipe réduite, avec surtout des techniciens africains. On est obligé de négocier sans cesse avec les autorités locales. Par exemple, nous voulions que la maison où habite Jacques Dutronc devienne un dispensaire mais l'armée voulait la récupérer, il faut payer, etc. l'ai appris avec le prémier tournage que, en Afrique, il ne sert à rien d'esssayer de forcer les choses. Et au moment où on crost que tout est fichu, il y a le « miracle africain » et

on y arrive quand même. > Faire un film avec des enfants n'est pas un problème, il suffit de ne pas trop intellectualiser, de faire plutôt appel à la sensibilité. Mais c'est la même chose avec les

- Sur ce sujet et avec de telles contraintes, n'avez-vous pas eu du mal à retrouver la liberté de mise en scène de vos premiers films?

- Il y a une curieuse combinaison entre les séquences avec les animaux, qu'on est obligé de préparer très précisément, et celles avec les comédiens, ou je me décide souvent au dernier moment. Jacques Dutronc est un partenaire très précieux pour ces figures libres, le modifie la construction du récit peodant le tournage, le script est toujours en évolution, finalement on se retrouve loin du scénario de départ, lui-même une transposition très libre d'un livre de René Guillot. Comme je tiens moi-même la caméra, je sais ce qu'il y aura à l'image et je peux m'adapter.

» Dans un film pour enfant, la mise en scène doit être invisible, ce qui ne signifie pas qu'elle est absente, au contraire. Avec le polar, j'ai pris davantage de libertés. Et je compte retrouver la caméra super 16 portée à l'épanle de mes premiers films. Etre passé par des formes contraignantes m'aide pour être plus inventif, sur des scénarios plus contemporains, plus immédiatement proches de moi. »

Propos recueillis par Jean-Michel Prodon

Lumière et compagnie. De prestigieux réalisateurs pour un périlleux exercice de style

Film français (1 h 30.)

Proposer à quarante cinéastes prestigieux de filmer un plan de cinquante-deux secondes au moyen de la caméra des frères Lumière, sans éclairage artificiel ni son direct. Le principe imaginé par Philippe Poulet, plasticien de l'image du Musée du cinéma de Lyon, était intéressant son radicalisme et par la possibilité qu'il offrait à des réalisateurs de se confronter à une réalité brute, celle qu'ils choisissaient d'enregistrer et celle des contraintes du tournage. Les uns ont choisi de filmer cinquante-deux secondes de réel, à l'image de Patrice Leconte, qui a rendu hommage aux pionniers en filmant l'arrivée du TGV en gare de La Ciotat. D'autres se sont appliqués à raconter une histoire. Ainsi Abbas Kiarostami, qui décrit une rupture en filmant en gros plan la cuissoo d'un œuf tandis qu'une voix (celle d'Isabelle Huppert) enregistre un message sur un répondeur téléphonique. Jerry Schatzberg a, hil, combiné les deux, eo filmant une scène de ramassage des ordures dans les rues de

Quarante cinéastes et la caméra des frères Lumière

D'autres encore ont joué avec la caméra, dont le mouvement et les découvertes successives qu'il permet « fabriquent » du sens. Ainsi Andrei Konchalovski, qui fait se terminer un panoramique sur les gorges du Verdon par l'image de la depouble d'un chien eo putréfaction. Pour certains, le cinéma lui-même est au cœur de l'image: Claude Lelouch a filmé des filmeurs, John Boorman a planté la caméra sur le tournage du prochain film de Neil Jordan, David Lynch s'est amusé à recréer sans effets optiques les artifices de son propre cinéma. Alain Coroeau a, quant à lui, filmé une danseuse indienne, dont il a ensuite fait colorier la robe à la main, sur la pellicule, rappelant par là même que le cinéma ne s'arrête pas sitôt que la caméra cesse de tourner.

Ces quarante fois cinquante-deux secondes composent un ensemble par nature morcelé. difficile à apprécier dans sa globalité et dont l'inévitable répétitivité peut sembler lassante. Pour que Lumière et compagnie devienne un film commercialisable, présenté au cinéma puis sur Canal Plus (jeudi 28 décembre), un « habillage » a été réalisé: Sarah Moon a filmé les images du tournage de chacun des films. Cela procure quelques rares beaux moments (Rivette, hilare, nstatant que, pour la première tois, on risqu de lui reprocher de n'avoir pas fait assez long ; le visage radieux de Liv Ullman filmant le chef opérateur Sven Nykvist), cela donne, surtout, une impression de remplissage confirmée par le questionnement systématique auquel sont soumis les cinéastes (« Le cinéma est-il mortel ? », . Pourquoi filmez-vous ? », etc.)et dont on pouvait prévoir qu'il ne livrerait rien de très intéressant. Réplique de Rivette à la deuxième question: «La réponse ne peut être qu'un grand silence interrogatif de mo part. » En effet.

P. M.



Les James Bond sont éternels

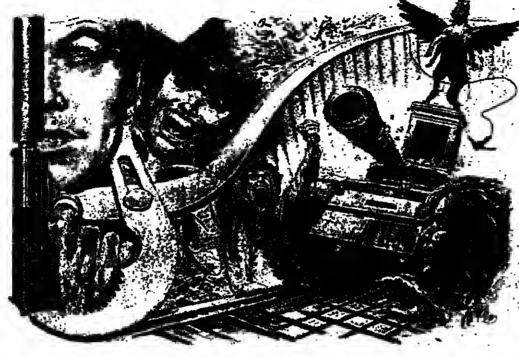
Goldeneye. Avec le renfort de son nouvel interprète, la dix-huitième aventure de l'indestructible agent secret respecte les canons de la série

Film américain de Martin Campbell avec Pierce Brosnan, Sean Bean, Izabella Scorupco, Famke Janssen, Joe Don Baker, Tcheky Karvo. (2 h 10).

Le « film de James Bond » est un genre codifié qui, par sa longévité et son succès (un milliard et demi de spectateurs, sans les Russes ni les Chinois), n'a aucun équivalent dans le cinéma occidental d'aprèsguerre. Personne n'est obligé d'aimer ca. Mais ceux qui aiment attendent le strict respect des règles canoniques en vigueur depuis l'anéantissement du Dr No en 1962. C'est donc à l'aune de cette orthodoxie qu'il convient de juger la dixhuidème aventure (sans compter l'hérétique Casino Rayale de John Huston) de l'homme au Walter

 ● 007 n° 5. Cinquième interprète de l'agent de sa Gràcieuse Majesté, l'acteur irlandais Pierce Brosnan n'égalera Jamais Sean Connery dans le cœur des aficionados. Mais il succède avantageusement à Roger Moore, sans parler des déjà oubliés George Lazenby et Timothy Dalton : port de smoking avec holster Irréprochable, prestations convaincantes dans le coup de savate comme dans le baise-main, et un humour disparu depuis que le plus séduisant des golfeurs écossais a renoncé au Martini dry « mélangé à la cuiller, pas au shaker ». Il est d'usage que l'espion soit servi par des réalisateurs « transparents », l'Américain Martin Campbell ne faillit pas à la règle, maîtrisant les scènes d'actions et les mises en place de comédie sans laisser trans-

paraître la moindre personnalité. Rien ne vaut un méchant Russe. Deux coups durs ont successivement frappé les producteurs et les scénaristes de la serie. D'abord l'épuisement des textes fondateurs de feu lan Fleming. Ensuite la chute des régimes communistes, quand la guerre froide fournissait la dramaturgie des exploits du cher James. Les tentatives d'aller chercher ailleurs des adversaires à sa mesure ayant décu, on revient aux valeurs sures: anticommunisme primaire, super-techniques de détruire l'immense décor (l'an-



de destruction ourdies dans les tréfonds de la Sibérie par des sbires mégalomanes du KGB. Mais le nouvel ordre international n'est pas oublié: outre Tchéky Karyo campant un ministre de la défense ettsinien (une bonne blague, donc brève), le chef des méchants vient en réalité de l'Ouest, et son pire acolyte, tout russe qu'il soit, est calqué sur les backers californiens.

• Hors-d'œuvre et dessert. Le prégénérique remplit ses obligations: trois gags bien appliqués, buit cent trente deux mille sept cents coups de teu, deux séquences vertigineuses. La variante 95 du célèbre générique est, elle, d'un renversant mauvais goût, avec ballet de filles nues vautrées sur des faucilles, des marteaux et les vocalises de mammy Tina Turner. Son symétrique, le finale, accomplit ses deux fonctions: 1) la touche d'exotisme, avec Cuba demier refuge du totalitarisme reconstitué à Porto Rico, ses plages de rêve, ses palmiers, ses infiltrés de la CIA. 2) Grand ménage de fin de tournage : tant qu'à faire

tenne parabolique géante qui devait déclencher l'habituel missile d'apocalypse), antant tout faire sauter à l'écran. Pour sauter, ça

Comparses et gadgets, Le vi-

lain, ingrédient essentiel, est ambigu et charmeur : bien vu. Les deux James Bond Girls sont, elles, assez mal loties: la gentille semble davantage vouée à la confection du bortsch du guerrier qu'à l'accompagner dans ses exploits, la méchante, dotée de peu recommandables pulsions érotiques, reste trop en retrait. L'idée de faire du nouveau M, patron du service, une dame de fer, est à peine utilisée. Si Q, le responsable des objets truqués, a droit à son hilarante apparition, ses productions ne sont employées qu'au deuxième degré - faute de goût. Et l'armée française se fait piquer son super-hélico: il paraît que cela fait de la publicité à nos chères industries de l'armement (Le Monde du 2 décembre), en tout cas pas à la sécurité militaire nationale.

• Le don du tank. Le commander Bond se doit de faire usage du

plus grand nombre possible de véhicules. Si, horresco referens, il abandonne sa totémique Aston Martin pour faire la promo d'une bedine germanique, on a droit à un train blindé piqué au docteur Jivago, et, surtout, à une poursuite en char d'assaut dans les rues de Saint-Petersbourg, d'un incontes-table effet. Et qui souligne un des progrès accomplis par l'homanité en cette fin de siècle : la possibilité de toumer les séquences russes des James Bond dans leur décor véri-

Soit un bilan « globalement positif > : tout ce qui a été inventé voilà plus de trente ans par le producteur Albert Broccoli, véritable père de la série, a été copié et surgonflé par le cinéma à grand spectacle. Observant scrupuleusement les proportions d'un cocktail aux ingrédients intangibles. Goldeneye prouve qu'une formule supporte mieux le respect de ses équilibres internes que la surenchère à laquelle se fivrent ses concurents.

Sur des chemins de galère

Film français de Pierre Salvadori. Avec François Cluzet, Guillaume Depardieu, Indith Henry, Claire Laroche, Marie Trintignant.

Il s'en faut de peu pour que le deuxième film de Pierre Salvadori (après Cible émouvante) franchisse le fossé qui sépare une comédie sympathique d'un film vraiment réussi. Les intentions sont là, ainsi que l'ambition d'offrir le portrait de jeunes englués dans les travers et les insuffisances de la société de la fin de ce siècle. Le scénario en vaut assurément d'autres, qui décrit l'histoire d'une amitié, celle d'Antoine (François Cluzet), qu'une rupture amoureuse a laissé inconso-lable, et Fred (Guillaume Departieu), qui ne se décide pas à faire quelque chose de sa vie. « Galères » de tous ordres, tentatives maladroites en direction d'une malhonnêteté qui ne leur convient à l'évidence pas, et, pour Antoine, lente descente vers l'enfer de la dépression. Les répliques cherchent

trop systématiquement à faire mouche, comme si Pierre Salvadori avait voulu que ses dialogues figurent en totalité dans un florilège de l'hu-mour, mais elles touchent souvent juste. Les acteurs se montrent à leur avantage et le tandem Cluzet-Depardieu junior est complémentaire, avec juste ce qu'il faut de nécessaire ambiguité. Ainsi le film frôle constamment la réussite, mais échoue pratiquement dans chaque scène, par la faute de l'incapacité du réalisateur à proposer autre chose qu'une banale mise en images des personnages et des situations. Les Apprentis est un film certes correctement réalisé, mais que ne porte jamais la moindre idée de mise en scène : quelques aménagements mineurs suffiraient à en faire, au choix, une pièce de théâtre ou un roman.

Tout est là, en effet, l'humour, la sensibilité, une certaine acuité de regard, une vraie intelligence des rapports entre les personnages. Il ne manque qu'un peu de cinéma.

Pascal Mérigeau

Film français de Guillaume Nidoux. Avec Bernard-Pierre Donnadicu, Laura Morante, Philippe Nahon, Roland Amstutz, Jean-Claude Bouillon. (1 h 25.)

Deux hommes, au comptoir d'un troquet parisien, engagent une conversation aussi sinistre que le réveillon qui s'annonce, sur une musique drôlement dissonante. Les traits lourds, le débit las, c'est d'ailleurs de musique qu'ils parient. Michel (Bernard-Pierre Donnadieu). parce qu'il vient de perdre sa femme dans un accident de voiture, ne supporte plus Beethoven. André, qui s'énerve en attendant la sienne, ne connaît pas ce chanteur et préfère la musique classique. Comprenne qui pourra. En attendant, André, avant d'aller gifler sa femme sur le trottoir d'en face, invite Michel au repas familial, ce dernier emportant une écharpe jaune qui ne hii appartient pas. A cette ouverture en plans serrés,

succède une scène où la propriétaire de l'écharpe (Laura Morante) reioint Michel dans la rue pour la lui réclamer. Celui-ci refuse au cours d'un déroutant dialogue nocturne où la caméra de Raoul Coutard ome magiquement leur visage

d'un halo de guirlandes colorées. Le top et le contenu du film sont donnés. La première séquence annonce l'errance féroce qui suivra, débusquant la bêtise et la déréliction bumaines au cours d'une nuit de Noël triviale jusqu'à la nausée. La seconde promet que ces deux-là se retrouveront au petit jour au nom d'une logique surréelle sans laquelle tout porterait en effet à croire, selon le mot de Cioran, que «In Création fut le premier note de sabotage ». C'est la dialectique entre ces deux pôles, dans la tradition revisitée du réalisme poétique, qui confère à Faut pas rire au bonheur son caractère finalement très

Tout n'est pas rose les soirs de réveillon Les Apprentis. Un film qui manque de peu son but Faut pas rire du bonheur. Sur la bêtise humaine

Jacques Mandelbaum





Gaumont

12 CINÉMAS GRANDS ÉCRANS, SON SONY CINÉMA STÉRÉO



OUVERTURE LE 20 DÉCEMBRE f special puverture: 25 Francs jours a la seance de 11!

I. run d'Odessa - 14, tot du Montpermasse Paris 14" - 14" Mont

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

Film franco-germano-anglo-grec de Goran Paskaljevic. Avec Tom Conti, Miki Manojlovic, María Casarès, Zorka Monojlovic, Sergej Trifumovic. (1 h 35.)

Cette coproduction franco-germano-anglo-grecque réalisée par un ci-néaste de l'ex-Yougoslavle a réuni, entre les acteurs et les techniciens, plus de dix-sept nationalités différentes. Logique, donc, qu'il parle d'exil, sous la forme d'une fable babélienne. L'épicentre en est évidenment une auberge espagnole, miteusement enclose dans une rue reconstituée de Brooklyn où se côtoient les laissés-pour-compte du rêve américain. Alonso (Torn Conti), le propriétaire, sa vieille mère aveugle (Maria Casarès), ainsi que Bayo le Monténégrin (Mild Manojlovic), en sont les figures tutélaires, entourées de silhouettes syriennes, chinoises ou juives. Tous s'emploient à survivre en entretenant la nostalgie de leur terre d'origine, par la seule arme qu'il leur reste, celle de l'esprit. Mais ce désespoir teinté d'humour prend la couleur de l'amertume et du conflit quand Loka, l'entreprenant fils ainé de Bayo, rejoint clandestinement son père avec le reste de la famille. Tourné en même temps qu'*Undergroud*, d'Emir Kusturica, ce film au réalisme intimiste se situe aux antipodes esthétiques et géographiques de ce demier. Il n'en évoque pas moins, souterrainement, la même tragédie, ne serait-ce que par la noyade absurde d'un enfant dans le Rio Grande, fleuve-frontière d'un nouveau monde non encore advenu.

LES VENDANGES DE FEU

Film américain d'Alfonso Aran. Avec Keanu Reeves, Aitana Sanchez-Gijon, Anthony Quinn, Giancarlo Giannini. (1 h 42.)

Un commis voyageur rencontre dans un train une jeune fille enceinte. Elle n'est pas mariée et craint la colère de son père, traditionaliste à la tête d'un clan qui cultive la vigne depuis plusieurs générations. L'homme accepte de se faire passer pour son mari, pour quelques jours, mais se voit adopté par la famille de la jeune fille, dont il finit par tomber réellement amoureux. Le destin (et le scénariste) feront en sorte qu'aucun obstacle ne les empêche de tomber dans les bras l'un de l'autre. Les Vendanges de feu est un remake de Quatre pas dans les nuages, d'Antonio Blasetti, dont Pargument a été passé à la moulinette du néo-romanesque hollywoodien. L'emphase et la «joliesse» de chaque plan out l'apparence d'une publicité pour le vin ronge américain. Mais le plus grave est sans doute que le film d'Arau ne peut s'empêcher d'exprimer, très rapidement, un accablant attendrissement pour un vieil ordre patriarcal représenté par la famille de l'héroine, montrée comme l'exemple même du paradis sur Jean-François Rauger

L'INDIEN DU PLACARD Film américain de Frank Oz. Avec Hal Scardino, Litefoot, Lindsay Crouse. (1 b 36.)

Un jeune garçon se voit offiir pour son anniversaire un petit placard en bois qui a la faculté d'animer les figurines en plastique qu'on y range. Il donne ainsi la vie à un Indien miniature qui devient son ami et lui livre quelones enseignements sur la vie, avant de rejoindre le néant des jouets. Le film de Frank Oz semble vouloir fonctionner sur le thème fantastique de la miniaturisation, auquel notamment L'Homme qui rétrécit, de Jack Amold, avait donné ses lettres de noblesse et que les progrès des effets spéciaux rendent désormais convaincant. Mais il ne tire enitre parti de ce postulat et se limite à une fable politiquement correcte sur le respect des minorités.

L'ENFANT DES NEIGES

Film français de Nicolas Vanier. Avec Diane, Montaine et Nicolas Vanier. (1 b 20.)

Nicolas Vanier est un mordu des grandes étendues nordiques. Les chiens de traîneaux les froidures boréales, la débrouille en milieu arctique n'ont plus de secret pour ce Robinson des neiges. Il y étitraîne un pour par pour une aventure qui mène des Montagnes rocheuses à l'Alaska, sa Tennue Diane et sa fille Mortaine, âgée d'un an et demi. Nul ne saurait lui faire grief de cet exercice de survie familial ni des images banales qu'il en a rapportées. Mais tout se complique quand, avec l'appul de AB Productions, il entend les divulguer au public sous les doubles auspices de Jack London et du cinéma du réel. C'est beaucoup pour un film qui conjugue à une litanie de clichés polaires le degré zéro de la narration, un glaçage de musique new-age et de gazouillis enfantins enrobant le tout. La vacuité du propos semble redoubler ici la gratuité de l'acte. Et ce n'est pas le fait d'entraîner une charmante fillette dans ce périple froid qui lui confère une once de sens, particulièrement quand l'expérience n'est exploitée qu'à titre d'argument promotion-

LE CERCLE DES AMIES

Film britannique de Pat O'Connor. Avec Chris O'Donnell, Minnie Driver, Geraldina O'Rawe, Safiron Burrows. (1 h 42.) L'éducation sentimentale des adolescents n'est pas une mince affaire dans

l'Irlande de la fin des années 50. Le conformisme de la société et la morale catholique pèsent, en effet, d'un poids écrasant sur la vie sexuelle des ieunes filles. Le Cercle des amies raconte l'histoire de trois d'entre elles, amies depuis leur enfance, et qui affrontent leur première année d'université à Dublin. L'une d'elle, parce qu'elle est tombée enceinte d'un fils de famille indigne, « piquera » le fiancé de sa meilleure amie. Elle couchera avec lui pour l'obliger au mariage après lui avoir fait croire qu'il est le père de l'enfant. La découverte de la machination et l'aveu tardif qui suit empêcheront le désastre de vies gâchées à jamais. Le film de Pat O'Connor fonctionne selon un principe que Le Cercle des poètes disparus avait porté à son point de perfection. Il s'agit de faire mine de délivrer un message andacieux en utilisant comme repoussoir une société humaine particulièrement répressive (ici une Irlande d'il y a quarante ans où règnent les curés, la coercition sexuelle et le refus de l'avortement). Mais les simulacres de révolte des personnages se résolvent dans l'accomplissement d'un destin aussi conventionnel que possible, même si les contraintes morales les plus encombrantes d'aujourd'hui en sont évacuées.

UN CADEAU DU CIEL Film franco-américain de Jack Lucarelli. Avec Sharon Farrel, David

Steen, Gigi Rice, Sarah Triger. (1 h 42.) Dans une ferme isolée de l'Amérique rurale des années 70, une femme vit en quasi-autarcie avec ses deux enfants d'une trentaine d'années. Il y a Charlie, le fils simple d'esprit avec qui elle entretient une relation incestneuse, et Missy, la fille mai aimée. L'arrivée d'une cousine de la ville va remettre en cause les rapports noués entre les membres de cette cellule familiale très particulière, dévoller d'anciens traumatismes et détroire l'ordre établi. Un cadeau du ciel fait figure d'objet étrange. Produit par un jeune producteur français, le film fut, semble-t-il, apprécié dans certains festivals aux Etats-Unis, où il récolta quelques prix. Il voudrait sans doute se situer dans la lignée de Faulkner, mais relève seulement d'une antique tradition de naturalisme rural. Le récit débouche ainsi sur la révélation de névroses diverses se traduisant par l'inceste, la nymphomanie ou le viol, et laisse le champ libre à l'hystérie théâtrale des comédiens. Un cadeau du ciel semble n'avoir pas d'âge. C'est ce qui fait sa singularité, mais ce n'est pas vraiment

CD - CD ROM - VIDEOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom 23 000 vidéos 200 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile) 3615 LEMONDE

STATE OF THE PROPERTY SALES E 22 (T. 474) CHEST CONTRACTOR OF

matter was entite the training sort & of the land uniform. and Colors Man Berte and Times to the tag time. A STATE SOUTH THE PERSON

Later Grane in the wifel

25 . 20 magazina

Citterna.

e idmos:

Pison L'sher At Enterin

Todale cham ...

Wahuse, Fieler Dates Seil

They are Lat



« Le » dictionnaire du cinéma à portée de main

SPECIALISTES et amateurs, vente. On y retrouve les qualités étudiants et simples curieux le savent depuis sa première édition, ment la très grande attention poril y a dix ans : « le Passek » est ce qui se fait de mieux en matière de dictionnaire de cinéma (en français). Soit la meilleure résolution à ce jour de cette quadrature du cercle que représente la tentative d'offrir, sous forme synthétique et maniable, un ouvrage de référence sur tous les aspects du cinéma: réalisateurs, acteurs, techniciens, mais aussi cinématographies nationales, procédés techniques, dossiers économiques, genres, écoles esthétiques, récompenses...

See the And Parkathers to

Service Control of the Control of th

STATE OF THE STATE

THE BASE PLANTS IN THE SECOND SECOND

Specifical and the specifical an

Property of the Control of the Contr

and the second of the second o

we was history than

Total Men Lynn

建、2010年1日 1日20日 1日20日 2日

Tagget and the transfer of the State

g vitter e

San with the

والمساوريسي المساوريسي

(

Sugar Service

Company of the

Personal Transfer

Jane Williams

115

A ...

a r

 $\mathbb{V}^{(2)}(A_{1},A_{2}) \cong \mathbb{V}^{(2)}(A_{2})$

CONTRACT OF STREET

Le résultat était jusqu'à présent un grand et gros volume cartonné et illustré, c'est désormais, dans une version remise à jour, un coffret de deux livres au format 14 x 21 à dos souples, d'un maniement plus aisé, et dépourvu de photographies qui n'apportaient pas grand-chose aux précédentes éditions. Ces changements de forme permettent aussi de dimi-

ment la très grande attention portée aux « petites » cinématographies, ce qui n'a rien de surprenant dans un ouvrage dirigé donc par Jean-Loup Passek, le créateur et directeur du Festival de La Rochelle, aussi responsable du cinéma au Centre Pompidou, célèbre pour les révélations dues à ses vastes rétrospectives.

HOSTILITÉ À L'AUDACE

La mise à jour ne comportant pas la révision des précédents textes, on retrouve également certains défauts de l'ouvrage, en particulier une hostilité non déguisée, et hors de propos dans un dictionnaire, envers certains styles cinématographiques, surtout les plus audacieux. Et l'approche industrielle du cinéma demeure légèrement en retrait : le dictionnaire connaît Disney, Walt, mais ne dit pratiquement rien de l'énorme trust qu'est devenue la société Disnuer considérablement le prix de ney. Et il ignore les nouveaux

poids lourds du monde des images -sociétés européennes telles que Canal Plus ou Polygram par exemple, ou personnalités majeures dn business hollywoodien comme Michael Ovitz.

La nouvelle édition comporte de nombreuses entrées inédites, qui rendent compte, entre autres, de l'essor des films dans de nouveaux pays tels que l'Iran ou Taiwan. Mais certaines absences laissent perplexes: les jeunes réalisateurs français, à commencer par Arnaud Desplechin, sont plutôt « ostracisés », comparés à leurs collègues américains. Mais chacun sait que le dictionnaire parfait n'existe pas. A défaut, « le Passek » dans sa nouvelle mouture demeure la source la plus sûre et à ce jour la

J.-M. F.

* Dictionnaire du cinéma, sous la direction de Jean-Loup Passek, Larousse, 2 392 pp., coffret de deux volumes, 240 F.



Lettre d'Amérique

■ Jane Austen, une romancière de plus de deux cents ans, connaît une glotre posthume et cinématographique sans égale. Quatre de ses œuvres sont à l'affiche en cette fin d'année : Persuasion, de Roger Michell, et Sense and Sensibility, de Ang Lee, adapté par Emma Thompson, sont déjà sur les écrans, la série tirée de Orgueil et Préjugés bat tous les records à la BBC. Jusqu'à Collégiennes de Beverly Hills oni se réclame d'un roman

peu connu, Emma ■ A peine sorti de la version cinéma de Mission impossible, réalisée par Brian de Palma, Tom Cruise et sa femme Nicole Kidman (ici photographice dans Prète à tout, de Gus Van Sant) seront les vedelles du nouveau-film, attendu depuis Fuli Metal



lacket (1987), de Stanley Kubrick. Eyes Wide Shut (« Les Yeux grand fermés») traitera de jalousie et d'obsession sexuelle. Knbrick tournera ensuite le film de science-fiction consacré à l'intelligence artificielle, Al, pour

lequel il attendait que « la technologie soit au point » – elle l'est, selon lui, depuis *jurassic* Park de Steven Spielberg.
■ Les effets spéciaux dominent le box-office américain. Jumanji, avec Robin Williams et un régiment d'animaux sauvages, se lance à la poursuite de Toy Story, produit par Disney et Pixar, et réalisé par John Lasseter. Entièrement conçu sur ordinateur, ce dernier devrait bientôt franchir la barrière des 100 millions de dollars de recettes. Avec un nombre inférieur d'écrans et de séances (Il dure deux heures et quarante et une minutes), Heat, de Michael Mann, avec Al Pacino et Robert De Niro, réussit le très joli score de 8 millions de dollars (environ 40 millions de francs) pour son premier week-end.

Henri Béhar

A PARIS

cité de la musique 44 84 44 84

musique & cinéma

décembre

ensemble INTERCONTEMPORAIN.

le 26 er le 27 à 20 h La chute

de la maison Usher

film de Jean Epstein musique de Ivan Fedele creation

Lesley-Jane Roger, soprano

Ensemble Intercontemporain direction Olivier Dejours

ensemble INTERCONTEMPORAIN IRCAM Centre Georges Pompidon

le 29 à 18 h / le 30 à 16 h 30

Doktor Mabuse, der Spieler Ein Bild der Zeit

(1" partie 150") Inferno, Menschen der Zeit. (2" partie 15(")

film de Fritz Lang naussue de Michael Obst

Vincent Batter, Machel Cerutti, Daniel Campolini, percusiona Flurent Boffani, Dimim Vassilakts, pr Technique Ircam Ensemble Intercontemporain firection Anne Manson

CENÈMEMORE ET PITEME



suit l'autre: 8 après Le Bonheur est dans le pré, la semaine demière, Les Trois frères, de Didier Bourdon et Bemard Campan (du trio Les Inconnus) prend la tête du box-office avec 140 000 spectateurs dans son immense circuit de 46

salles. Avec deux écrans de plus, le film d'Étienne Chatiliez se maintient bien à 121 000, soit un total de plus de 290 000 en quinze jours. Après les succès d'Un indien dans la ville, Gazon maudit et Les Anges gardiens, la comédie reste blen la va-**GIBIERS**



Théâtre de Gennevilliers 41 32 26 26

Commandez vos livres par Minitel 36 15 LEMONDE

leur sure du commerce cinémato-

Parmi les autres nouveautés, le plus beau succès est pour Smoke, à 48 000 dans une modeste combinaison de 19 écrans. Le Président et Miss Wade a plus de mal à trouver sa place, avec seulement 37 000 votants dans 37 salles. Les trois autres sorties (Dernière frontière, Des anges font à peine de la figuration.

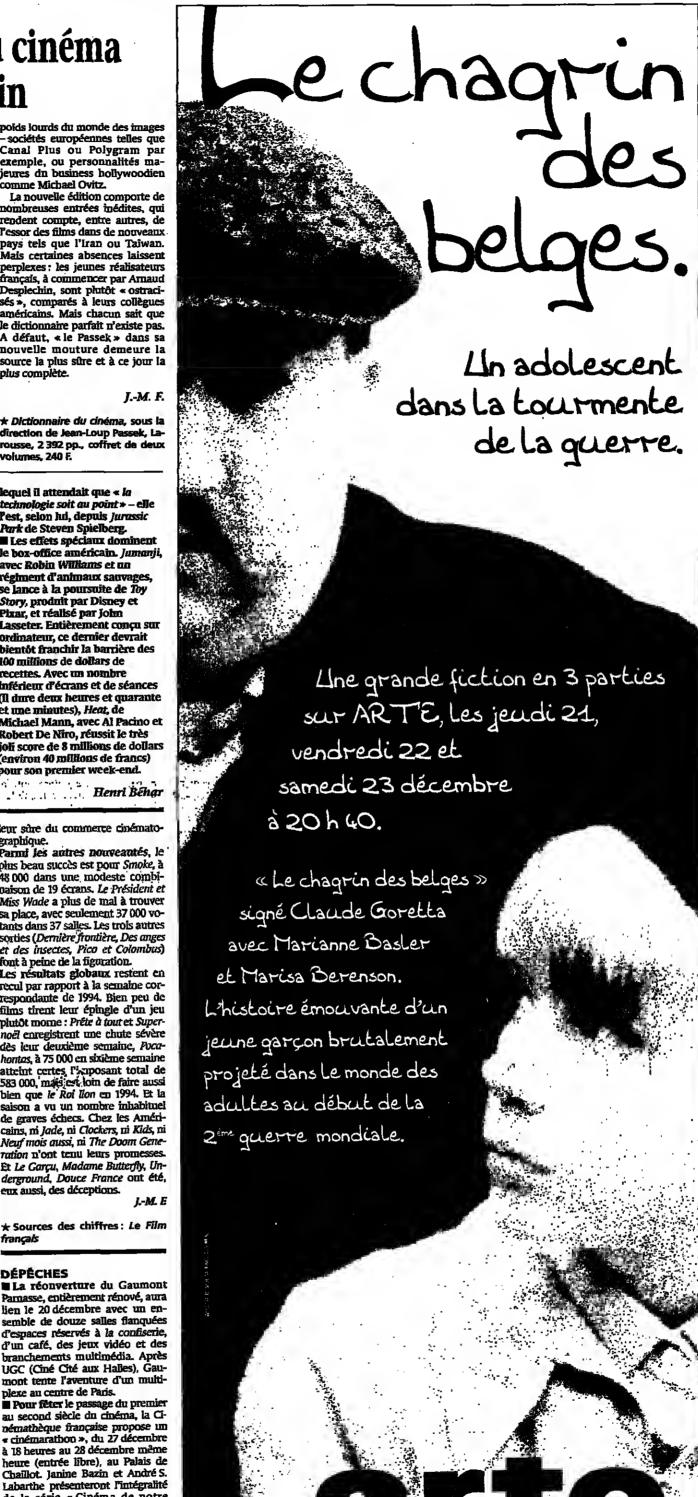
Les résultats globaux restent en recul par rapport à la semaine correspondante de 1994. Bien peu de films tirent leur épingle d'un jeu plutôt mome : Prête à tout et Supernoël enregistrent une chute sévère dès leur deuxième semaine, Pocahontas, à 75 000 en sixième semaine atteint certes, l'imposant total de 583 000, mais est loin de faire aussi bien que le Roi lion en 1994. Et la saison a vu un nombre inhabituel de graves échecs. Chez les Américains, mi Jade, ni Clockers, ni Kids, ni Neuf mois aussi, ni The Doom Generation n'ont tenu leurs promesses. Et Le Garçu, Madame Butterfly, Underground, Douce France out été, eux aussi, des déceptions.

* Sources des chiffres: Le Film français

DÉPÉCHES La réonverture du Gaumont

Parnasse, entièrement rénové, aura lien le 20 décembre avec un ensemble de douze salles flanquées d'espaces réservés à la confiserie, d'un café, des jeux vidéo et des branchements multimédia. Après UGC (Ciné Cité aux Halles), Gaumont tente l'aventure d'un multiplexe au centre de Paris. ■ Pour fêter le passage du premier

némathèque française propose un « cinémaration », du 27 décembre à 18 heures au 28 décembre même heure (entrée libre), au Palais de Chaillot. Janine Bazin et André S. Labarthe présenteront l'intégralité de la série « Cinéma de notre temps », devenu le rendez-vous mensuel d'Arte. En présence de personnalités du grand écran, une vingtaine de portraits de grands ci-néastes par d'autres cinéastes, de Renoir à Scorsese, de Kiarostami à



Bar well the training **4** 4. 2... POTATO)* _ f . - - ⁻⁻-18 Sept 1 1 1 1 gas is 1,044

general state By Carlotter

 $p^{2} p^{(k_1, k_2) \cdots k_{n-1}}$

्र_{क्ष}्य चारता ।

lacques Pieiller. L'AMDUR MEURTRI litalien. 1 h 44), de Mario Martone, avec Anna Bonaiuto, Angela Luce, Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anna Calato.

LE BALLON BLANC (iranien 1 h 251, de lafar Panahi, avec Aīda Mohammadkhani, Mohsen Kafili, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani. Mohammad Bahkbari. LA CHANTEUSE DE PANSDRI

tcoréen, 1 h 53), d'Im Kwon-taek, avec Kim Myung-gon, Oh Junghae, Kim Kyu-chul. CLOCKERS (américain, 2 h 09),

de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekh) Phifer.

CROSSING GUARD (américain, 1 h 551, de Sean Penn, avec Jack Nicho(son, David Morse, Angelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford. LA DERNIÈRE FRONTIÈRE

thongrois,) h 25), de Peter Gothar, avec Marl Nagy, Mari Torocsik, Jozsez Szarvas, Valendn Teodos(u, Misu Dimvale.

LA FILLE SEULE (français. 1 h 30), de Benoît Jacquot, avec Virginie Ledoven, Benoit Magimel, Dominique Valadie, Aladin Reibel, Vera Briole, Virginie Emane.

LE GARCU Ifrançais, 1 h 45), de Maurice Pialat, avec Gerard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pialat, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.

LAND AND FREEDOM (britannique, 1 h 49), de Ken Loach, avec Ian Hart, Rosana Pastor, Iciar Bollain, Torn Gilroy, Marc Martinez, Frederic Plerrot.

LISBONNE STORY (allemandportugais, 1 h 40), de Wim Wenders, avec Rudigler Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José da Silva, Joao Caniio.

LE REGARD D'ULYSSE (grec, 2 h 56), de Theo Angelopoulos, avec Harvey Keitel, Maia Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Dora Volanaki.

SMOKE (américain, 1 h 50), de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley ludd, Forest Whitaker,

FESTIVALS

L'ART TROMPEUR: de la lanterne magique au cinématographe, trois siècles de cinema. Cette exposition présente un grand nombre de « machines » qui n'avaient jamais été extraites des réserves de la Cinémathèque française, l'un des plus beaux foods au monde d'apparells cinématographiques (quelque 2000 pièces et 6 000 plaques de lanterne magique exposées). C'est à un véritable tion et d'Images lumineuses et mouvantes, que nous convie cette exposition. Défilent sous nos yeux les effets lumineux et changeants des boites d'optique du XVIII siècle, les animations des ombres chinoises du Théâtre de Séraphin, d'étranges anamorphoses à miroir, d'ébioulssantes plaques de verre de la Royal Polytechnic Institution de Londres, des images vertigineuses des disques stroboscopiques et des zootropes, la machinerie complexe du Théâtre oppique d'Emile Reynaud avec ses saynètes animées et en couleur. des films réalisés bien avant Lumière par Marey, Demeny et Edison... La chambre noire Royal Delineator de 1778, le matériel de John Rudge, le phonoscope de Georges Demeny, le kinetophone de Thomas Edison ou la première caméra de Georges Méliès viennent compléter cet ensemble exceptionnel d'inventions rares et merveilleuses. Cette collection a été constituée à partir des années 1900 par un Anglais, Will Day, puis

deux ont compris très tôt que le clnéma n'était pas apparu miraculeusement en 1895. L'écriture du mouvement, la projection lumineuse et l'industrie des « photographies mouvementées » n'ont pu éclore, dans les années 1890, que grâce à des usages et à des techniques établis depuis des siècles. Les collections de la Cinémathèque française, accueillies à l'Espace Electra grace à la fondaoyage, peuplé d'appareils en ac- tion Electricité de France, permettent un fabuleux voyage à travers les merveilles de « l'art trompeur » qui ont jalonné trois siècles de cínéma.

Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris-7. M. Sevres-Bobylone. De 11 h 30 a 18 h 30, ferme les lundis et iours fériés. Jusqu'au 3 mars. Tél.: 42-84-23-60. 20 F (comprenant le iournal de l'exposition et une entrée gratuite à une seonce de la Cinemathèque françoise, Palais de Choillot).

LE CINÉMARATHON DE « CINÉ» MA DE NOTRE TEMPS »: 24 heures de projection en continu de l'intégralité de (a série ·· Cinéma de notre temps » dirigée par Janine Bazin et André S. Labarthe. Renoir, Kiarostami, Rohmer, Rivette, Lang, Godard, Chabrol, Moretti, Oliveira, Pasolini, Sternberg... une vingtaine de portraits de grands cinéastes par d'autres cinéastes.

Cinémothèque fronçoise, Palais de 18 heures. Entrée libre.

Choillot, 7. avenue Albert-de-Mun. Paris-16. Mº Trocadero (entrée côté jordin). Du 27 décembre à 18 heures, au 28 décembre à

NDUVEAUX FILMS

L'AMERIQUE DES AUTRES Film franco anglo-allemand de Goran Paskaljevic, avec Tom Conti, Miki Manojlovic, Maria Casarés, Zorka Manojlovic, Serge, Trifunovic

continuée par Henri Langlois. Tous

O: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6" (48-33-79-38; 36-68-6B-12); Elysées Lincoln, dolby, 8º [43-59-36-14 : réservation : 40-30 14-Juillet Bastille. 114 (43-57-90-81; 36 68-69-27); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20; reservation: 40-30-20-

LES APPRENTIS

Film français de Pierre Salvadori, avec François Cluzet, Guillaume Depardieu, Judith Henry, Claire Laroche

UGC Ciné-cité les Halles, 1º (36-68-6B-58); Gaumont Opéra Imperial, dolby, 2' (36-68-75-55; réservation: 10-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille. 6" (46-33-79-3B; 36-68-6B-12); Le Balzac, 8" (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11" (43-57-90-81; 36-68-69-27); Escurial, 131 (36-68-48-24 : réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14' (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Seaugrenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24).

LE CERCLE DES AMIES Film britanniqua de Pat O'Connor, avec Chris O'Donnell. Minnie Driver Géraldine O'Rawe, 5affron Surrows,

vo: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); Gaumont Opera Imperial, dolby, 2" (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odeon, dolby, 6. (43-25-59-83; 36-68-68-12); Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77, 36-65-70-43); George-V, 8 (36-68-43-47); La 8estille, dolby, 11º (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13 (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10); Bienvenue Montparnasse, dolby. 15* (36-65-70-3B : réservation : 40-30-20-10). VF: Gaumont Parnasse, dolby, 14° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-

L'ENFANT DES NEIGES Film français de Nicolas Vanier, avec Diane Vanier, Nicolas Vanier, Montaine (1 h 20).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); Espace Saint-Michel, 5' (44-07-20-49); George-V, dolby, 8' |36-6B-43-47); Paramount Opera, dolby. 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation : 40-30-20-10) : UGC Gopelins, 13° (36-68-22-27); Mistral, 14° (36-65-70-41; reservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14- [43-20-32-20 : reservation : 40-30-20-10) ; uGC **FAUT PAS RIRE DU BONHEUR**

Film français de Guillaume Nicloux, avec Bernard Pierre Donnadieu, Laura Morante |1 h 25). Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-

GOLDENEYE

Film britannique de Martin Camobell, avec Pierce Brosnan, Sean 9ean. Izabella Scorupco, Famke Janssen Joe Don Baker, Robbie Coltrane (2 h 10). VO: UGC Cine-cité les Halles, dolby.

1~ (36-68-68-58); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-)uillet 8eaubourg, dolby, 3' (36-68-69-23); 14-)uillet Odéon, dolby, 6' (43-25-59-83 : 36-68-68-12) , Bretagne, dolby, 6° (36-65-70-37 : réservation : 40-30-20-)0) : 8iarritz-Majestic, dolby, B' (36-68-48-56; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Marrgnan, dolby, 81 (36-68-75-55: réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8" (36-68-49) 56); 14-Tuillet Bastille, dolby, 11" (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13* (36-68-75-13; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15' 145-75 79 79; 36-68-69-24); UGC Maillot, 17* (36-68-31-34).

dolby, 9 |47-42-56-31; 36-6B 31-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12" |43-43-04-67; 36-6S-71-33; réservetion : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13 (36-6B-22-27): Gaumont Parnasse, dolby 14" (36-68-75-55; réservation : 40-30 20 10); Mistral, dolby, 14 (36-65-70-41; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15* (36-6B-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22; réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; reservation: 40-30-L'INDIEN DU PLACARD

VF: Rex. dolby, 2 (36-68-70-23);

UGC Montparnasse, dolby, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount

Film américain de Frank Oz, avec Hal Scardino, Litefoot, Lindsay Crouse, Richard Jenkins, Steve Coogan, David Keith (1 h 36),

VO: UGC Cine-cité les Halles, dolby. 1° (36-68-68-56); Gaumont Ambasde, dolby, 8" (43-59-19-08; 36-68-75-55: réservation: 40-30-20-10); George-V, 8* (36-6B-43-47). VF: UGC Cine-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); Rex, 2º (36-68-70-

23); Gaumont Ambassade, dolby, 8° 143-59-19-08; 36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); George-V, 8 (36-68-43-47); Paramount Opera, dolby, 9° (47-42-56-31; 36-68-81-09; reservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13, (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14-(36-68-75-55; réservation; 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-65-70-41; reservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14' (36-65-70-39; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15* (36-68-75-55 : reservation : 40-30-20-10); Pathe Wepler, doiby, 18* (36-68-20-22; réservation : 40-30-20-10).

Film françals de Sarah Moon, Anne Andreu, Philippe Poulet, (1 h 30). Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-LE MAÎTRE DES ÉLÉPHANTS

LUMIÈRE ET COMPAGNIE

Film français de Patrick Grandperret avec Jacques Dutronc, Erwan 8aynaud, Sotlgui Kouyate, Sidy Lamine Diarra, Halilou Bouba, Victor Tige

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); Rex. dolby, 2° (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14); UGC Danton, lby, 6° (36-68-34-21); Gaumont Ambassade, dolby, 8" (43-59-19-08: 36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8° (36-68-43-47); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8° (43-87-35-43; 35-65-71-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (36-68-75-

55; réservation : 40-30-20-10); Gau-

mont Alesia, dolby, 14 (36-68-75-55;

reservation: 40-30-20-10); Gaumont

Parnasse, dolby, 14" | 36-68-75-55; re-servation: 40-30-20-10); Gaumont

Convention, dolby, 15* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Pathé We-

pler, dolby, 18* (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta,

dolby, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation : 40-30-20-10).

Film américain de Jack Lucarelli, avec

Sharon Farrel, David Steen, Gigi Rice,

Sarah Trigger, Gene Lythgow, Mark Ruffalo (1 h 42).

VO: Elysees Lincoln, dolby, 8 (43-59-

36-14; réservation : 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20;

Film américain d'Alfonso Arau, avec

Keanu Reeves, Aitana Sanchez Gijon.

Anthony Quinn (1 h 42). VO: UGC Cinè-cité les Halles, dolby.

6" [36-6B-37-62]: Gaumont Amhas-

sade, dolby, 8º (43-59-19-08; 36-68-

75-55: réservation: 40-30-20-10):

George-V, 8 (36-68-43-47); Gau-

mont Parnasse, dolby, 14* [36-68-75-55]; reservation : 40-30-20-10].

VF: Bretagne, 6" (36-65-70-37; reservation: 40-30-20-10); Paramount

Opera, dolby, 9- |47-42-56-31; 36-68-

81-09: reservation: 40-30-20-10):

Gaumont Gobelins Fauvette, dolby,

13" (36-68-75-55; reservation: 40-30-

20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14-

(36-68-75-55, reservation: 40-30-20-

avec Ariane Ascaride, Jacques 8ou

det, Jean-Pierre Darroussin, Jacques

Gamblin, Gerard Meylan, Jacques

avec Anna Bonaiuto, Angela Luce,

Epec de 80rs, 5 (43-37-57-47).

SÉLECTION

Pieiller.

Français (1 h 40).

L'AMOUR MEURTRI

de Mario Martone.

À LA VIE, À LA MORT !

de Robert Guediguian,

(36-68-68-58); UGC Odéon, dolby,

UN CADEAU DU CIEL

réservation : 40-30-20-10). LES VENDANGES DE FEU

Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anna Calato.

Italien (1 h 44). VO: 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-OO; 36-68-59-02). AU BEAU MILIEU DE L'HIVER

de Kenneth Branagh, avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions Britannique, noir et blanc (1 h 39). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby 1" |36-68-6B-5B); UGC Montpar nasse, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14);

UGC Odéon, 6º (36-68-37-62); La Pa-gode, 7º (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); UGC Normendie, dolby, 8* (36-68-49-56); UGC Opéra, dol-by, 9* (36-68-21-24); Majestic Bastille, dolby, 11 (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Mistral, 14* (36-65-70-41; reservation: 40-30-20-

LE BALLON BLANC

de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafili, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani, Mohammad Bahktiari. Iranien (1 h 25). VO: 14-Juillet 8eaubourg, 3° (36-68

69-23); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5° (43-54-15-04). LE SONHEUR EST DANS LE PRÉ de Etienne Chatiliez.

avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Sabine Azema, Carmen Maura, Eric Cantona, Joël Cantona.

Français (1 h 46). UGC Cinè-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); Rex. dolby, 2* (36-68-70-23); 14-Juillet Reaubourg, dolby, 3° (36-68-69-23); 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6° (46-33-79-38; 30-68-68-12); 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Ambassade, dol-by, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 5aint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-43; 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandle, dolby, 8' (36-68-49-56); Paramount Opera, dolby, 9' (47-42-56-31; 36-68-81-09; reservation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11 (36-68

48-56: reservation: 40-30-20-10): Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12-(36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14' (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10): Gaumont Parnasse, dolby. 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14* (36-65-70-39; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, dolby, 15° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10): Majestic Passy,

dolby, 16 (35-68-48-56; réservation

40-30-20-10); UGC Maillot, dolby, 17*

138-68-31-34): Pathé Wepler, dolby 18* (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20* (46-

36-10-96; 36-65-71-44; réservetion:

avec Kim Myung-Gon, Oh Jung-Hae,

VO: Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09); 14-Juillet Hautefeullle, dolby, 6°

avac Harvey Keitel, John Turturro, Dalroy Lindo, Mekhi Phifer.

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

avec Mohammad Nahhal, Hana'Ne

meh. Ghassan Abu Libda, Mekram

elgo-anglo-palestinien (1 h 46).

LA CROISADE D'ANNE BURIDAN

belli, Camille de Casabianca.

Epee de 8ois, 5º (43-37-57-47).

Laurie, Richard Bradford.

vation: 40-30-20-10); Seint-L dolby, 15" (45-32-91-68).

LA DERNIÈRE FRONTIÈRE

Dimvale, Andrei Finti.

VO: Espace Saint-Michel, 5 (44-07-

avec Judith Cahen, Joël Luecht, Serge

8ozon, Fabrice Barbaro, Alberto Sor-

avec Jack Nicholson, David Morse,

Anjelica Huston, Robin Wright, Piper

VO: 14-)uillet Pamasse, 6 (43-26-58-

00: 36-68-59-02): Gaumont Mari-

gnan, dolby, 8' (36-68-75-55; réser-

avec Mari Nagy, Man Torocsik, Joz-

sez-Szarvas, Valentin Teodosiu, Misu

CONTE DES TROIS DIAMANTS

LA CHANTEUSE DE PANSORI

(46-33-79-38: 35-68-68-12).

EGYPTE

Cent ans de cinéma

exposition - spectacle jusqu'au 25 février 1996

du mardi au dimanche de 10 à 19h

INSTITUT DU MONDE ARABE

40-30-20-101.

Kim Kyu-Chul.

Coréen (1 h 53).

CLOCKERS (**)

Americain (2 h 09).

de Michel Khleifi.

de Judith Cahen,

Français (1 h 25).

de Sean Penn.

CROSSING GUARD

Americain (1 h 55).

de Peter Gothar,

mad Sakri.

de Spike Lee,

de im Kwon-Taek.

Hongrois (1 h 25). VO: Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-

LA FILLE SEULE de Benoît Jacquot. avec Virginie Ledoyen, Benoît Maglmel, Dominique Valadie, Aladin Reibel, Vera Briole, Virginle Emane. Français (1 h 30).

Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-LE GARÇU

de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pialet, Dominique Rocheteau, Fabienne 8abe. Elisabeth Français (1 h 45).

Juillet Pamasse, 6 (43-26-58-00; 36-68-59-02); Studio 28, 18* (46-06-36-07). LAND AND FREEDOM

de Ken Loach, evec Ian Hart, Rosana Pastor, Iciar Bollain, Tom Gilroy, Marc Martinez,

Britannique (1 h 49). VO: UGC Forum Orient Express, 1° (36-65-70-67); Epée de Bois, 5° (43-37-57-47); Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5° (36-68-48-24); Le Balzat, dolby, 8" (45-61-10-60); Les Montparnos, dolby, 14º (36-65-70-42 ; réserva-tion ; 40-30-20-10).

LISBONNE STORY

de Wim Wenders avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José da Silva, Joao Canijo.

Allemand-portugals (1 h 40), VO: 14-Juillet 8eaubourg, dolby, 3* (36-68-69-23); Cinoches, 6° (46-33-10-82).

NELLY ET M. ARNAUD de Claude Sautet, avec Emmanuelle Béart, Michel Serrault, Jean-Hugues Anglase, Claire Nadeau, Françoise Brion, Michèle La-

Français (1 h 46). uGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1° (36-68-68-58); UGC Damon, 6° (36-68-34-21); Publicls Champs-Elysées, dolby, 8* (47-20-76-23; 36-68-75-55;

réservation : 40-30-20-10) ; UGC Opéra, 9° (36-68-21-24) ; 8ienvenue Montparnasse, dolby, 15° (36-65-70-38; réservation : 40-30-20-10) ; Grand Pavols, dolby, 15° (45-54-46-85; reservation: 40-30-20-10); Saint-Lambert, dolby, 15° (45-32-91-68). POCAHONTAS, UNE LEGENDE IN-DIENNE

de Mike Gabriel. Eric Goldberg,

dessin animė Américain (1 h 22). VO: UGC Ciné-cité les Halles, do(by, 1" (36-68-68-58); Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8 (36-68-43-47) ; Gaumont opanorama, dolby, 15° (43-06-50-50: 35-68-75-15: reservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16" (36-68-48-56; reservation: 40-30-20-10). VF: UGC Cine-cite les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); Rex (le Grand Rex); dolby, 2" (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14): Gaumont Marignan, dolby, 8° 36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8* (36-58-43-47); Les Nation, dolby, 12* (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon 8astille, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelirs, 13• (36-68-22-27); Gaumont Alésla, dolby, 14• (38-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15* (43-06-50-50; 36-68-75-15; reservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15* (36-68-29-31); Majestic Passy, dolby, 16 (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, dolby, 17s (38-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20* (46-38-10-96; 36-65-71-44; réservation : 40-30-20-10).

LE PRÉSIDENT ET MISS WADE de Rob Reiner, avec Michael Douglas, Annette 8ening, Martin Sheen, Michael J. Fox.

Américain (1 h 55). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10): UGC Rotonde, dolby, 5: (36-65-70-73; 36-68-41-45); UGC Danton, dolby, 5: (36-68-34-21); Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55; re-servation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8" (36-68-49-56); UGC Opera, dolby, 9" (36-68-21-24); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Julliet Beaugrenelle, doiby, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathe Wepler, dolby, 18" (36-68-20-22; reservation: 40-30-20-10).

PRÊTE A TOUT de Gus Van Sant. avec Nicole Kidman, Matt Dillon, Joaquin Phoenix, Alison Folland, Casey Affleck, Illeana Douglas.

Américain (1 h 47). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); UGC Rotonde, 69 (36-65-70-73; 36-68-41-45); UGC Danton, 6° (36-6B-34-21); Champs-Elysées, dolby, 8° (36-68-66-54); UGC Opéra, 9° (36-68-21-24); La Bastille, 11° (43-07-48-60); Escurial, dolby, 13° (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); Pathe Wepler, dolby, 18" (36-68-20-22; reservation: 40-30-20-10).

RAMPO de Kazuyoshi Okuyama, avec Masahiro Motoki, Naoto Takenaka, Michiko Hade, Teruvuki Kaga-Japonais (1 h 40). VO: Images d'ailleurs, 5" (45-87-18-

LE REGARD D'ULYSSE de Theo Angelopoulos avec Harvey Keitel, Maia Morgens-tern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Dora Volaneki.

VO: Lucernaire, 6º (45-44-57-34); L'Entrepot, 14º (45-43-41-63); Grand Pavois, dolby, 15 (45-54-46-85; reservation: 40-30-20-10). SANS DOUTE LES ANNÉES QUI PASSENT

FRANCE

FRANCE

第二十二

TENE IN CHES

TAR Serie & Sough

15.46 Shorts 1: dogs to 120

many transferred to the last

er proper to the

A STREET

CARAL PROPERTY

SIN CHE TO SE

the Park State

Location property

AS SALES

12.50

1236 Lette. Po

TRAK SAND IN

200

20

17.15

....

.

·

- T. ...

HICH3UM

respecti de Dominique Déhan, avec Françoise 8ette, Jean-Claude Frissung, Henri de Lorme, Sylvie Do-mergue, Christian Delage. Français (45). Espace 5aint-Michel, 5° (44-07-20-49).

SMOKE de Wayne Wang avec William Hurt, Harvey Keitel,

Stockard Channing, Herold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.

Americain (1 h 50). VO: Gaumont les Halles, 1" (36-68-VO: Gaumont les Halles, 1° (30-08-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (36-68-69-23); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6° (42-22-87-23); Saint-André-des-Arts II, dolby, 6° (43-26-80-25); La Pagode, 7° (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8° 43-50-46-71; réservation: 40-30-20-(43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10): Max Linder Panorama, THX, dolby, 9º (48-24-88-88; reservation; 40-30-20-10) : La Bastille, dolby, 11º (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13° (36-68-75-55; reservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14* (36-6B-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15" (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, dolby, 16" (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10);

SUPER NOEL de John Pasquin avec Tim Allen, Judge Reinhold, Wendy Crewson, Eric Lloyd, David Krumholtz, Peter Boyle. Américain (1 h 37).

Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22; réservation : 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); Publicis Champs-Elysées, dolby, 8" (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8" (36-68-45-47). VF: UGC Cinè-cité les Halles, dolby, (36-68-68-58); Rex. dolby, 2* (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Publicis Champs-Elysées, dolby, 8 (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8* (36-68-45-47); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13: (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14* (36-68-75-55; reservation; 40-30-20-10); Gaumont Alèsia, dolby, 14° (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15 (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22; réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; reservation: 40-30-20-10).

LES TROIS FRÈRES de Didler Sourdon, Sernard Campan, avec Pascal Legitimus, 8ernard Campan, Didier Boudon, Antoine du Merle, Anne Jacquemin, Marine Joli-

vet. ! Français (1 h 40) - ਜਨ: 152 : 9: ! UGC Cine-cife ਵੱਲੋ: 'ਜੰਗੇਵਿਤ,' 1= '(36-68-68-58); Rexidolby, 2-(36-68-70-23); 58-56); Hext 2018y, 2**155-68-70-23); UGC Odéon, 6* (36-68-37-62); UGC Montparnasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Marignan, dolby, 8* (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8* (36-68-43-47); Seint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-43; 36-65-71-88; Secretion : 40-30-20-20); George-V, THX, dolby, 8* (36-68-43-47); Seint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-42); 36-65-71-88; Secretion : 40-30-20-20); George-V, Thy, dolby, 8* (36-68-43-47); Seint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-48); George-V, Thy, dolby, 9* (43-87-35-48); eservation: 40-30-20-10); Gaumo Opéra Français, dolby, 9º (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12" (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13" (36-68-22-27); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14 (36-65-70-41; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); UGC Convention, dolby, 15* (38-68-29-31); UGC Malllot, 17* (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22 : reservation : 40-30-20-10) ; Le mbetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE de Stanley Donen,

avec Cary Grant, Deborah Kerr, Ro-bert Mitchum, Jean Simmons. Américain, 1960 (1 h 45). VO: Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5" (43-54-51-60) LES AVENTURES DU CAPITAINE

WYATT de Raoul Walsh avec Gary Cooper, Mari Aldon, Arthur Hunnicutt, Ray Teal, Richard Américain, 1951 (1 h 41).

VO: Action Ecoles, 5 (43-25-72-07; 36-65-70-64). CHANTONS SOUS LA PLUIE

de Gene Kelly, Stanley Donen. avec Gene Kelly, Jean Hagen, Debbie Reynolds, Cyd Charlsse, D. O'Connor. Américain, 1952 (1 h 38). VO: Espace Saint-Michel, 5 (44-07-HAUTE PEGRE de Ernst Lubitsch,

avec Kay Francis, Miriam Hopkins, Herbert Marshall, Charles Ruggles. Americain, 1932, noir et blanc (1 h 25).

VO: Le Quartier Latin, 5" (43-26-84-65). KNOCK de Guy Lefranc,

avec Louis Jouvet, Jean Brochard, Pierre Renoir, Yves Deniaud, Marguerite Pierry, Jane Marken. Français, 1950, noir et blanc (1 h 35). Reflet Médicis I, 5° (36-68-48-24). QUOI DE NEUF PUSSYCAT? de Clive Donner,

avec Peter Sellers. Peter O'Toole, Ro-my Schneider, Capucine, Paula Pren-tiss, Woody Allen. Americain, 1965 (1 h 48). VO: 14-Juillet Odéon, 5 (43-25-59-83 ; 36-68-68-12). (**) Films interdits aux moins de 16

Le Visa SA

MERCREDI 20 DÉCEMBRE



 $\{\sigma_{k}\}_{k\in\mathbb{N}}$

 $\leq \phi_{\varphi_2}$

the we consider

Some of the second streets.

Section 1997 And 1997

and the second

me to proper the control for

gradient in the program program

Administration of the second

and the present the Director for

a service of the second state

a taring of the man of the

90 ff (PK) 200 min (PK) 20

September 1997 Der generalen 📽

AL 214 41 11 11 11 11 11

the transfer of the first

Company of the property of the party of the party.

the said many represent to the

wall were a larger marker

MARKET STORY OF THE PARTY

the second of the second

Control of the second of the s

 $\Phi(s_{\theta}(x) = Q_{\theta}(x)) = e^{-i \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2}}$

paration in the Control

Same and the same

I william and have the manifest

 $p_{\mathcal{C}}(r_{\mathcal{C}}) = r_{\mathcal{C}} = -r_{\mathcal{C}}(r_{\mathcal{C}})$

nt un tallé

. .

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

and the second

: VV - VV

TOU THEODIN

E PATRO

Carried States of Grands

2 cm 31 cm 5 cm 24 cm 24

TF 1

20.50 Magazine : Combien ça coûte ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut et

22.55 Tëléfilm : Le Cavalier masqué. De John Hough.

Présenté par Nicolas Hulot, Arizona. Figures libres; Une trace au Soleil-Levant; Un peintre dans l'Ouest; Paroles de Navajos. 1.35 Les Fables de La Fontaine (et 1.50).

La Poule aux œufs d'or, de Bassek Ba Kobio : Le Chêne et le Roseau, de Ged Marlon.

1.40 Journal, Météo. 1.55 Programmes de nuit. FRANCE 2

20.55 Těléfilm: Un soleit pour l'hiver De Laurent Carceles, avec Patachou, hilippe Caroit

22.35 Magazine: **Bas les masques.** Présenté par Mireille Dumas. J'ai alisé mon rêve. 23.45 Les Films lumière. 23.50 journal, Météo.

0.05 Le Cercle de minuit. Présenté par Laure Adler. Qu'est-ce que ce orque ? 1.20 Programmes de nuit.

0.00 Les Dossiers de l'Histoire. Loin d'Hollywood, l'art européen du

angoissé.

cinéma muet. [4] Domaine français, la musique de la lumière. 1.00 Feuilleton:

1.45 Musique Graffiti (15 min).

FRANCE 3

Maman et moi sans toit.

Présenté par Jean-Marie Cavada

Présenté par Bernard Rapp. Patricia Highsmith, de Philippe Kohly.

Beau portrait d'une Américaine secrète et solitaire qui révait de

crimes bien faits. Une ecriture

simple, une intrique serrée pour

décrire un monde brutal et

20.50 La Marche du siècle.

23.10 Un siècle d'écrivains.

22.40 Méteo, Journal.

20.45 Těléfilm : Copur Caralbes. [3/4] lie et elle. De Paolo Barzman, avec Vanessa Demouy, Patrick Fors-

22.30 Téléfilm : La Vengeance faite femme. De Thomas J. Wright, avec Barbara Eden, Loretta Switt. 0.10 Fantasmes

0.40 Bouleyard des clips (et 5.15). 3.00 Rediffusions

CANAL +

21.90 Allô maman, c'est Noël. 🗆 Film américain de Tom Ropek (1993). Avec John Travolta 22.30 Flash d'informations.

22.38 Court métrage : Clara et Jérémy. De F. Hernandez. 22.40 Cinéma :

Malica.

Film américain de Harold Becker (1993, v.o.1 Avec Nicole Kidman. 0.25 Surprises.

0.30 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen. II II II Film allemand de Josef von Baky

(1942-1943, vo.). 2.20 Cinéma: Les Soldats de l'espérance. Film américain de Roger Spottis-woode (1994, v.o., 135 min). ARTE

21.40 Documentaire : Les Mercredis de l'Histoire Présenté par Alexandre Adler Le Fantòme de la radio, mémoires de la radio en Belgique dans les années trente, de Wilbur Leguebe et Thierry

21.45 Musica : Le Chemin de la gloire, Les Petits Genies de la musique, de Syrthos J. Dreher.

22.45 Riccardo Muti dirige Dvorak. Avec l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise. 0.15 ➤ Documentaire : A propos

des Joueurs de cartes. De Robert Bober et Piene Dumayet 0.30 ➤ Documentaire : Cézanne. De Jean-Marie Straub et Danièle Huillet

1.35 Documentaire: Klaus Doldinger, jazz d'Allemagne. De Susanne Mayer-Hagmann

(rediff., 52 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Méséo des cing continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 faut pas rever. Invité André Dussollier 21.00 Au nom de la loi. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Jours de Paix. 23.35 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3.1.00 Journal de la RTBF En direct (30 min).

PLANÈTE 19.40 Histoire du sauvetage en mer. De Patrick Benguet. 20.35 Roumanie, les enfants sacrifiés. De Jean-Paul Billault. 21.30 Tant que le monde sera. [3/6] Du mont Eroyes à la Sulleymaniye. De Suha Arin. 22.00 Vol au-dessus des mers. [1/1] Parither, un félin sur la Corée. De Steven Hoggard. 22.55 Robert Houdin, une vie de magicien. De Jean-Luc Müller 23.50 La Mort en cette jungle. [1/3] Chasseurs solitaires. Dé James Money-Kyrle. 0.40 La Route de Shanghai. [1/2] De Pierre Fauque (55 min). PARIS PREMIÈME 19.00 Premières loges (et 0.45), 19.35 Stars en stock. Clint Eastwood. 20.00 20 h Paris Première, 21.00 Le Noël de Paris modes. 21.55 Aux arts et caetera. 22.25 Un dair de lune à Maubeuge.

Film français de Jean Cherasse (1962, N.). Avec Claude Bras-

seur. 23.50 Paris demière (55 min). CANAL J 18.15, Dodo, le retour ; 18.20, T'es pas cap; 18.25, La Legon de cinéma; 18.30, Sport; 18.35, Coup de cœur livre; 18.40, Le Mordu; 18.45, La Cuisine, 18.50, Les Missions du Capt'ain J; 19.00, Cajou l'invité; 19.30, Série: Alana ou le futur imparfait; 19.50, Au

CANAL JUMNY 20.00 Serie: Le Freion vert. Laissez-leur assez de corde, 20,30 Série : Route Bienvenue à Armity. 21.20 Série : Au cœur du temps. Armes secrétes. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. La Gymnoti caraçe. 22.15 Serie : Serieur de Grinante de Chicago. La Guerre des bordels. 23.35 Série : Liquid Television. 0.05 T'as pas une idée ? Invité : Bartabas (60 min).

SÉRUE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Miroirs. 19.55 Série : Del e 1 de cuir (et 23.20). Miroirs. 19.55 Série :

Paul et Virginie, 20.45 Série: The Thunderbirds (et 0.10). Message en musique. 21.40 Série : Agence Acapulco (et 1.00). Illusion parfaite. 22.30 Série : Mon ami le fantônne (50 min). MCM 19.00 L'invité de marque (et 0.00). 19.30 Zoom zoom (et 0.30), 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55), 20.00 Zoom zoom Guest, 21.00 MCM Classic, 21-30 MCM Rock Legends. 22.15 MCM Home Vidéo. 22.25 Cinémascope. 22.40 Clips non-stop. 23.00 MCM Mag. 23.30

Blah-Blah Groove (30 min). MTV 20.00 Take That: The Hits. 21.00 Concert: Inside Unplugged, 21.30 Concert: Hole Unplugged, 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night, 23.15 Crishfatic, 23.30 The State, 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00).

20.00 Boxe. Poids super mi-moyens: Glen-wood Brown (E-U)-Tony Marshal (E-U). 21.00 Aérobic. Championnats du monde 1995 ; finales. 23.00 Echecs. Grand Pix Intel international 0.00 Equitation. (60 min). Film français d'André Cayette (1942, N.). Avec Danielle Darrieux, 20.30 Dix hommes pour l'enfer. ■ Film américain de Harmon Jones (1955, N., vo.). 22.00 La vie est bele. ■ ■ Film

Film américain de Robert Stevenson (1951, N., 75 min). Avec Robert Mitchurn. CINÉ CINÉMAS 18,00 Le Bazar de Ciné Cinémas. 18.55 Manhattan, II II II Film américain de Woody Allen (1979, N., v.o.). Avec Woody Allen. 20:30 De guerre lasse. ☐ Film françois de Robert Enrico (1987). Avec Nathalie Baye. 22:30 La P'tite Amaqueuse. I Film américain de John Hughes (1991, v.o.). Avec James Belushi, 0.15 Christophe Lambert (50 min).

américain de Frank Capra (1946, N., v.o.). Avec James Stewart. 0.20 Mon passé défendu.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musque: Le Rythme et la Raison. Au royaume du conte musical, 3. Il était une fois Perrault. Œuvres de Ravel, Prokofiev, Debussy. 20.30 Tire ta langue. Sabir, Pataouète, Tchatche : les avatars du français dans l'Algérie française 21.28 Poésie sur parole: Nelly Sachs (3). 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la elgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française, loi et mantenant. Avec Alain Germoz, écrivain. Une émission de la Radio belge. 22.40 Nuits magnétiques. Filles ou fils de._ 2. Je sais à travers bribes. 0.05 Du jour au lendemain. Jacqueline Lichenstein (La Peinture). 0.50 Musique: Coda. Les 25 ans du GMEB (8). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.)

FRANCE-MUSIQUE 20,00 Concert. Donné le 18 novembre, salle Gaveau, dans le cadre du Salon romantique, sol. Jean-Efflam Bavouzet, Karoly Mocsan, pianos: Noctumes, transcription pour deux pianos de Ravel et Kocsis, de Oebussy; Oeux images, transcription pour deux pianos de

Kocsis, de Bartok; En blanc et noir pour deux pianos, de Oebussy; Suite nº 2 pour deux pianos op. 17, de Rachmaninov. 22.00 Soliste, Efisabeth Schwarzkopf, soprano, au Camegie Hall (enregistre en 1956) · Lieder, de Brahms, Wolf, R. Strauss. 22.25 Dépêche-notes. 22,30 Musique pluriel. Œuvres de Ferrari, Carter, Conlon Nancarrow, Jezek. 23.07 Ains la nuit. Concertante pour harpe et cor de basset avec accompagnement de violoncelle op. 7, de Backofen; Octuor pour cordes op. 20, de Mendelssohn, par l'Octuor de Vienne : Die Geselligkeit, de Schubert, par le Chœur d'hommes de la Radio de Berlin, dir. Dietrich Knothe. 0.00 Jazz vivant. Festival de Juan-les-Pins, Michel Petrucciani, piano et Didier Lodswood, violon, 1,00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector,

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique, Concert enregistre le 14 decembre à l'église Saint-Roch, par le Chœur et l'Orchestre baroque d'Arnsterdam, dir. Ton Koopman, Barbara Schlick, soprano, Elizabeth von Magnus, alto, Guy de Mey, tenor, Klaus Mertens, basse : Oratorio de Noë! BWV 248, de Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi Signification des symboles : ▶ 5ignalé dans « le Monde radio-télévision »; ☐ Film à éviter; ■ On peut voir; ■ ■ Ne pas manquer; E E Chef-d'œuvre ou dassique.

JEUDI 21 DÉCEMBRE

TF 1

12.50 Magazine: A vrai dire. 13.00 Journal Météo, Trafic info.

13.35 Magazine: Femmes. " 13.40 Las Feux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.20 Série : Cannon. 16.20 Jeu : Una famille en oc. 16.55 Club Dorothée Noël.

17.30 La Philo selon Philippe. 18.00 Série : Les Années fac 18.30 Le Miracle de l'amour. 19.05 Série : Agence tous risques. 20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique,

Météo, Traficatio.

20.50 Cinéma : L'Ombre du doute. Film americain d'Aline Isserman (1993). Avec Mireille Perrier.

22_40 Cinéma : Les Loups de haute mer. [] Film américain d'Andrew McLagler (1980). Avec Roger Moore.

0.25 Magazine : Ex libris. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Sueurs froides. Invités : Auguste Le Breton, (Le Bedeau) ; Didier Daeninclox, (Les Figurants); Jean Eche-noz, (Les Grandes Blondes); Thierry

Jonquet, (Mémoire en cage)... 1.30 ► Les Fables de La Fontaine (et 1.45). La Montagne qui accouche d'une souris, de Dominique Morlotti : Le Corbeau et le Renard, de Mahmoud Zemmouri.

1.35 Journal, Météo. 1.50 Programmes de nuît: FRANCE 2

12.15 Jeu: Les Z'amours. 12.50 Météo let 13.35). 12.55 Loto, Journal 13.45 Série : Derrick

14.45 Série : L'Enquêteux. 15.40. Tiercé. En direct de Vincennes. 15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5:05). 16.45 Des chiffres et des lettres.

17.10 Quaide neuf, docteur? 17.40 Série : Cooper et nous. 18.15 Série : Le Prince de Bel-Air. 18,40 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.10 Bonne nuit les petits.

19.20 Studio Gabriel (et 3.00). 19.59 Journal. 20.40 Mětéo, Pointroutis.

20.50 Magazine : Envoyé spécial. Les événements qui, en France et à l'étranger, ont marqué l'année

23,15 Expression directs. RPR

23.20 Cinéma : Le Milliardaire.

(1960).1.25 Les Films Lumière 1.30 Journal, Metéo. 1.45 Le Cerde de minuit.

Film américain de George Cukor

Présenté par Laure |Adler. Venise. Invités : Jean Clair, Jean Paris, Comte Foscari, Elisabeth Crouzet Pavan.

3.30 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.35 Journal. 13.05 Jeu: Tout en musique. 13.40 Gnéma : Echec au roi.

Film américain de Harold French (1953). Avec Richard Todd. 15.00 Questions au gouvernem . En direct du Sériat. 16.05 Série : Brigade criminelle.

16.35 Les Minikeums. 17.45 Divertissement: Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion

18.50 Um livre, um jour.
Dictionnaire du Second Empire,
sous la direction de Jean Tulard. 18.55 Le 19-20 de l'information.

. 19.08, Journal régional. 20,05 Jeu; Fa si la charrter. 20.35 Tout le sport.

20.45 Keno. 20.50 Téléfilm:

Ludu, roi de France. De Semard Uzan, avec Richard Bohringer, Corinne Touzet Un serrurier communiste et bouliste qui vit seul avec sa fille de dix-huit ans hérite d'un château en Touraine légué par son père naturel, un duc qui l'a reconnu sur son lit de mort.

22.25 Météo, Journal. 23.00 Magazine : Ah ! Queis titres I Présenté par Philippe Tesson. Cette année à Jérusalem. Invités : Jacques

Dommage, C'est raté.

Derogy (Le Siècle d'Israël); Jean Lartèguy (Mourir pour Jerusalem) ; Christian Makarian (Marie). 0.00 Magazine: Espace francophone. 0.30 Serie : Dynastie. 1.15 Musique Graffiti.

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Marie et sa bando.

D'Eric Till, avec Gema Zamprogna, Gwyrnth Walsh. Une jeune fille dont le père vient de mourir trouve un exutoire à son chaorin dans un petit groupe musical constitué par des garçons.

15.05 Boulevard des clips 16,30 Varietes : Hit Machine. Emission présentée par Charly et

Luke 17.05 Série : Les McKenna. 18.00 Série : Robocop. 19.00 Série : Flash.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Jeu: Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. Des

28.45 Cinèma : Farttimas se déchaîne. □

fetes, des repas.

Film français d'André Hunebelle 22,40 Téléfilm : Amityville IV. De Sandor Stem, avec Patty Duke, Jane Wyatt

maison d'Amityville, réapparaissent dans une maison californienne où viennent d'emmenager une veuve el ses trois enfants. 0.25 Magazine : Fréquenstar. Les Inconnus (rediff.).

3.00 Rediffusions.

CANAL+

EN CLAIR HISQU'A 13.45-12.30 La Grande Famille. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Les Soldats

de l'espérance. woode (1994) 16.00 Cinéma : Madame Doubtfire. □ Film américain de Chris Columbus

18.00 Le Dessinanime Santo Bugito.

18.30 Cyberflash. - EN CLAIR JUSQU'A 20.35-18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10)

19.30 Flash d'informations (et 21.25). 19.40 Zérorama, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.

- LA NUIT VITTORIO GASSMAN 20.35 Documentaire: Vittorio Gassman portrait d'un acteur. Portrait d'un homme de spectacle complet : international italien de basket, grand acteur de théâtre, de cinéma et de télévision, ecrivain à

succès Tout reusit à cet individua liste provocateur, ne d'une mère italienne et d'un père alternand. 21.33 Court métrage : Clara et Jerémy.

Oe F. Hernandez. Les forces du Mai, exorcisées de la 21.35 Cinéma: Parfum de femme.

23.15 Cinéma : Le Farriaron. Film italien de Omo Rsi (1962, N.). 0.55 Cinéma : La Famille. ■ ■ Film franco-italien d'Ettore Scola (1987, 124 min).

chœur d'hommes et piano D 809, par le Chœur d'hommes de la Radio de Berlin, dir. Dietrich Knothe. 0.00 Tapage noctume

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Chris-toph von Dohnanyi. Symphonie nº 4 ha-lienne, de Mendelssohn, par l'Orchestre phil-harmonique de Vienne; Concerto pour flûte et harpe K 299, de Mozart, par l'Orchestre de Cleveland. Joshula Smith, flûte, Lisa Well-baum, harpe; Symphonie nº 8, de Dvorak, par l'Orchestre de Cleveland; L'Or du Rhin: estraits de la scène 2, de Wagner. Robert Hale (Wotan), Kim Begley (Loge), Hanz-Josef Kapelmann (Albench), Walter Fink (Fafner) 22.30 Les Soirées... (Suire). Le chef d'orchestre Christoph von Dohnany. Concerto pour quatuor à cordes et orchestre, de Martinu, par l'Orchestre de Cleveland;

LA CINQUIÈME

12.00 Feuilleton: Sam et Sally [4/12]. 12.57 Agenda de Noël. Saint Pierre de Canistas, prètre alle

mand du XVII siècle. 13.00 Destination ; enfants. 13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 Attention santé.

For crise et remédes 13.35 L'Histoire du cinéma français.

Premiers dassoques du parlant fran-14.35 A la recherche de nos ancetres.

Chasseurs ou chasses [2/3]. 15.35 Dui vive ! |4/4|. La place des personnes àgées dans la

societé.

15.50 All6 | la Terre. [4/5]. 16.10 Cellulo.

17.00 Les Enfants de John. 18.25 Toi mon bébé (4/5).

ARTE

20.40 ▶ Soirée thématique : Hugo Claus, prince des lettres flamandes.

resenté par Jean Antoine. 20.41 Teléfilm: Le Chagrin des Belges. [1/3] De Claude Goretta, avec

Mathias Engelbeen, Mananne Basler. 27.15 Entretien: Qui étes-vous, Hugo Claus ? Avec Hugo Claus et Pierre-André Source 22.20 Documentaire:

au fil du temps |1 et 2/2]. De Jean Antome 23.35 Cinéma : Le Sacrement. Firm belge (flamand) de Hugo Claus

1.15 Bibliographie. 1.20 Cinema : Onibaba. film japonais de Kaneto Shindo (1964, N., v.o.) (100 mm, rediff.).

> NOCTURNE tous les **JEUDIS** 22 heures.

Jeudi 21, vendredi 22 décembre

sur TOUTE* la TV hi-fi, vidėo.

-15% ||Samaritaine

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Mètéo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Tintin et les oranges bleues. IIII Film franco-espagnol de Phi-lippe Condroyer (1954), avec Jean-Pierre Talbot. 21.50 Entretien: Hergé et Andy Warhol. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.20 Correspondances. 22.30 Ca se discrete. Rediff. de France 2 du 19/12. 0.05 Tell quel. 0.35 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En

PLANETE 19.00 Les Grands Maitres de la photographie. [3/6] Jacques-Henri Lartigue. De Peter Adam. 19.40 Médecins de cœur. De Tahani Rached. 20.35 La Forêt des geants. De Mike Birkhead et Cathy McConnell. 21.25 Histoire du sauvetage en mer. De Patrick Benquel. 22.15 Roumanie, les enfants sacrifiés. De Jean-Paul Billault. les entants sacrates. De Jean-Paul Brillaut. 23.10 Tant que le monde sera. [3/6] Du mont Erciyes à la Suleymaniye. De Suha Arin. 23.45 Vol au-dessus des mers. [1/11] Panther, un félin sur la Corée. De Steven Hoggard. 0.40 Robert Houten, une vie de magicien. De lean-Luc Müller (55 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Aux arts et cae-

américain de Vincente Minnelli (1953, v.o.). Avec Fred Astaire, Cyd Charisse. 22.50
Totalement cinéma. 23.20 Concert: Mac-beth et Rigoletto. Enregistré au Concertge-bouw d'Amsterdam en 1994. 0.45 Musicues en scènes (25 min).

Musiques en scènes (25 min).

CANAL J 17-25 Comte Mondicus. 18.00

Soirée Cajou. Spécial dix ans de Canal J.

18.05, Rébus; 18.10, Oodo, le retour;

18.15, C'est vous qui le faites; 18.20, Série:
Les Aventures de Black Beauty; 18.50, Tip
top dip; 19.00, Atomes crochus; 19.15, La
Reuse de presse 19.20, Codes centrals; Revue de presse. 19.20, Codes secrets;

Revue de presse. 19.20, Codes secrets; 19.30, Série: Alana ou le futur imparfait; 19.55, La Mode et au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 Chronique du front. 20.05 La Nuit de la moto (365 min).

SÉRIE CLUS 19.10 Série: Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Le Legs. 19.55 Série: Paul et Virginie. 20.45 Série: Les Evasions célèbres (et 0.10). Latude ou l'entêtement de vivre. 21.50 Série: Agence Acapulco (et 1.00). Le Réveil de l'espion. 23.30 Série: Mon agri le fantôme (50 min). 22.30 Série : Mon ami le fantôme (50 min).

MCM 19.00 Eurotrash (et 0.15). 19.30 Zoom zoom (et 0.30). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends, Marvin Gaye (8 partie). 22.30 L'Invité de marque. Les innocents. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Médiamag. 1.00 Zoom zoom (suite).

IMTV 20.00 Lenny Kravitz : The Hrts. 21.00 Concert: Mirvana Live'N Loud. Enregistré à Seattle en décembre 1993. 22.00 R Chili Peppers. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00

Aérobic. Résumé. Miss Fitness Etats-Unis (2º partie). 21.00 Catch. 22.00 Boxe. Poids fourds-lègers: James Toney (E-U)-Greg Everett (E-U). 23.00 Fléchettes. Résumé. Championnats du monde «Bullshooter» à Chicago (Illinois). 0.00 Golf. PGA améncaine : le «Maui Kaanapali» Classic à caine: le «Maui Kaanapali» Classic à Lahaina. 1.00 Eurosportnews. (30 min).

CINÉ CINÉFIL. 18,00 La vie est belle.
Film américain de Frank Capra (1945, N.) avec James Stewart. 20.30 L'Homme aux cent visages. Il Film franco-italien de Dino Risi (1959, N., v.o.) avec Vittorio Gassman. 22.10 Le Château de verre. Il Film

franco-italien de René Clément (1950, N.) avec Michéle Morgan. 23.45 Le Club (80 min).
CINÉ CINÉMAS 18.40 Viva la vie. Film français de Claude Lelouch (1984) avec Michel Piccoli. 20.30 Cléopátre. Film américain de Joseph Mankiewicz (1962) avec Elizabeth Taylor. 0.10 Trois sceurs. Film italo-franco-allemand de Margarethe von Trotta (1988, 110 min) avec Fanny **RADIO**

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Au royaume du conte musical. 4. Il était une fois le fantastique selon Edgar Alan Poe. Œuvres de Reibel, Debussy, Caplet. 20.30 Lieux de memore. La Basilique Saint-Denis. 21.28 Poésie sur parole. Nelly Sacts (4). 21.32 Fiction. Nid Baroque, de Guyette Lyr. 22.40 Nuits magnétiques. Files ou fils de... 3. Prière de regarder les ossements. 0.05 Du jour au lendemain. Hubert Damisch (Ecrits, de Dubuffet). 0.50 Musique: Coda. Les 25 ans du GMEB (9).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 9 décembre, à la salle Pleyel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski : Concerto pour piano et orchestre nº 1, de Brahms; Symphonie nº 3 Ecossaise, de Mendeissohn, 22,00 Soliste, Elisabeth Schwarzkopf, soprano, au Festival de Sabbourg (en 1953): Ueder sur des textes de Goethe et de Mörike, de Wolf. 22.25 Dépèche-notes. 22.30 Musique plunel. Œuvres de De Leeuw, Jesek. 23.07 Ainsi la nuit. Septuor pour clannette, cor, basson et quatuor à cordes op. 20, de Beethoven, par les membres de l'Octuor de Vienne; Œuvres de Schubert : Das Dörfchen, pour chœur d'hommes 0 598; Der Gondefahrer, pour

Musique aux antipodes. Œuvres de Zanesi, Mo Borna, Social Interiors, Riddell, Hopkins. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

de Martinu, par l'Orchestre de Cleveland; Orchestral Set nº 2, d'Ives, par l'Orchestre de Cleveland; Les Sept Pechès capitaux, ballet chanté, de Weill, par l'Orchestre de Cleve-land, Anja Sija, soprano, Donald George et Volker Vogel, ténors, Jörg Gottschick, basse, Franz-Josef Kapellmarin, basse; Serénade pour violon, atto, violoncelle op. 10, de von Dohnanyi, Jascha Herfetz, violon, William Primmer alto, Franquel Feuermann, violon-Primrose, alto, Ernanuel Feuermann, violon-celle, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

tera. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Tous en scène. (60 min).

of the state of th

Le Monde

Le gracié

par Pierre Georges

C'EST UNE THÈSE comme une autre, avec ce genre de titre un peu singulier qui convient au doctorat d'histolre : « La famille en Gévaudan au XV siècle, d'après les notaires de la Lozère (1380-1483) ». Et ce ne fut pas une soutenance de thèse comme une autre.

Lundi 18 décembre, à l'université de Tours, un candidat très particulier s'est présenté devant son jury, deux femmes et trois bommes. Un candidat sous bonne garde. Menotté jusqu'à l'entrée de la bibliothèque universitaire. Meootté dès la sortie après l'obtention du diplôme avec mention très honorable et félicitations du jury. Et reconduit aussitôt au centre de détention de Caen, où il purge sa

Philippe Maurice, agé de trenteoeuf ans, ancien condamné à mort, est désormals docteur eo histoire de l'université de Tours. Enoncé brut d'une histoire hors de l'ordinaire, du retour inattendu sur un homme lui-même inscrit dans Thistoire judiciaire du pays.

Philippe Maurice fut I'un des derniers coodamnés à mort de France. Et il reste le premier gracié, le 25 mai 1981, par François Mitterrand à peine élu. Il avait tué un vigile et un brigadier de police. Il avait multiplié les tentatives d'évasioo violentes. Avant comme après la grâce dont il bénéficia. En février 1981, il blessa grièvement un gardien de la prisoo de Fresnes avec une arme qui lui avait été procurée par une jeune avocate. condamnée elle-même pour cela. En oovembre 1981, il avait tenté autre surveillant lors d'un trans-

Philippe Maurice était donc un homme dangereux, voire «l'irrécupérable » type. Il était ce tueur doot l'avocat général de la cour d'assises de Paris, requérant et ob-

tenant la peine de mort, disait à l'époque : « La mort est inscrite dans le destin de Philippe Mourice, cor s'il n'est pas tué il tuero en-

C'est dire si le cas Maurice fit du bruit à l'époque, et si la grace présidentielle fut aussitöt dénoncée par beaucoup, comme l'illustration même du « laxisme judicioire » de la gauche.

C'était hier, avant l'abolition de la peine de mort, ce premier combat victorieux de la gauche au pouvoir. Et c'était autrefois. Quinze ans oot passé. Quinze années de réclusion criminelle pour Philippe Maurice, dont on sut un mo-ment qu'il écrivait beaucoup, entretenant, le temps d'une année scolaire en 1986, une correspondance suivie avec des élèves d'une classe de troisième de Morlaix.

Et puis vint l'oubli. Sauf ses proches, sauf ses maîtres, qui savait que Philippe Maurice s'était lancé à corps perdu dans l'étude, dans les études? Dans sa correspondance avec les collégiens il s'en était expliqué. « Dans l'immédiat, c'est pour ne pas devenir fou. pour que mon esprit ne régresse pas trop foce à la monotonie, à la platitude du monde carcéral ». C'était étudier ou, selon ses propres termes, vivre « en mort-vivant, de cette mort psychologique pire que la mort physique ». D'un CAP d'aidecomptable, avant l'incarcération, à ce doctorat d'histoire, guinze ans de travail en prison. Et ce que soo directeur de thèse, Bernard Chevalier, appelle « une histoire un peu exemplaire, un peu extraordipersonne n'est irrécupérable ». Un diplôme, jamais, n'abolit le passé. Philippe Maurice a tué et brisé des vies. Constatons simplement qu'il n'a trahi ni sa grâce ni l'espoir placé, malgré tout, eo l'homme par

Le nouveau statut de la Polynésie française renforcera l'autonomie du territoire

Les textes devaient être adoptés, mercredi 20 décembre, en conseil des ministres

LA REPRISE, pour un temps limi-té, des essais nucléaires dans le Pacifique sud se solde par un coût politique. Le président du gouvernement territorial de Polynésie française, le député (RPR) Gaston Flosse, a non seulement obtenu de son « ami » Jacques Chirac l'engagement de maintenir pendant dix ans les flux financiers engendrés par le Centre d'expérimentation du Pa-cifique et évalués à près de 400 millions de francs, mais il est aussi parvenu, en un temps record, à obtenir un projet de statut d'autocomie pour la Polynésie, que devait adopter le conseil des ministres du mercredi 20 décembre et dont la première version, avant examen par le Conseil d'Etat, avait causé, par l'ampleur des pouvoirs accordés à M. Flosse, une certaine surprise au sein de la majorité, voire du gouver-

Ce projet de statut a déjà recu l'aval, le 8 novembre, à une très large majorité (30 voix contre 6 et 1 abstention), des membres de l'actuelle assemblée territoriale, renouvelable - il faut le préciser - en mars 1996. Il devrait être soumis au Parlement, vraisemblablement au début de 1996. Ce nouveau statut consacrerait la Polynésie comme un « territoire d'outre-mer autonome », associé en quelque sorte - bien que le mot ne soit pas employé – à la Ré-publique française. Selon l'article 1 du projet de loi organique (complété par une loi ordinaire), le territoire exerce librement et démocratiquecompétences » dévolues par la loi. Le président du gouvernement du

territoire deviendrait le « président de lo Polynésie françoise » et les membres de l'assemblée territoriale des « députés territorioux ». Les recours contre leurs délibérations relèveraient directement du conseil d'Etat, et non plus du tribunal administratif. Les compétences du « gouvernement » porteraient, entre autres, sur l'enseignement supérieur, les dessertes aériennes et ma-ritimes internationales, les télécommunications. Le « président » pourrait négocier et signer, sous certaines conditioos, « ou nom de l'Etat » avec les organismes internationaux et les gouvernements des Etats du Pacifique.

L'opposition locale s'inquiète des pouvoirs accordés au « président » polynésien, le RPR Gaston Flosse

Sur le plan économique, le texte étend le domaine de compétence de la Polynésie aux eaux territoriales, y compris aux lagons, ainsi qu'au sol et au sous-sol de ce domaine mari-time. En clair, cette modificadon vise à faciliter l'exploitation de gisements de phosphates, ootammeot aux iles Tuamotu. Selon les amendements proposés par la majorité de l'assemblée territoriale, « les outorités du territoire ne [pourraient] se voir opposer les compétences de l'Etat » en matière de douanes, de marchés publics, de « loteries, tombolas et paris », d'organisation des professions « à l'exception de la proession d'avocat », ou de communication audiovisuelle. La langue tahitienne deviendrait la langue officielle au même titre que le français, Enfin, les amis de M. Flosse proposeot l'instauration d'un CSA local, baptisé « conseil territorial de l'oudio-visuel », dont la moitié des membres serait désignée par le pou-

voir politique en place. «La presse d'opposition déjà exclue des conférences de presse du président n'aura qu'à bien se tenir», a affirmé à Papeete l'un des principaux porte-parole de l'opposition, Boris Léontieff, qui dénonce plus généralement le « marchondage » de M. Flosse consistant en « un soutien aveugle aux essais en échange d'un statut taillé sur mesure ». Plus sévères, d'autres opposants jugent le projet « discriminatoire à l'égard

du peuple maohi ». « Il est fait, aloutent-lis, par et pour des affairistes qui veulent continuer le pillage de notre pays ». Le chef de file des indépendantistes, Oscar Temaru, dénonce une manœuvre électoraliste destinée à coinforter la position de Gaston Flosse avant les prochaines élections territoriales, et rédame l'organisation d'un référendum sur l'indépendance. En réponse à l'ancien député (non inscrit) Emile Vernaudon, le président de la République a toutefois estimé, le 31 octobre, qu'« à brève échéance » une telle consultation ne

du budget des DOM-TOM à l'As-semblée nationale, Léon Bertrand (RPR, Guyane), nouveau président de l'intergroupe des parlementaires d'outre-mer, s'est étonné des bonnes manières faites à son collègue de Polynésie. «L'appartenance à la France, et les transferts financiers qu'elle entraîne, suppose le respect d'un certain nombre de règles communes », a-t-il affirmé, en souhaitant notamment que «l'orgent public profite réellement à toutes les couches de la population polyné-,

> Jean-Louis Saux et Michel Yieng Kow

Steven Spielberg, entre deux âges

A Paris même, lors de l'examen

hii « apparaît pas souhaitable ».

correpondance Lundi 18 décembre, Steven Spielberg fêtait deux anniversaires. Celui de ses quarante-neuf ans, si l'on en croit son bulletin de naissance, dans le comté de Hamilton (Ohio), un 18 décembre 1946. Et celui de l'âge que le réalisateur américain primé par un Oscar pour son film La Liste de Schindler s'est choisi, se rajeunissant d'un an pour des raisons encore mystérieuses. Ainsi, le permis de conduire, la carte d'électeur de Steven Spielberg mentionnent comme date de naissance : 18 décembre 1947. Le New York Times avait même publié, en 1987, un long article titré « Spielberg à quorante (ons)... », sans que celui-ci proteste. Et tous les livres de référence sur le cinéma, y compris la Film Encyclopedia, de Ephraim Katz, le Quid, donne 1947 comme année de naissance de l'inventeur de E.T.

qui vient d'être déposée devant un tribunal californien contre Steven Spielberg par l'homme qui, en 1968, avait financé le premier film professionnel du réalisateur : Amblin, court-métrage de 24 minutes. Denis Hoffman, aujourd'hui marchand de beignets à Hollywood, prétend avoir alors passé un « deal » avec Steven Spielberg qui s'engageait à diriger dans

les dix années à venir un film produit par lui. En 1977, Steven Spielberg réalise l'énorme succès Les Dents de lo Mer, et casse l'accord en versant un modeste dédommagement à Hoffman. Mals d'après celul-ci les avocats du réalisateur auraient soutenu à l'époque que le contrat était nul et non avenu puisque, en 1968, Spielberg était mineur. Celui né en 1947, oui, mais celui né en 1946, non. D'où le procès

Depuis, les représentants de Steven Spielberg (son avocat Marshall Grossman et son porte-parol Marvin Levy) ont reconnu officiellement que le réallsateur était bien né en 1946 et que toute référence à l'année 1947 était incorrecte. Mais ils se sont refusé à tout autre commentaire. Spielberg se tait, lui aussl. Il faudra donc corriger les encyclopédies du cinéma. « A l'êge de douze (lire treize) ons, il avait dirigé son premier film omateur avec scénorio et octeurs, explique le Katz. A treize (lire quatorze) ons, il remporta Escape to Nowhere ». Serait-ce le goût hollywoodien des superlatifs, doublé du penchant américain pour les chiffres-records, qui aurait poussé un cinéaste précoce à se rajeunir encore? L'homme le plus puissant de Hollywoood répondra-t-il un jour ?

Claudine Mulard

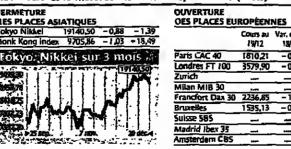
Le comité d'entreprise de « Libération » saisit la justice

LES ÉLUS DU COMTTÉ D'ENTREPRISE DE LIBÉRATION ont saisi, mardi 19 décembre, en référé, le président du tribunal de grande ins-tance de Paris d'une demande d'annulation du plan social présenté par la direction, qui prévoit quatre-vingt-quinze suppressions de postes (Le Monde du 20 décembre). Le CE estime qu'il a été insuffisamment informé des conditions économiques qui le justifieraient. Il demande en outre au président du tribunal d'« interdire à Libération de paursuivre ce projet ». L'audience de référé a été fixée au mercredi 27 décembre.

Le personnel du quotidien devait se prononcer à bulletin secret, mer-credi 20 décembre, sur l'accord passé entre le conseil de surveillance, qui représente les salariés-actionnaires, et la direction sur le volet social du plan de redressement. Cet accord de compromis, qui a eotralné la démission de plusieurs membres du conseil de surveillance, prévoit une réduction de la masse salariale équivalant à la suppression de

■ ÉDITION : la plus ancienne encyclopédie de langue anglaise, l'Encyclopaedio britannico, fondée en Ecosse en 1768, va être vendue par l'université de Chicago, qui la publie sous l'égide de la Fondation William Bentoo. Un groupe d'investisseurs dirigé par le financier Ja-cob Safra, basé en Suisse, s'est porté acquéreur. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Les ventes de l'ouvrage ont chu-té aux Etats-Unis, passant de plus de 100 000 en 1990 à 51 000 en 1994.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LÉMONDE Cours relevés le mercredi 20 décembre, à 12 h 30 (Paris)

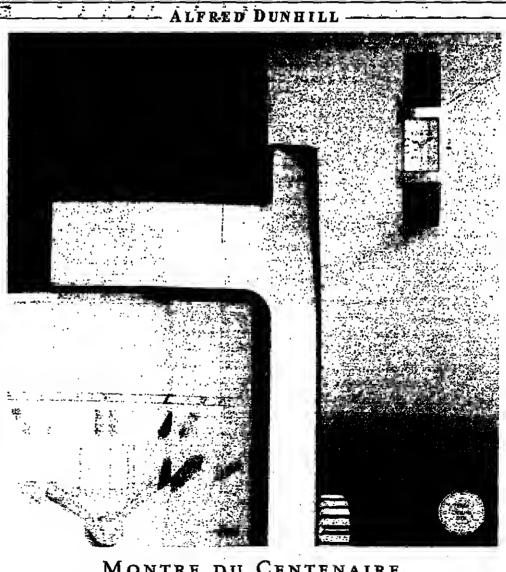


LE 22 DÉCEMBR

Le 22 décembre 1995

Le Monde (daté 23 décembre) vous fera découvrir nos deux héros « Entre chien et chat »

> Un cadeau pour vous, lecteurs de 12 à 120 ans!



MONTRE DU CENTENAIRE.

Modèle inspiré de montres Afred Dunhill des années 80 célébrant le centenaire de la maison. Ufred Dunhill: Fabriquée en Suisse, son mouvement est mécanique, son boitier en acier est inoxydable et son oerre en saphir est inrayable. Elle est étanche à 30 mètres et bénéficie d'une garantie internationale.

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE 24 DECEMBRE DE 11H A 17H.



Très recherché depuis 1898. Ufred Dunhill, 15, rue de la Laix, Laris. Feb. : 42 61 57 58

1 2 / 1/ 1/ SA